



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE

REPUBLIQUE DU BENIN

03 B P 2900 Cotonou - Bénin

Tél. + 229 21 30 10 87

+ 229 21 30 04 10

www.agriculture.gouv.bj

DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE (DPP)

PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES LAIT ET VIANDE ET À LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ÉLEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

☆☆☆☆☆



CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES)

RAPPORT FINAL

Financement : Fonds Africain de Développement (Prêt FAD)
Nature de l'étude : EVALUATION ENVIRONNEMENTALE
Consultant : Dr. Romaric OGOUWALE
Spécialiste en Evaluation Environnementale
Tél. (+229) 97 47 81 69
E-mail : ogou25@yahoo.fr



Décembre, 2019



Table des matières

LISTE DES PHOTOS	5
LISTE DES PLANCHES	5
LISTE DES FIGURES	5
LISTE DES TABLEAUX	5
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	7
1. INTRODUCTION	39
1.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE	39
1.2. OBJECTIFS DU CGES	40
1.2.1. Objectif général	40
1.2.2. Objectifs spécifiques	40
1.3 Architecture du présent rapport	41
2.DEMARCHE METHODOLOGIQUE POUR L'ELABORATION DU CGES	42
2.1. Cadrage de la mission avec les acteurs institutionnels	42
2.2. Recherche et analyse documentaire	42
2.3. Visites et entretiens avec les acteurs	43
2.4. Consultations publiques	44
2.5. Validation du rapport provisoire au niveau national	46
2.6. Démarches spécifiques d'analyse utilisées	47
2.6.1. Démarche adoptée pour le bilan environnemental de la mise en œuvre du PAFILAV	47
2.6.2. Méthode d'analyse des enjeux/impacts environnementaux du Projet	48
2.6.3. Méthode d'analyse du cadre institutionnel et juridique du projet	49
2.6.4. Méthode relative aux mesures de gestion des risques et impacts	50
2.6.5. Méthode d'élaboration du Plan de Gestion Environnementale et Social	51
2.6.6. Méthode suivie pour proposer un plan de surveillance et de suivi pour la mise en œuvre du PCGES	52
2.6.7. Méthode suivie pour la proposition des dispositions institutionnelles de mise en œuvre du PCGES	53
2.7. Traitement et analyse des données / informations	53
3.DESCRPTION DU PROJET DU PRODEFILAV-PEL)	53
3.1. Composantes et activités du projet	53
3.2. Aspects transversaux du projet	57
3.3. Dispositions en matière d'exécution	58
4.CADRE POLITIQUE, INSTITUTIONNEL ET JURIDIQUE DE L'EVALUATION	62
4.1. Cadre Politique National	62
4.2. Conventions, accords et protocoles environnementaux ratifiés par le Bénin pour la préservation de l'environnement	63
4.3. Cadre juridique du Bénin en matière de sauvegarde environnementale et sociale	64
4.3.1. Législation nationale en matière de gestion de l'environnement	64
4.3.2. Normes de l'UEMOA sur la gestion des pesticides	68
4.4. Armature juridique de construction, du foncier et de la décentralisation au Bénin	68
4.4.1. Textes relatifs à la réglementation du secteur de la construction	68
4.4.2. Cadre juridique et institutionnel de gestion des ressources forestières au Bénin	69
4.4.3. Textes sur la décentralisation au Bénin	74
4.4.4. Cadre juridique relatif à l'élevage au Bénin	75

4.5. Cadre institutionnel de l'environnement et de mise en œuvre du projet	76
4.5.1. Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD)	76
4.5.2. Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP)	77
4.5.3. Ministère du Plan et du Développement	78
4.5.4. Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et la Promotion de l'Emploi	79
4.5.5. Ministère de l'Economie et des Finances	80
4.5.6. Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	80
4.5.7. Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance	81
4.5.8. Plateforme Nationale des Organisations de la Société Civile au Bénin (PASCiB)	81
4.5.9. Plateforme Nationale des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles du Bénin (PNOPPA-Bénin)	82
4.5.10. Secrétariat Permanent de l'Association Nationale des Organisations Professionnelles des Eleveurs de Ruminants (ANOPER)	82
4.5.11. Chambre Nationale d'Agriculture (CNAB)	83
4.5.12. Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin	83
4.5.13. Préfectures	84
4.5.14. Communes	84
4.5.15. Organisations socio-professionnelles	85
4.5.16. Organisation Non Gouvernementale (ONGs)	85
4.5.17. Conventions internationales	85
4.6. Politiques environnementales de la Banque Africaine de Développement (BAD)	86
4.7. Point de convergence entre la législation nationale et les Politiques environnementales de la Banque Africaine de Développement (BAD)	89
5. PROGRAMME PRODEFILAV-PEL	91
5.1. Présentation de la zone d'intervention du PRODEFILAV-PEL	91
5.2. Caractéristiques biophysiques et socio-économiques du PDA 2	93
5.2.1. Caractéristiques biophysiques	93
5.2.2. Caractéristiques socio-économiques	94
5.2.3. Enjeux environnementaux et sociaux majeurs de la zone	97
5.3. Caractéristiques biophysiques et socio-économiques du PDA n°4	106
5.3.1. Caractéristiques biophysiques	106
5.3.2. Caractéristiques biophysiques	109
5.3.3. Caractéristiques socioéconomiques	111
5.3.4. Enjeux environnementaux et sociaux majeurs de la zone	114
5.4. Manifestations de la violence basée sur le genre dans la zone d'intervention du projet	115
5.4.1. Bilan environnemental des réalisations du PAFILAV	116
6. IMPACTS/RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX POTENTIELS GENERIQUES	134
6.1. Impacts environnementaux et sociaux positifs potentiels du Projet	135
6.2. Impacts et risques environnementaux et sociaux négatifs potentiels	138
6.2.1. Impacts et risques environnementaux et sociaux négatifs potentiels d'aménagement des aires de pâturage, de réhabilitation des retenues d'eau, de tracé et balisage, construction de marchés à bétail, d'abattoir et postes d'abattage	138
6.2.2. Impacts environnementaux et sociaux potentiels du tracé et balisage de 1000 km de parcours et d'aménagement d'aires de pâturage	144
6.2.3. Impacts et risques environnementaux et sociaux potentiels liés à l'augmentation de la production agricole	147
6.3. Analyse des impacts cumulatifs	149

7. PARTICIPATION SOCIALE ET GESTION DES EFFETS SOCIAUX	151
7.1. Mécanismes de gestion des effets sociaux	151
7.2. Consultations du publiques.....	155
8. PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES).....	158
8.1. Processus d'analyse et de sélection environnementale et sociale et mise en œuvre des sous-projets de PRODEFILAV-PEL	158
8.1.1. Procédures de tri des sous-projets et suivi de la mise en œuvre	158
8.1.2. Conditions d'emploi et de travail dans le cadre de la mise œuvre de PRODEFILAV-PEL.....	163
8.1.3. Procédure de gestion du patrimoine culturel en cas de découverte fortuite...164	
8.1.4. Dispositions environnementales et sociales incorporées dans le cycle de sélection des sous-projets.....	165
8.2. Mesures génériques d'atténuation des impacts potentiels identifiées.....	166
8.3. Programme de suivi-Evaluation/ surveillance environnementale et sociale	168
8.3.1. Surveillance environnementale et sociale.....	168
8.3.2. Inspection ou la supervision.....	169
8.3.3. Suivi environnemental et social	169
8.3.4. Indicateurs environnementaux et sociaux.....	170
8.4. Dispositions institutionnelles pour la mise en œuvre et le suivi du PCGES	173
8.5. Contraintes institutionnelles pour la mise en œuvre du PRODEFILAV-PEL au plan environnemental et social	175
8.6. Etat des lieux de la capacité de gestion environnementale des acteurs clés et besoins en renforcement de capacités.....	176
8.7. Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP)	178
8.7.1. Types des plaintes probables à traiter	178
8.7.2. Organes, composition, modes d'accès et mode opératoire du MGP	179
8.8. Plan de communication/consultation du public pendant la vie du projet	185
8.8.1. Stratégie proposée pour la diffusion des informations.....	185
8.8.2. Stratégie proposée pour les consultations	186
8.8.3. Stratégie proposée pour la prise en compte des points de vue des groupes vulnérables	186
8.9. Calendrier de mise en œuvre du PCGES.....	186
9. BUDGET DE MISE EN ŒUVRE DU PCGES.....	187
CONCLUSION.....	190
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	192
ANNEXE 1 : FICHE SCREENING ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE.....	197
ANNEXE 2 : GRILLE D'ANALYSE SOCIALE.....	202
ANNEXE 3 : FICHE DE COMPENSATION PREVISIONNELLE	203
ANNEXE 4 : FORMULAIRE D'ENREGISTREMENT DES PLAINTES.....	206
ANNEXE 5 : LISTE DE PRÉSENCE À LA SÉANCE DE CADRAGE DE LA MISSION	207
ANNEXE 6 : LISTE À L'ATELIER D'APPROPRIATION ET DE VALIDATION DU RAPPORT PROVISOIRE	208
ANNEXE 6 : LISTE DES AUTORITÉS INSTITUTIONNELLES	219
ANNEXE 6 : LISTE DES AUTORITÉS INSTITUTIONNELLES	219
ANNEXE 7 : PV DES CONSULTATIONS DU PUBLIC	220
ANNEXE 8 : FICHE ENQUETE DE COLLECTE DES DONNEES	286

Liste des photos

Photo 1 : Images des participants à la séance de cadrage de la mission.....	42
---	----

Liste des planches

Planche 1 : Consultations publiques avec les différents acteurs à impliquer dans la mise en œuvre du projet	45
Planche 2: Images des participants à l'atelier d'appropriation et de validation	46
Planche 3: Pâturage des bœufs transhumants à Daga au niveau de la ZOC et la Zone d'Exploitation de Ressources	98

Liste des figures

Figure 1 : Situation géographique des pôles 2 et 4	92
Figure 2: Zones agro-pastorales des pôles 2 et 4	96
Figure 3: Prévalence moyenne des affections dans les pôles 2 et 4	99
Figure 4 : Répartition du taux de desserte en eau potable par département (pôles 2 et 4) ..	100
Figure 5: Evolution des différents cheptels.....	101
Figure 6: Sous-bassin des pôles agricoles 2 et 4	107
Figure 7 : Hauteurs de pluie moyenne dans les sous bassin versant des pôles à l'horizon 2050	108
Figure 8: Moyenne mensuelle des hauteurs de pluie à l'horizon 2050	109
Figure 9 : Ecart de hauteur de pluie (%) à l'horizon 2050	109
Figure 10: Caractéristiques du couvert végétal dans le secteur du projet	110
Figure 11: Evolution de la pauvreté non monétaire des départements du Borgou, Donga et les Collines de 2009, 2011 et 2015	113
Figure 12: Evolution de la pauvreté monétaire des départements du Borgou, Donga et les Collines de 2009, 2011 et 2015	113
Figure 13: Formes de VBG dans les communes cibles du Bénin	115
Figure 14: Schéma du cadre organique et de la circulation de l'information du	184

Liste des tableaux

Tableau 1: Synthèse des preuves d'activités environnementales et sociales mise en œuvre dans le cadre du PAFILAV	48
Tableau 2: Cadre conceptuel d'analyse des enjeux.....	49
Tableau 3: Conventions/accords multilatéraux ratifiés ayant une pertinence directe ou indirecte pour le projet	49
Tableau 4: Applicabilité de la politique environnementale BAD au PRODEFILAV-PEL.....	50
Tableau 5: Format d'analyse et de tri pour chaque sous projet proposé	51
Tableau 6: Canevas d'élaboration du Plan de Gestion Environnementale et Social (PGECS) ..	52
Tableau 7: Canevas de suivi environnemental pour la mise en œuvre du PCGES sur chaque site du projet	52
Tableau 8 : Conventions/accords multilatéraux ratifiés ayant une pertinence directe ou indirecte pour le projet	63
Tableau 9 : Quelques articles de la nouvelle loi foncière n° 2017-15 et leur contenu	72
Tableau 10: Principaux Pôles de Développement Agricole (PAD) concernés par le PRODEFILAV-PEL.....	91
Tableau 11: Nombre d'habitants par Commune du PDA 2	94
Tableau 12 : Effectifs de la population par commune dans les départements de Borgou sud, Donga et des Collines (nombre d'habitants)	111
Tableau 13: Synthèse du bilan environnemental du PAFILAV	117

Tableau 14. Identification des impacts environnementaux et sociaux potentiels des composantes du projet.....	135
Tableau 15: Synthèse des impacts négatifs potentiels de l'utilisation des pesticides	149
Tableau 16: Arrangements institutionnels de mise en œuvre.....	154
Tableau 17: Récapitulatif des étapes de la sélection environnementale et sociale des investissements du PRODEFILAV-PEL	162
Tableau 18: Synthèses et hiérarchisation dans la programmation des dispositions du CGES	165
Tableau 19: Mesures génériques d'atténuation des impacts potentiels identifiées	166
Tableau 20: Indicateurs de suivi des mesures du CGES.....	170
Tableau 21 : Indicateurs de suivi des mesures du PCGES.....	171
Tableau 22 : Indicateurs et dispositif de suivi	172
Tableau 23 : Synthèse des arrangements institutionnels pour la mise en œuvre du PCGES	173
Tableau 24: Synthèse des capacités de gestion environnementale des acteurs du programme PRODEFILAV-PEL.....	176
Tableau 25: Modules de renforcement des capacités pour la gestion environnementale du PRODEFILAV-PEL.....	177
Tableau 26: Composition des organes de gestion des plaintes.....	179
Tableau 27 : Calendrier de mise en œuvre des mesures du programme.....	186
Tableau 28: Coûts des activités de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales du projet	187

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ABE	:	Agence Béninoise de l'Environnement
ABSSA	:	Agence Béninoise de Sécurité Sanitaire des Aliments
APIC	:	Association pour la Promotion des Initiatives Communautaires
ANOPER	:	Association Nationale des Organisations Professionnelles des Éleveurs de Ruminants
ATDA	:	Agence Territoriale de Développement Agricole
BAD	:	Banque Africaine de Développement
CAA	:	Caisse Autonome d'Amortissement
CC	:	Cellule Communale
CCIB	:	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
CE	:	Cellule Environnementale
CCMP	:	Cellule de contrôle des marchés publics
CNAB	:	Chambre Nationale d'Agriculture
CNSS	:	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
CHS	:	Comité d'hygiène et de sécurité
DAC	:	Directeur Adjoint de Cabinet
DC	:	Directeur de Cabinet
DDAEP	:	Direction Départementale de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche
DGAER	:	Direction Générale de l'Aménagement et de l'Équipement Rural
DGFD	:	Directeur Général du Financement du Développement
DGFRN	:	Direction Générale des Forêts et Ressources Naturelles
DGIC	:	Direction Générale, de l'Industrie et du Commerce
DPP	:	Direction de la Programmation et de la Prospective
DE	:	Direction de l'Élevage
DG -Eau	:	Direction Générale de l'Eau
DSA	:	Direction des Statistiques Agricoles
DQIFE	:	Direction de la Qualité des Innovations, de la Formation Entrepreneuriale
DST	:	Direction des Services Techniques
EES	:	Évaluation Environnementale et Sociale
ECP	:	L'Équipe de coordination du projet
FAO	:	Food and Agriculture Organisation
FNDA	:	Fonds National de Développement Agricole
GPS	:	Global Positioning System
IFEF	:	Instituts de Formation et d'Éducation Féminine
INSAE	:	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique
INRAB	:	Institut National des Recherches Agricoles du Bénin
LCSSA	:	Laboratoire Central de Sécurité Sanitaire des Aliments
MAEP	:	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche
MPMEPE	:	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et la Promotion de l'Emploi

MCVDD	:	Ministère du Cadre de Vie et de Développement Durable
MDGL	:	Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale
MEF	:	Ministère de l'Economie et des Finances
MPD	:	Ministère du Plan et du Développement
OIT	:	Organisation Internationale du Travail
OMD	:	Objectif du Millénaire pour le Développement
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
PAG	:	Programme d'Action du Gouvernement
PAFILAV	:	Projet d'Appui aux Filières Lait et Viande
(PASCiB)	:	Plateforme Nationale des Organisations de la Société Civile au Bénin
PNOPPA- Bénin	:	Plateforme Nationale des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles du Bénin
PCGES	:	Plan Cadre Gestion Environnement et Social
PDEBB	:	Projet de Développement de l'Elevage Bovin dans le Borgou
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PRODEFILAV- PEL	:	Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Élevage
TdR	:	Termes de Référence
SE	:	Service Environnement
SSEI	:	Service suivi-évaluation interne
SFD	:	Système Financier Décentralisé
UCOPER	:	Union Communale des Organisations Professionnelles des Éleveurs de Ruminants
ZIP	:	Zone d'Intervention du Programme

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

1. Brève description du projet

La promotion des filières lait et viande est une action prioritaire du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG, 2016-2021). La contribution de l'Élevage dans le PIB agricole est de 13% en 2018 (d'après l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique (INSAE)). Les performances des deux filières sont limitées par des facteurs incluant notamment : (i) la faible productivité des races animales locales, (ii) les difficultés d'accès aux intrants zootechniques et vétérinaires ainsi qu'aux équipements d'élevage adéquats, (iii) le coût élevé des aliments pour animaux, (iv) la gestion peu rationnelle des espaces pastoraux et la mauvaise gouvernance dans le domaine du pastoralisme, (v) le faible niveau d'intensification et de diversification des productions animales, (vi) la persistance de certaines épizooties et le risque d'émergence de nouvelles, (vii) la faible adhésion des éleveurs aux programmes de couverture vaccinale, (viii) la non maîtrise de l'eau pour l'abreuvement des animaux, (ix) la forte dépendance de l'élevage vis-à-vis des aléas climatiques, (x) le faible niveau d'organisation des acteurs et (xi) l'absence de financement adapté aux activités du sous-secteur. C'est pour faire face à ces facteurs qui freinent le développement des deux filières que le Bénin a initié le Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Élevage (PRODEFILAV-PEL).

Ce projet ambitionne, par une approche inclusive, de contribuer à lever les contraintes susmentionnées et améliorer la contribution des filières lait et viande à l'économie nationale. Le projet vise la promotion des exploitations et entreprises agricoles de production intensive de lait et de viande, la promotion des chaînes de valeurs ajoutées (CVA) lait et viande performantes et compétitives. L'objectif sectoriel du projet est de contribuer à l'accroissement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du volume des recettes d'exportation pour le Bénin. De façon spécifique, il s'agit de : (a) améliorer les systèmes de production du lait et de la viande et (b) professionnaliser les acteurs des filières lait et viande et améliorer leurs revenus.

Le projet, d'une durée de cinq ans, sera articulé autour de trois composantes, notamment : (A) Amélioration des systèmes de production de lait et de viande, (B) Renforcement des chaînes de valeur des filières lait et viande et promotion des entreprises d'élevage ; et (C) Gestion et Coordination du projet.

2. Brève description des enjeux et risques environnementaux et sociaux majeurs/critiques

- Enjeux environnementaux et sociaux majeurs dans le PDA 2

Dans ce pôle, les effets conjugués des pratiques désuètes (feux de brousse, recherche effrénée de bois de chauffe et production de charbon de bois) constituent une forte menace pour l'environnement. Les techniques de production de l'agriculture sont demeurées traditionnelles avec des pratiques rudimentaires. On brûle la terre pour y cultiver du coton. L'agriculture pénètre de plus en plus les zones protégées et les terres marginales.

Après l'agriculture, les feux de brousse utilisés pour faire la chasse à la battue et le braconnage constituent les deux autres fléaux majeurs de l'environnement. Ils favorisent les incursions dans les domaines classés et constituent des menaces dangereuses pour la faune. Dans la zone, la production agricole est en baisse du fait de la baisse de la fertilité des terres associées aux phénomènes des Changements Climatiques.

La transhumance nationale et transfrontalière (les troupeaux du Burkina-Faso) explique le potentiel de production animale élevé. Des problèmes de nourriture et d'eau entraînent le surpâturage, et, par conséquent, une dégradation rapide de l'environnement. Ce phénomène de transhumance constitue une menace pour les écosystèmes et les espèces en raison de la perturbation de la faune et de la flore, de la compétition de la faune sauvage et du bétail pour les ressources alimentaires.

- Enjeux environnementaux et sociaux majeurs dans le PDA 4

La culture du coton et les pratiques culturelles désuètes (feux de brousse, etc.) ont généré une **forte érosion des sols**, une **baisse de la fertilité des terres cultivables** et une **dégradation poussée du couvert végétal**. Les activités humaines ont détruit la capacité de reproduction et de régénération de

la fertilité des sols, à travers la destruction de leur partie superficielle. **La transhumance nationale et transfrontalière** (les troupeaux du Burkina-Faso) est une réalité dans la zone.



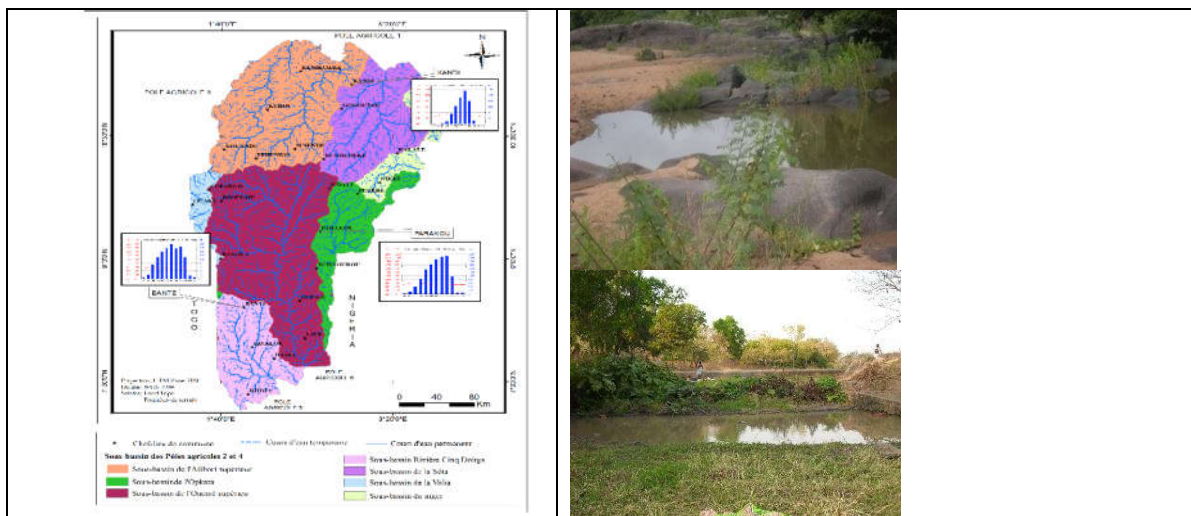
Pâturage des boeufs transhumants à Daga au niveau de la ZOC et la Zone d'Exploitation de Ressources

L'agriculture pénètre de plus en plus les zones protégées et les terres marginales. La culture du coton qui suppose l'abattage massif des arbres a généré une forte érosion des sols qu'aggrave le relief en pente, les aléas climatiques et la transhumance. Les techniques de production agricole sont demeurées traditionnelles avec des pratiques rudimentaires : les feux de brousse ; on brûle la terre pour y cultiver du coton. La recherche effrénée du bois de chauffe et la production du charbon de bois sont responsables de la destruction de plusieurs hectares de végétation chaque année. Les activités humaines ont détruit la capacité de reproduction et de régénération de la fertilité des sols, à travers la destruction de leur partie superficielle.

Toutefois, la terre ne constitue pas un facteur limitant pour l'agriculture dans cette région. La superficie cultivable par tête peut être estimée à environ trois hectares. Mais en tenant compte du fait que la zone comprend des collines qui occupent une bonne partie des terres (les localités de Dassazoumé, Savalou et Savè), on se rend compte que cette disponibilité est moins élevée. La répartition inégale de la population permet d'identifier les zones à forte pression foncière comme Djidja, Dassa et Glazoué. Les espaces de ces deux dernières localités sont réduits par les collines et on retrouve fréquemment les champs sur les flancs des collines. Par ailleurs, la partie nord de cette zone (Bantè, Savè et Ouèssè) constitue la zone d'accueil des populations du Sud. La croissance démographique naturelle n'est plus le seul facteur à prendre en compte dans le développement de la région.

Dans les Communes du Zou, le PDA n°4 est installé sur un plateau de terre de barre constituée de grès argileux et ferrugineux reposant sur des couches argilo-sableuse et sableuse. Ces matériaux donnent des sols rouges de type ferralitique à texture sableuse ou sablo-limoneuse en surface et argilo-sableuse en profondeur, recouvrant des formations sablo-argileuse de la fin du tertiaire. Ces sols sont assez convenables à la production agricole. Des spéculations comme le manioc (*Manihot esculenta*), le maïs (*Zeamays*), le niébé (*Vignaun guiculta*), des cultures pérennes comme de palmier à huile (*Elaeis guineensis*), le teck (*Tectona grandis*), eucalyptus (*acacia auriculiformis*), manguier (*mangifera indica*), etc. sont présents dans le milieu récepteur du projet.

De façon spécifique, les deux pôles concernés par le projet s'inscrivent dans plusieurs sous bassins versants qui fortement impactés par les changements climatiques, à travers les incertitudes pluviométriques, l'augmentation des températures minimale, l'augmentation des fréquences des sécheresses et des inondations.



Sous-bassin des pôles agricoles 2 et 4

En référence à la période 1990-2019, les projections montrent que les sous bassins sont très vulnérables aux effets des changements climatiques. En effet, l'analyse faite, en se fondant sur les scénarios climatiques A1B et B1, à partir des données de température minimales et maximale et des hauteurs de pluie issues du modèle régional REMO montre globalement une évolution très peu contrastée des hauteurs pluviométriques à l'horizon 2050 dans ces sous bassins des pôles agricoles du projet PRODEFILAV PEL. A l'échelle mensuelle, les mois de janvier et novembre connaîtront une augmentation pluviométrique d'environ 61 % et 70 % selon le scénario B1 et 42 % et 19 % selon le scénario A1B par rapport à la référence 1971-2000. Quant aux mois de juin et juillet, les mois au cours desquels, les pluies s'installent dans le bassin versant, ils connaîtront respectivement une diminution de (-15 ; -3 %) pour le scénario B1 et (-20 ; -10 %) pour A1B. Le mois d'août se singularise avec une augmentation de 5 % pour le scénario A1B.

Tous les scénarios montrent des écarts de hauteur de pluie à l'horizon 2050. En effet, ces écarts seront de l'ordre de 20 à 41 % pour le scénario B1 et de 60 à 70 % pour le scénario A1B. Dans le même temps, les températures maximales et minimales vont augmenter, quel que soit le scénario considéré. Spécifiquement en moyenne, par rapport à la période de référence 1980-2019, les températures maximales connaîtront une augmentation de 2,02 °C et de 1,9 °C sous le scénario B1 et 2,08 et de 2,1 °C sous le scénario A1B respectivement à Parakou et à Savè.

Cette situation pourrait constituer une contrainte majeure dans la réalisation des résultats du présent projet. Il est donc nécessaire de prendre en compte ces postulats climatiques de la mise en œuvre du projet.

3. Cadre juridique et institutionnel des évaluations environnementale et sociale

L'analyse du cadre politique et juridique du secteur de l'environnement et du champ d'action du PRODEFILAV-PEL montre que le Bénin dispose de documents de planification stratégique notamment le Plan Stratégique de Développement du Secteur Agricole (PSDSA), le Plan National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN), les Plans de Développement Agricole des Pôles (PDAP), le Plan d'Actions Environnementales du Secteur Agricole (PAESA) les Programme Nationaux de Développement des Filières (PNDF) lait, viande, œufs de table etc. Tous ces documents sont arrimés au Plan National Développement (PND).

La mise en œuvre de ces politiques a nécessité la définition préalable d'un arsenal juridique important dans lequel s'inscrivent les actions environnementales au Bénin. Ainsi, sur le plan législatif, il a été promulgué la Constitution du 11 décembre 1990 de la République du Bénin. En outre, ce corpus juridique est renforcé par plusieurs lois à savoir : la loi n° 030-98 du 12 février 1999 portant loi-cadre sur l'environnement en République du Bénin et ses décrets d'application (le décret n°2017-332

du 06 juillet 2017 portant organisation des procédures de l'Evaluation Environnementale en République du Bénin, le décret n° 2003-332 du 27 août 2003 portant gestion des déchets solides en République du Bénin, etc.); la loi n° 87-015 du 21 septembre 1987 portant Code de l'Hygiène Publique de la République du Bénin; la Loi n°98-004 du 27 janvier 1998, portant code de travail en République du Bénin, la loi n° 87-016 du 21 septembre 1987 portant Code de l'Eau en République du Bénin; la loi n° 2002-016 du 18 octobre 2004 portant régime de la faune en République du Bénin; la loi n° 93-009 du 02 juillet 1993 portant régime des forêts en République du Bénin; la loi N° 2013-01 du 14 août 2013 portant Code Foncier et Domanial en République du Bénin et ses décrets d'application a été adoptée. De même, en 2017, la loi n° 2017-15 modifiant et complétant la loi n° 2013-01 du 14 août 2013 portant Code Foncier et Domanial en République du Bénin a été adoptée, le Code pastoral ainsi que la loi n°2014-014 du 09 juillet 2014 relative aux communications électroniques et à la poste.

Ces lois et décrets sont renforcés par des conventions internationales ratifiées par le Bénin et par les politiques de sauvegardes de la BAD à travers la SO1 (Evaluation environnementale et sociale) et les SO2 à 5 qui soutiennent la mise en œuvre de la SO1 et établissent les conditions précises relatives aux différents enjeux environnementaux et sociaux, y compris les questions de genre et la vulnérabilité, qui sont déclenchées si le processus d'évaluation révèle que le projet peut présenter un risque.

A l'analyse, on retient que la législation environnementale en vigueur au Bénin et les politiques de sauvegardes de la BAD ont plusieurs points en commun et aucune disposition n'est apparue contradictoire. Ainsi, à travers la préparation du présent Cadre de Gestion Environnementale et Sociale, le PRODEFILAV-PEL se met en conformité à la fois avec la législation environnementale nationale et les politiques de sauvegardes de la BAD.

4. Impacts/risques génériques par type de sous-projets

L'analyse des différentes composantes du projet révèle que les activités des composantes A et B sont susceptibles de générer à la fois des retombées positives et des impacts négatifs sur les composantes de l'environnement et les communautés de la zone du projet.

○ Impacts et risques environnementaux et sociaux négatifs potentiels de réhabilitation des retenues d'eau, de construction de marchés à bétail, d'abattoir et postes d'abattage

Les principaux impacts génériques sont :

- Perte du couvert végétal ;
- Pollution des eaux ;
- Pollution du milieu par les rejets des déchets solides et liquides ;
- Dégradation de la qualité de l'air ;
- Dégradation / insalubrité de l'environnement du site et production des eaux usées ;
- Pollution du sol par les huiles usagées ;
- Augmentation du niveau de bruit ambiant et pollution sonore ;
- Déplacement involontaire de populations ;
- Atteinte à la santé et à la sécurité des travailleurs ;
- Frustration sociale en cas de non emploi de la main-d'œuvre locale ;
- Risque de dégradation précoce des infrastructures critiques ;
- Perturbation des us et coutumes ;
- Risques de conflits sociaux en cas d'occupation de terrains publics ou privés ;
- Risque de vol, de pillage, d'effraction et de sabotage des chantiers ;
- Abus sexuels sur les personnes vulnérables (filles mineures, veuves, femmes démunies, etc.) ;
- Agression physique et harcèlement sexuel et moral ;
- Risque de développement du travail des enfants ;
- Pressions sur les ressources en eau ;
- Risques d'incendies et d'explosion ;
- Risque d'explosion ou incendie à l'intérieur des infrastructures et abattoir moderne ;
- Risques d'augmentation des grossesses non désirées, de contamination par les Infections Sexuellement Transmissibles (IST) et le SIDA ;
- Risques d'intoxication alimentaires et de maladies professionnelles.

❶ Impacts environnementaux et sociaux potentiels du tracé et balisage de 1000 km de parcours et d'aménagement d'aires de pâturage

Les principaux impacts génériques sont :

- Comblement et pollution des eaux de surface ;
- Dégradation de la qualité de l'air ;
- Dégradation et compactage du sol ;
- Pollution de l'air et production des déchets ;
- Dégradation des voies d'accès ;
- Accidents de circulation et de chantiers ;
- Perturbation de la circulation des biens et personnes le long du tracé et balisage et d'aménagement d'aires de pâturage ;
- Perte des terres ;
- Perte de cultures et des plantations ;
- Perturbation/dégradation des réseaux des concessionnaires ;
- Risques de propagation des IST et VIH/SIDA ;
- Frustration sociale en cas de non emploi de la main-d'œuvre locale ;
- Risque de développement du travail des enfants ;
- Perturbations des sources de revenus pour les activités formelles et informelles
- Pollution sonore.

❷ Impacts et risques environnementaux et sociaux potentiels liés à l'augmentation de la production agricole

Les principaux impacts génériques sont :

- Dégradation de la qualité de l'air ;
- Destruction des espèces végétales et perturbation des habitats fauniques ;
- Augmentation du niveau de bruit ;
- Pollution des eaux de surface ;
- Production des déchets solides et liquides ;
- Altération de la qualité des eaux et pollution des sols ;
- Risques d'accidents de travail ;
- Risques d'affection respiratoire et sanitaire ;
- Augmentation des risques sanitaires liés aux stockages des produits obsolètes ;
- Pollution et dégradation de la qualité de l'air ;
- Augmentation des conflits sociaux entre éleveurs et agriculteurs.

❸ Impacts positifs potentiels du projet

Les réalisations prévues dans le cadre de la mise en œuvre du PRODEFILAV-PEL seront d'une grande utilité en ce sens qu'elles auront des impacts positifs sur les bénéficiaires.

Durant la phase des travaux, le recrutement de la main d'œuvre locale et d'ouvriers locaux spécialisés contribuera à l'augmentation des revenus et à l'amélioration des conditions de vie de nombreux ménages. A cela s'ajoute le développement du petit commerce, de la restauration et d'activités connexes par les femmes et certains jeunes.

La réhabilitation des infrastructures dégradées et le renforcement des capacités des éleveurs auront un impact positif majeur sur les ressources en eau et le développement de l'élevage. En outre, les activités du projet sur la lutte contre les maladies liées à l'eau auront un impact positif sur l'amélioration de la santé dans la zone du projet. Les activités d'Information Education et Communication (IEC) permettront de renforcer la connaissance de la population locale par rapport à l'hygiène, aux maladies liées à l'eau et celles transmises sexuellement comme le SIDA.

Le Projet aura aussi un impact positif sur les conditions de vie des femmes par le développement d'activités génératrices de revenus, le renforcement de capacités en vue de l'émergence ou la consolidation des entreprises d'élevage, les coopératives féminines pour leur permettre de pouvoir s'affirmer dans leur rôle d'actrices de développement et ainsi, négocier par elles-mêmes leur positionnement au sein des instances de décision.

5. Mécanismes de gestion des effets sociaux

L'Unité de Gestion du Projet (UGP) sera responsable de l'élaboration des PAR suivant les phases clés suivantes :

- rédaction et validation des Termes de Références (TDR) ;
- information et consultation des communautés riveraines et des autres acteurs (chefs quartiers, chefs villages, chefs d'arrondissement, chefs coutumiers, les responsables des Associations de Développement, les Mairies, etc.) ;
- missions d'évaluation sociale : identification des PAPs et recensement des biens et actifs affectés ;
- élaboration des rapports de PAR ;
- examens et validation des rapports par l'ensemble des parties prenantes impliquées dont l'ABE
- approbation des rapports par la BAD ;
- Publication des rapports dans le pays (notamment dans les zones des sous projets) et sur le site web de la BAB avant la mise en œuvre de chaque PAR.

De même, les étapes spécifiques sont à suivre :

- Information des PAPS
- Processus d'élaboration du Plan d'Action de Réinstallation (PAR)

Les axes clés du processus de préparation des PAR après l'approbation des TdRs sont les suivants :

- information/sensibilisation sur les risques et impacts sociaux négatifs et consultations relatives aux critères d'éligibilité et aux principes d'indemnisation ;
- recensement des PAP et inventaire des biens individuels et collectifs affectés ;
- évaluation des pertes individuelles et collectives et des besoins d'appui ;
- négociation avec les PAP des compensations accordées ;
- conclusion d'ententes ou tentative de médiation ;
- rédaction du rapport du PAR ;
- examen, validation, et approbation ;
- publication du rapport (dans le pays et sur le site web de la Banque).

6. Consultations menées

Dans le cadre de la réalisation de ce CGES, des séances de consultations du public ont été organisées au niveau des centres communaux et préfectoraux des pôles de développement agricole concernés. Elles ont regroupé les acteurs suivants : les représentants au niveau communal des faitières des organisations de producteurs, les membres ordinaires des faitières, les Agences Territoriales de Développement Agricole, les Direction Départementale de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche DDAEP, etc. **Au total, douze (12) séances des consultations publiques ont été réalisées avec les parties prenantes** notamment les autorités locales, les communautés bénéficiaires du projet, les structures décentralisées de l'Etat, les populations susceptibles d'être affectées par le projet, des ONG, Organisations et Associations locales, acteurs privés intervenants dans le domaine de la communication, etc, **au niveau des 12 Communes échantillonnées.**



Ces séances d'information publique ont été tenues en application des directives de l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE) en matière de l'Evaluation Environnementale et des exigences

de la BAD. Ces consultations ont permis d'appréhender les perceptions et préoccupations des différents acteurs vis-à-vis du projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Elevage (PRODEFILAV-PEL). Les principales préoccupations des parties prenantes à l'issue des consultations publiques se résument comme suit :

- dégradation de la qualité des sols par des rejets accidentels de produits chimiques et d'aménagement des pistes ;
- contamination des eaux de surface et des eaux souterraines par des rejets accidentels lors de la construction des infrastructures (air de pâturage, retenue d'eau, tracé, etc.) ;
- production de déchets solides et liquides ;
- destruction du couvert végétal ;
- enclavement des zones de production ;
- problème de fonctionnalité des groupements et coopératives ;
- difficulté d'écoulement des produits ;
- manque d'une technologie, etc. ;
- manque de financement ;
- faible accès à la terre ;
- multiplication des conflits entre agriculteurs et éleveurs ;
- etc.

Les doléances et attentes des populations bénéficiaires ainsi que des acteurs institutionnels se résument comme suit.

Pour les populations bénéficiaires et personnes affectées par le projet

- mettre en œuvre le projet dans un bref délai ;
- impliquer les acteurs locaux dans le choix des sites du projet ;
- indemniser les populations affectées par le projet ;
- impliquer les autorités administratives et techniques, coutumières, les propriétaires terriens dans toutes les phases de mise en œuvre du projet ;
- indemniser les populations ayant des arbres et/ou des plantations affectées par le projet ;
- compenser les commerçants si le temps des travaux induit un déplacement ou perturbation de longue durée ;
- mettre en place un cadre permanent de dialogue, de concertation et de gestion de conflits potentiels ;
- sensibiliser les ouvriers de chantiers sur le respect des us et coutumes des localités bénéficiaires ;
- éviter dans la mesure du possible, les déplacements de populations ;
- etc.

Pour les acteurs institutionnels :

- prendre en compte l'approche genre dans la mise en œuvre des activités du projet ;
- mettre à la disposition des structures partenaires des moyens pour le suivi/surveillance environnementale et sociale des activités du projet ;
- diffuser les documents de sauvegarde environnementale et sociale (CGES, EIES, etc.) auprès de tous les acteurs concernés chaque fois qu'ils sont approuvés et validés par les parties prenantes ;
- introduire les clauses environnementales dans les cahiers de charges des entreprises adjudicatrices des travaux ;
- faciliter l'accès des acteurs des filières aux informations et innovations ;
- etc.

Les populations ont été invitées à contribuer à la réalisation du projet avec la promesse que les doléances en phase avec la réussite du projet seront prises en compte pour l'élaboration du rapport final.

7. Plan Cadre de Gestion Environnementale et sociale

Pour atténuer les impacts négatifs potentiels liés à la mise en œuvre du Projet et répondre aux attentes des populations, un Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) a été élaboré. Ce plan expose des dispositions à prendre afin que le présent projet respecte les exigences nationales en Evaluation Environnementale et celles de la BAD.

- **Mesures génériques de gestion environnementale et sociale**

Au nombre des mesures génériques de gestion environnementale et sociale, il y a :

- le Processus de sélection environnementale et sociale ou screening devant permettre l'identification des impacts et risques environnementaux et sociaux génériques potentiels pouvant découler de la mise en œuvre des différents sous-projets ;
- le dispositif institutionnel de mise en œuvre du CGES ;
- le Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) ;
- le plan de communication/consultation tout au long de la vie du projet ;
- les mesures de Renforcement des capacités en gestion environnementale et sociale du PRODEFILAV-PEL ;
- les arrangements institutionnels de mise en œuvre et de suivi du PCGES
- le Programme de surveillance, de suivi et d'évaluation et le coût des mesures du PCGES.

- **Procédure de gestion environnementale et sociale**

Les différentes étapes du processus de sélection environnementale et sociale à respecter pour les sous-projets du PRODEFILAV-PEL sont présentées dans cette section. Ces différents sous-projets seront classés en tenant compte des normes environnementales et sociales en vigueur. L'ampleur des mesures environnementales et sociales requises pour les sous-projets du PRODEFILAV-PEL dépendra des résultats du processus de sélection. Ce processus de sélection vise à : (i) déterminer les sous-projets qui sont susceptibles d'avoir des impacts négatifs au niveau environnemental et social, (ii) déterminer les mesures d'atténuation appropriées pour les sous-projets ayant des impacts préjudiciables ; (iii) identifier les sous-projets nécessitant la réalisation d'EIES, (iv) décrire les responsabilités institutionnelles pour l'analyse et l'approbation des résultats de la sélection, la mise en œuvre des mesures d'atténuation proposées, et la préparation des rapports d'EIES ; (v) assurer le suivi des indicateurs environnementaux au cours de la mise en œuvre des sous-projets ainsi que leur gestion, et (vi) indiquer les sous-projets qui sont susceptibles de provoquer l'acquisition de terres ou des déplacements de populations.

- **Plan de communication/consultation du public**

Les outils et techniques de consultations devront se conformer à une logique de communication éducative et de communication sociale. La communication éducative doit s'articuler avec des stratégies (démarches pour atteindre un objectif ou une famille d'objectifs) de manière directe, localisée dans le cadre d'un cheminement participatif où chaque étape est réalisée avec un support de communication adéquat. Ce système de communication s'assimile à une démarche de « négociation » pour amener les populations par le biais de groupes organisés à participer à la gestion durable du projet.

La communication sociale permet de renforcer la réflexion et la prise de conscience sur les enjeux qui structurent l'information environnementale. De manière spécifique, elle vise le dialogue, la concertation et la participation. En définitive, la stratégie du Plan de consultation doit alimenter, régulariser le jeu interactif d'information sur l'environnement et sur le projet entre tous les acteurs concernés.

- **Renforcement des capacités spécifiques**

La matrice suivante présente la synthèse des capacités de gestion environnementale des acteurs du programme PRODEFILAV-PEL

Synthèse des capacités de gestion environnementale des acteurs du programme PRODEFILAV-PEL

Acteurs	Capacités		Propositions
	Atouts	Limites	
			Recruter un spécialiste en

UCP	CGES	Pas de Spécialistes en Sauvegarde Environnementale et sociales	sauvegarde environnementale et sociale et des assistants au besoin
CE/MAEP	Existence des cadres maitrisant les outils d'évaluations environnementales nationales et de la BAD	Moyens techniques et financiers	Mettre en place un protocole de collaboration ou une convention avec la CE/MAEP pour accomplir sa mission de suivi et de surveillance Exiger dans la Convention qui sera signée que toute rémunération est conditionnée par un rapport de mission envoyé au MAEP
ABE	Existence des cadres maitrisant les outils d'évaluations environnementales nationales et de la BAD	Moyens financiers et logistiques insuffisants	Signer un protocole de collaboration ou une convention assortie d'un budget avec l'ABE pour accomplir sa mission de suivi. Exiger dans la Convention qui sera signée que toute rémunération est conditionnée par un rapport de mission
Service Technique des Ministères sectoriels impliqués	Seules les directions départementales de l'environnement ont des atouts qui leur permettent de faire le suivi environnemental et social	<ul style="list-style-type: none"> - Non maitrise des normes environnementales et sociales de la BAD - Pas de formation pour les autres services techniques 	Prévoir dans le PRODEFILAV-PEL des séances de formations sur : la législation nationale, les normes de la BAD, le screening, le suivi environnemental, le mécanisme de gestion des plaintes, etc.
Entreprises de BTP et PME	<ul style="list-style-type: none"> - Expérience dans la réalisation des travaux concernant l'ensemble des sous-projets - Recrutement de la main d'œuvre locale en priorité 	Manque d'expérience dans la prise en compte de l'environnement dans l'exécution des travaux	Prévoir des séances d'information et de sensibilisation pour l'élaboration des PGES de chantiers, la mise en œuvre et le suivi des PGES, etc.

En rapport avec les préoccupations de protection de l'environnement, le programme de renforcement des capacités des bénéficiaires du PRODEFILAV-PEL devra comporter des modules ci-dessous récapitulés dans la matrice ci-dessous.

Modules de renforcement des capacités pour la gestion environnementale du PRODEFILAV-PEL

Thèmes	Cibles	Responsabilité
--------	--------	----------------

Sensibilisation et information sur les enjeux environnementaux et sociaux des sous-projets	Bénéficiaires du projet Populations de la zone d'intervention du sous-projet ONGS Collectivités locales Organismes faîtières	DE, UCP Consultant en éducation Environnementale et sociale
Evaluation environnementale et sociale des sous projets	Cadres et agents du projet Cadres du DDCVDD, DDAEP/ATDA ; Responsables des sous-projets	UGP Consultants en EES-CE/MAEP, ABE
Surveillance environnementale et sociale des travaux	Cadres et agents du PRODEFILAV-PEL ; Cadres du MAEP (DDAEP/ATDA) ; Responsables des sous-projets ABE	UCP Consultants en EES – CE/MAEP, UGP
Suivi environnemental et social des travaux, reporting	Cadres et agents du PRODEFILAV-PEL ; Cadres du MCVDD(DDCVDD) ; Responsables des sous-projets	UCP Consultants en EES – CE/MAEP, entreprise en charge des travaux
Mise en œuvre des mesures d'atténuation des impacts	Bénéficiaires de sous-projet Cadres et agents du PRODEFILAV-PEL, DDAEP/ATDA	UCP Consultants en EES – CE/MAEP
Textes législatifs et réglementaires en matière de protection de la nature	Cadres et agents du projet ; Cadres locaux du MAEP (DDAEP/ATDA) Responsables et bénéficiaires des sous-projets	DE,UCP Consultants en EES
Adaptation des systèmes d'élevage aux Changements climatiques	Cadres et agents du projet Cadres locaux du MAEP, ATDA et CE/MAEP Responsables et bénéficiaires des sous-projets	DE, UCP Consultants en EES – CE/MAEP
Protection de l'Environnement et sécurité alimentaire, enjeux et défis associés	Cadres et agents du projet Cadres du MAEP (DDAEP/ATDA) et CE/MAEP Responsables et bénéficiaires des sous-projets	DE,UCP Consultants en EES – CE/MAEP
Gestion durable des parcours	Responsables et bénéficiaires des sous-projets	DE, UCP Consultants, CE/MAEP, INRAB

- **Mécanisme de gestion des plaintes et conflits environnementaux et sociaux du projet**

Pour la gestion des plaintes, le dispositif de règlement extra-judiciaire à travers la conciliation de tiers indique comme instance hiérarchique croissant, les niveaux villages ou quartiers, arrondissements, préfectures et le niveau National. Le tribunal est utilisé en dernier recours pour le règlement judiciaire. Les principaux niveaux de gestion des plaintes se présentent comme suit :

- quatre (04) approches de gestion sont envisagées pour le mécanisme de gestion des plaintes et réclamations extra-judiciaires. Au niveau du village/quartier, le Chef de Village/Chef de Quartier, élargi aux conseillers, notables, représentants des organisations paysannes (producteurs et transformateurs), associations de développement à la base et des PAPs, enregistrent les plaintes et activent le mécanisme de règlement à l'amiable. Dans le cas où ce mécanisme n'aboutit pas à une résolution consensuelle, une autre procédure de négociation est engagée au **niveau arrondissement** sous la présidence du Chef d'Arrondissement. Au cas où ce mécanisme ne conduit pas à une résolution consensuelle, une procédure de

règlement officiel placé sous la juridiction locale est engagée au **niveau des préfectures** avec l'appui de l'administration locale (préfecture, mairie, etc.), des services techniques compétents, des représentants des PAPs, etc. toujours pour aboutir à un règlement à l'amiable. En cas d'échec au niveau préfectoral, la gestion des plaintes au **niveau national** est assurée par le Comité National de Gestion des Plaintes (CNGP) composé du Président du Comité de Pilotage, le Coordonnateur du PRODEFILAV-PEL, le SSE, le SDS, les représentants des ATDA et des PAPs, le DG de l'ABE, etc. ;

- recours à la justice est possible en cas d'échec de la voie amiable. Il constitue l'échelon final dans la chaîne des instances de gestion des plaintes. Il n'est saisi qu'en dernier recours lorsque toutes les tentatives de règlement à l'amiable sont épuisées au niveau local, intermédiaire et national. Le juge est chargé d'examiner les plaintes et de prendre une décision par ordonnance. Cette décision s'impose à tous les plaignants. Néanmoins, c'est souvent une voie qui n'est pas recommandée pour le projet car pouvant constituer une voie de blocage et de retard des activités.

- Principaux indicateurs de mise en œuvre du CGES**

Les indicateurs de mise en œuvre du CGES sont formulés selon chaque catégorie d'acteurs (le comité de pilotage du PRODEFILAV-PEL, le Spécialiste de Sauvegarde Environnementale et Sociale de UCP de PRODEFILAV-PEL, la CE/MAEP et l'ABE, les Points focaux environnement des structures décentralisées et d'autres institutions).

Somme toute, les principaux indicateurs de mise en œuvre du CGES sont :

- Nombre d'EIES réalisés et de PGES mis en œuvre ;
- Nombre de missions de suivi réalisées ;
- Nombre de séances de formation organisées et le nombre de personnes appliquant les thématiques reçues ;
- Nombre de sous-projets du PRODEFILAV-PEL ayant fait l'objet d'un screening ;
- Nombre de séances de sensibilisation organisées ;
- etc.

- Arrangement institutionnel**

La synthèse des arrangements institutionnels pour la mise en œuvre du PCGES est indiquée dans la matrice suivante.

Synthèse des arrangements institutionnels

N°	Étapes/Activités	Responsables	Appui/Collaboration	Prestataires
1	Identification de la localisation/sites et principales caractéristiques techniques des différents sous-projets de PRODEFILAV-PEL	Les responsables techniques du projet	<ul style="list-style-type: none"> Services techniques concernés Mairies concernées Préfectures concernées Bénéficiaires 	<ul style="list-style-type: none"> SSES de l'UCP Consultants ou bureaux d'études <p>CE/MAEP</p>
2	Sélection environnementale (Screening-remplissage des formulaires), et détermination du type d'instrument spécifique de sauvegarde à élaborer	SSES de l'UCP	<ul style="list-style-type: none"> Bénéficiaires Mairies concernées Points focaux environnement Services techniques concernés 	<ul style="list-style-type: none"> SSES de l'UCP Consultants ou bureaux d'études CE/MAEP
3	Approbation de la catégorisation environnementale du sous-	Coordonnateur du PRODEFILAV-	SSES	<ul style="list-style-type: none"> ABE BAD

N°	Étapes/Activités	Responsables	Appui/Collaboration	Prestataires
	projet	PEL		
4.	Préparation des instruments spécifiques de sauvegardes environnementale et sociale			
4.1	Préparation, approbation et des TDR	SSES de l'UCP-PRODEFILAV-PEL	UCP- PRODEFILAV-PEL	Banque ABE CE/MAEP
	Réalisation de l'étude y compris la consultation du public		<ul style="list-style-type: none"> • SPM • UCP-PRODEFILAV-PEL • Mairies concernées • Services techniques concernées • Bénéficiaires 	Consultants ou bureaux d'études
	validation à l'ABE pour l'obtention du Certificat de Conformité Environnementale		UCP- PRODEFILAV-PEL	ABE CE/MAEP
	Publication du document		UCP- PRODEFILAV-PEL SCOM-PRODEFILAV-PEL	Média BAD
4.2	Intégration dans le dossier d'appel d'offres (DAO) des sous-projets, de toutes les mesures environnementales et sociales pour la phase des travaux contractualisables avec l'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> • Spécialiste en Passation des Marchés • Spécialiste en Génie Civil 	<ul style="list-style-type: none"> • 	<ul style="list-style-type: none"> • Spécialiste en Passation des Marchés • Spécialiste en Génie Civil
4.3	Exécution/Mise en œuvre des mesures non contractualisées avec l'entreprise de construction	SSES de l'UCP-PRODEFILAV-PEL	<ul style="list-style-type: none"> • UCP-PRODEFILAV-PEL • Point Focaux Environnement des services techniques 	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprise des travaux • Consultants • ONG • Autres
4.4.	Surveillance interne de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales	SSES de l'UCP-PRODEFILAV-PEL	UCP- PRODEFILAV-PEL	Bureau de Contrôle • CE/MAEP
	Diffusion du rapport de surveillance interne	Coordonnateur de l'UCP-PRODEFILAV-PEL	SSES de l'UCP-PRODEFILAV-PEL	• SSES de l'UCP-PRODEFILAV-PEL
	Surveillance externe de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales	SSES de l'UCP-PRODEFILAV-PEL	UCP- PRODEFILAV-PEL	ABE
4.5.	Suivi environnemental et social	SSES de l'UCP-PRODEFILAV-PEL	<ul style="list-style-type: none"> • ABE • Mairies concernées • Population riveraine • Bénéficiaire • UCP- PRODEFILAV-PEL 	Points focaux environnement des services techniques concernés Laboratoires ONGs
4.6.	Renforcement des capacités des acteurs dans la mise en œuvre des recommandations	SSES de l'UCP-PRODEFILAV-PEL	UCP- PRODEFILAV-PEL	<ul style="list-style-type: none"> • Consultants • ABE • Structures

N°	Étapes/Activités	Responsables	Appui/Collaboration	Prestataires
	environnementales et sociales			publiques compétentes
4.7.	Audit de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales	SSES de l'UCP-PRODEFILAV-PEL	<ul style="list-style-type: none"> • UCP- PRODEFILAV-PEL • Mairies concernées • ABE • CE/MAEP 	<ul style="list-style-type: none"> • Consultants • Bureaux d'études

• **Budget global estimatif prévu pour la mise en œuvre de toutes les mesures environnementales et sociales**

Le Budget estimatif pour la mise en œuvre des mesures de sauvegarde environnementale et sociale est présenté comme suit.

Coûts des activités de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales du projet

Coûts des activités de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales du projet								
N°	Activité	Unité	Qua ntité	Coût unite		Total		Source de finance ment
				Local	USA \$	Local	USA \$	
1	Mesures institutionnelles, techniques et de suivi							
1.1.	Provision pour la réalisation de 10 EIES	Commune	10	10 000 000	17041,51	100.000.000	170450,10	BAD
1.2.	Provision pour la réalisation et la mise en œuvre d'éventuel PAR	FF	-	-	-	90.000.000	153373,59	Etat béninois
1.3.	Conventions de Suivi de la Mise en œuvre des mesures environnementales et sociale par l'ABE et autres structures	-	10	2.000.000	3408,30	20.000.000	34083,02	Etat béninois
1.4.	Suivi et contrôle de la mise en œuvre du PCGES par les services techniques départementaux (appuis divers aux répondants	FF	5 fois	10 000 000	17041,51	50.000.000	84803,60	Etat béninois

	des services techniques)							
1.5.	Audit (à mi-parcours et final) de la mise en œuvre du PCGES	FF	2	10 000 000	17041,51	20.000.000	34083,02	BAD
Sous-Total 1 : Mesures institutionnelles, techniques et de suivi						280 000 000	476793,33	-
2.	Sensibilisation et information du spécialiste en sauvegardes environnementale et sociale et les services administratifs et techniques partenaires							
2.1	Sensibilisation en EIE, en suivi environnemental et social pour les responsables des services administratifs et techniques partenaires	Département	5	2.000. 00 0	3408,30	10.000 000	17041,51	BAD
2.2	Sensibilisation des ONG et organisations de la société civile (Organisations Paysannes agricoles et autres organisation) sur les mesures à observer	Département	5	2.000 000	3408,30	10.000 000	17041,51	BAD
2.3	Participations de l'Unité aux sessions de partage d'expériences en matières de sauvegarde environnement et social	FF	2	5 000 000	8520,76	10.000.000	17041,51	BAD
Sous-Total 2 : Sensibilisation et information						30.000.000	51124,53	-
3.	Mesures de sensibilisation							
3.1	Campagnes d'Information d'Éducation et de Communication envers les populations, les prestataires privés et le personnel administratif	Département	02 X 5	2 000 000	3408,30	10.000 000	17041,51	
Sous -Total 3 : Mesures de sensibilisation						10.000 000	17041,51	
TOTAL GENERAL (F CFA)						320.000.00 0	152969,64	

Le coût estimatif des mesures environnementales et sociales qui sera intégré dans le projet s'élève à **Trois cent vingt millions (320 000 000) de francs CFA**, dont une provision de quatre-vingt-dix millions (90.000.000) de francs CFA, à la charge de l'Etat béninois, pour la mise en œuvre d'éventuels PAR.

Le CPRP vient en complément du présent CGES. La gestion environnementale et sociale du Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'élevage (PRODEFILAV-PEL) sera basée sur la mise en œuvre du présent Cadre de Gestion environnementale et Sociale (CGES).

EXECUTIVE SUMMARY

8. Short presentation of the project

The promotion of the milk and meat sectors is a priority action of the Government's Action Program (PAG, 2016-2021). The contribution of breeding to agricultural GDP is 13% in 2018 (according to the National Institute of Statistics and Economical Analysis (INSAE)). The performance of both sectors is limited by factors including: (i) the low productivity of local animal breeds, (ii) difficulties in accessing zootechnical and veterinary inputs and adequate breeding equipment, (iii) the high cost of animal food, (iv) unsound management of pastoral areas and poor governance in the field of pastoralism, (v) low level of intensification and diversification of animal production, (vi) persistence of some epizootics and the risk of new ones emerging, (vii) low adherence of livestock farmers to vaccination coverage programs, (viii) the lack of water control for animal watering, (ix) the high dependence of livestock farming on climate hazards, (x) the protagonists low level of organization and (xi) the lack of financing adapted to the activities of the sub-sector.

It is to address these factors that hinder the development of the two sectors that Benin has initiated the Support Project for the Development of the Milk and Meat Sectors and the Promotion of Breeding Enterprises (PRODEFILAV-PEL).

This project aims, through an inclusive approach, to help overcome the above-mentioned challenges and improve the contribution of the milk and meat chains to the national economy. The project aims to promote intensive milk and meat production farms and agricultural enterprises, the promotion of efficient and competitive milk and meat value-added chains (VACs). The sectoral objective of the project is to contribute to increasing food and nutrition security and export earnings for Benin. More specifically, the project aims at: (a) improving milk and meat production systems and (b) professionalizing the actors in the milk and meat chains and improving their incomes.

The five-year project will be structured around three components, including: (A) Improvement of milk and meat production systems, (B) Strengthening of the value chains of the milk and meat sectors and promotion of livestock enterprises; and (C) Project management and coordination.

2. Short presentation of major/critical environmental and social issues and risks.

- Major environmental and social issues in PDA 2

In this pole, the combined effects of outdated practices (bushfires, frantic search for firewood and charcoal production) constitute a major threat to the environment. Agricultural production techniques are still traditional with rudimentary practices. The land is burned to grow cotton. Agriculture is increasingly penetrating protected areas and marginal lands.

Agriculture excluded, bushfires used for hunting and poaching are the other two major environmental scourges. They contribute to incursions into classified areas and represent dangerous threats to wildlife. In the area, agricultural production is declining due to the decline in land fertility associated with climate change phenomena.

National and cross-border transhumance (Burkina Faso herds) explains the high livestock production potential. Food and water problems lead to overgrazing and, consequently, rapid environmental deterioration. This transhumance phenomenon constitutes a threat to ecosystems and species due to the disturbance of fauna and flora, the competition of wildlife and livestock for food resources.

- Major environmental and social issues in PDA 4

Cotton cultivation and outdated farming practices (bushfires, etc.) have led to **severe soil erosion, declining fertility of arable land and extensive degradation of the ground vegetation**. Human activities have destroyed the reproductive and regenerative capacity of soil fertility through the destruction of the surface of the soil. **National and cross-border transhumance** (Burkina Faso herds) is a reality in the area.



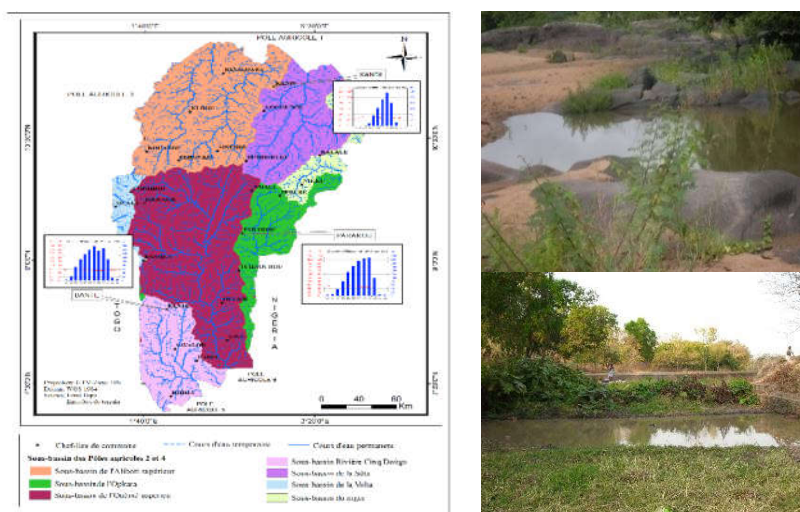
Grazing of transhumant cattle in Daga at the level of the ZOC and the Resource Harvesting Area

Agriculture is increasingly penetrating protected areas and marginal lands. Cotton cultivation, which involves massive tree felling, has led to heavy soil erosion, aggravated by sloping terrain, climatic hazards and transhumance. Agricultural production techniques are still very traditional with rudimentary practices: bushfires; burning the land to grow cotton. The frantic search for firewood and the production of charcoal are responsible for the destruction of several hectares of vegetation each year. Human activities have destroyed the reproductive capacity and regeneration of soil fertility through the destruction of the surface of the soil.

However, land is not a limiting factor for agriculture in this region. The cultivable area per head can be estimated at about three hectares. But taking into account that the area includes hills that occupy a large part of the land (the municipalities of Dassa-zoumé, Savalou and Savè), it is clear that this availability is lower. The unequal distribution of the population makes it possible to identify areas with high land pressure such as Djidja, Dassa and Glazoué. The areas of the latter two towns are reduced by the hills and fields are frequently found on the hillsides. In addition, the northern part of this area (Bantè, Savè and Ouèssè) is the reception area for the populations of the South. Natural population growth is no longer the only factor to be taken into account in the development of the region.

In the Zou Municipalities, PDA n°4 is installed a tray of bar earth made of clay and ferruginous sandstone resting on clayey-sandy and sandy subsoil. These materials produce red ferralitic soils with a sandy or sandy-silty texture on the surface and sandy-clay at depth, covering sandy-clay formations at the end of the tertiary era. These soils are quite suitable for agricultural production. Speculations such as manioc (*Manihot esculenta*), maize (*Zeamays*), cowpea (*Vignaun guiculta*), perennial crops such as oil palm (*Elaeis guineensis*), teak (*Tectona grandis*), eucalyptus (*acacia auriculiformis*), mango (*mangifera indica*), etc. are present in the project host environment.

Specifically, the two poles concerned by the project are located in several sub-watersheds that are strongly impacted by climate change, through rainfall uncertainties, increased minimum temperatures, increased frequency of droughts and floods.



Sub-basin of agricultural poles 2 and 4

With reference to the period from 1990 to 2019, the projections show that sub-basins are very vulnerable to the effects of climate change. Indeed, the analysis made, based on climate scenarios A1B and B1, deriving from the minimum and maximum temperature and rainfall data from the REMO regional model shows a very low contrast overall evolution of rainfall amounts by 2050 in these sub-basins of the agricultural poles of the PRODEFILAV PEL project. On a monthly basis, January and November will see an increase in rainfall of about 61% and 70% in scenario B1 and 42% and 19% in scenario A1B compared to the 1971-2000 baseline. As for June and July, the months in which rains settle in the catchment area, they will decrease by (-15; -3%) for scenario B1 and (-20; -10%) for A1B respectively. August stands out with a 5% increase for scenario A1B.

All scenarios show rainfall differences by 2050 (Figure xx). Indeed, these differences will be in a range of 20 to 41 per cent for scenario B1 and 60 to 70 per cent for scenario A1B. At the same time, maximum and minimum temperatures will increase under all scenarios. Specifically, on average, compared to the 1980-2019 reference period, maximum temperatures will increase by 2.02°C and 1.9°C in scenario B1 and 2.08 and 2.1°C in scenario A1B respectively in Parakou and Savè.

This situation could constitute a major obstacle to the achievement of the results of this project. It is therefore necessary to take into account these climatic assumptions for the implementation of the project.

3. Legal and institutional framework for environmental and social assessments

The analysis of the political and legal framework of the environment sector and the scope of PRODEFILAV-PEL shows that Benin has strategic planning documents, in particular the Strategic Plan for the Development of the Agricultural Sector (PSDSA), the National Plan for Agricultural Investment and Food and Nutritional Security (PNIASAN), the Cluster Agricultural Development Plans (PDAP), the Environmental Action Plan for the Agricultural Sector (PAESA), the National Sector Development Programs (PNDF) milk, meat, table eggs, etc. All these documents are linked to the National Development Plan (NDP).

The implementation of these policies required the prior definition of an important legal framework within which environmental actions in Benin are carried out. Thus, at from the legislative prospect, the Constitution of 11 December 1990 of the Republic of Benin was promulgated. In addition, this legal corpus is reinforced by several laws, namely: Act No. 030-98 of 12 February 1999 on the environment in the Republic of Benin and its implementing decrees (Decree No. 2017-332 of 6 July 2017 on the organization of environmental assessment procedures in the Republic of Benin, Decree No. 2003-332 of 27 August 2003 on solid waste management in the Republic of Benin, etc.); Act No. 87-015 of 21 September 1987 on the Public Hygiene Code of the Republic of Benin; Act No. 98-004 of 27 January 1998 on the Labor Code in the Republic of Benin; Act No. 87-016 of 21 September 1987 on the Water

Code in the Republic of Benin; Act No. 2002-016 of 18 October 2004 on the wildlife regime in the Republic of Benin; Act No. 93-009 of 2 July 1993 on the forestry regime in the Republic of Benin; Act No. 2013-01 of 14 August 2013 on the Land and State Code in the Republic of Benin and its implementing decrees were adopted. Similarly, in 2017, Act No. 2017-15 amending and supplementing Act No. 2013-01 of 14 August 2013 on the Land and State Code in the Republic of Benin was adopted, as well as the Pastoral Code and Act No. 2014-014 of 09 July 2014 on electronic communications and postal services.

These laws and decrees are reinforced by international conventions ratified by Benin and by AfDB safeguard policies through SO1 (Environmental and Social Assessment) and SO2-5 which support the implementation of SO1 and establish specific conditions relating to various environmental and social issues, including gender and vulnerability, which are triggered if the assessment process reveals that the project may present a risk.

The analysis shows that the environmental legislation in force in Benin and the AfDB's safeguard policies have several points in common and no provision appeared contradictory. Thus, through the preparation of this Environmental and Social Management Framework, PRODEFILAV-PEL complies with both national environmental legislation and AfDB safeguard policies.

4. Generic impacts/risks by type of sub-project

Analysis of the various project components reveals that the activities of components A and B are likely to generate both positive and negative impacts on the environmental components and communities in the project area.

U Potential negative environmental and social impacts and risks of rehabilitation of water reservoirs, construction of cattle markets, slaughterhouses and slaughter stations.

The main generic impacts are:

- Loss of ground vegetation;
- Water pollution;
- Pollution of the environment by the release of solid and liquid waste;
- Deterioration of air quality;
- Degradation / insalubrity of the site's environment and production of waste water;
- Soil pollution by waste oils;
- Increase in ambient noise level and noise pollution;
- Involuntary population relocation;
- Harm to the health and safety of workers;
- Social frustration in the event of non-employment of the local workforce;
- Risk of early degradation of critical infrastructure;
- Disruption of habits and customs;
- Risks of social conflicts in the event of occupation of public or private land;
- Risk of theft, looting, burglary and sabotage of construction sites;
- Sexual abuse of vulnerable persons (underage girls, widows, poor women, etc.);
- Physical assault and sexual and moral harassment;
- Risk of child labor development;
- Pressures on water resources;
- Fire and explosion risks;
- Risk of explosion or fire inside the infrastructure and modern slaughterhouse;
- Risks of increased unwanted pregnancies, contamination by sexually transmitted infections (STIs) and AIDS;
- Risks of food poisoning and occupational diseases.

U Potential environmental and social impacts of the layout and marking of 1000 km of the route and the development of grazing areas

The main generic impacts are:

- Filling and pollution of surface water;
- Deterioration of air quality;
- Soil degradation and compaction;
- Air pollution and waste production;
- Damage to access roads;
- Traffic and construction site accidents;
- Disruption of the movement of goods and people along the route and marking and development of grazing areas;
- Loss of land;
- Loss of crops and plantations;
- Disruption/deterioration of dealer networks;
- Risks of STI and HIV/AIDS spread;
- Social frustration in the event of non-employment of the local workforce;
- Risk of child labor development;
- Disruptions of income sources for formal and informal activities
- Noise pollution.

⓪ Potential environmental and social impacts and risks associated with increasing agricultural production

The main generic impacts are:

- Deterioration of air quality;
- Destruction of plant species and disturbance of wildlife habitats;
- Increase in noise level;
- Pollution of surface water;
- Production of solid and liquid waste;
- Alteration of water quality and soil pollution;
- Risks of work accidents;
- Risks of respiratory and health diseases;
- Increased health risks related to the storage of obsolete products;
- Pollution and deterioration of air quality;
- Increase in social conflicts between herders and farmers.

⓪ Potential positive impacts of the project

The achievements planned as part of the implementation of the PRODEFILAV-PEL will be very useful in that they will have a positive impact on the beneficiaries. During the construction period, the recruitment of local labor and skilled local workers will contribute to increasing incomes and improving living conditions for many households. In addition, women and some young people are developing small businesses, restaurants and related activities.

The rehabilitation of degraded infrastructure and capacity building for livestock farmers will have a major positive impact on water resources and livestock development. In addition, the project activities on water-related disease control will have a positive impact on improving health in the project area. Information, Education and Communication (IEC) activities will increase the local population's knowledge of hygiene, water-related diseases and sexually transmitted diseases such as AIDS.

The Project will also have a positive impact on women's living conditions through the development of income-generating activities, capacity building for the growth or consolidation of livestock enterprises, women's cooperatives to enable them to build self-confidence in their role as

development actors and thus negotiate by themselves their positioning within decision-making bodies.

5. Social effects management mechanisms

The Project Management Unit (PMU) will be responsible for the development of RAPs according to the following key phases:

- drafting and validation of the Terms of Reference (TOR);
- information and consultation of local communities and other parties (neighborhood chiefs, village chiefs, district chiefs, traditional chiefs, heads of development associations, town halls, etc.);
- social assessment missions: identification of PAPs and identification of the properties and assets affected;
- preparation of PAP reports;
- reviews and approval of reports by all parties involved, including BAE
- approval of reports by the AfDB;
- Publication of reports in the country (including in sub-project areas) and on the BAB website before the implementation of each PAR.

Specific steps are to be followed as well:

- Information from PAPS
- Process for developing the Resettlement Action Plan (RAP)

The key axes of the RAP preparation process after the approval of the ToRs are as follows:

- information/sensitization on risks and negative social impacts and consultations on eligibility criteria and compensation principles;
- inventory of PAPs and inventory of affected individual and collective assets;
- assessment of individual and collective losses and support needs;
- negotiation with the PAPs of the compensation granted;
- agreements settled or attempt to mediation;
- writing the RAP report;
- review, validation, and approval;
- publication of the report (in the country and on the Bank's website).

6. Conducted Consultations

As part of the implementation of this CGES, public consultation sessions were organized at the communal and prefectural centers of the agricultural development centers concerned. They brought together the following actors: the representatives at the communal level of the producers' organizations, the ordinary members of the producers' organizations, the Territorial Agencies for Agricultural Development, the Departmental Directorate of Agriculture, Livestock and Fisheries (DDAEP), etc. **In total, twelve (12) sessions of public consultations were held with stakeholders, including local authorities, communities benefiting from the project, decentralized State structures, populations likely to be affected by the project, NGOs, local organizations and associations, private actors working in the field of communication, etc., at the level of the 12 sampled municipalities.**



These public information sessions were held in accordance with the guidelines of the Beninese Environment Agency (BEA) on Environmental Assessment and AfDB's requirements.

These consultations helped to understand the perceptions and concerns of the various stakeholders regarding the Support Project for the Development of the Milk and Meat Sectors and the Promotion of Breeding Enterprises (PRODEFILAV-PEL). The main concerns of stakeholders resulting from the public consultations can be summarized as follows:

- degradation of soil quality through accidental chemical releases and runway development;
- contamination of surface and groundwater by accidental releases during the construction of infrastructure (pasture air, water retention, layout, etc.);
- production of solid and liquid waste;
- destruction of the vegetation cover;
- isolation of production areas;
- problem of the functionality of groups and cooperatives;
- difficulty of product flow;
- lack of technology, etc....;
- lack of funding;
- low access to the land;
- multiplication of conflicts between farmers and stockbreeders;
- etc.

The grievances and expectations of the beneficiary populations and institutional actors can be summarized as follows.

For the beneficiary populations and people affected by the project

- carry out the project in a short period of time;
- involve local stakeholders in the choice of project sites;
- compensate the populations affected by the project;
- involve administrative and technical authorities, traditional authorities, landowners in all stages of project implementation;
- compensate populations having trees and/or plantations affected by the project;
- compensate merchants if the time spent on the work induces a long-term trip or disruption;
- set up a permanent framework for dialogue, consultation and management of potential conflicts;

- raise awareness among construction site workers on respect for the customs and habits of the beneficiary communities;
- avoid, as far as possible, the relocation of populations;
- etc.

For institutional actors :

- take into account the gender approach in the implementation of project activities;
- provide partner organizations with the means for environmental and social follow-up/monitoring of project activities;
- disseminate environmental and social safeguard documents (ESMF, ESIs, etc.) to all relevant stakeholders whenever they are approved and confirmed as such by stakeholders;
- introduce environmental clauses into the specifications of contracting companies for works;
- facilitate access to information and innovations for stakeholders in the field;
- etc.

The populations were invited to contribute to the realization of the project with the promise that the grievances in accordance with the success of the project will be taken into account in the elaboration of the final report.

7. Environmental and Social Management Framework Plan

To mitigate the potential negative impacts related to the implementation of the Project and meet the expectations of the populations, an Environmental and Social Management Framework Plan (ESMP) has been developed. This plan sets out the steps to be taken to ensure that this project complies with national Environmental Assessment requirements and those of the AfDB.

- **Generic environmental and social management measures**

Generic environmental and social management measures include:

- the Environmental and social selection process or screening to identify potential generic environmental and social impacts and risks that may result from the implementation of the various sub-projects;
- the institutional mechanism for the implementation of the ESMF;
- the Complaint Management Mechanism (PMC);
- the communication/consultation plan throughout the lifetime of the project;
- Capacity building measures in environmental and social management of PRODEFILAV-PEL;
- institutional arrangements for the implementation and monitoring of the ESMFP
- the follow up, Monitoring and Assessment Program and the cost of the ESMFP measures.

- **Environmental and social management procedure**

The various stages of the environmental and social selection process to be applied to PRODEFILAV-PEL sub-projects are presented in this section. These different sub-projects will be classified according to the environmental and social standards in force. The intensity of the environmental and social measures required for PRODEFILAV-PEL sub-projects will depend on the results of the selection process. This selection process aims to: (i) identify sub-projects that are likely to have negative environmental and social impacts, (ii) determine appropriate mitigation measures for sub-projects with negative impacts, (iii) identify sub-projects requiring ESIs, (iv) describe institutional responsibilities for the analysis and approval of the selection results, the implementation of proposed mitigation measures, and the preparation of ESI reports; (v) monitor environmental indicators during the implementation of sub-projects and their management, and (vi) identify sub-projects that may lead to land acquisition or population relocations.

- **Communication plan/public consultation**

The consultation tools and techniques will have to comply with a logic of educational communication and social communication. Educational communication must be articulated with strategies (steps to achieve an objective or a family of objectives) in a direct way, located within the framework of a participatory process where each step is carried out with an appropriate communication support. This communication system is equivalent to a "negotiation" approach to get people to participate in the sustainable management of the project through organized groups. Social communication helps to strengthen reflection and awareness of the issues that structure environmental information. Specifically, it aims at dialogue, consultation and participation. Ultimately, the strategy of the Consultation Plan must feed into and regularize the interactive game of information on to the environment and the project between all the parties involved.

- **Specific capacity building**

The following matrix presents a summary of the environmental management capacities of the PRODEFILAV-PEL program participants.

Table 1: Summary of the environmental management capacities of the PRODEFILAV-PEL program participants

Participants	Capacities		Suggestions
	Strengths	Limitations	
UCP	ESMF	No Specialists in Environmental and Social Safeguarding	Recruit an environmental and social protection specialist and an assistant if necessary.
CE/MALF (Ministry of Agriculture, Livestock and Fisheries)	Existence of senior staff familiar with national and AfDB environmental assessment tools	Technical and financial resources	Establish a collaboration protocol or agreement with the CE/MALF to carry out its monitoring and surveillance mission Require in the Agreement to be signed that all compensation must be subjected to a mission report sent to the MALF
BAE	Existence of senior staff familiar with national and AfDB environmental assessment tools	Insufficient financial and logistical resources	Sign a collaboration protocol or agreement with BAE including a budget to accomplish its monitoring mission. Require in the agreement to be signed that any compensation must be subjected to a mission report
Technical Department of the sectoral	Only the environmental departments services	- No mastery of AfDB's environmental and social standards	Include training sessions in the PRODEFILAV-PEL on: national legislation,

Ministries involved	have assets that enable them to carry out environmental and social monitoring	- No training for other technical services	AfDB standards, screening, environmental monitoring, complaints management mechanism, etc.
Construction and SME enterprises	- Experience in carrying out work on all sub-projects - Recruitment of local labor as a priority	Lack of experience in taking the environment into account when carrying out the tasks.	Plan information and sensitization sessions for the development of site's ESMPs, implementation and monitoring of ESMPs, etc.

In relation to environmental protection concerns, the capacity building program for PRODEFILAV-PEL beneficiaries should include the following modules summarized in the matrix below.

Table 2: Capacity building modules for the environmental management of PRODEFILAV-PEL

Themes	Targets	Responsibility
Sensitization and information on the environmental and social issues of sub-projects	Project beneficiaries Populations in the sub-project's intervention area NGOS Local communities Apex Organizations	DE, UCP Consultant in Environmental and Social Education
Environmental and social assessment of sub-projects	Project managers and staff Managers of the DDCVDD, DDAEP/ATDA; Sub-project managers	PMU ESA Consultants - EC/MALF, BAE
Environmental and social monitoring of works	Managers and staff of PRODEFILAV-PEL; MALF Executives (DDAEP/ATDA); Sub-project managers BAE	UCP ESA Consultants - CE/MALF, UGP
Environmental and social monitoring of operations, reporting	Managers and staff of PRODEFILAV-PEL; Managers of MCVDD(DDCVDD); Sub-project managers	UCP ESA Consultants - CE/MALF, company in charge of the operations
Implementation of impact mitigation measures	Sub-project beneficiaries Managers and agents of PRODEFILAV-PEL, DDAEP/ATDA	UCP ESA Consultants - CE/MALF
Legislative and regulatory documents relating to nature protection	Project managers and staff; Local MALF officials (DDAEP/ ATDA) Persons responsible for and beneficiaries of the sub-projects	DE, UCP ESA Consultants
Adjusting breeding systems to climate change	Project managers and staff Local MALF, ATDA and CE/MALF officials Persons responsible for and beneficiaries of the sub-projects	DE, UCP ESA Consultants - CE/MALF
Environmental Protection and Food Safety, Issues and Challenges associated	Project managers and staff MALF officials (DDAEP/ATDA) and CE/MAEP Persons responsible for and	DE, UCP ESA Consultants - CE/MALF

	beneficiaries of the sub-projects	
Sustainable course management	Persons responsible for and beneficiaries of the sub-projects	DE, UCP Consultants, CE/MALF, INRAB

- **Mechanism for managing environmental and social complaints and conflicts associated to the project**

For the management of complaints, the out-of-court settlement mechanism through the conciliation of third parties indicates as an increasing hierarchical body, the levels of villages or districts, boroughs, prefectorates and the national level. The court is used as a last option for judicial settlement. The main levels of complaint management are as follow :

- Four (04) management approaches are being considered for the out-of-court complaints and claims management mechanism. At the village/neighborhood level, the Head of the Village/Chief of the Neighborhood, extended to councilors, elders, representatives of farmers' organizations (producers and processors), grassroots development associations and PAPs, register complaints and activate the amicable settlement mechanism. In the event that this mechanism does not result in a consensual resolution, another negotiation procedure is initiated at the borough level under the chairmanship of the Chief District Officer. In the event that this mechanism does not lead to a consensual resolution, an official settlement procedure under local jurisdiction is initiated at the prefectural level with the support of the local administration (prefecture, town hall, etc.), the competent technical services, representatives of the PAPs, etc., always in order to reach a friendly settlement. In the event of failure at the prefectural level, complaints are managed at the national level by the National Complaints Management Committee (CNGP) composed of the Chairman of the Steering Committee, the PRODEFILAV-PEL Coordinator, the SSE, the SDS, the representatives of the ATDAs and PAPs, the DG of BAE, etc...;
- appeal to the courts is possible in the event of failure of the friendly way. It is the final level in the chain of complaint management bodies. It is only used as a last option when all attempts to amicable settlement have been exhausted at the local, intermediate and national levels. The judge is responsible for reviewing complaints and making a decision by order. This decision is binding on all complainants. Nevertheless, it is often a channel that is not recommended for the project because it may constitute a blocking and delaying channel for activities.

- **Main indicators for the implementation of the ESMF**

The EMSF implementation indicators are formulated according to each category of actors (the PRODEFILAV-PEL steering committee, the PRODEFILAV-PEL UCP Environmental and Social Safeguard Specialist, the EC/MALF and BAE, the Environmental Focal Points of decentralized structures and other institutions).

In a nut shell, the main indicators for the implementation of the ESMF are:

- Number of ESIA's conducted and ESMF implemented;
- Number of monitoring missions carried out;
- Number of training sessions organized and number of people applying the themes received;
- Number of PRODEFILAV-PEL sub-projects screened;

- Number of sensitization sessions organized;
- etc.

- **Institutional arrangement**

The summary of institutional arrangements for the implementation of the ESMFP is provided in the following matrix.

Table 3: Summary of institutional arrangements

N°	Steps/Activities	Person in charge	Support/Collaboration	Service providers
1	Identification of the location/sites and main technical characteristics of various PRODEFILAV-PEL subprojects	The technical managers of the project	<ul style="list-style-type: none"> • Technical departments concerned • Town halls concerned • Préfectures concernées • Beneficiaries 	<ul style="list-style-type: none"> • SSES of UCP • Consultants or consulting firms • CE/MALF
2	Environmental selection (Screening-Filling of forms), and determination of the type of specific safeguard instrument to be developed	SSES of UCP	<ul style="list-style-type: none"> • Beneficiaries • Town halls concerned • Environment Focal Points • Technical services concerned 	<ul style="list-style-type: none"> • SSES of UCP • Consultants or consulting firms • CE/MALF
3	Approval of the environmental categorization of the sub-project	Coordinator of the PRODEFILAV-PEL	SSES	<ul style="list-style-type: none"> • BAE • AfDB
4.	Preparation of specific instruments for environmental and social safeguards			
4.1	Preparation, approval and TOR	SSES of UCP-PRODEFILAV-PEL	UCP- PRODEFILAV-PEL	Bank BAE CE/MAEP
	Conduct of the study including public consultation		<ul style="list-style-type: none"> • SPM • UCP-PRODEFILAV-PEL • City Hall concerned • Technical departments concerned • Beneficiaries 	Consultants or consulting firms
	Approval by the BAE to obtain the Environmental Compliance Certificate		UCP- PRODEFILAV-PEL	BAE CE/MALF
	Publication of the document		UCP- PRODEFILAV-PEL SCOM-PRODEFILAV-PEL	Media AfDB
4.2	Integration into the tender documents (TD) of the sub-projects, all environmental and social measures for the phase of the works that can be contracted with the company	<ul style="list-style-type: none"> • Procurement Specialist • Specialist in Civil Engineering 		<ul style="list-style-type: none"> • Procurement Specialist • Specialist in Civil Engineering

N°	Steps/Activities	Person in charge	Support/Collaboration	Service providers
4.3	Execution/Implementation of non-contracted measures with the construction company	SSES of UCP-PRODEFILAV-PEL	<ul style="list-style-type: none"> • UCP-PRODEFILAV-PEL • Focal Point Technical Services Environment 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction company • Consultants • NGO • Others
4.4.	Internal monitoring of the implementation of environmental and social measures	SSES of UCP-PRODEFILAV-PEL	UCP- PRODEFILAV-PEL	<ul style="list-style-type: none"> • Control Office • CE/MALF
	Circulation of the internal monitoring report	Coordinator of UCP-PRODEFILAV-PEL	SSES of UCP-PRODEFILAV-PEL	<ul style="list-style-type: none"> • SSES of UCP-PRODEFILAV-PEL
	External monitoring of the implementation of environmental and social measures	SSES of UCP-PRODEFILAV-PEL	UCP- PRODEFILAV-PEL	BAE
4.5.	Environmental and social monitoring	SSES of UCP-PRODEFILAV-PEL	<ul style="list-style-type: none"> • BAE • City Hall concerned • Local population • Beneficiaries • UCP-PRODEFILAV-PEL 	Environmental focal points of the technical services concerned <ul style="list-style-type: none"> • Laboratory • ONGs
4.6.	Capacity building of actors in the implementation of environmental and social recommendations	SSES de l'UCP-PRODEFILAV-PEL	UCP- PRODEFILAV-PEL	<ul style="list-style-type: none"> • Consultants • BAE • Competent public institutions
4.7.	Audit of the implementation of environmental and social measures	SSES of UCP-PRODEFILAV-PEL	<ul style="list-style-type: none"> • UCP- PRODEFILAV-PEL • City Hall concerned • BAE • CE/MAEP 	<ul style="list-style-type: none"> • Consultant • consulting firms

• **Estimated overall budget for the implementation of all environmental and social measures**

The estimated budget for the implementation of environmental and social safeguard measures is presented in Table 4.

Table 4: Costs of activities to implement the project's environmental and social measures

N°	Activity	Unit	Quantity	Unit cost		Total		Source of funding
				Local	USA \$	Local	USA \$	
1	Institutional, technical and monitoring measures							
3.1.	Provision for the realization of 10	Municipality	10	10 000 000	17041,51	100.000.000	170450,10	AfDB

	ESIA							
3.2.	Provision for the realization and implementation of any PAR	FF	-	-	-	90.000.000	153373,59	Bénin
3.3.	Monitoring the Implementation of Environmental and Social Measures by BAE and other entities	-	10	2.000.000	3408,30	20.000.000	34083,02	Benin
3.4.	Monitoring and surveillance of the implementation of the PCGES by the departmental technical services (various support to respondents from the technical services)	FF	5 fois	10 000 000	17041,51	50.000.000	84803,60	Benin
3.5.	Audit (mid-term and final) of the implementation of the ESMFP	FF	2	10 000 000	17041,51	20.000.000	34083,02	AfDB
Sub-Total 1: Institutional, technical and monitoring measures						330 000 000	562439,83	-
4.	Awareness and information of the specialist in environmental and social safeguards and the administrative and technical services partners							
4.1.	Sensitization in EIA, environmental and social monitoring for the managers of the administrative and technical services partners	Depart ment	5	2.000.000	3408,30	10.000 000	17041,51	AfDB
4.2.	Sensitization of NGOs and civil society organizations (Farmers' Organizations and other organizations) on the measures to be observed	Depart ment	5	2.000 000	3408,30	10.000 000	17041,51	AfDB
4.3.	Participation of the Unit in sessions to share experiences in environmental and social protection	FF	2	5 000 000	8520,76	10.000.000	17041,51	AfDB
Sub-Total 2: Sensitization and Information						30.000.000	51124,53	-

5.	Awareness-raising measures						
5.1.	Information, Education and Communication Campaigns for the population, private providers and administrative staff	Department	02 X 5	2 000 000	3408,30	10.000 000	17041,51
Sub-Total 3: Sensitization and Information						10.000 000	17041,51
TOTAL GENERAL (F CFA)						320.000.000	152969,64

The estimated cost of the environmental and social measures to be included in the project amounts to **Three hundred and twenty million (320,000,000) CFA francs**, including a provision of ninety million (90,000,000) CFA francs, to be borne by the Beninese government, for the implementation of any RAPs.

The CPRP is complementary to this ESMF. The environmental and social management of the Project to Support the Development of the Milk and Meat Sector and the Promotion of Livestock Enterprises (PRODEFILAV-PEL) will be based on the implementation of this Environmental and Social Management Framework (ESMF).

1. INTRODUCTION

1.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE

Pour le quinquennat 2016-2021, le Gouvernement de la République du Bénin a fait l'option d'investir pour une agriculture de grande envergure, suivant une stratégie combinant l'approche territoire et l'approche filière pour constituer des zones relativement homogènes appelées Pôles de Développement Agricole (PDA) aux fins d'une meilleure valorisation des potentialités locales.

La promotion des filières lait et viande est une action prioritaire du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG, 2016-2021). La contribution de l'Élevage dans le PIB agricole est de 13% en 2018 (d'après l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique (INSAE)). Les performances des deux filières sont limitées par des facteurs incluant notamment : (i) la faible productivité des races animales locales, (ii) les difficultés d'accès aux intrants zootechniques et vétérinaires ainsi qu'aux équipements d'élevage adéquats, (iii) le coût élevé des aliments pour animaux, (iv) la gestion peu rationnelle des espaces pastoraux et la mauvaise gouvernance dans le domaine du pastoralisme, (v) le faible niveau d'intensification et de diversification des productions animales, (vi) la persistance de certaines épizooties et le risque d'émergence de nouvelles, (vii) la faible adhésion des éleveurs aux programmes de couverture vaccinale, (viii) la non maîtrise de l'eau pour l'abreuvement des animaux, (ix) la forte dépendance de l'élevage vis-à-vis des aléas climatiques, (x) le faible niveau d'organisation des acteurs et (xi) l'absence de financement adapté aux activités du sous-secteur. C'est pour lever ces contraintes que le Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Élevage (PRODEFILAV-PEL) a été initié et vise la promotion des exploitations et entreprises agricoles de production intensive de lait et de viande, la promotion des chaînes de valeurs ajoutées (CVA) lait et viande performantes et compétitives.

L'objectif sectoriel du projet est de contribuer à l'accroissement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du volume des recettes d'exportation pour le Bénin. De façon spécifique il s'agit de (a) améliorer les systèmes de production du lait et de la viande et (b) professionnaliser les acteurs des filières lait et viande et améliorer leurs revenus.

De par son étendue, le projet présente des enjeux socio-économiques et écologiques qu'il importe de maîtriser pour l'optimisation des avantages et une réduction, une compensation voire une élimination des externalités négatives afférentes à sa réalisation.

Au regard des enjeux environnementaux et sociaux potentiels et en raison du fait que les sites d'implantation de toutes les infrastructures ne sont pas encore connus avec précision, il convient d'élaborer un Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet. Ceci est un gage pour le respect des dispositions de la loi n°98-030 du 12 février 1999 portant Loi-cadre sur l'environnement en République du Bénin et la mise en conformité avec le décret n°2017-332 du 06 juillet 2017 portant organisation des procédures de l'évaluation environnementale en République du Bénin.

1.2. OBJECTIFS DU CGES

L'objectif de ce CGES est d'établir un processus de sélection environnementale et sociale qui permettra aux structures en charge de la mise en œuvre du PRODEFILAV-PEL de pouvoir identifier, évaluer et atténuer les impacts environnementaux et sociaux potentiels des activités du projet.

1.2.1. Objectif général

L'objectif général de la mission est de réaliser un Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) des diverses composantes du PRODEFILAV-PEL.

1.2.2. Objectifs spécifiques

De façon spécifique, il s'agit de :

- a) faire le bilan environnemental de la mise en œuvre du PAFILAV et déduire les enseignements y afférents ;
- b) décrire les caractéristiques géographiques, biophysiques et socio-économiques des zones couvertes par le projet avec un accent sur les investissements à réaliser et les activités à mener ;
- c) déterminer les principaux enjeux environnementaux et socio-économiques liés à la mise en œuvre du projet notamment les investissements majeurs retenus dans les sous-composantes ;
- d) analyser le cadre juridique et institutionnel de la mise en œuvre du projet ;
- e) analyser les impacts environnementaux et sociaux potentiels relatifs aux opérations d'aménagements, de construction d'infrastructures, de mise en place d'équipements de transformation et d'exploitation, etc. ;
- f) proposer les mesures d'atténuation des impacts négatifs et de maximisation des impacts positifs afférents aux investissements envisagés, à toutes les phases du projet;
- g) analyser les impacts du projet sur les conditions de vie des communautés locales et des populations et proposer des mesures d'atténuation et de bonification (initiatives complémentaires) ;
- h) organiser les consultations publiques assorties de procès-verbaux signés (représentants des groupes de participants) ;
- i) proposer un mécanisme de prise en compte de l'environnement dans la mise en œuvre des sous-projets ;
- j) proposer les éléments constitutifs d'un Cadre de Réinstallation avec les informations suivantes: (i) Les Modalités de recensement dans le pays (ii) les principes de compensations des pertes anticipées ; (iii) Provision pour la réalisation et la mise en œuvre d'éventuel PAR (prévoir dans le Budget du PCGES)
- k) élaborer un Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) y compris les programmes de renforcement des capacités et de suivi-surveillance environnemental, assorti des coûts de mise en œuvre de différentes mesures proposées.

Du reste, la présente mission vise à préparer le CGES du Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Elevage (PRODEFILAV-PEL) en conformité avec la loi-cadre sur l'environnement et du décret n°2017-332 du 06 juillet 2017 portant organisation des procédures de l'évaluation environnementale en République du Bénin et les Politiques et procédures d'évaluation environnementale et sociale de la BAD le système de sauvegarde intégré de la BAD (SSI), les lignes directrices de la BAD en matière des évaluations environnementales, les Politiques transversales de la BAD (pauvreté, participation, santé, genre, population, changements climatiques, etc.).

1.3 Architecture du présent rapport

Le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) est conçu comme étant un mécanisme de tri pour les impacts environnementaux et sociaux des investissements et activités dont la nature et le lieu d'implantation ne sont pas connus avec exactitude avant l'évaluation du projet. Il se présente donc comme un instrument pour déterminer et évaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels. Le CGES définit en outre le cadre de suivi et de surveillance ainsi que les dispositions institutionnelles à prendre durant la mise en œuvre des activités du projet afin d'atténuer les impacts environnementaux et sociaux négatifs et de bonifier les impacts positifs. En conséquence, l'étude portant élaboration du CGES du PRODEFILAV-PEL pourrait être vue sous une forme globale d'outil d'anticipation de bonne gestion de l'environnement dans le cadre de la promotion des filières lait et viande au travers des investissements structurants dans toutes les régions à fort potentiel.

Ce rapport est le fruit des investigations menées pour le compte du PRODEFILAV-PEL. Il vient répondre aux exigences réglementaires en vigueur, à celles des Termes de Référence ainsi qu'aux recommandations de l'ABE. Il rend compte de :

- le contexte et justification du projet ;
- la présentation du projet et ses composantes ;
- les principaux enjeux environnementaux et sociaux ;
- la méthodologie de conduite de la mission ;
- la description de l'état de référence du milieu d'accueil du projet ;
- la description des enjeux et impacts du projet ;
- la consultation du public ;
- les mesures d'atténuation et de bonification des impacts ;
- le plan de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales ;
- le plan de renforcement des capacités des acteurs de suivi environnemental du projet.

2. DEMARCHE METHODOLOGIQUE POUR L'ELABORATION DU CGES

Pour atteindre les objectifs de la mission et répondre aux grandes lignes édictées dans les termes de références, une démarche méthodologique a été adoptée. Elle comporte plusieurs étapes décrites comme suit :

2.1. Cadrage de la mission avec les acteurs institutionnels

Avant la mise en route de la mission, des séances de travail avec le staff de préparation du PRODEFILAV-PEL et les responsables des directions techniques du MAEP ont été initiées le 11 novembre 2019 au MAEP. Ces séances ont aidé le consultant à avoir davantage une bonne internalisation des objectifs de l'étude, un affinement de la compréhension de la mission à lui assignée (photo 1).

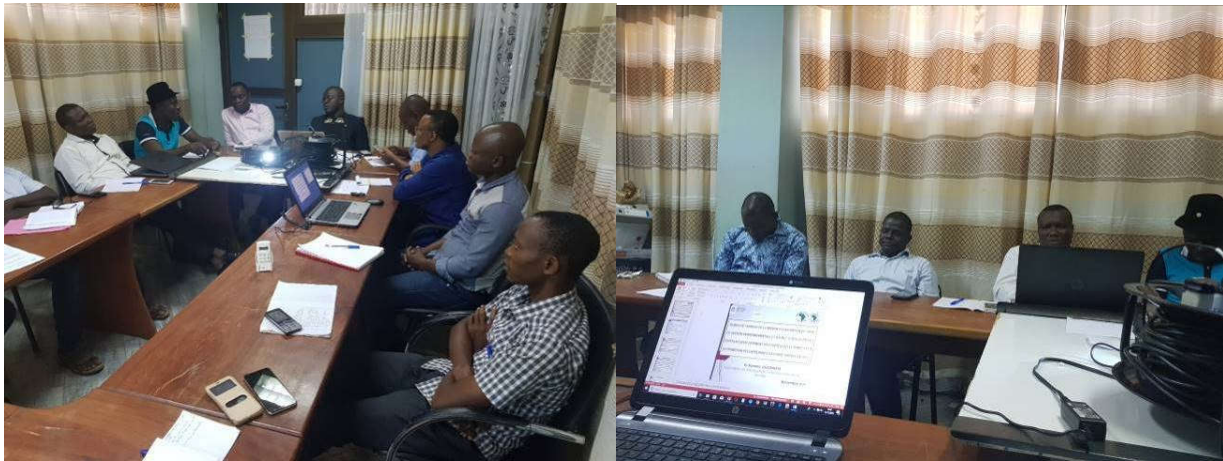


Photo 1 : Images des participants à la séance de cadrage de la mission

Prise de vue : Consultant, novembre 2019

Du reste, les échanges et débats qui ont été menés au cours de ces séances, ont permis au consultant d'avoir des informations complémentaires, toute chose qui a contribué à améliorer la démarche proposée dans le cadre de la présente mission.

De même, cette prise de contact a permis au Consultant de mieux organiser les travaux sur le terrain pour une collaboration plus conviviale et plus agréable avec les différentes parties prenantes. Aussi, au terme de ces échanges, un plan de travail a été élaboré et validé par les différentes parties prenantes.

2.2. Recherche et analyse documentaire

La revue bibliographique a porté sur la consultation et l'analyse des documents pertinents existants (document projet, rapports d'études antérieures des projets financés par la BAD, des rapports des EIES et des CGES des projets similaires financés par la BAD (PAIA-VO, PAFILAV, PADEFA-ENA, etc.), des textes juridiques et institutionnel applicables au présent

projet, etc.) pouvant permettre de faire l'analyse du cadre physique, biologique et sociodémographiques du milieu récepteur du projet.

Les informations extraites de ces documents ont permis de faire la description du projet, la description des cadres physique et socio-économique du milieu récepteur du projet et l'analyse du cadre politique, institutionnel et juridique en matière de l'évaluation environnementale. Du reste, les documents de sauvegarde environnementale et sociale de ces projets ont été exploités et ont permis d'extraire les inputs nécessaires pour conduire avec efficience la présente mission.

Par ailleurs, quelques ouvrages généraux, mémoires, thèses, documents de projets et articles scientifiques ont été aussi consultés en vue de consolider les informations spécifiques collectées. Les centres de documentation parcourus sont :

- le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP) pour la consultation des documents d'ordre générale et document du Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Elevage (PRODEFILAV-PEL) (analyse de document du projet et d'autres documents stratégiques et de planification au niveau national) ;
- la Direction de la Programmation et de la Prospective pour les consultations des rapports d'études portant sur les projets agricole et autres projet ;
- les centres documentation des Agences Territoriales de Développement Agricoles concernés par le projet ;
- le Ministère du Cadre de Vie et de Développement Durable/ l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE) pour la consultation des rapports CGES, des rapports EIE et textes juridiques et institutionnel applicables au présent projet ;
- Direction Nationale des Eaux et Forêts (DNFR) pour les données relatives au statut des forêts, ressources en eau et zones humides situées dans le périmètre fonctionnel du projet;
- l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) concernant les données sociodémographiques des populations des Communes bénéficiaires du projet;
- les centres de documentation des Communes bénéficiaires du projet ;
- la bibliothèque du Département de Géographie et Aménagement du Territoire (DGAT) ;
- etc.

2.3. Visites et entretiens avec les acteurs

Les entretiens sont réalisés avec les responsables de préparation du Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Elevage (PRODEFILAV-PEL), le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP) pour la consultation des documents d'ordre général et document du Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Elevage (PRODEFILAV-PEL) (analyse de document du projet et d'autres documents stratégiques et de planification au niveau national), des collectivités locales (mairies et préfectures) des

Communes bénéficiaires, l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE), la cellule environnementale de la DPP/MAEP, les responsables de la DE, de l'INRAB, les responsables des Directions Départementales de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (DAEP), les Agences Territoriales de Développement Agricoles (ATDA), les Directions Départementales du Cadre de Vie et de Développement Durable (DDCVDD), etc. De même, pour une meilleure atteinte des résultats, les acteurs scientifiques, les ONG, les Organisations et Associations locales, les sociétés privées intervenants dans le domaine du développement agricole, etc. sont investiguées. Ces investigations sont effectuées dans les Communes concernées par le Projet.

2.4. Consultations publiques

La participation du public au processus de réalisation du CGES du Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Elevage (PRODEFILAV-PEL), est faite suivant plusieurs étapes garantissant une large implication des populations riveraines susceptibles d'être affectées par la mise en œuvre des travaux du Projet.

Dans un premier temps, il est procédé à la tenue des séances de focus group avec quelques catégories d'acteurs clés (chefs d'Arrondissements assistés par ses paires conseillers locaux ; les membres du comité du développement des localités ; puis en dernier lieu d'une séance de travail avec les responsables des services techniques en charge de l'environnement et des affaires sociales des mairies concernées et les Agents techniques des ATDA).

La séance d'information publique constitue la dernière étape d'implication de la population. C'est l'une des activités décisives du processus. Elle est organisée dans le but d'une large implication et concertation de l'ensemble des acteurs concernés par la réalisation de ces sous projets. L'approche qui est utilisée au cours de sa mise en œuvre est l'approche *bottom-up* d'échanges communautaire basée sur de libres échanges itératifs, à la fois sur la perception des acteurs relative aux activités du projet et les risques subséquents qu'elles peuvent engendrer sur les ressources naturelles et les activités socio-économiques des populations puis sur les mesures d'adaptation préconisées. Les séances qui sont organisées à cet effet, ont connu la participation des autorités locales, sages, leaders d'opinion, association de développement et populations riveraines susceptibles d'être affectées.

Le déroulement de la séance a porté sur les points ci-après :

- Présentation du contenu du Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Elevage (PRODEFILAV-PEL) et de ses enjeux socioéconomiques par l'équipe du consultant à travers la mise à disposition de tous les participants d'une plaquette de synthèse des enjeux sociaux et de la présentation de son contenu ;
- Intervention des participants sur les divers aspects de la mise en œuvre des sous projets ;
- Elément de réponse aux préoccupations soulevées puis évaluation du degré d'acceptabilité des sous projets ;

- Synthèse des échanges et formulation des recommandations.

Au total, douze (12) séances de consultations Publiques et d'Information sont réalisées dans 12 Communes (à partir d'un échantillon de 2 Communes par département) bénéficiaires du Projet avec les parties prenantes notamment les autorités locales, les communautés bénéficiaires du projet, les structures décentralisées de l'Etat, les populations susceptibles d'être affectées par le projet, des ONG, Organisations et Associations locales, acteurs privés intervenants dans le domaine de la communication, etc (planche 1).



Planche 1 : Consultations publiques avec les différents acteurs à impliquer dans la mise en œuvre du projet

Prise de vues : Ogouwalé, novembre 2019

Ces consultations ont permis d'appréhender les perceptions et préoccupations des différents acteurs vis-à-vis du projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Elevage (PRODEFILAV-PEL). A l'issue de ces consultations publiques, il est déterminé, en fonction des préoccupations des populations et des objectifs du projet, les éléments à ajouter dans le Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) en vue de la durabilité environnementale du projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Elevage (PRODEFILAV-PEL).

2.5. Validation du rapport provisoire au niveau national

Dans le cadre du processus d'appropriation et de validation du rapport provisoire, il a été organisé un atelier de validation de la version provisoire dudit rapport. Cet atelier s'est tenu dans les locaux de l'INFOSEC à Cotonou le mardi 26 novembre 2019. Lors de l'atelier, le Consultant a présenté les points saillants du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale du projet PRODEFILAV. La planche 2 illustre les temps forts de l'atelier.



Planche 2: Images des participants à l'atelier d'appropriation et de validation
Prise de vues : Akapko Etienne, novembre 2019

Cet atelier a pour objectif général d'examiner et apprécier le document du rapport provisoire du CGES élaboré pour le PRODEFILAV-PEL en formulation. De façon spécifique, il s'est agit de : (i) vérifier la conformité du document du CGES élaboré avec le Système de Sauvegarde Intégré (SSI) de la BAD et les exigences environnementales nationales (Catégorisation du projet et le type de procédure EE à déclencher) ; (ii) examiner le contenu du document de CGES préparé conformément aux TdR de la mission et aux dispositions du décret n°2017-332 portant organisation des procédures d'évaluation environnementale en République du Bénin et (iii) apprécier la pertinence des impacts identifiés ainsi que des mesures/orientations proposées pour la durabilité du PRODEFILAV-PEL.

Après la présentation du rapport, les préoccupations évoquées lors des débats sur le CGES concernent essentiellement :

- les enseignements tirés de la mise en œuvre du PGES du PAFILAV ;
- l'évaluation de la performance du système de gestion environnemental mise en place par le PAFILAV ;
- le rôle de l'ABE et des autres structures qui ont accompagnés le processus de mise en œuvre du PAFILAV ;
- le rôle de la Direction de l'Elevage dans le cadre institutionnel ;

- la prise en compte de toutes les communes concernées par le projet ;
- la synergie d'actions entre les projets mise en œuvre dans la zone d'intervention du PRODEFILAV-PEL ;
- la consultation des bénéficiaires ;
- la priorité à accorder aux races locales dans la mise en œuvre du projet ;
- l'avenir des fermes d'Etat dans la mise œuvre du projet ;
- la qualité du matériel qui sera installé mise en œuvre du projet.

Dans le cadre des travaux, deux groupes ont été constitué. Chaque groupe a eu pour tâche d'amender le document dans le fond et dans la forme et formuler des recommandations.

2.6. Démarches spécifiques d'analyse utilisées

2.6.1. Démarche adoptée pour le bilan environnemental de la mise en œuvre du PAFILAV

Dans le cadre du bilan environnemental du PAFILAV, une approche spécifique axée sur l'analyse des documents stratégiques du PAFILAV a été suivie. Ensuite, il a été procédé à une comparaison des mesures prévues dans les PCGES du CGES du PAFILAV et celles effectivement mises en œuvre dans le cadre de l'implémentation du projet PAFILAV. Du reste, tous les documents en lien avec le projet PAFILAV sont passés en revus et les mesures proposées sont comparées aux exigences de la loi-cadre sur l'environnement et du décret n°2017-332 du 06 juillet 2017 portant organisation des procédures de l'évaluation environnementale en République du Bénin et les Politiques et aux procédures d'évaluation environnementale et sociale de la BAD le système de sauvegarde intégré de la BAD (SSI), aux lignes directrices de la BAD en matière des évaluations environnementales, aux Politiques transversales de la BAD (pauvreté, participation, santé, genre, population, changements climatiques, etc.).

En prélude aux activités de cette phase, il a été procédé au recrutement et à la formation de 5 agents de collecte pour collecter les données au niveau des cibles investigués. Ces agents sont formés pendant une journée par le consultant principal et son assistant, sur l'utilisation des fiches du bilan environnemental et social du PAVILAV.

Les données collectées ont été complétées par celles issues de l'analyse documentaire en lien avec chacun des sites sélectionnés. Sur ces sites, des entretiens ont été réalisés avec des responsables à la base, les populations bénéficiaires du projet et les autorités locales.

Par ailleurs, ces investigations ont aidé à apprécier le niveau d'implication des différents acteurs, notamment les acteurs à la base (populations riveraines, comité des riverains, élus locaux, etc.) dans le processus de réalisation des activités et interventions du projet PAVILAV. Il en est de même pour les acteurs institutionnels impliqués dans la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales.

Une analyse de l'ensemble de ces preuves matérielles est synthétisée suivant le tableau 1.

Tableau 1: Synthèse des preuves d'activités environnementales et sociales mise en œuvre dans le cadre du PAVILAV

N°	Sous projets de PAVILAV	Types d'évaluations réalisées	Mesures préconisées	Niveau de mise en œuvre des mesures
1				
2				
3				

Au terme des analyses du bilan environnemental et social du PAVILAV, il est présenté les points forts (conformités) de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales. Ensuite, il est énuméré les points faibles et les dysfonctionnements. Ces points faibles s'articuleront autour des non-conformités, remarques et observations. **Ces points faibles ont fait l'objet des recommandations et plan d'action à mettre en œuvre par le Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Elevage (PRODEFILAV-PEL).**

2.6.2. Méthode d'analyse des enjeux/impacts environnementaux du Projet

La recherche documentaire et les investigations socio-anthropologiques ont permis d'appréhender le contexte écologique et social dans lequel s'inscrit le projet. Cette étape a permis d'identifier les éléments valorisés du milieu récepteur (ressources naturelles (eau, sol, végétation, etc.), humaines) et qui peuvent être affectés lors de la mise en œuvre des différentes activités du projet. Ainsi, les différentes sources d'impacts du projet sont donc rapportées aux éléments valorisés de l'environnement susceptibles d'être affectés à travers la matrice d'identification des impacts (matrice de type Léopold et *al.*, 1971).

A ce niveau, les composantes et éléments du milieu susceptibles d'être affectés par le projet ont été identifiés ainsi que les impacts potentiels des activités du projet. Les trois (03) étapes d'analyse environnementale qui ont été mis à contribution sont :

- l'analyse de la compatibilité ou non des activités du projet avec les fonctions des écosystèmes du milieu ;
- l'analyse et l'évaluation de l'importance des impacts et proposition de mesures d'atténuations pour les impacts négatifs et de bonifications pour ceux positifs ;
- l'élaboration du Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES).

Par ailleurs, la méthodologie de qualification des impacts utilisée dans le cadre de cette étude est conforme au contenu du document « guide général de réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement » produit par l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE, 2001), en tenant compte de la nature de l'impact, de son étendue (ponctuelle, locale ou générale), de sa durée (temporaire ou permanente) ; le critère majeur étant l'intensité de l'impact (positif ou négatif), qualifiée de :

- majeure quand l'élément est atteint dans son ensemble au point où sa qualité est considérée altérée de façon irréversible ;

- moyenne quand l'élément est atteint mais pas dans son ensemble ou de façon irréversible ;
- faible quand l'élément n'est atteint que de façon marginale et sur une courte durée.

L'analyse est faite en fonction des différentes composantes de l'environnement susceptibles d'être affectées par la mise en œuvre des sous-projets (tableau 2).

Tableau 2: Cadre conceptuel d'analyse des enjeux

Etapes de mise en œuvre du projet	Déterminant	Risques					
		Santé publique	Environnement				Personnel
			Eau	Air	Sol	Végétation	Biodiversité

2.6.3. Méthode d'analyse du cadre institutionnel et juridique du projet

L'approche développée ici a consisté à comparer les lois et réglementations en vigueur au Bénin et les politiques de sauvegarde de la Banque Africaine de Développement en la matière. Dans ce cadre, la recherche documentaire a été spécifiquement conduite dans les structures et institutions spécialisées (MAEP, MCVDD, Ministère de la justice, etc.). A l'issue de cette recherche documentaire, une synthèse des exigences de la politique environnementale du Bénin et du Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Elevage (PRODEFILAV-PEL) a été faite.

Par ailleurs, les dispositions constitutionnelles ainsi que les engagements internationaux pris par le Bénin à travers les ratifications des conventions et accords internationaux en matière d'environnement ont été également synthétisés et analysés (tableau 3).

Tableau 3: Conventions/accords multilatéraux ratifiés ayant une pertinence directe ou indirecte pour le projet

N°	Textes	Année de prise, de ratification ou de vote	Domaine environnemental d'application	Autorité/institution chargé de mise en œuvre	Conditions d'application lors de mise en œuvre du projet
1					
2					
3					
Etc.					

Il est à signaler que, le financement des activités du Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Elevage (PRODEFILAV-PEL) étant assuré par la BAD, il sera nécessairement soumis aux Politiques de Sauvegarde de cette institution. Dans le cadre de la présente étude, il est procédé à une analyse succincte des Politiques de Sauvegarde pour statuer sur la conformité du Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Elevage (PRODEFILAV-PEL) et des activités prévues avec lesdites Politiques (tableau 6).

Tableau 4: Applicabilité de la politique environnementale BAD au PRODEFILAV-PEL

N°	Politiques/ Directives/ Procédures	Principe général des Politiques de la BAD	Applicabilité au PRODEFILAV-PEL

Au terme de cette analyse, un point global des forces et faiblesses du cadre réglementaire et institutionnel qui régit l'environnement au Bénin a été fait. De même, les différents textes nationaux et internationaux applicables au projet ont été collectés et analysés. La cohérence du cadre réglementaire Béninois en rapport avec les Politiques de sauvegarde de la BAD sont aussi analysés. A la suite, des mesures appropriées sont proposées pour renforcer le cadre politique, légal et réglementaire, surtout les procédures d'études d'impact et les procédures de réinstallation, pour mieux garantir l'efficacité de la mise en œuvre du CGES.

2.6.4. Méthode relative aux mesures de gestion des risques et impacts

Ici, les lignes directrices majeures pour la gestion environnementale et sociale du Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Elevage (PRODEFILAV-PEL) dégagées à partir des priorités nationales et compte tenu des exigences des politiques de la BAD sont ensuite édictées. Ces directives comprennent les orientations relatives au renforcement des impacts positifs et d'autres relatives à la prévention, l'atténuation et l'atténuation des impacts négatifs. A cet effet, sur la base des impacts potentiels de la mise en œuvre du Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Elevage (PRODEFILAV-PEL), il est procédé à un tri. En se basant sur l'information fournie par le formulaire de triage et l'évaluation sur terrain, les impacts sont classés selon le niveau de risque et une décision est prise sur la question de savoir si :

- une étude d'impact environnemental des différents sous-projets doit être faite parce que les impacts se classent dans la catégorie à risque élevé et pourraient aboutir à l'acquisition des terres et/ou à une réinstallation involontaire ;
- le Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Elevage (PRODEFILAV-PEL) n'exige qu'un plan de gestion de l'environnement parce que les risques et impacts ne sont pas significatifs et on peut les traiter directement en exécutant un plan d'atténuation et de gestion pendant la mise en œuvre du projet.

Les différentes mesures sont élaborées en fonction des impacts potentiels de chaque étape de mise en œuvre du Projet et de la composante environnementale et sociale affectée.

➤ Procédure d'analyse et de tri pour chaque sous projet

La démarche suivie dans la procédure d'analyse et de tri a consisté à déterminer pour chaque site d'accueil du projet et ou chaque activité, quels niveaux et types d'analyses environnementales sont requises. Ainsi, le projet devra faire objet de réalisation

systématiquement d'une EIE en fonction de l'importance des activités. Le format de tableau utilisé pour l'analyse et le tri de chaque sous projet se présente comme suit.

Tableau 5: Format d'analyse et de tri pour chaque sous projet proposé

N °	Activités du sous Projet	Impacts environnementaux		Impacts sociaux		Types d'EIE	Recommandations
		Positifs	Négatifs	Positifs	Négatifs		
1							
2							
n							

Au regard de ces impacts et des types d'EIE requises, le PCGES va identifier le cadre d'orientation des interventions futures en termes de priorités nationales de gestion environnementale et sociale, en tenant compte des exigences des politiques de la Banque.

2.6.5. Méthode d'élaboration du Plan de Gestion Environnementale et Social (PGECS)

Cette partie a porté sur les lignes directrices majeures pour la gestion environnementale et sociale du Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Elevage (PRODEFILAV-PEL) à partir des priorités nationales présentées infra et compte tenu des exigences des politiques de sauvegarde de la Banque. Ces directives comprennent des orientations relatives au renforcement des impacts positifs et d'autres relatives à la prévention, les mesures d'atténuation et la compensation des impacts négatifs.

Ainsi, tout en considérant les milieux d'accueil du Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Elevage (PRODEFILAV-PEL), on va en déduire ce qui suit :

- ★ les activités à assujettir à l'Etude d'Impact sur l'Environnement (EIE) avant leur exécution et quelles sont les catégories d'EIE applicables selon la synthèse des normes béninoises et de la BAD. Ils seront catégorisés en B et C à partir d'une analyse multicritère (taille, effluents, nuisances potentielles, coût sensibilité écologique de la zone d'implantation, etc.) prenant en compte les exigences réglementaires béninoises et les politiques environnementales de la BAD, et ce en utilisant une approche matricielle qui croise les investissements et les milieux écologiques.
- ★ les activités qui nécessiteraient des recommandations de mener des audits environnementaux (audit, SME, audit de conformité, etc.) avant ou après leur installation et en conformité avec la législation béninoise en la matière.
- ★ le processus à respecter par les structures de mise en œuvre. Une procédure administrative simplifiée respectant les procédures nationales sera proposée pour chaque exigence (EIE, Audit environnemental) tout en intégrant le rôle des structures comme l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE).

Le Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) est présenté sous forme d'une matrice conformément aux exigences de la législation béninoise et aux recommandations des guides de l'ABE. Il précise les rôles et responsabilités des différents acteurs associés à la mise œuvre, le calendrier et le budget de mise en œuvre (tableau 6).

Tableau 6: Canevas d'élaboration du Plan de Gestion Environnementale et Social (PGECS)

N°	Sous activités du Projet	Types d'EIE	Recommandations	Responsabilité		Echéancier	Prévisions des coûts
				Surveillance	Suivi		
Composante 1: Valorisation et mise en marché							
1							
2							
n							
Composante 2 : Amélioration de la productivité et de la production maraîchère							
1							
2							
n							

2.6.6. Méthode suivie pour proposer un plan de surveillance et de suivi pour la mise en œuvre du PCGES

La surveillance et le suivi environnemental constituent des mécanismes d'optimisation de la mise en œuvre des mesures d'atténuation, de compensation et de maximisation proposées. Ils ont pour but d'améliorer la performance environnementale du projet à court, moyen et long terme. Ils visent à déterminer les impacts réels les plus préoccupants du Projet comparativement aux pronostics d'impacts réalisés lors de l'étude d'impact afin de pouvoir apporter, le cas échéant, les correctifs nécessaires aux mesures d'atténuation préconisées.

Le programme de surveillance et de suivi environnemental et social pour la mise en œuvre du PCGES avec le suivi-évaluation approprié est axé sur des mesures permettant de vérifier l'exactitude de l'évaluation et l'efficacité des mesures d'atténuation proposées au regard des principaux effets environnementaux du projet. Le tableau 7 présente le canevas du programme de suivi environnemental pour la mise en œuvre du Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES).

Tableau 7: Canevas de suivi environnemental pour la mise en œuvre du PCGES sur chaque site du projet

Récepteur d'impact	Éléments de suivi	Indicateurs de suivi (à titre indicatif)	Responsables de suivi	Période de suivi	Fréquence de suivi

Pour la mise en œuvre et le suivi environnemental du projet, la démarche adoptée pour gérer les risques environnementaux a permis aux différents acteurs de jouer pleinement

leurs rôles. Ceci passe par une intégration des contraintes liées à la gestion des questions environnementales en amont de l'intervention et aux différentes composantes du projet. Elle a également permis d'anticiper les problèmes à venir, voire de contribuer à améliorer les connaissances en environnement et l'organisation de la gestion environnementale en mobilisant et en associant une pluralité d'acteurs aux compétences diversifiées.

2.6.7. Méthode suivie pour la proposition des dispositions institutionnelles de mise en œuvre du PCGES

A ce niveau, un certain nombre d'indicateurs environnementaux et sociaux de suivi, simples et mesurables relatifs aux activités prévues ont été élaborés. La responsabilité des différentes parties prenantes à la mise en œuvre des mesures du CGES sont précisées et leurs coûts ainsi que ceux liés à la mise en œuvre des mesures de renforcement de capacités des parties prenantes du Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Élevage (PRODEFILAV-PEL) sur la base des besoins identifiés lors des entretiens avec les acteurs du Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Élevage (PRODEFILAV-PEL). L'évaluation des coûts est faite sur la base des standards et en se fondant sur les données collectées en milieu réel et auprès des personnes ressources ayant développé récemment des évaluations de coûts similaires pour des projets similaires.

2.7. Traitement et analyse des données / informations

Les informations collectées sur le terrain sont traitées, classées et analysées suivant les outils et programmes appropriés (statistique descriptive, méthode de triangulation, etc.). Les résultats sont utilisés pour déterminer les enjeux, impacts et risques environnementaux et sociaux liés à la mise en œuvre des différentes activités du projet.

3. DESCRIPTION DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ÉLEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

Le Projet d'appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Élevage (PRODEFILAV-PEL) est une émanation du Plan de Développement du Secteur Agricole (PDSA) et une déclinaison du Programme d'Actions 2016-2021 du Gouvernement (PAG) relative au Développement des filières à haute valeur ajoutée : ananas, anacarde, maraîchage, etc. Il répond donc parfaitement à la vision 2025 du gouvernement décliné dans le Plan Stratégique de Développement du Secteur Agricole (PSDSA) pour la période 2017-2025 et dans le Plan National d'Investissement Agricole et de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN). Ces différents plans ont permis de recentrer les missions et les fonctions des différents acteurs en vue d'une amélioration de leurs incidences sur le secteur.

3.1. Composantes et activités du projet

Le projet, d'une durée de cinq ans, sera articulé autour de trois composantes, notamment : (A) Amélioration des systèmes de production de lait et de viande, (B) Renforcement des

chaînes de valeur des filières lait et viande et promotion des entreprises d'élevage ; et (C) Gestion et Coordination du projet.

Composantes	Description des composantes et sous-composantes
<p>Composante A</p> <p>Amélioration des systèmes de production du lait et de la viande</p>	<p>A.1. Appui à l'amélioration de l'alimentation des animaux</p> <p>(i) renforcement par les ATDA des capacités des producteurs dans le domaine de la production et la conservation des fourrages et l'utilisation des résidus de récolte, (ii) appui à 10 promoteurs privés pour l'acquisition de kits destinés à la production et à la commercialisation du fourrage, (iii) appui aux promoteurs privés organisés pour l'acquisition de 35 broyeurs destinés à la fabrication des blocs multi nutritionnels densifiés, (iv) amélioration de l'abreuvement du bétail par la réhabilitation de 8 retenues d'eau et la réalisation de 20 forages avec système d'exhaure, (v) aménagement de 2 500 ha d'aires de pâturage le long des couloirs de passage et autour des mini laiteries., (vi) tracé et balisage de 1000 km de parcours en complément aux réalisations du PAFILAV, des projets en cours et d'autres partenaires.</p> <p>A.2. Amélioration de la santé animale</p> <p>(i) organisation des campagnes de vaccination contre les principales maladies avec un accent particulier sur les petits ruminants (ii) organisation de campagnes de vaccination subventionnées sur 3 ans (75% en 1^{ère} année, 50% la 2^{ème} année, et 25% la 3^{ème} année) contre la maladie de Newcastle au profit de 9000 ménages agricoles, (iii) renforcement du dispositif de surveillance épidémiologique à travers le recyclage des agents des ATDA, des vétérinaires privés et des éleveurs</p> <p>A.3. Amélioration génétique</p> <p>(i) introduction dans les élevages du système semi-intensif de 100 taureaux Azawak, 200 béliers améliorateurs, 100 verrats Large White, (ii) insémination artificielle de 30 000 vaches dans 960 élevages sélectionnés sur la base de critères précis, (iii) acquisition de 61 500 doses de semences et 31 500 doses d'hormones pour les opérations d'IA, (iv) formation de 60 inséminateurs en complément aux 40 existants qui seront recyclés, (v) renforcement des capacités du Centre d'insémination artificielle bovine en équipements complémentaires, (vi) cession sous forme de crédit de noyaux de 10 génisses et 1 taureau de race Azawak à 50 éleveurs du système intensif, (vii) cession sous forme de crédit de noyaux de 5 cochettes et 1 verat à 50 éleveurs du système intensif.</p>

<p>Composante B</p> <p>Renforcement des chaînes de valeur des filières lait et viande et promotion des entreprises d'élevage</p>	<p>B.1. Appui à l'organisation des acteurs des CVA lait et viande (i) Structuration et dynamisation des différents maillons de 6 organisations professionnelles et (ii) renforcement des capacités organisationnelles de 6OP.</p> <p>B.2. Développement des liens d'affaires entre les acteurs des CVA filières lait et viande: (i) Réalisation d'une étude complémentaire sur les CVA des filières lait et viande, (ii) renforcement des capacités managériales à travers 2 sessions de formation dans 10 communes cibles).</p> <p>B.3. Mise en place des infrastructures de soutien à la transformation et à la commercialisation et d'un mécanisme de financement : (i) Construction de 5 marchés à bétail et de 8 postes d'abattage, (ii) remplacement des pompes manuelles de 7 marchés à bétail et de 10 postes d'abattage par des pompes solaires pour améliorer l'approvisionnement en eau, (iii) construction d'un abattoir moderne à Parakou, (iv) appui à la privatisation de 5 mini laiteries construites par PAFILAV. (v) Labellisation du fromage wagashi/gassiré, (vi) Sélection de 200 jeunes pour les filières lait et viande parmi les 1000 retenus par le PDAB, (vii) formation technique et managériale de 200 jeunes promoteurs, (iii) élaboration de plans d'affaires par les 200 jeunes promoteurs, (viii) accès des promoteurs au crédit accordé par les banques partenaires du PDAB ; (ix) appui à l'installation des infrastructures et équipements complémentaires au profit des 200 jeunes promoteurs et (x) appui à l'installation des cultures fourragères au profit des promoteurs éleveurs de bovins et d'ovins.</p>
<p>Composante C : Coordination et gestion du projet</p>	<p>(i) Coordination des activités du projet, (ii) gestion administrative, comptable et financière, (iii) acquisition des biens, travaux et services, (iv) mise en place d'un plan de communication, et (iv) suivi-évaluation de l'exécution du projet et de la mise en œuvre du PGES.</p>
<p>Appui institutionnel</p> <p>Cette sous-composante vise l'appui des structures partenaires pour leur permettre de jouer leurs rôles dans le cadre du projet. En effet, certaines structures déconcentrées et services centraux du MAEP, les ATDA et DDAEP ne disposent pas des moyens matériels et humains optimaux pour jouer pleinement leurs rôles</p>	

❑ **Appui institutionnel**

Cette sous-composante vise l'appui des structures partenaires pour leur permettre de jouer leurs rôles dans le cadre du projet. En effet, certaines structures techniques et services centraux du MAEP, les ATDA et DDAEP ne disposent pas des moyens matériels et humains

optimaux pour jouer pleinement leurs rôles. Ainsi, divers appuis seront apportés aux structures suivantes : la Direction de la programmation et de la prospective (DPP), la Direction de l'Élevage, le Secrétariat Permanent de l'Association Nationale des Organisations Professionnelles des Eleveurs de Ruminants (ANOPER), la Cellule de passation des marchés de l'ATDA 2 et de l'ATDA 4 ainsi que celle du MAEP, la Direction des Statistiques Agricoles (DSA), l'ABSSA, la Direction de l'élevage (DE), la DQIFE, l'INRAB, les directions départementales de l'agriculture des pôles 2 et 4 (DDAEP), la Direction régionale de l'environnement, la direction générale, de l'industrie et du Commerce. Ces structures bénéficieront d'un appui, au cas par cas, en matière de réhabilitation des bureaux et d'acquisition des matériels bureautiques et informatiques, en formation et en services de consultance.

❑ Gestion du projet

Le projet sera exécuté sous la responsabilité de l'Agence Territoriale de Développement Agricole N°2 (ATDA 2). L'ATDA 2 confiera la coordination à une équipe composée d'un coordonnateur, d'un responsable administratif et financier, d'un spécialiste en suivi-évaluation, d'un spécialiste en organisations paysannes, d'un spécialiste en passation des marchés, d'un socio-économiste, d'un spécialiste en Genre, d'un expert spécialiste en business et en montage financier/crédit agricole. Le recrutement se fera selon la procédure compétitive avec l'appui d'un bureau d'études. Cette équipe sera complétée par du personnel d'appui. L'équipe du projet travaillera sous l'autorité hiérarchique du Directeur du programme national de développement des filières lait et viande au sein de l'ATDA 2. Il faut préciser que, dans le cadre des réformes dans le secteur de l'Agriculture, le poste de Directeur du programme national de développement des filières lait et viande est en charge de la coordination de l'ensemble des interventions dans les filières lait et viande au Bénin.

L'Equipe de coordination du projet (ECP) aura pour tâches principales : i) la coordination, le contrôle rapproché, le suivi et l'évaluation de l'ensemble des activités du projet ; ii) l'animation et l'appui à l'encadrement du secteur privé productif et aux institutions régionales ; iii) l'élaboration des programmes d'activités et des budgets du Projet ; iv) la préparation des conventions de partenariat avec les opérateurs et les partenaires du projet, la mise en œuvre des processus de passation des marchés et de gestion des contrats en collaboration avec la Personne Responsable des Marchés publics de l'ATDA 2 ; v) la mise en œuvre d'un plan de communication autour des activités du projet ; et vi) l'élaboration des états financiers et des rapports d'exécution du Projet. Des contrats de performance seront signés avec toute l'équipe du Projet. Ces contrats devront permettre d'évaluer annuellement la performance de chacun selon les critères retenus, et tenant compte des résultats attendus et de la mise en œuvre du plan de passation des marchés. Les indemnités du personnel seront indexées à la performance. Les dispositions pratiques sont mentionnées dans les contrats de performance à signer. Le Projet financera les travaux de réhabilitation/extension des ex-locaux des ex-CARDER pour servir des locaux à l'équipe de coordination du projet. Une salle de réunion et de nouveaux bureaux seront ajoutés aux locaux existants. Ces bureaux seront également meublés et équipés. Le projet prendra en charge les coûts des moyens de déplacement et de fonctionnement.

3.2. Aspects transversaux du projet

❑ La prise en compte du genre

Les femmes sont présentes au niveau des activités de traite et de transformation du lait, notamment. Elles représenteront globalement 30% des bénéficiaires du projet. En veillant à un accès équitable des femmes aux facteurs de production notamment les équipements et l'accès au financement de même que le renforcement des services d'encadrement, le projet va non seulement engendrer une réduction de la pénibilité et du temps de travail des femmes mais également améliorer la productivité de la filière lait dans la ZIP avec pour corollaire la sécurité alimentaire pour de nombreuses familles et des milliers d'enfants. De plus, le développement des infrastructures de commercialisation notamment le renforcement du fonctionnement des mini-laiteries va contribuer à lever les difficultés d'écoulement du lait de qualité et des sous-produits de transformation, le *wagashi*, notamment. La mise en place des plateformes avec l'instauration de systèmes de contractualisation producteurs/commerçants et producteurs/transformateurs constituera un atout majeur pour la recherche de débouchés et l'écoulement des productions de lait et du fromage traditionnel et, à terme, entraînera l'augmentation des revenus des femmes.

Afin de permettre aux femmes de tirer un meilleur profit de l'opportunité offerte par le projet, celui-ci inclura un paquet de services intégrés visant à les doter de capacités techniques et sociales adaptées ainsi que de compétences de vie nécessaires au renforcement de leur rôle stratégique et pratique dans le développement et surtout l'amélioration de leur statut de femme. Le projet travaillera également à mieux structurer les associations de femmes en particulier autour des mini-laiteries avec l'appui du Ministère de la Promotion de la Femme à travers ses Instituts de Formation et d'Éducation Féminine (IFEFF) présentes dans la zone. Sur la base des besoins en renforcement de capacités identifiées par les animatrices rurales des IFEFF, des formations sur différents modules seront dispensées à l'ensemble des membres des associations féminines afin de développer en leur sein des réflexes de gestion professionnelle des activités et l'acquisition de comportements idoines en matière d'hygiène lors de la traite des vaches, de santé, de nutrition et de préservation de l'environnement.

Le projet s'assurera de l'intégration des femmes dans les différents comités et bureaux mis en place dans le cadre du projet (Comités de Gestion et les bureaux exécutifs). À cet effet, une représentation minimale d'au moins 30% de femmes devra être préconisée lors de l'organisation/structuration des groupements et coopératives.

❑ Appui à la nutrition

Cette sous-composante vise à améliorer la sécurité nutritionnelle dans la zone du projet, par l'accès de façon consciente et dans des conditions satisfaisantes, à une alimentation adéquate couvrant les besoins des différents groupes de population autant en quantité qu'en qualité. Elle vise aussi à assurer une prise en charge adéquate des cas de malnutrition et une amélioration des compétences des prestataires de santé et responsables de cantines scolaires en matière de nutrition.

Pour y parvenir, le Projet promouvra les habitudes alimentaires appropriées par le biais d'un programme national de nutrition au niveau local. De façon générale, il s'agira de renforcer les capacités techniques des prestataires de santé (Médecin, Infirmier et Sage-femme) en matière de prise en charge correcte de la malnutrition et en matériels anthropométriques et intrants nutritionnels au profit des centres de nutrition, des unités nutritionnelles ambulatoires, des centres de santé de référence et des unités de nutrition thérapeutiques. Des actions spécifiques doivent également être entreprises afin d'introduire des aliments de haute valeur nutritionnelle dans les habitudes alimentaires des populations notamment des enfants, à travers des activités de communication/sensibilisation/mobilisation sociale pour le changement de comportements.

Il promouvra l'introduction de variétés vivrières à haute valeur nutritionnelle issues de la recherche (INRAB) ou importées d'ailleurs conformément à la stratégie d'agriculture sensible élaborée par le MAEP. Les sessions de formation des producteurs et des organisations professionnelles agricoles constitueront une occasion de vulgariser des variétés d'aliments locaux, riches en micronutriments qui pourraient contribuer à la réduction de la malnutrition chez les jeunes enfants dans la région.

De ce qui précède, deux axes d'interventions ont été identifiés à savoir la promotion de la nutrition/santé et l'appui aux cantines scolaires (pris en charge dans le volet appui aux infrastructures éducatives). Dans le cadre du premier axe, il s'agira : (a) d'élaborer une étude d'évaluation de référence de la situation nutritionnelle dans la zone du projet (malnutrition, carence en micronutriment) au démarrage du projet ; (b) de rendre disponibles les services de nutrition dans les centres de santé à travers la formation de 60 agents de santé et le coaching (Médecins, Infirmiers, sages-femmes) aux nouvelles directives de prise en charge correcte de la malnutrition, de rendre disponible les intrants nutritionnels pour la réhabilitation des malnutris, d'organiser des stratégies avancées de dépistage et de traitement de la malnutrition, de renforcer l'intégration des interventions nutritionnelles aux autres programmes de santé maternelle et infantile; et (c) de promouvoir de bonnes pratiques nutritionnelles : produire les supports de communication sur les bonnes pratiques nutritionnelles (Affiches, CD, dépliants, films, boîte à image), organiser des émissions radio sur les radios locales, sur les sites cibles du projet pour la sensibilisation et le dépistage communautaire de la malnutrition, suivre l'état nutritionnel des enfants au niveau des cantines scolaires dans les zones cibles du projet.

A travers ses composantes, le projet s'étend sur l'ensemble du territoire national mais ne couvre pas toutes les communes. Les zones d'intervention sont ciblées par département et par commune en fonction du potentiel agro-sylvo-pastoral, de la concentration des élevages en place, des dynamiques organisationnelles et des pratiques locales.

3.3. Dispositions en matière d'exécution

❑ Dispositions institutionnelles

Modalités d'exécution : L'Agence Territoriale de Développement Agricole N° 2 (ATDA 2) sera l'Organe d'exécution du projet. La gestion quotidienne du projet sera assurée par une

équipe dénommée Equipe de Coordination de Projet. Cette équipe sera placée sous la supervision du Directeur du programme national des filières lait et viande de l'ATDA 2 et basée dans les locaux de l'ex-CARDER Alibori à Kandi. L'Équipe aura pour tâches principales, la coordination, le contrôle, le suivi de l'ensemble des activités du projet et le compte rendu de la mise en œuvre du projet conformément au mécanisme de suivi-évaluation du PAG. Cette équipe sera composée d'un coordonnateur, d'un responsable administratif et financier, d'un spécialiste en suivi-évaluation, d'un spécialiste en organisations paysannes, d'un spécialiste en passation des marchés, d'un socio-économiste, d'un spécialiste en Genre, d'un expert spécialiste en business et en montage financier/crédit agricole. Le recrutement se fera selon la procédure compétitive avec l'appui d'un bureau d'études. Cette équipe sera complétée par du personnel d'appui. Les membres de l'équipe de coordination du projet signeront des contrats de performance avec l'Organe d'exécution, contrats dont le renouvellement fera l'objet de revue annuelle. Seuls les cadres dont la performance sera jugée satisfaisante seront reconduits.

Pilotage : Le pilotage du projet sera assuré par un Comité national de pilotage qui regroupera des représentants des Ministères suivants : (i) Ministère du Plan et du Développement ; (ii) Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et la Promotion de l'Emploi ; (iii) Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la Pêche (MAEP); (iv) Ministère de l'Economie et des Finances ; (v) Ministère du Commerce et de l'Industrie; (vi) Ministère de Cadre de Vie et du Développement durable ; (vii) Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance, (viii) la Plateforme Nationale des Organisations de la Société Civile au Bénin (PASCiB), (ix) la Plateforme Nationale des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles du Bénin (PNOPPA-Bénin), société civile, et x (x) la Chambre Nationale d'Agriculture (CNAB) et (xi) la chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB). Ce Comité comprendra également des représentants des organisations d'acteurs directs des filières viande et lait au nombre de quatre dont au moins deux femmes. La présidence du Comité de pilotage sera assurée par le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP). La vice-présidence de ce Comité sera assurée par la Direction Générale du Financement du Développement (DGFD/MEPD). Le Secrétariat technique de ce Comité sera assuré par l'ATDA 2 du MAEP. Un arrêté ministériel sera pris à cet effet. Ce Comité se réunira au moins deux fois par an, pour examiner les résultats et effets obtenus et pour valider les programmes annuels d'activités.

Organismes associés : Le projet établira des relations de partenariat ou de MOD avec des organismes spécialisés et expérimentés pour exécuter ou suivre les tâches qui relèvent de leur domaine de compétences.

❑ Dispositions relatives à l'acquisition des biens, travaux et services

Toutes les acquisitions de biens, travaux et services effectuées dans le cadre de ce projet, se feront conformément au Cadre de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque édition octobre 2015. Ce cadre permettant une plus large utilisation du système national de passation des marchés. A cet effet, la Banque procédera à une évaluation du système béninois de passation des marchés aux niveaux pays, secteur et

projet afin de déterminer dans quelle mesure certaines acquisitions prévues au titre du projet pourront être passées selon les procédures nationales. Par ailleurs, la Banque procédera également à l'évaluation des capacités de l'Agence d'exécution du projet notamment en matière de passation des marchés. Toutes ces évaluations seront finalisées lors de la mission d'évaluation du projet, laquelle permettra également de préciser les différentes acquisitions de biens, travaux et services qui seront passées dans le cadre du Projet et d'élaborer le plan de passation des marchés. Des actions d'acquisitions anticipées seront sollicitées par le Gouvernement pour certains marchés à identifier afin de faciliter l'exécution du projet.

❑ Dispositions relatives à la gestion financière du Projet

L'Agence Territoriale de Développement Agricole N° 2 (ATDA 2), pressentie pour le rôle d'organe d'exécution du projet, devra se doter de ressources humaines qualifiées et expérimentées, et de moyens techniques et humains permettant d'assurer une gestion transparente, efficace et efficiente des ressources financières allouées au projet. L'ATDA 2 ne dispose pas encore de système de gestion financière et devra rapidement procéder : (i) au recrutement du personnel de gestion financière dont l'effectif actuel se réduit au seul Directeur Administratif et Financier ; (ii) à la formation de son personnel pertinent à l'utilisation du manuel de procédures administratives, financières et comptables qui constituera le socle de son système de contrôle interne et ; (iii) à l'acquisition d'un système comptable pour une reddition régulière des comptes. La mise en place de ce dispositif de gestion financière et sa mise en œuvre effective influenceront sur l'appréciation du risque fiduciaire du projet au moment de son évaluation.

Quant à l'Equipe de Coordination de Projet, placée sous la supervision de l'ATDA 2, elle devra bénéficier de l'appui de ses structures techniques, y compris de gestion financière, et comprendre au minimum : (i) une gestion budgétaire; (ii) un contrôle interne ; (iii) des mécanismes de flux de fonds ; (iv) un cadre d'information financière; (v) un système comptable intégré en 3 modules: budgétaire, général et analytique et (vi) des mécanismes d'audit externe régulier. Ce dispositif devra être autonome (séparé/distinct) de celui de l'ATDA2.

❑ Mécanismes de suivi

Le projet s'exécutera sur une période de cinq ans à partir du deuxième semestre 2020. Une fois l'équipe est en place, la Banque organisera la mission de lancement afin de mettre en place toutes les conditions requises pour un démarrage rapide et efficient du Projet.

Le suivi-évaluation interne sera assuré par le Service suivi-évaluation interne (SSEI) du projet et portera sur le suivi physique et financier, par composante et par catégorie de dépense et sur l'évaluation de l'impact du projet sur les bénéficiaires et sur l'environnement selon des indicateurs pertinents et établis de manière concertée. Il sera arimé par un système d'information géographique (SIG) inclus dans le volet TIC du projet. Le SSEI sera appuyé au démarrage par un consultant pour l'établissement de la situation de référence et la mise en place d'un système de suivi-évaluation intégrant des indicateurs vérifiables et arimé au PAG et à son mécanisme de suivi. L'étude de la situation de référence inclura le

profil genre en agriculture, pour approfondir la connaissance des groupes bénéficiaires en ce qui concerne notamment les aspects socio-économiques (revenus, capital, activités agricoles). Ce système devra être fonctionnel au plus tard six mois après le démarrage du projet. Le Projet produira sur cette base des rapports trimestriels et annuels d'activités, faisant notamment ressortir les taux d'exécution et résultats des différentes composantes, en rapport avec les indicateurs de performance du cadre logique. Le projet devra également assurer tous les livrables conformément au mécanisme de suivi-évaluation du PAG.

Le suivi-évaluation externe sera assuré par la Direction de la programmation et de la prospective (DPP/MAEP) en étroite collaboration avec les directions chargées du suivi des projets des ministères techniques impliqués dans la mise en œuvre du projet ainsi que le ministère de l'économie et finances (MEF). Les rapports semestriels de suivi-évaluation externes auront pour objet de constater les progrès effectués et les contraintes éventuelles et formuler des recommandations pour solutionner les problèmes de parcours. La DPP impliquera les directions techniques des différents ministères dans les missions de suivi externe pour examiner des problèmes techniques particuliers et la conformité avec les stratégies sectorielles. Le projet mettra à la disposition de la DPP/MAEP, la Direction de la Dette Publique (CAA) et les directions chargées du suivi des projets des ministères techniques impliqués dans la mise en œuvre du projet, les moyens nécessaires pour leur permettre d'accomplir cette mission. Il est prévu une revue à mi-parcours pour s'assurer de la bonne marche générale du projet et proposer des ajustements éventuels. Il est aussi programmé vers la fin du projet, une évaluation finale conjointe pour tirer les enseignements et capitaliser les acquis du projet.

4. CADRE POLITIQUE, INSTITUTIONNEL ET JURIDIQUE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE AU BENIN

Il est présenté ici le contexte politique, institutionnel et juridique de l'évaluation environnementale au Bénin.

4.1. Cadre Politique National

Au lendemain de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement de Rio de Janeiro en 1992, la République du Bénin qui venait de s'engager sur la voie de la démocratie et de l'état de droit en 1990 a commencé par se préoccuper d'avantage, des questions du cadre de vie et de la préservation des ressources naturelles. En effet, en dehors de constitutionaliser la protection de l'environnement, le Bénin a élaboré et adopté des instruments techniques de référence de gestion de son environnement. La mise en œuvre de ces instruments a conduit à :

- la mise en place d'un ministère chargé de l'environnement en 1990, actuellement Ministère du Cadre de Vie et de Développement Durable (MCVDD) ;
- la création au sein du MCVDD, de l'Agence Béninoise pour l'Environnement (en 1995) ;
- l'élaboration de la Stratégie nationale de lutte contre le changement climatique (2001) ;
- l'élaboration du Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques en 2008 ;
- la création du Fonds National pour l'Environnement et le Climat (FNEC) en 2003.

Le Bénin a par ailleurs développé :

- les bases de Gestion Intégrée des Ressources en Eau 'GIRE' (en 1992) ;
- le Plan d'Action Environnemental (en 1993) ;
- l'Agenda 21 national (en 1997) ;
- les Objectifs du Millénaire pour le Développement OMD (en 2000) ;
- les Objectifs de Développement Durable ODD (en 2015) ;
- la stratégie nationale et le plan d'action pour la conservation de la diversité biologique en mars 2002 ;
- Stratégie et Plan d'Action pour la Biodiversité 2011-2020 (2011)
- le Plan d'Action National de Lutte Contre la Désertification (PANLCD) en 2000 ;
- la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pollution Atmosphérique (2000) ;
- la politique nationale de l'eau (2008) ;
- le Plan d'Action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PANGIRE) sur la période 2011-2025 ;
- le Plan d'Action Environnemental du Secteur Agricole en 2015 ;
- etc.

Ces outils importants de gestion de l'environnement progressivement mis en œuvre expriment la prise de conscience du Bénin à mieux gérer son environnement et ses ressources naturelles. Il en est de même des partenaires techniques et financiers comme la

BAD qui fait de la sauvegarde de l'environnement une condition préalable à ses interventions.

4.2. Conventions, accords et protocoles environnementaux ratifiés par le Bénin pour la préservation de l'environnement

Les dispositions constitutionnelles se trouvent renforcer par les engagements internationaux pris par le Bénin à travers la ratification des conventions et accords internationaux en matière d'environnement. Ces conventions et accords internationaux liés aux objectifs du projet sont résumés dans le tableau 8.

Tableau 8 : Conventions/accords multilatéraux ratifiés ayant une pertinence directe ou indirecte pour le projet

N°	Conventions / accords	Description	Date de ratification
01	Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles	C'est la seule Convention régionale africaine de portée générale en matière de protection de la nature et des ressources naturelles. Elle a incontestablement jeté les bases des principes fondamentaux qui régissent aujourd'hui les Réserves de Biosphère à savoir : <ul style="list-style-type: none"> ▪ la prise en compte des droits et usages coutumiers ; ▪ la conservation des ressources naturelles comme partie intégrante des plans d'aménagement ; ▪ l'obligation des études d'impact ; ▪ la coopération inter africaine en matière de conservation et gestion des ressources naturelles. 	1968
02	Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques	Cette convention établit un accord-cadre global concernant les efforts intergouvernementaux permettant de relever le défi présenté par les changements climatiques. Elle reconnaît que le système climatique est une ressource commune dont la stabilité peut être affectée par des émissions industrielles et d'autres émissions de dioxyde de carbone et d'autres GES.	30 juin 1994
03	Convention sur la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments	Cette convention, dans son article 8d, promeut un développement durable et écologiquement rationnel dans les zones adjacentes aux zones protégées en vue de renforcer la protection de ces dernières.	30 juin 1994
05	Convention sur la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel	En cas de présence de patrimoines naturels, culturels et archéologiques sur les sites d'intervention du projet, des mesures doivent être prises conformément aux dispositions contenues dans les articles 4, 5, 6 et 7 de ladite convention.	14 septembre 1982
06	Convention sur les zones humides, habitats des oiseaux d'eau - Convention	La Convention a pour mission « La conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides par des actions locales, régionales et nationales et par la coopération internationale, en tant que	20 janvier 2000

N°	Conventions / accords	Description	Date de ratification
	Ramsar	contribution à la réalisation du développement durable dans le monde entier».	
07	Protocole de Kyoto à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques	Ce protocole vient appuyer la CCNUCC et promeut un développement sobre en carbone et autres GES.	25 février 2002
08	Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles	Cette convention vient appuyer les dispositions contenues dans la convention sur la diversité biologique.	5 novembre 1998
09	Convention de Vienne pour la protection de la couche d'Ozone	Cette convention stipule les obligations spécifiques relatives au contrôle et à l'élimination des Substances Appauvrissant la Couche d'Ozone (SACO).	22 mars 1985
10	Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et ses amendements	Ce protocole régit les dispositions statutaires et réglementaires pour la mise en vigueur de la Convention de Vienne.	31 octobre 1988
11	Convention internationale sur le commerce des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction	Cette convention connue par son sigle ou encore Convention de Washington, est un accord international entre Etats. Elle a pour but de veiller à ce que le commerce international des spécimens d'animaux et de plantes sauvages ne menace pas la survie des espèces auxquelles ils appartiennent.	02 novembre 1973
12	Convention de Stockholm sur les polluants Organiques Persistants (POP)	Cette convention a pour objectif principal la protection de la santé humaine et de l'environnement des polluants organiques persistants (POP).	Mai 2001
13	Accord de paris sur le Climat	Principal instrument international de lutte contre les CC	31 octobre 2016

Ce tableau fait la synthèse des éléments montrant la volonté du Bénin de se doter de tous les moyens juridico-politiques nécessaires pour gérer son environnement et surtout pour contribuer à la conservation de l'environnement.

4.3. Cadre juridique du Bénin en matière de sauvegarde environnementale et sociale

4.3.1. Législation nationale en matière de gestion de l'environnement

La Constitution du 11 décembre 1990 de la République du Bénin dispose en son article 27 : "Toute personne a droit à un environnement sain, satisfaisant et durable et a le devoir de le défendre. L'Etat veille à la protection de l'environnement". La pertinence de cette disposition a conduit les Béninois à la renforcer en précisant dans la même constitution que des actes attentatoires à l'environnement au Bénin pourraient être considérés comme crime de haute trahison pour lequel le Président de la République pourrait répondre. D'autres textes juridiques précisent et opérationnalisent cette disposition. Il s'agit entre autres de :

La loi n° 030-98 du 12 février 1999 portant loi-cadre sur l'environnement en République du Bénin : elle comprend des dispositifs relatifs à la clarification des concepts, aux sanctions, à la protection et à la mise en valeur des milieux récepteurs, à la protection et la mise en valeur du milieu naturel et de l'environnement humain, à la pollution et aux nuisances, aux études d'impact, aux audiences publiques sur l'environnement, aux plans d'urgence et aux incitations. Cette loi constitue le texte de base de la politique nationale d'environnement, en ce qu'il couvre tous les aspects pertinents qui vont de toutes les sources de pollution à leur contrôle et répression, en passant par les évaluations environnementales (Evaluation Environnementale Stratégique (EES), Etude d'Impact sur l'Environnement (EIE), Audit Environnemental (AE), Inspection Environnementale (IE), le renforcement des capacités et la gestion de l'information environnementale.

La Loi n°98-004 du 27 janvier 1998, portant code de travail en République du Bénin : elle définit clairement les dispositifs législatifs et réglementaires en management de la santé et de la sécurité au travail. L'article 182 de cette Loi stipule que « pour protéger la vie et la santé des travailleurs, l'employeur est tenu de prendre toutes les mesures utiles qui sont adaptées aux conditions d'exploitation de l'entreprise, etc.,». De même, selon l'article 183 de cette même Loi, « tout employeur est tenu d'organiser une formation pratique et appropriée en matière d'hygiène et de sécurité au bénéfice des salariés nouvellement embauchés, de ceux qui changent de poste de travail ou de technique et de ceux qui reprennent leur activité après un arrêt de travail d'une durée de plus de six mois. Cette formation doit être actualisée au profit de l'ensemble du personnel en cas de changement de la législation, de la réglementation ou des procédés de travail, etc. ».

Le projet est concerné par cette loi car à sa phase active, de nombreuses personnes seront recrutées pour travailler dans les différentes unités de production du lait et de la viande. Ces recrutements se feront sur la base des directives de la loi portant code de travail en République du Bénin.

La loi n° 87-015 du 21 septembre 1987 portant code de l'hygiène publique de la République du Bénin : elle légifère sur les habitations, le bruit, l'eau, la pollution du milieu naturel, les installations industrielles, les plages, les établissements classés, la police sanitaire. Elle a été pendant longtemps peu vulgarisée jusqu'à l'avènement de la décentralisation (2003) qui a favorisé la prise de textes d'application par les maires. Dans le cadre du présent projet, le code de l'hygiène publique s'applique aux différentes activités en lien avec l'accroissement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Plus spécifiquement, le respect de la loi n° 87-015 du 21 septembre 1987 portant code de l'hygiène publique de la République du Bénin permet de contribuer efficacement à l'amélioration des systèmes de production du lait et de la viande.

La loi n° 87-016 du 21 septembre 1987 portant code de l'eau en République du Bénin : elle régit la gestion des ressources hydriques et hydrologiques du point de vue quantitatif et qualitatif. A cette loi s'ajoute la **loi n° 2010-44 du 21 octobre 2010 portant gestion de l'eau en République du Bénin :** elle préconise la GIRE comme principe de gestion de l'eau. Dans la mise

en œuvre de ce projet, la ressource en eau sera fortement utilisée dans les unités de production (lait, viande) de même que dans les unités d'élevage. C'est dans ce contexte que le respect de ces lois est important pour une gestion efficace et efficiente de la ressource eau.

La loi n° 2002-016 du 18 octobre 2004 portant régime de la faune en République du Bénin. Elle vise une gestion rationnelle et participative de la faune et de ses habitats, la gestion des aires protégées et la protection des espèces menacées, vulnérables ou endémiques. Dans le cadre de la promotion des entreprises d'élevage par exemple, les aires protégées constituent un patrimoine susceptible d'être perturbé. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'intérêt de cette loi qui organise la gestion rationnelle de la la faune en République du Bénin.

La loi n° 93-009 du 02 juillet 1993 portant régime des forêts en République du Bénin : elle édicte les dispositions sur "la gestion, la protection, l'exploitation des forêts, le commerce et l'industrie des produits forestiers et connexes".

Il faut rappeler dans le cadre de la mise en œuvre du PRODEFILAV-PEL :

- le décret n°2017-332 du 06 juillet 2017 portant organisation des procédures de l'Evaluation Environnementale en République du Bénin. Dans le cadre de ce projet, ce décret décrit les étapes à suivre pour la réalisation des EIES pour tous les sous-projets assujettis avant le démarrage des travaux ;
- le décret N°2011-281 du 02 Avril 2011 portant Création, Attributions, Organisation et Fonctionnement des Cellules Environnementales en République du Bénin. Ce décret est important dans ce projet car, la Cellule Environnementale est impliquée dans le suivi de la mise en œuvre des activités ;
- le décret 2017-128 du 27 / 02 / 2017 constatant approbation de la création du Fonds National pour l'Environnement et le Climat (FNEC). L'importance de ce décret dans ce projet est liée au fait que la question de climat et notamment celle de changement climatique est de plus en plus intégrée dans la conception et la mise en œuvre des projets. Dans le présent projet, les perturbations climatique peuvent impacter la mise en œuvre des activités ; d'où l'implication du FNEC dans la définition de stratégies d'adaptation ;
- le décret N° 2017-433 du 10 / 08 / 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Agence Béninoise de Sécurité Sanitaire des Aliments (ABSSA). Le projet est concerné car il s'agira de produire des aliments (lait, viande, etc.) qui doivent respecter les normes en matière de qualité et de sécurité ;
- le décret 2017-101 du 27 / 02 / 2017 constatant approbation de la création des Agences Territoriales de Développement Agricole (ATDA). Les ATDA sont les assureront la mise en œuvre des activités du présent projet. A ce titre, ce décret de création des ATDA est en lien avec le projet ;

- le décret N° 2001-110 du 04 avril 2001 portant fixation des normes de qualité de l'air en République du Bénin. Dans la mise en œuvre des activités du projet, il y aura l'émission de polluants de l'air (poussière, odeurs issues de l'élevage par exemple, etc.). Ce décret est important dans ce projet car il précise les normes à respecter pour la préservation de la qualité de l'air ;
- le décret N° 2001-109 du 4 avril 2001 portant fixation des normes de qualité des eaux résiduaires en République du Bénin. Dans la mise en œuvre des activités du projet, il y aura la production et le rejet d'eaux résiduaires lors de la production du lait, de l'élevage, Ce décret est important dans ce projet car il précise les normes en la matière en République du Bénin ;
- le décret N°2001-094 du 20 février 2001 portant fixation des normes de qualité de l'eau potable en République du Bénin. Ce décret est concerné par ce projet car dans sa phase de mise en œuvre, il y a des risques de l'eau potable. De plus, l'eau qui sera utilisée au cours de la production du lait ou de la viande par exemple, doit respecter les normes de qualité. Ces normes fixées par ce décret, doivent être respectées pour garantir la bonne santé à la population ;
- le décret n° 2001-294 du 08 août 2001 portant réglementation du bruit en République du Bénin. L'intérêt de ce décret pour le projet réside dans le fait que les activités à réaliser sont susceptibles de générer du bruit et donc, de perturber la quiétude de l'écosystème. Face à cela, il importe de respecter le décret qui règlemente le bruit en République du Bénin ;
- le décret N° 2003 – 330 du 27 août 2003 portant gestion des huiles usagées. Dans la phase de mise en œuvre des différentes activités du projet, des huiles seront utilisées pendant les travaux d'entretien des moyens de production. La gestion de ces huiles est organisée par le présent décret ;
- le décret n° 2009-245 du 09 juin 2009 portant création, attribution, organisation et fonctionnement du Conseil National de l'Alimentation et la Nutrition, l'arrêté n°2012-240/MS/MEF/MAEP/MICPME/DC/SGM/CTJ/DSME/SA portant réglementation de la fortification des denrées alimentaires par adjonction de micronutriments en République du Bénin et l'arrêté n° 2012-241 /MS/MEF/MAEP/MICPME/DC/SGM/CTJ/DSME/SA fixant la liste des micronutriments ajoutés aux denrées alimentaires à des fins de fortification. Ces textes (décret et arrêté) sont importants dans ce projet car il y aura la production d'aliments (lait, viande par exemple) qui doivent respecter les normes et certifiées par les structures compétentes ;
- l'arrêté 2007 N° 0362 MAEP/D-CAB/SGM/DRH/DP/SA du 30 octobre 2007 portant fixation des teneurs maximales pour certains contaminants dans les denrées alimentaires en République du Bénin.

4.3.2. Normes de l'UEMOA sur la gestion des pesticides

Parmi les normes de l'UEMOA sur la gestion des pesticides, il faut retenir le règlement **n°07/2007/CM/UEMOA** relatif à la sécurité sanitaire des végétaux, des animaux, et des aliments dans l'UEMOA. Il fût signé à Lomé le 6 avril 2007. Ce texte, notamment dans son volet sécurité sanitaire des animaux et des aliments est applicable à ce projet car il y a des activités d'élevage ainsi que celles relatives à l'alimentation (fabrication de lait et production de viande).

4.4. Armature juridique de construction, du foncier et de la décentralisation au Bénin

Plusieurs textes régissent les domaines de construction, du foncier et de la décentralisation au Bénin. Les plus importants de ces textes et se rapportant au présent projet se présentent ainsi qu'il suit :

4.4.1. Textes relatifs à la réglementation du secteur de la construction

Plusieurs lois, décrets et arrêtés régissent les domaines de construction au Bénin. Il s'agit principalement de :

- la loi 2001-07 du 09 mai 2001 portant Maîtrise d'ouvrage Public en République du Bénin. Elle a été modifiée par la loi 2009-02 du 07 août 2009 ;
- le décret n° 2014-205 du 13 Mars 2014 portant réglementation de la délivrance du permis de construire en République du Bénin ;
- l'arrêté interministériel année 2014 n° 031/MUHA/MEF/MS/MDGLAAT/MISPC/DC/SGM/DGHC/DNSP/DGNSP/DCLR/SA du 04/04/2014 portant modalités d'application du décret n° 2014-205 du 13 mars 2014 portant réglementation de la délivrance du permis de construire en république du Bénin ;
- l'arrêté année 2014 n° 0032/MUHA/DC/SGM/DGHC/DCLR/SA du 04/04/2014 définissant les prescriptions minimales à observer pour la délivrance du permis de construire ;
- l'arrêté n°0002 MEHU/DC /DUA du 7 février 1992, définissant les zones impropres à l'habitation.

Ces différents textes cités supra sont fortement liés au projet car dans les activités des composantes A et B, on peut noter entre autres la réhabilitation des retenues d'eau, la construction de marchés à bétail, d'abattoir et postes d'abattage qui doivent se faire selon la réglementation en vigueur au Bénin.

Par ailleurs, la mise en place des différents investissements du projet, fait appel au respect d'une série de dispositions législatives et réglementaires à savoir :

- **la loi 90 – 32 du 11 décembre 1990** portant Constitution de la République du Bénin
La Constitution du Bénin indique en son article 22 que toute personne a droit à la propriété. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et contre juste et préalable dédommagement. Cette disposition de la Constitution assure la protection des biens immobiliers dont la terre est l'élément fondamental.

- **la loi n°2007-03 du 16 octobre 2007 portant régime foncier rural**

Cette loi est en lien avec le projet car les infrastructures à réaliser nécessitent la disponibilité du foncier. Cette loi pose désormais le principe de reconnaissance du droit coutumier et de sa protection dans le foncier. En cela, elle rend la collectivité territoriale garante de cette reconnaissance. En effet, c'est le maire qui autorise sur le territoire de sa commune, l'exécution des actions destinées à protéger les droits fonciers sous statut coutumier et qui en délivre les actes subséquents.

Afin d'éviter ou de limiter les cas de fraude immobilière, la loi rend le maire comme passage obligé dans l'ouverture de la procédure d'immatriculation d'une terre enregistrée au plan foncier rural. Par ailleurs, en guise de solution au problème de précarité des arrangements locaux des conflits fonciers ruraux, la loi portant régime foncier rural a prévu une disposition visant à donner une force exécutoire auxdits règlements. Les nouvelles dispositions légales mettent le maire au centre de la procédure prévue à cette fin.

Par rapport à la circulation de la terre entre détenteurs coutumiers et exploitants, il est à rappeler que la tradition orale était la règle. Dans les cas d'aliénation foncière sous forme marchande, le recours à la forme écrite n'était pas fait devant une structure organisée. Tout cela donne lieu à des abus, à des contestations. La loi portant régime foncier rural introduit une approche de solution à cette problématique en décrétant le recours obligatoire à l'écrit rédigé devant la section villageoise de gestion foncière à peine de nullité.

- **le décret n° 2001 – 128 du 04 Avril 2001** portant création, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale des Affaires Domaniales. Dans le cadre de ce projet, cette commission interviendra dans la résolution de préoccupations touchant au foncier.

- **l'arrêté n° 0002/MEHU/DC/DUA du 07 février 1992, définissant les zones impropres à l'habitation**

Conformément à l'article 2, sont considérées comme zones impropres à l'habitation, sans limitation : les mines et les carrières, les terrains inondables, marécageux ou mouvants, les lits des cours d'eau, les berges des cours d'eau, des lacs permanents ou saisonniers, sauf dispositions administratives contraires, sur une distance de 100 m à partir de la limite des plus hautes eaux, etc. Par ailleurs, l'article 3 précise que les zones impropres à l'habitation sont exclues de tout aménagement spatial ; urbain ou rural, impliquant l'installation permanente des populations, notamment les lotissements. Les différents aménagements prévus dans le projet doivent se faire en conformité avec cet arrêté.

4.4.2. Cadre juridique et institutionnel de gestion des ressources forestières au Bénin

Les principaux textes constituant l'arsenal juridique du Bénin sur lesquels repose le régime de la propriété foncière de l'Etat était jusqu'à un passé récent assez disparates. Une importante partie de cet arsenal datait de l'époque coloniale. Mais, à partir de l'année 2013, le Bénin a procédé à l'actualisation des différents textes de lois régissant le foncier. C'est dans le cadre de cette actualisation que la loi N° 2013-01 du 14 août 2013 portant code foncier et domanial en République du Bénin et ses décrets d'application a été adoptée. De

même, en 2017, la loi n° 2017-15 modifiant et complétant la loi n° 2013-01 du 14 août 2013 portant code foncier et domanial en République du Bénin a été adoptée. L'article 1^{er} de cette loi supprime, les articles 16 et 501 de la loi n° 2013-01 du 14 août 2013 portant code foncier et domanial en République du Bénin et l'article 2 de la loi n° 2017-15 stipule que les articles 4, 7, 22, 112, 115, 125, 138, 139, 140, 141, 144, 145, 146, 147, 148, 151, 152, 158, 159, 161, 166, 171, 172, 175, 176, 178, 181, 182, 183, 184, 185, 200, 201, 204, 209, 238, 240, 284, 285, 286, 304, 305, 307, 352, 360, 375, 376, 377, 378, 380, 398, 400, 402, 412, 416, 425, 428, 439, 445, 447, 449, 451, 515, 516, 517, 520 et 539 de la loi n° 2013-01 du 14 août 2013 portant code foncier et domanial en République du Bénin sont modifiés et complétés.

Structurée en 10 titres et 31 chapitres, elle aborde tous les aspects de droit foncier au Bénin des modalités d'accès à la terre, de l'organisation institutionnelle du secteur à l'expropriation pour cause d'utilité publique. A son **article 3**, la loi abroge toutes les dispositions antérieures à savoir la loi n°60-20 du 13 juillet 1960 fixant le régime des permis d'habiter au Dahomey, la loi n°65-25 du 14 août 1965 portant organisation du régime de la propriété foncière au Dahomey, la loi n° 2007-03 du 16 octobre 2007 portant régime foncier rural en république du Bénin, ainsi que toutes dispositions antérieures contraires.

4.4.2.1. Politique forestière nationale

La nouvelle politique forestière nationale vise à travers sa première orientation stratégique la promotion de la gestion décentralisée des forêts, de la faune et des ressources naturelles du domaine forestier non permanent de l'Etat à travers :

- la création de forêts communales, communautaires, de réserves de faune et de plantations communales dans le domaine forestier non permanent de l'Etat ;
- la promotion de la gestion décentralisée et durable des terroirs agricoles et des parcours naturels ;
- le renforcement des capacités institutionnelles, techniques, organisationnelles et financières des collectivités territoriales dans la gestion décentralisée des forêts et des ressources naturelles du domaine non permanent de l'Etat, de la faune et des ressources naturelles.

La seconde orientation stratégique vise la *gestion durable et participative des forêts, de la faune et des ressources naturelles* à travers :

- la gestion suivant une approche intégrée des ressources du terroir ;
- la gestion participative et décentralisée des ressources naturelles forestières et fauniques ;
- la promotion de la mise en œuvre de l'approche genre ;
- la gestion efficiente du domaine forestier permanent de l'Etat et des collectivités territoriales ;

- la stabilisation de la superficie forestière du domaine forestier permanent de l'Etat et des collectivités territoriales ;
- la conservation des diverses fonctions environnementales, économiques et sociales des peuplements forestiers et fauniques ;
- la diversification de la base d'approvisionnement du marché en bois d'œuvre.

4.4.2.2. Questions juridiques relatives à la sécurité foncière au Bénin

Le régime foncier béninois se fonde sur les principaux textes juridiques suivant :

- ★ la constitution de la république du Bénin ;
- ★ la loi n° 2017-15 modifiant et complétant la loi n° 2013-01 du 14 août 2013 portant code foncier et domanial en République du Bénin et ses décrets d'application ;
- ★ le code civil.

Par ailleurs, le régime foncier de la République du Bénin est caractérisé par la confirmation de droits fonciers déterminé. Il régit l'ensemble des terres rurales, périurbaines et urbaines et repose sur une procédure contradictoire de confirmation des droits fonciers qui débouche sur la délivrance d'un titre foncier (article 4 nouveau, loi n° 2017-15 modifiant et complétant la loi n° 2013-01 du 14 août 2013 portant Code Foncier et Domanial en République du Benin).

Cette procédure de confirmation de droits fonciers est axée :

- ★ en milieu urbain et périurbain, sur la confirmation de droits à partir de documents de présomption de propriété foncière ou d'une décision de justice définitive ;
- ★ en milieu rural, sur la confirmation de droits à partir de documents de présomption de propriété foncière, du registre des ayants droit du plan foncier rural ou d'une décision de justice définitive.

Les documents de présomption de propriété inscrits dans le Code Foncier et Domanial (CFD) sont les suivants :

- ★ attestation de détention coutumière ;
- ★ attestation de recasement ;
- ★ avis d'imposition des trois dernières années ;
- ★ certificat d'inscription ;
- ★ certificat administratif ;
- ★ certificat foncier rural.

L'Etat et les collectivités territoriales sont garants de l'intérêt général. L'homme et la femme ont un accès égal au foncier (articles 5 et 6 du CFD).

Le Bénin dispose d'un cadre juridique important concernant la législation foncière, les mécanismes d'acquisition de terrain, et de restructuration foncière. D'autres aspects sociaux tels que la protection sociale des personnes vulnérables, la gestion des travailleurs, le travail des mineurs et les abus sur les communautés vivant dans les zones d'exécution des travaux seront aussi considérés.

Ainsi, la **Constitution du Bénin** indique en son article 22 que toute personne a droit à la propriété. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et contre juste et préalable dédommagement. Cette disposition de la Constitution assure la protection des biens immobiliers dont la terre est l'élément fondamental

Suivant **la loi n° 2017-15 du 10 Août 2017** modifiant et complétant la loi n° 2013-01 du 14 août 2013 portant code foncier et domanial en République du Bénin, le régime foncier en vigueur en République du Bénin régit l'ensemble des terres rurales, périurbaines et urbaines et repose sur une procédure contradictoire de confirmation des droits fonciers qui débouche sur la délivrance d'un titre foncier. Cette procédure de confirmation de droits fonciers est axée :

- en milieu urbain et périurbain, sur la confirmation de droits à partir de documents de présomption de propriété foncière ou d'une décision de justice définitive ;
- en milieu rural, sur la confirmation de droits à partir de documents de présomption de propriété foncière, d'un registre des ayants droit du plan foncier rural ou d'une décision de justice définitive.

Le tableau 9 présente quelques articles de la loi foncière n° 2017-15 et de leur contenu.

Tableau 9 : Quelques articles de la nouvelle loi foncière n° 2017-15 et leur contenu

Articles	Contenus	Observations
Article nouveau 4	1- Le Régime foncier en vigueur en République du Bénin est celui de la confirmation des droits fonciers	(cf. dispositions du titre III) Reconnaissance de la propriété coutumière
	2- Repose sur la procédure contradictoire de confirmation des droits fonciers et la délivrance du titre foncier	Le terme "Certificat de Propriété Foncière" (CPF) a été remplacé par "Titre Foncier"
	3- procédure de confirmation est axée : - en zone urbaine ou périurbaine sur les documents de présomption de propriété foncière ou une décision de justice -en zone rurale sur les documents de présomption de propriété foncière, du cadastre des ayants droits du plan foncier rural ou une décision de justice	-
	4- Trois documents de présomption de propriété ont été ajoutés (certificat d'inscription, certificat administratif, certificat foncier rural) en plus des 03 visés dans l'ancienne Loi (attestation de détention coutumière, attestation de recasement, avis d'imposition des trois dernières années)	-
Article nouveau 112	Seul le titre foncier confère la pleine propriété en République du Bénin. Il lui est attaché tous les attributs du droit de propriété. Toutes les terres non couvertes par un titre foncier sont sous l'empire de droits présumés. L'Etat délivre des titres fonciers aux titulaires d'un permis	La phrase suivante a été ajoutée : L'Etat délivre des titres fonciers aux titulaires d'un

Articles	Contenus	Observations
	d'habiter sur un immeuble lui appartenant dans les conditions fixées par décret pris en Conseil des ministres	permis d'habiter sur un immeuble lui appartenant dans les conditions fixées par décret pris en Conseil des ministres.
Article 238 nouveau	Le juge compétent saisi, en procédure d'urgence, après avoir vérifié la régularité de la procédure fixe, dans un délai de trente (30) jours après le dépôt du dossier, l'indemnité d'expropriation conformément aux dispositions du présent code et ordonne la prise de possession de l'expropriant	Le juge a été substitué au magistrat
Article 240 nouveau	L'expertise doit être ordonnée si elle est demandée par l'une des parties. Elle doit être conduite par un expert agréé, désigné par le tribunal. En tout état de cause, celui-ci doit rendre son rapport dans un délai fixé par le juge, faute de quoi, le juge apprécie et prend au besoin des mesures coercitives en impartissant un nouveau délai ou en fixant des astreintes s'il y a lieu	La nouvelle loi est passée de 03 experts agréés à un seul. Elle a aussi assignée des délais pour ordonner l'expertise.
Article 517 nouveau	(...) Les titres fonciers, certificats d'inscription, certificats administratifs, certificats fonciers ruraux délivrés en exécution des textes antérieurs en vigueur ont la même valeur que les titres fonciers ainsi que leurs copies établis par application du présent code	Reconnaissance de la propriété coutumière
Article 520 nouveau	Les certificats fonciers ruraux délivrés avant l'entrée en vigueur du présent code sont, sur simple présentation par le titulaire, transformés en titre foncier conformément aux dispositions de l'article 116 de la loi n° 2013-01 du 14 août 2013 portant code foncier et domanial en République du Bénin	-
Article 522-1	Les terres et biens immeubles appartenant à des particuliers et situés dans la zone frontalière sont de plein droit déclaré d'utilité publique. L'Etat prend les dispositions idoines pour leur incorporation progressive dans son patrimoine public	Ajout de dispositions qui vont provoquer des expropriations pour cause d'utilité publique
Article 522-3	L'Etat prend toutes les mesures nécessaires pour assurer progressivement l'indemnisation de toutes les terres constituant la zone frontalière, à l'exception de celles faisant déjà partie du domaine public ou privé de l'Etat ou des collectivités territoriales. Cette indemnisation n'est enfermée dans aucun délai. Toutefois, la dépossession n'intervient qu'après juste et préalable indemnisation	Confirmation du principe d'indemnisation dans le cadre de l'expropriation pour cause d'utilité publique

Source : Synthèse bibliographique, novembre 2019

La mise en œuvre des sous-projets d'infrastructures socio – communautaires si l'on s'en tient au droit foncier et aux domaines connexes qui s'y rattachent fait appel au respect d'une série de dispositions législatives et réglementaires à savoir : la loi 90 – 32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin en son article 22 ; la loi n°2007-03 du 16 octobre 2007 portant régime foncier rural ; le décret n°89-112 du 24 mars 1989, portant réglementation de la délivrance du permis de construire en République Populaire du Bénin ;

le décret n° 95 – 341 du 30 octobre 1995 portant approbation de la déclaration de politique urbaine ; le décret n° 2001 – 128 du 04 Avril 2001 portant Création, Organisation et Fonctionnement de la Commission Nationale des Affaires Domaniales ; l'arrêté n°0033 MET/DC/DUH du 08 Octobre 1990, définissant les prescriptions minimales à observer pour la délivrance du permis de construire ; l'arrêté n° 0002/MEHU/DC/DUA du 07 février 1992, définissant les zones impropres à l'habitation.

Le principal acteur impliqué dans la gestion du domaine et du foncier au Bénin est **l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF)**. C'est un établissement public à caractère technique et scientifique de type spécifique créé depuis 2014. L'ANDF est une unité de coordination de la gestion foncière et domaniale investie d'une mission de sécurisation foncière au niveau national. Elle est chargée de la mise en œuvre de la politique foncière et domaniale définie par l'Etat. Placée sous la tutelle du ministère de l'économie, des finances et des programmes de dénationalisation, les Bureaux Communaux du Domaine et du Foncier (BCDF) constituent ses démembrements. Son champ d'intervention couvre tout le secteur foncier tant rural, périurbain qu'urbain sur toute l'étendue du territoire national. Elle assure pour le compte de l'Etat la mission d'expropriation et de recasement des populations affectées par les projets publics.

Il ressort de l'analyse de ce cadre juridique que le Bénin se positionne comme l'un des pays de l'Afrique où la pratique des études d'impacts sur l'environnement devient de plus en plus courante puisque les privés et le secteur public perçoivent l'importance et soumettent leurs actions à évaluation environnementale.

4.4.3. Textes sur la décentralisation au Bénin

La décentralisation est devenue effective au Bénin depuis mars 2003. Elle octroie désormais au niveau local des responsabilités très larges en matière de gestion de l'environnement et d'aménagement du territoire. En l'occurrence, la loi 97-029 du 15 Janvier 1999 portant organisation des Communes au Bénin, statue que la Commune est compétente entièrement en ce qui concerne les domaines comme l'assainissement, la gestion des déchets, la gestion de l'environnement et des ressources naturelles notamment. C'est le niveau communal qui doit mettre en œuvre toutes les stratégies nationales relatives à la protection de l'environnement et des ressources naturelles sur son ressort territorial. C'est à ce titre que les Maires constituent un maillon important de la mise en œuvre de tous les aspects environnementaux du PRODEFILAV-PEL.

Par ailleurs, "la Commune élabore et adopte son plan de développement". Elle veille à son exécution en harmonie avec les orientations nationales en vue d'assurer les meilleures conditions de vie à l'ensemble de la population.

Dans ce cadre :

- 1) elle élabore les documents de planification nécessaires :
 - le schéma directeur d'aménagement de la Commune ;
 - le plan de développement économique et social ;
 - les plans d'urbanisme dans les zones agglomérées ;
 - les règles relatives à l'usage et à l'affectation des sols ;

- les plans détails d'aménagement urbain et de lotissements.

2) elle délivre les permis d'habiter, les permis de construire ;

3) elle assure le contrôle permanent de la conformité des réalisations et des contributions avec la réglementation en vigueur".

L'application des réglementations environnementales, les négociations pour les compensations éventuelles, la surveillance de la qualité des eaux fournies aux populations, etc. impliquent donc la participation des Maires des Communes de la zone d'implantation du projet.

4.4.4. Cadre juridique relatif à l'élevage au Bénin

Le cadre juridique de l'élevage au Bénin s'articule autour des lois et arrêtés suivants.

- Loi N°87-013 du 21 septembre 1987 portant réglementation de la vaine pâture, de la garde des animaux domestiques et de la transhumance
- Loi N°87-014 du 21 septembre 1987 portant réglementation de la protection de la nature et de l'exercice de la chasse en République Populaire du Bénin
- Décision A/DE.C/10/98 relative à la réglementation de la transhumance entre les Etats membres de la CEDEAO
- loi N°2018-20 portant code pastoral en République du Bénin
- loi N°91-50 du 29 mars 1991 portant réglementation de l'importation de denrées congelées d'origine animale en République du Bénin
- Arrêté N°123/MAEP/D-CAB/SGM/DRH/DP/DE/SA du 23 mars 2009 portant règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale
- Arrêté N°133/MAEP/D-CAB/SGM/DRH/DP/DE/SA du 30 mars 2009 portant réglementation des contrôles officiels destinés à vérifier la conformité de la législation sur les aliments pour animaux et les denrées alimentaires avec les dispositions relatives à la santé animale et au bien-être des animaux
- Règlement n°07/2007/CM/UEMOA relatif à la sécurité des végétaux, des animaux et des aliments dans l'UEMOA
- loi N°84-009 du 15 mars 1984 sur le contrôle des denrées alimentaires

Ces différents textes sont applicables au présent projet car les activités inscrites dans ses composantes sont relatives à l'élevage, la production d'aliments, etc.

4.5. **Cadre institutionnel de l'environnement et de mise en œuvre du projet**

L'administration de l'environnement au Bénin, est dirigée par le Ministre en charge de l'Environnement. Une analyse du cadre institutionnel permet de considérer plusieurs acteurs institutionnels clés et leurs services concernés par la mise en œuvre du présent projet.

4.5.1. **Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD)**

Pour atteindre l'objectif du Bénin qui accorde une place capitale à l'environnement à travers sa constitution, un Ministère chargé de l'environnement a été créé en 1991. Actuellement dénommé Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD), il est chargé entre autres de :

- définir et actualiser périodiquement la politique nationale en matière d'environnement, de gestion des changements climatiques, du reboisement et de protection de la faune et de la flore et mettre en œuvre des stratégies et actions y relatives ;
- élaborer et mettre en œuvre la politique relative à la lutte contre les changements climatiques et la pollution de l'eau, de l'air et du sol ;
- mobiliser le financement pour la mise en œuvre des politiques, plans, programmes et projets des secteurs concernés ;
- suivre et préserver les écosystèmes marins, littoraux, des côtes et des berges ;
- suivre la mise en œuvre des engagements du Bénin en matière de développement durable ainsi que des conventions internationales et régionales relatives à ses domaines de compétences.

La gouvernance environnementale au Bénin est faite par le MCVDD. Une analyse permet de considérer les acteurs institutionnels clés suivants :

- **l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE) :** établissement public créé depuis 1995, elle est chargée de la mise en œuvre de la politique nationale d'environnement adoptée par le gouvernement dans le cadre de son plan de développement (art. 12). Elle est placée sous la tutelle du ministre chargé de l'environnement. A ce titre, elle travaille en collaboration avec les autres ministères sectoriels, les collectivités locales, les structures non gouvernementales, la société civile et le secteur privé. Elle gère également toutes les procédures d'évaluations environnementales ;
- **la Direction Générale de l'Environnement et du Climat (DGEC) :** chargée de l'élaboration de la politique nationale en matière d'environnement et de sa stratégie de mise en œuvre ;
- **la Direction Départementale du Cadre de Vie et du Développement Durable (DDCVDD).** Elle est chargée entre autres de :
 - ★ suivre et de contrôler l'application des normes et textes législatifs et réglementaires en matière d'environnement, de protection de la nature, d'urbanisme, de foncier, d'assainissement, de voirie urbaine, de mobilité urbaine, d'habitat, de construction, de cartographie et de cadastre ;

- ★ suivre toutes les activités des communes concourant à l'amélioration du cadre de vie des populations ;
- **les cellules environnementales** : instituées par décret cité plus haut, il s'agit d'unités fonctionnelles à l'intérieur de tous les ministères sectoriels et les communes. Ces cellules favorisent la prise de conscience des enjeux environnementaux par les techniciens sectoriels, et surtout faciliter la vulgarisation des outils de gestion environnementale ;
- **la Direction Générale des Eaux, Forêts et Chasse (DGEFC)** : elle a pour mission la gestion des ressources forestières au plan national. Sur le terrain cette direction est représentée par les Inspections Forestières, les Cantonnements forestiers et les postes forestiers.

4.5.2. Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP)

Selon le décret 97-279 du 11 Juin 1997, portant ses attributions, son organisation et son fonctionnement, le MAEP est chargé de toute action qui touche au développement et à la promotion du monde rural, que ce soit la production végétale, ou animale, la pêche, les eaux, les forêts et la chasse, ainsi que la recherche agronomique. Dans l'exécution de ses tâches, le MAEP est assisté par les agences, structures et directions suivantes :

- **l'Agence Territoriale de Développement Agricole (ATDA)** : Les missions et attributions des ATDA selon le décret n° 2017-101 du 27 février 2017, consistent à (i) mettre en œuvre la politique agricole propre à promouvoir les filières porteuses spécifiques aux Pôles de Développement Agricole (PDA), (ii) initier des actions permettant de s'assurer que les objectifs du gouvernement en matière de promotion des filières et du développement des territoires soient réalisés et produisent des résultats et effets visibles, (iii) faciliter l'accès des producteurs aux facteurs de production, (iv) mettre en place ou renforcer les infrastructures agricoles structurantes, (v) faciliter l'accès des acteurs des filières aux informations et innovations ainsi qu'au conseil agricole et (vi) suivre de façon rapprochée les acteurs dans l'application effective des innovations introduites ;
- **la Direction Départementale de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (DDAEP)** : représente toutes les directions techniques centrales dudit ministère pour l'accompagnement et la promotion d'encadrement des activités agricoles au niveau local ;
- **la Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée (DANA)** : assure la sécurité des produits alimentaires vendus sur les marchés béninois ;
- **l'ABSSA (AGENCE BENINOISE DE SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS)**. L'ABSSA a pour attributions de : conduire les activités de contrôle de la qualité et de sécurité sanitaire des aliments ; exercer sur les organes de contrôles externes au Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, une mission de conseil et de régulation; recueillir, rassembler et analyser les données scientifiques et techniques ;

- **le Comité National d'Agrément et de Contrôle des produits phytopharmaceutiques (CNAC)** qui est chargé de proposer et de surveiller le respect des principes et des orientations générales de la réglementation des produits phytopharmaceutiques et des agréments professionnels. Toutes les demandes d'autorisation doivent être adressées au CNAC chargé d'étudier les dossiers et de décider des demandes, en ce qui concerne notamment :
 - les demandes d'autorisation d'expérimentation et d'agrément des produits phytopharmaceutiques ;
 - les demandes d'agrément professionnel pour **i)** la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, **ii)** l'application des produits phytopharmaceutiques par des prestataires de services, **iii)** l'application des fumigants en agriculture ;
- **Service de Protection des Végétaux (SPV)** : Il est chargé de contrôler les agréments professionnels et les produits phytopharmaceutiques importés et distribués. Les contrôles sont effectués par les inspecteurs phytosanitaires au niveau des frontières terrestres, au port et de l'aéroport, et par les agents du SPV auprès des Agence Territoriale de Développement Agricole (ATDA) ;

4.5.3. Ministère du Plan et du Développement

Selon le décret 2016.502 du 11 Août 2016 portant attributions, organisation et fonctionnement, le Ministère du plan et du développement a pour mission d'impulser le développement économique et social, d'assurer le suivi de la mise en œuvre des politiques, programmes, projets et décisions du Gouvernement en matière de développement national, régional et local. Il élabore des stratégies de développement à long terme permettant au Bénin de tirer un meilleur parti des défis du futur en matière de valorisation des potentialités nationales et d'anticipation des problèmes liés à son évolution.

A ce titre, il est chargé : d'animer la réflexion prospective et stratégique, d'élaborer les politiques et stratégies de développement national et de suivre leur mise en œuvre ; de centraliser et de promouvoir les projets de développement intégrateurs ; de contribuer à l'élaboration des stratégies de promotion du développement régional et local sensibles à l'égalité des chances et au mieux-être des populations ; d'assurer la mise en œuvre, au niveau national, des stratégies de développement internationales et régionales ; de veiller à la mise en œuvre et au suivi des politiques, actions et décisions du Gouvernement visant la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et des Objectifs de Développement Durable (ODD), en relation avec les ministères concernés ; de coordonner la production statistique, veiller à sa qualité et à sa diffusion ; de rechercher les ressources extérieures pour le financement des programmes de développement, en rapport avec le ministère en charge des finances, le ministère en charge des affaires étrangères et les ministères sectoriels concernés ; de préparer et de conduire, en collaboration avec les structures concernées, les programmes de promotion des investissements privés ; de promouvoir, en concertation avec les structures concernées, le développement du secteur privé et des investissements productifs générateurs d'emplois ; d'assurer le suivi de toutes

les questions relatives à la politique de développement ; d'entreprendre des études et/ou enquêtes visant à cerner les atouts du Bénin, les défis de gouvernance à relever et les pistes d'amélioration continue de l'efficacité du développement ; d'exploiter les résultats des évaluations des politiques publiques pour proposer toutes actions concourant au développement économique et social ; de définir et de vulgariser les principes et bonnes pratiques en matière de développement sectoriel et territorial ; etc.

Dans la mise en œuvre du présent projet, ce ministère est fortement impliqué dans le suivi car, la promotion des filières lait et viande est une action prioritaire du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG, 2016-2021).

4.5.4. Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et la Promotion de l'Emploi

Selon le décret 2018-065 du 28 février 2018 portant attributions, organisation et fonctionnement, le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi a pour mission la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique générale de l'État en matière de développement et de promotion des petites et moyennes entreprises et de promotion de l'emploi, conformément aux lois, règlements et autres instruments juridiques en vigueur en République du Bénin. À ce titre, il est chargé entre autres :

- de définir et de proposer les politiques de développement et de promotion de l'entrepreneuriat, des petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et de la promotion de l'emploi en liaison avec les ministères concernés ;
- de veiller à la mise en œuvre et au suivi des réformes, politiques, actions et décisions du Gouvernement visant le développement des petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et la promotion de l'emploi ;
- de définir et de veiller à l'amélioration continue et au respect de la réglementation dans les domaines de développement des petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et de la promotion de l'emploi ;
- d'assurer la coordination des actions du Gouvernement en direction des différents acteurs intervenant dans les domaines de l'entrepreneuriat, des petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et de l'emploi ;
- d'assurer la dynamisation de l'appui aux entrepreneurs, aux petites et moyennes entreprises, aux artisans et aux demandeurs d'emploi ;
- de susciter, de définir ou d'assurer la fonctionnalité de divers mécanismes de concertation et de collaboration avec les acteurs concernés, dans le cadre de promotion et de la dynamisation des secteurs de petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et de l'emploi ;
- de contribuer à la mise en place d'un cadre d'émulation et de créativité entrepreneuriale et artisanale, en liaison avec les ministères et autres partenaires concernés ;
- de mettre en place et d'animer un système de coopération entre le monde entrepreneurial et celui des formations académique et professionnelle ;

- de promouvoir l'entrepreneuriat, l'emploi indépendant et accompagner les startups.

Dans la mise en œuvre du présent projet, le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi, assurera l'accompagne des micro-entreprises qui seront créés dans le but de leur assurer une pérennité.

4.5.5. Ministère de l'Economie et des Finances

Selon le décret n 2017-041 du 25 janvier 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement, le Ministère de l'Économie et des Finances est, la composante de l'exécutif gouvernemental, qui est responsable de la gestion des finances publiques, principalement des activités de collecte des impôts et du paiement des dépenses.

Ce ministère remplit diverses missions parmi lesquelles :

- établissement et mise en application du budget annuel de l'État ;
- collecte des impôts ;
- paiement des dépenses publiques ;
- gestion, par son service dénommé « Trésor public », des avoirs (trésorerie) et passifs (dette publique) de l'État, et réalisation de ses opérations monétaires et financières (les activités d'émission de monnaie sont du ressort de la banque centrale et non pas, sauf cas particulier, du Trésor) ;
- activités de soutien, réglementation ;
- relations financières avec les collectivités territoriales ;
- soutien du commerce international.

4.5.6. Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat

Selon le décret n 429 du 20 juillet 2016, portant attributions; organisation el fonctionnement, le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat a pour mission la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique générale de l'Etat en matière de promotion de l'industrie et du commerce conformément aux lois, règlements et autres instruments juridiques en vigueur en République du Bénin.

A ce titre, il est chargé entre autres de :

- définir et de proposer les politiques industrielles et commerciales du Bénin en liaison avec les ministères concernés ;
- contribuer à l'amélioration continue de l'environnement réglementaire, institutionnel et économique des entreprises et de l'investissement ;
- proposer une stratégie intégrée pour la transformation industrielle et la commercialisation des produits, prenant en compte des mesures incitatives de protection sociale, accès au crédit et allègement des charges fiscales, en collaboration avec les structures et ministères concernés ;
- élaborer une stratégie d'identification des différentes catégories d'investisseurs, de pays prospecteurs et de marchés porteurs pour les produits locaux ;

- identifier les cadres d'échanges commerciaux, communautaires et internationaux pouvant être exploités et accompagner les entreprises dans la recherche de financement ou dans les négociations pour des partenariats équitables;
- élaborer des programmes de promotion des exportations qui incluent les petits producteurs et des programmes promotionnels ciblés filières et régions ;
- œuvrer à la mise en place et au respect des normes de qualité, et des normes sanitaires et environnementales régissant le commerce international ;
- collecter, analyser et diffuser des informations à caractère économique et commercial et les pratiques internationales en la matière ;
- assurer la promotion des produits béninois aussi bien au plan national qu'international ;
- assurer la représentation et la défense des intérêts de la République du Bénin au sein de divers organismes internationaux œuvrant pour le développement des activités industrielles et commerciales.

Ici, ce ministère est impliqué dans l'accompagnement des acteurs du PRODEFILAV-PEL d'échanges commerciaux, communautaires et internationaux pouvant être exploités et accompagner les entreprises dans la recherche de financement ou dans les négociations pour des partenariats équitables. Aussi, il intervient dans la prospection de marchés porteurs pour les produits locaux ainsi que la mise des produits aux normes de qualité, aux normes sanitaires et environnementales régissant le commerce international.

4.5.7. Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance

Selon le décret n° 2018-064 du 28 février 2018 portant attributions, organisation et fonctionnement, le Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance a pour mission, la définition, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de la politique de l'État en matière de protection sociale, de famille, de l'enfant, de solidarité nationale, de microfinance et d'égalité des chances, conformément aux lois et règlements en vigueur en République du Bénin et aux visions et politiques de développement du Gouvernement.

A ce titre, il est chargé entre autres contribuer au développement d'activités concourant à la préservation de la cohésion familiale, à l'amélioration des conditions de vie des familles, à la réinsertion sociale des enfants en situation difficile, à la vie associative et l'esprit entrepreneurial chez la femme. Dans le cadre du présent projet, il intervient dans l'accompagnement des activités qui s'inscrivent dans la droite ligne de la préservation de la cohésion sociale à travers l'amélioration du niveau de vie des acteurs du PADEFILAV

4.5.8. Plateforme Nationale des Organisations de la Société Civile au Bénin (PASCiB)

La PASCiB a été créée le 27 février 2003 au terme d'un processus d'auto-organisation des OSC. Elle est une organisation citoyenne, très engagée dans le dialogue sur les politiques, notamment dans le cadre de la coopération au développement. La PASCiB se positionne comme une Organisation citoyenne, engagée dans la promotion de l'efficacité du développement. Signataire des Principes d'Istanbul, la PASCiB oriente ses efforts conformément au Cadre international sur l'efficacité du développement des OSC. Elle croit aux vertus de l'Approche Fondée sur les Droits de l'Homme (AFDH) et de la Gestion axée

sur les Résultats de Développement (GRD). Ses Valeurs sont : Equité et justice sociale, Responsabilisation, transparence et redevabilité. La Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB) est structurée autour de douze composantes nationales incarnées par des faîtières et collectifs d'OSC et onze points focaux départementaux. Depuis sa création en février 2003, la PASCiB œuvre pour une implication transparente et efficace des organisations de la société civile béninoise dans le processus d'élaboration, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques et programmes de développement. La PASCiB œuvre pour une implication transparente et efficace des organisations de la société civile béninoise dans le processus d'élaboration, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques et programmes de développement.

4.5.9. Plateforme Nationale des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles du Bénin (PNOPPA-Bénin)

La PNOPPA-Bénin est constituée des Organisations Paysannes et Professionnelles Agricoles du Bénin a été créée le 17 mars 2006. Elle contribue à l'amélioration du bien-être des producteurs et productrices par la représentation et la défense des intérêts de la profession agricole, la mise en place et à l'enracinement des instruments de développement du secteur agricole, à travers la modernisation de l'agriculture familiale, la promotion des filières agro-sylvo-pastorales, le plaidoyer/lobbying et la veille permanente dans le secteur agricole.

4.5.10. Secrétariat Permanent de l'Association Nationale des Organisations Professionnelles des Eleveurs de Ruminants (ANOPER)

L'Association Nationale des Organisations Professionnelles des Eleveurs de Ruminants du Bénin (ANOPER – BENIN) a été créée en février 2007 pour représenter les éleveurs de ruminants du Bénin. Elle compte jusqu'en fin 2018, 35.000 éleveurs présents dans 48 communes (75% du territoire béninois). Elle s'est donnée pour but de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et de travail des éleveurs en visant à l'horizon 2025 une situation où *« les éleveurs de ruminants seront des professionnels épanouis et exerçant dans un environnement sécurisé »*.

Plusieurs objectifs sont assignés à cette organisation. Il s'agit de :

- contribuer à la professionnalisation des organisations membres ;
- défendre les droits et intérêts matériels et moraux des organisations membres auprès des pouvoirs publics et des partenaires ;
- assurer la représentation des professionnels d'éleveurs de ruminants auprès des pouvoirs publics et de tout autre organisme ;
- coordonner les activités des unions départementales des organisations professionnelles d'éleveurs de ruminants ;
- appuyer ses membres sur les plans techniques et managérial ;
- initier toutes actions susceptibles de contribuer au rayonnement des membres ;
- définir les cadres de négociation et de partenariat au sein des professionnels d'éleveurs de ruminants ;

- contribuer à l'amélioration du cadre juridique, administratif et fiscal de l'élevage des ruminants au Bénin ;
- accomplir toutes opérations économiques et sociales susceptibles d'améliorer les revenus et les conditions de vie et de travail des professionnels d'éleveurs de ruminants ;
- garantir la bonne circulation de l'information, la formation et la communication au sein des organisations membres.

4.5.11. Chambre Nationale d'Agriculture (CNAB)

Le Réseau de Chambres d'Agriculture du Bénin est créé par décret n° 2001-097 du 20 février 2001. Il comprend six (6) Chambres Interdépartementales d'Agriculture (CIA), dont les ressorts territoriaux correspondent aux six anciens départements, et une Chambre Nationale d'Agriculture (CNA), chargée de coordonner, sur le plan national, les actions des CIA. Les Chambres d'Agriculture sont des établissements publics autonomes à caractère professionnel. Or, la création des établissements publics, est du ressort de la loi, conformément aux dispositions de l'article 98 de la Constitution de la République du Bénin. C'est donc pour être en harmonie avec la loi 98 de la Constitution de la République du Bénin et en exécution des directives du RECAO que la loi N°2016-17 portant création des Chambres d'Agriculture du Bénin a été votée par l'assemblée Nationale le 07 juillet 2016 et promulguée par le chef de l'Etat le 04 octobre 2016.

La création des Chambres d'Agriculture du Bénin par la loi leur a permis de consolider leurs fondements juridiques et de leur conférer plus de légitimité et l'affermissement de leur autonomie. Elles ont pour missions :

- la représentation des professionnels et autres acteurs du monde agricole auprès des pouvoirs publics ;
- la sauvegarde des intérêts de la profession agricole ;
- la contribution à la promotion des secteurs agricoles et para-agricoles ;
- la coordination des activités agricoles conformément aux politiques de l'Etat ;
- la collaboration dans le cadre de l'élaboration et la mise en œuvre adéquate des politiques publiques dans le secteur agricole.

Les Chambres d'agriculture sont des instances consultatives auprès des pouvoirs publics sur toutes les matières et questions agricoles. A cet effet, elles donnent leur avis motivé à la demande des pouvoirs publics ou font des suggestions sur les questions agricoles

4.5.12. Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) a été créée le 12 avril 1908. Au cours de son évolution, elle a subi des mutations institutionnelles. Les statuts actuellement en vigueur sont consacrés par le décret 2011-502 du 25 juillet 2011. Les prestations offertes par la CCIB sont nombreuses et variées. Elles sont fournies à travers les activités menées quotidiennement par les services et départements opérationnels rattachés au Secrétariat Général et au Président de la CCIB. Conformément aux dispositions de la loi N° 92-022 du 06 août 1992, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin a pour mission : d'assurer la

représentation, la protection et la promotion des intérêts communs des opérateurs économiques de la République du Bénin dans les domaines du Commerce, de l'Industrie et des prestations de Services.

La chambre de Commerce et d'Industrie œuvre à fédérer les opérateurs économiques autour de dynamiques communes en les informant et en les assistant à tous les stades de leur développement et en défendant leurs intérêts généraux auprès de l'Etat, des collectivités et des bailleurs de fonds par des politiques communes et sectorielles. Elle assurera cette mission de fédération dans le cadre du présent projet.

4.5.13. Préfectures

Aux termes des textes sur la décentralisation, elle est garante de l'application des orientations nationales par les communes qui font partie du ressort territorial de son département. Elle est ainsi la représentation de chaque ministre pris individuellement et du gouvernement pris collectivement. La Préfecture est donc chargée de la mise en application de toutes les questions environnementales au niveau déconcentré de l'Etat.

4.5.14. Communes

Les lois sur la décentralisation (loi N°97-029 du 15 janvier 1999) accordent aux Communes des compétences en tant que collectivités territoriales décentralisées en matière d'environnement. Elles concourent avec l'Etat et les autres collectivités à l'administration et l'aménagement du territoire, au développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique ainsi qu'à la protection de l'environnement. Selon les dispositions des articles 84 à 86 de la section 1, et du chapitre III, la commune élabore et adopte son plan de développement. Elle veille à son exécution en harmonie avec les orientations nationales en vue d'assurer les meilleures conditions de vie à l'ensemble de la population. Dans ce cadre, elle élabore et délivre entre autres :

- le plan de développement économique et social ;
- les règles relatives à l'usage et à l'affectation des sols ;
- le plan de détail d'aménagement urbain et de lotissement ; les permis d'habiter et de construire ;
- et assure également le contrôle permanent de la conformité des réalisations et des constructions avec la réglementation en vigueur.

Elle est préalablement consultée sur tous les travaux sur son domaine public afin d'assurer une coordination des interventions. Conformément aux dispositions des articles 94 et 96 de la section 3, chapitre III, la commune veille à la protection des ressources naturelles, notamment des forêts, des sols, la faune, des ressources hydrauliques, des nappes phréatiques et contribue à leur meilleure utilisation. Elle met en œuvre sa politique propre de gestion de l'environnement et des ressources naturelles mais en conformité avec les lois et orientations nationales. Elle donne son avis chaque fois qu'il est envisagé la création sur son territoire de tout projet susceptible de porter atteinte à l'environnement.

4.5.15. Organisations socio-professionnelles

Les organisations socioprofessionnelles forment un réseau fortement structuré d'organisations locales (L'Association Nationale des Organisations Professionnelles des Eleveurs de Ruminants du Bénin (ANOPER – BENIN), Plateforme Nationale des Organisations de la Société Civile au Bénin (PASCiB), Plateforme Nationale des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles du Bénin (PNOPPA-Bénin), Fédération des Unions des Producteurs du Bénin (FUPRO-Bénin), etc.), ce qui montre une volonté nette de prise en charge du développement par les acteurs à la base.

4.5.16. Organisation Non Gouvernementale (ONGs)

Elles assurent notamment des fonctions d'appui technique et institutionnel à l'échelle des communautés de base. Elles ont développé des relations de partenariat avec les organisations de producteurs (OP), à travers des méthodes et outils participatifs de diagnostic, de programmation et de conseil agricole et rural. À côté des services de conseil agricole et rural de l'État, elles constituent les principales structures exerçantes, en milieu rural, les fonctions de conseil et d'appui aux producteurs.

4.5.17. Conventions internationales

Le Bénin a ratifié un certain nombre de conventions internationales se rapportant à la gestion durable des ressources forestières. L'accord International sur les Bois Tropicaux (AIBT) recommande dans sa ligne directrice 1.5 "d'opérer des délégations d'autorité ou des transferts de compétence de l'administration centrale aux administrations infranationales et d'habiliter le secteur privé, les collectivités, les institutions de la société civile et les femmes à collaborer de manière efficace à la gestion durable des forêts".

Par ailleurs, le principe 6 de l'OIBT recommande au niveau de ses lignes directrices de : 6.1 "Répondre aux besoins de moyens d'existence des populations locales, dont les populations autochtones et les communautés locales", 6.2 "Assurer la véritable participation des acteurs concernés à la planification et à la mise en œuvre de la gestion durable", 6.4 "Mener des consultations avec les collectivités locales sur la gestion des forêts naturelles", 6.5 "Offrir aux collectivités locales des opportunités de participer à la gestion durable des forêts", et 6.6 "Veiller à ce que les avantages obtenus de la gestion communautaire des forêts soient partagés entre les acteurs en fonction de leurs droits, rôles et responsabilités".

Conformément à sa vision, l'OIBT a appuyé le Bénin à élaborer les Principes, Critères, Indicateurs et Vérificateurs (PCIV) de la gestion durable de ses ressources forestières tant au niveau des forêts naturelles qu'au niveau des plantations. Les PCIV des forêts naturelles du Bénin renferment :

- ★ 4 principes ;
- ★ 20 critères ;
- ★ 92 indicateurs ;
- ★ 245 sous-indicateurs.

Les critères, indicateurs et sous-indicateurs de gestion durable des forêts naturelles au

Bénin sont répartis dans les principes de la manière suivante :

	Nombre par principe				
	Principe 1	Principe 2	Principe 3	Principe 4	Total
Critères	5	6	5	4	20
Indicateurs	34	25	15	18	92
Sous-indicateurs	79	64	59	43	245

Les quatre principes sont :

Principe 1. L'utilisation durable de la forêt et le maintien de ses multiples fonctions font l'objet d'une haute priorité politique ;

Principe 2. L'unité de gestion forestière, quelle que soit sa vocation, est gérée durablement en vue de la fourniture de biens et services;

Principe 3. Les principales fonctions écologiques de la forêt sont maintenues.

Principe 4. Selon l'importance et l'intensité de ses opérations forestières, le gestionnaire de l'unité de gestion forestière contribue à l'amélioration du bien-être économique et social des travailleurs présents sur l'unité de gestion et des populations locales.

Toutefois, étant dans le cadre de l'unité forestière d'aménagement ou de gestion, le principe 1 ne fera pas l'objet d'une grande attention. En effet, ce principe traite de la volonté politique nationale pour l'élaboration, l'adoption, le respect et le suivi de l'application des prescriptions juridiques, y compris les lois, les règlements, les principes et les directives en matière d'aménagement des forêts naturelles. Le soutien et le respect des accords internationaux et des conventions en font également partie.

4.6. **Politiques environnementales de la Banque Africaine de Développement (BAD)**

Pour s'adapter aux nouveaux défis environnementaux et sociaux du développement, la Banque Africaine de Développement (BAD) a révisé ses outils dont la série de politiques opérationnelles (PO) publié en 2013. Il s'agit d'une série de cinq Sauvegardes Opérationnelles (SO) constituant le Système de Sauvegarde Intégré (SSI). La SO1 établit les prescriptions générales de la Banque qui permettent aux emprunteurs ou aux clients d'identifier, d'évaluer et de gérer les risques et impacts environnementaux et sociaux potentiels d'un projet, y compris les questions de changement climatique. Les SO2 à 5 soutiennent la mise en œuvre de la SO1 et établissent les conditions précises relatives aux différents enjeux environnementaux et sociaux, y compris les questions de genre et la vulnérabilité, qui sont déclenchées si le processus d'évaluation révèle que le projet peut présenter un risque.

SO1 - Evaluation environnementale et sociale (EES)

L'objectif de cette SO primordiale, et de l'ensemble des SO qui la soutiennent, est d'intégrer les considérations environnementales et sociales y compris celles liées à la vulnérabilité au

changement climatique dans les opérations de la Banque et de contribuer ainsi au développement durable dans la région.

La prescription qui gouverne et commande l'évaluation environnementale se retrouve dans la Sauvegarde Opérationnelle 1 du Système de sauvegardes intégré du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD). Cette SO s'applique à toutes les opérations de prêts publics et privés de la Banque, y compris aux opérations de prêts des sous-projets individuels ou aux intermédiaires financiers ou encore aux activités de projets financés par d'autres instruments financiers gérés par la Banque, à l'exception de l'aide d'urgence à court terme qui est expressément exemptée. Dans ses exigences, au niveau du projet, la conduite de l'évaluation environnementale et sociale ainsi que le développement d'un plan approprié pour la gestion des impacts potentiels est entièrement sous la responsabilité des emprunteurs ou des clients et ceci en suivant les processus de conformité de la Banque pour garantir une bonne qualité.

L'évaluation couvre, de manière intégrée, tous les risques et impacts environnementaux et sociaux directs et indirects pertinents, y compris ceux couverts spécifiquement dans les Sauvegardes Opérationnelles 2-5. Les impacts potentiels comprennent les impacts : physiques, biologiques, socioéconomiques et culturels, ainsi que les émissions de gaz à effet de serre (GES), les effets de la vulnérabilité au changement climatique.

Les travaux d'évaluation environnementale et sociale effectués sous cette SO déterminent les activités ou les composantes des opérations qui posent des risques spécifiques couverts par les SO 2 à 5, et par conséquent si les conditions applicables doivent être satisfaites. La Banque examine et divulgue toute la documentation relative à l'évaluation d'impact avant de présenter un projet aux Conseils.

SO2- Sauvegarde opérationnelle-Réinstallation involontaire : Acquisition de terres, déplacements de populations et indemnisation

Cette SO concerne les projets financés par la Banque qui entraînent la réinstallation involontaire de personnes. Elle vise à garantir que les personnes qui doivent être déplacées soient traitées de façon juste et équitable, et d'une manière socialement et culturellement acceptable, qu'elles reçoivent une indemnisation et une aide à la réinstallation de sorte que leur niveau de vie, leur capacité à générer un revenu, leurs niveaux de production et l'ensemble de leurs moyens de subsistance soient améliorés, et qu'elles puissent bénéficier des avantages du projet qui induit leur réinstallation.

Le terme « *réinstallation* » désigne à la fois le déplacement physique et économique. La réinstallation est considérée comme involontaire lorsque les personnes affectées par le projet ne sont pas en mesure de refuser les activités qui entraînent leur déplacement physique ou économique. Cela se produit dans les cas d'expropriation légale ou de restrictions temporaires ou permanentes de l'utilisation des terres, et de règlements négociés dans lesquels l'acheteur peut recourir à l'expropriation ou imposer des restrictions légales sur l'utilisation des terres au cas où les négociations avec le vendeur échouent.

Cette SO a pour but, avec l'appui du personnel compétent de la Banque, d'aider les emprunteurs ou les clients à faire face aux coûts et risques potentiels associés à la réinstallation involontaire et, ce faisant, de faciliter le développement durable. **Cette politique ne s'applique pas au présent projet.**

SO3 - Biodiversité, ressources renouvelables et services éco-systémiques

La SO3 définit les conditions requises pour les emprunteurs ou les clients afin (i) d'identifier et d'appliquer les occasions de préserver, et d'utiliser durablement la biodiversité et les habitats naturels, et (ii) d'observer, de mettre en œuvre, et de respecter les conditions prescrites pour la préservation et la gestion durable des services éco-systémiques prioritaires. En réalité, cette SO reflète les objectifs de la Convention sur la diversité biologique, la Convention de Ramsar, la Convention sur la conservation des espèces migratrices de la faune sauvage, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, la Convention du patrimoine mondial 23, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, et sur l'évaluation des écosystèmes pour le Millénaire. Ses recommandations sont également compatibles avec la Convention internationale pour la protection des végétaux qui couvre le mouvement des espèces exotiques envahissantes, les ravageurs et l'analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine, incluant l'analyse des risques pour l'environnement et des organismes vivants modifiés. La SO3 s'applique à toutes les opérations de prêt des secteurs public et privé de la Banque et aux activités des projets financés à travers d'autres instruments de financement gérés par la Banque.

SO4 - Prévention et contrôle de la pollution, matières dangereuses et utilisation efficiente des ressources

Cette SO expose les principales conditions de contrôle et de prévention de la pollution pour que les emprunteurs ou les clients puissent réaliser une performance environnementale de grande qualité tout au long du cycle de vie d'un projet. De façon spécifique, il s'agit de gérer et de réduire les polluants. Elle s'applique à toutes les opérations de prêt des secteurs public et privé de la Banque. Il exige que l'emprunteur ou le client applique des mesures de contrôle et de prévention de la pollution conformément aux législations et normes nationales, aux conventions internationales en vigueur et aux bonnes pratiques internationalement reconnues.

SO5 - Conditions de travail, santé et sécurité

La sauvegarde opérationnelle 5 énonce les principales conditions que les emprunteurs ou les clients doivent satisfaire pour protéger les droits des travailleurs et subvenir à leurs besoins essentiels. Cette SO s'applique aux investissements des secteurs public et privé dans lesquels la Banque est un partenaire direct contractuel.

Elle exige que lorsque l'emprunteur ou le client a l'intention d'employer une main-d'œuvre pour le projet, il devra élaborer et mettre en œuvre une politique de ressources humaines et des procédures adaptées à la nature et à la taille du projet, à l'ampleur de la main-d'œuvre conformément à la législation nationale en vigueur.

D'après les directives de la Banque Africaine de Développement, l'emprunteur ou le client a la responsabilité de réaliser des consultations adéquates (à savoir consultation libre, préalable et informée) avec les communautés susceptibles d'être affectées par les impacts environnementaux et sociaux, et avec les acteurs locaux, et d'en fournir les preuves. La consultation est basée sur une analyse des parties prenantes se déroulant précédée par une diffusion de l'information environnementale et sociale adéquate pour garantir que les participants sont pleinement informés.

En analysant les composantes et les caractéristiques du PRODEFILAV-PEL, quatre (04) Politiques de Sauvegarde Opérationnelle (OP) de la Banque Africaine de Développement (BAD) seront déclenchées dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet. Il s'agit spécifiquement de la SO1, qui a été déclenchée et qui justifie la préparation du présent CGES et les EIES à réaliser pour les différents sous-projets. Trois (03) autres politiques de SO pourraient être déclenchées à la phase de mise en œuvre du projet. Il s'agit de la SO5 : Conditions de travail, santé et sécurité ; SO3 : Biodiversité, ressources renouvelables et services éco-systémiques et SO4 : Prévention et contrôle de la pollution, matières dangereuses et utilisation efficiente des ressources.

4.7. Point de convergence entre la législation nationale et les Politiques environnementales de la Banque Africaine de Développement (BAD)

De l'analyse comparative des textes nationaux et des Politiques environnementales de la Banque Africaine de Développement (BAD), il ressort quelques points de convergence. En effet, la République du Bénin a toujours eu le souci manifeste de la gestion durable des ressources comme en témoignent les multiples textes juridiques et les actions y relatives. Ainsi, à la suite de la conférence nationale de 1990 qui a marqué le retour à la démocratie pluraliste et à l'économie de marché, une orientation claire en matière de gestion de l'environnement a été adoptée. Du reste, la convergence entre la législation nationale en matière environnementale et les Politiques environnementales de la BAD peuvent être observée à travers :

- l'inscription du principe de la protection et de la gestion de l'environnement dans la constitution ;
- l'existence d'une Loi-cadre sur l'environnement et de la Stratégie Nationale de l'Environnement ;
- l'existence d'une loi n°98-004 du 27 janvier 1998, portant code de travail en République du Bénin ;
- l'existence d'une loi n° 87-015 du 21 septembre 1987 portant code de l'hygiène publique de la République du Bénin ;
- l'existence d'une loi n° 2002-016 du 18 octobre 2004 portant régime de la faune en République du Bénin ;
- l'existence d'une loi n° 93-009 du 02 juillet 1993 portant régime des forêts en République du Bénin ;

- l'adoption du Plan d'Action Environnementale de 1993 révisé en 2001 ;
- la création d'un ministère en charge de l'environnement (depuis 1990) et de ses structures techniques notamment l'Agence Béninoise pour l'Environnement (1995) ;
- l'adoption de l'agenda 21 national (1997) ;
- l'adoption de la Convention sur la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments ;
- l'obligation au promoteur de mener une étude d'impact environnemental (pour les aménagements, les ouvrages ou installations qui risquent en raison de leurs dimensions, de la nature des activités qui y sont exercées ou de leur incidence sur le milieu naturel, de porter atteinte à l'environnement;
- l'élaboration des différents guides de réalisation des Etudes d'Impact sur l'Environnement ;
- la disponibilité du Code Foncier Domanial qui décrit les procédures de réinstallations des populations ;
- etc.

Le Plan d'Action Environnementale (PAE) constitue depuis lors le document – cadre de gestion environnementale en République du Bénin. Les différents objectifs du PAE restent les repères environnementaux de toute politique sectorielle, de tout programme ou de projet de soutien environnemental aux niveaux national et local.

5. PROGRAMME PRODEFILAV-PEL

5.1. Présentation de la zone d'intervention du PRODEFILAV-PEL

Le Bénin est structuré en sept (07) Pôles de Développement Agricole (PDA) dont les potentialités variées sont exploitées à travers les systèmes de production spécifiques. Sur la base des chaînes de valeurs sélectionnées (ananas, anacardes, mangues, oranges et éventuellement d'autres produits horticoles), les zones d'intervention du PRODEFILAV-PEL concernent deux (02) Pôles de Développement Agricole (PDA) à savoir PDA 2 et PDA 4 (tableau 10).

Tableau 10: Principaux Pôles de Développement Agricole (PAD) concernés par le PRODEFILAV-PEL

Pôles de Développement Agricole (PAD)	Couverture spatiale (Communes regroupées)	Nombre de Communes concernées	Caractéristiques
PDA 2 : Alibori Sud-Borgou Nord-2KP	Kandi, Banikoara, Ségbana, Gogounou, Kouandé, Kérou et Péhunco, Sinendé, Kalalé et Bembèrèkè	10	Il s'agit d'une zone de diversification Coton-vivrier. Cette zone abrite un système d'intégration agro-sylvo-pastorale comportant potentiellement le coton et le riz . S'y ajoutent le maïs, les légumineuses (niébé et arachide) et le manguier , ainsi que l'élevage de bovin, d'ovin, de caprin et de volaille
PDA 4 : Borgou Sud- Donga- Collines, Zou	Tchaourou, Parakou, N'Dali, Nikki, Pèrèrè, Djidja, Savalou, Bantè, Dassa-Zoumè, Clazoué, Savè, Ouèssè, Djougou, Ouaké, Bassila, Copargo et Djidja	16	C'est une zone de diversification Coton-vivrier-anacardier. Cette zone abrite un système d'intégration agro-sylvo-pastorale portant sur l'anacardier et le coton comme cultures locomotives. S'y ajoutent le maïs, le riz, les racines et tubercules (manioc et igname), les légumineuses (niébé, soja et arachide), et le manguier , ainsi que l'élevage intensif de bovin , d'ovin, de caprin et de volaille. Des actions sur l'extension du soja s'y développent également

Source des données : *DECRET N°2017 -101 du 27 février 2017 portant approbation de la création des Agences Territoriales de Développement Agricole (ATDA)*

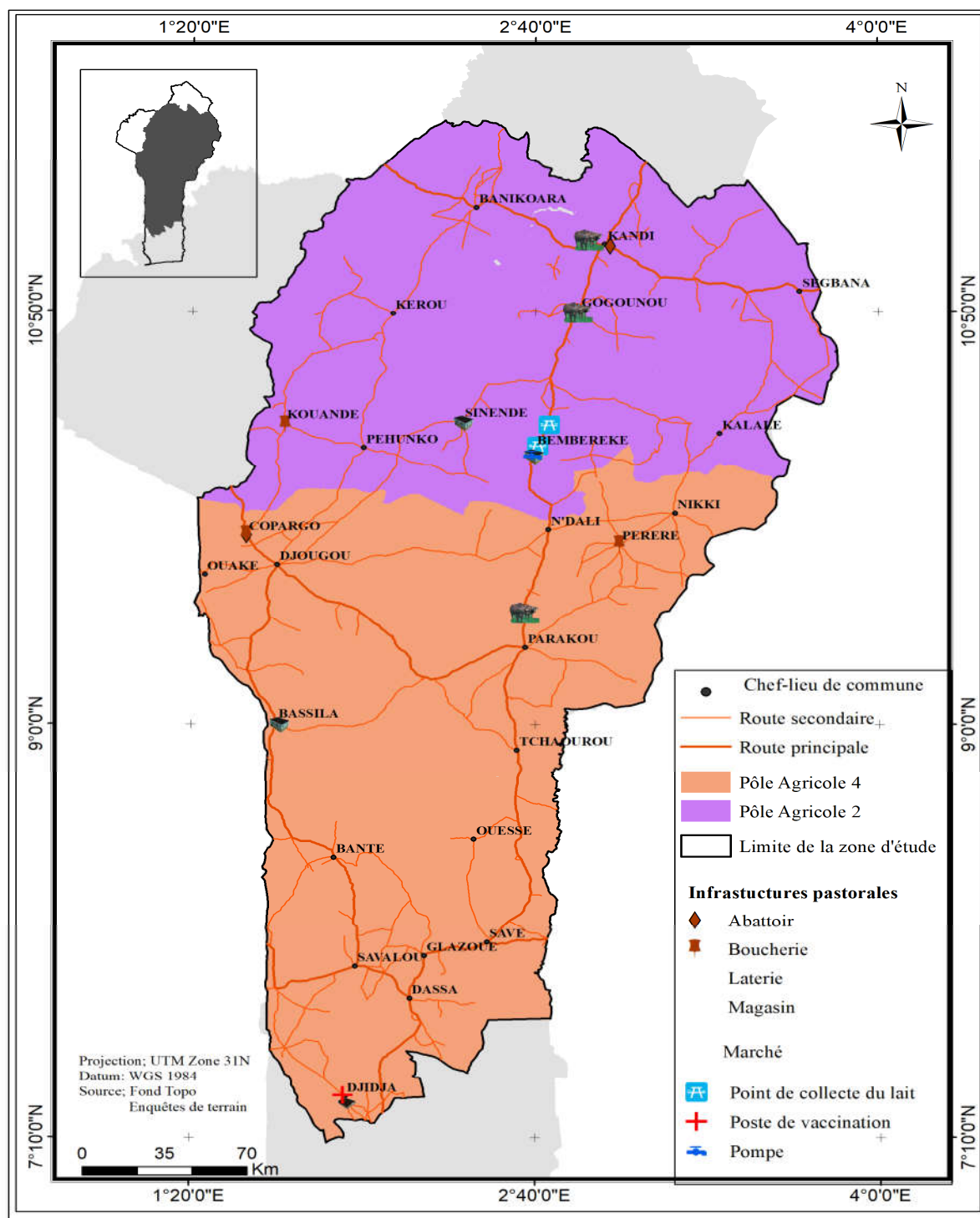


Figure 1 : Situation géographique des pôles 2 et 4

En tenant compte des différentes chaînes de valeurs ciblées, le Projet d'appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Élevage (PRODEFILAV-PEL) interviendra dans deux (02) Pôles de Développement Agricole (PDA) sur sept (07) que compte le pays.

5.2. Caractéristiques biophysiques et socio-économiques du PDA 2

Le Pôle de Développement Agricole (PDA) 2 couvre les Communes de Kandi, Banikoara, Ségbana, Gogounou, Kouandé, Kérou et Péhunco, Sinendé, Kalalé et Bembèrèkè. Il s'agit d'une zone de diversification Coton-vivrier. Cette zone abrite un système d'intégration agro-sylvo-pastorale comportant potentiellement le **coton et le riz**. S'y ajoutent le maïs, les légumineuses (niébé et arachide) et le **manguier**, ainsi que l'élevage de bovin, d'ovin, de caprin et de volaille. En tenant compte des chaînes de valeurs sélectionnées, la production des mangues seront valorisées dans ce Pôle de Développement Agricole (PDA).

5.2.1. Caractéristiques biophysiques

• Caractéristiques climatiques

Dans le Pôle de Développement Agricole (PDA) 2, les quantités de précipitation et leur répartition varient considérablement du Sud au Nord-Ouest du périmètre : le massif montagneux de l'Atacora (2KP) constitue une limite climatique nette ainsi qu'un microclimat où les précipitations sont plus étalées : 106 jours à Natitingou pour 85 à 95 jours en zones non montagneuses (Tanguiéta, Birni) voisines. A cause des influences orographiques, la commune de Natitingou est surtout très arrosée. On y enregistre jusqu'à 1400 mm d'eau par an. Les plus fortes quantités d'eau sont enregistrées au cours des mois d'Août et de Septembre.

Le gradient décroissant des hauteurs d'eau du Sud au Nord-Ouest est important : les précipitations reçues à Porga représentent moins des 2/3 de celles reçues à Natitingou. Cette dernière station est nettement influencée par la proximité du massif montagneux. Les variations constatées d'une année sur l'autre sont cependant encore plus fortes : à Natitingou, sur 50 ans, l'année la moins pluvieuse totalise 944 mm tandis que 1898 mm ont été enregistrés l'année la plus arrosée (Boko, 1988).

La température moyenne dans la zone d'intervention du projet est d'environ 28° C avec des variations de 24 à 37° C. Les amplitudes thermiques sont fortes entre le jour et la nuit, surtout pendant la période de l'harmattan (vent froid et sec venant de l'Est entre novembre et février). Les températures les plus élevées sont enregistrées en février et mars ; les plus basses en juillet et août.

• Caractéristiques pédologiques

Selon les études menées par l'Office Béninois de Recherche Géologique et Minière, le Pôle de Développement Agricole (PDA) 2 repose sur des roches métamorphiques du Précambrien et sur des roches sédimentaires faiblement métamorphiques du Paléozoïque (Cambrien) appartenant à trois séries principales à savoir : la série de l'Atacorien, la série de la Podiéga, et la série de la Pendjari. L'altération de ces différentes roches donne naissance des sols peu évolués, des sols ferrugineux tropicaux, des sols ferralitiques, des sols hydromorphes, des sols minéraux bruts, etc.

- **Caractéristiques du couvert végétal**

Dans le Nord-2KP Bénin notamment dans les Communes de Tanguéta, Matéri, Cobly, Boukoubé, Toucountouna et Natitingou, la couverture en végétation du milieu est très hétérogène. Elle est fonction des zones phytogéographiques. Dans le secteur sud, la steppe arbustive du Nord fait progressivement place vers le Sud à une steppe arborée et à la savane. Les espèces courantes de ce secteur sont : *Acacia laeta*, *Acacia nilotica varadansoni*, *Acacia senegal*, *Balanites aegyptiaca*, *Bauhinia rufescens*, *Boscia salicifolia*, *Capparis tomentosa*, *Commiphora ssp.*, etc. (Grell, 2002).

Le secteur Nord, est dominé par les savanes herbeuses, savane arbustive, savane arborée, savane boisée, forêt claire. Ce secteur est dominé par des essences protégées, notamment : *Vitellaria paradoxum*, *Parkia biglobosa*, *Lannea microcarpa*, *Adansonia digitata*, *Tamarindus indica* et *Faidherbia albida*. Les espèces les plus fidèles sont : *Parkia biglobosa*, *Butyrospermum parkii*, *Adansonia digitata*, *Isobertia doka*, *Burkea africana*, *Anogeissus leiocarpus*, *Khaya senegalensis*, *Monotes kerstingii*, *Lophira allata*, *Pterocarpus*, *Parinari*, *Detarium*. On distingue également des formations artificielles qui sont des plantations forestières (Grell, 2002).

5.2.2. Caractéristiques socio-économiques

- **Caractéristiques démographiques**

La population totale du PDA 2 est de 482 308 personnes avec 246 528 femmes et 235 780 hommes (tableau 11). La population féminine représente 51,11 % de la population totale.

Tableau 11: Nombre d'habitants par Commune du PDA 2

Communes	Population en 2013	Population en 2019		
		Total	Masculin	Féminin
Kandi	177683	247797	118842	128855
Banikoara	248621	323212	155142	168070
Ségbana	89268	118335	56801	61534
Gogounou	117793	144798	69503	75295
Kouandé	122014	133829	64238	47776
Kérou	98315	125047	60 023	65 024
Péhunco	78173	94216	45224	48992
Sinendé	88383	105534	50656	50876
Kalalé	168520	222626	106860	115766
Bembèrèkè	125465	145842	70004	75838
TOTAL	1314235	1661236	797393	863843

Source des données : INSAE, RGPH4 et résultats de calcul, 2019

- **Principales activités socio-économiques**

Les principales cultures pratiquées sont le sorgho (*Sorghum bicolor*), l'arachide (*Arachis hypogaea*), le coton (*Gossypium hirsutum*), l'igname (*Dioscorea sp*), le maïs (*Zea mays*), le manioc (*Manihot esculenta*), le mil (*Pennisetum glaucum*), le niébé (*Vigna unguiculata*), la patate (*Ipomoea batatas*), le riz (*Oryza sativa*), le soja (*Glycine max*), le voandzou (*Vigna subterranea*), le tabac

(*Nicotiana tabacum*). Cette agriculture reste encore très extensive, semi-itinérante et peu soucieuse de la préservation des ressources naturelles qui la portent. Elle est exclusivement pluviale, et donc vulnérable face aux divers phénomènes de changement climatique.

Les systèmes d'exploitation agricoles posent d'ores et déjà sur l'environnement et les ressources naturelles de nombreux problèmes parmi lesquels :

- la mauvaise gestion des terres, entraînant la dégradation rapide et de plus en plus poussée aussi bien des sols que du couvert végétal ;
- la baisse rapide de la fertilité des sols ;
- la faible intégration de l'agriculture, du pastoralisme et de l'exploitation des ressources ligneuses pour la gestion durable de la fertilité des sols ;
- la menace d'uniformisation des systèmes de production agricole ;
- le déficit d'appui incitatif au respect de l'environnement et à la conservation de la diversité biologique dans les programmes officiels de développement agricole ;
- la pollution chimique des eaux, des ressources halieutiques et des sols par la contamination avec des molécules toxiques provenant de l'usage abusif des pesticides agricoles et des engrais minéraux;
- etc.

- **Transhumance et conflits**

La production animale est constituée essentiellement de bovins, de caprins, d'ovins, de la volaille, de porcins, des aquins et des asins. L'élevage est la seconde activité économique des populations. Il se pratique par les agriculteurs et les peulhs (locaux et étrangers) suivant deux modes : les bovins sont généralement confiés aux peulhs tandis que les autres espèces sont élevées par les propriétaires eux-mêmes. Il s'agit d'un élevage extensif traditionnel. Ce mode d'élevage expose les animaux à des menaces de maladies diverses.

La transhumance nationale et transfrontalière (les troupeaux nigériens et nigériens) présente des inconvénients majeurs mettant en jeu des vies humaines. Le potentiel animal élevé entraîne le surpâturage et par conséquent les problèmes de nourriture et d'eau, une dégradation rapide de l'environnement. La planche suivante présente les zones agro-pastorales des deux pôles

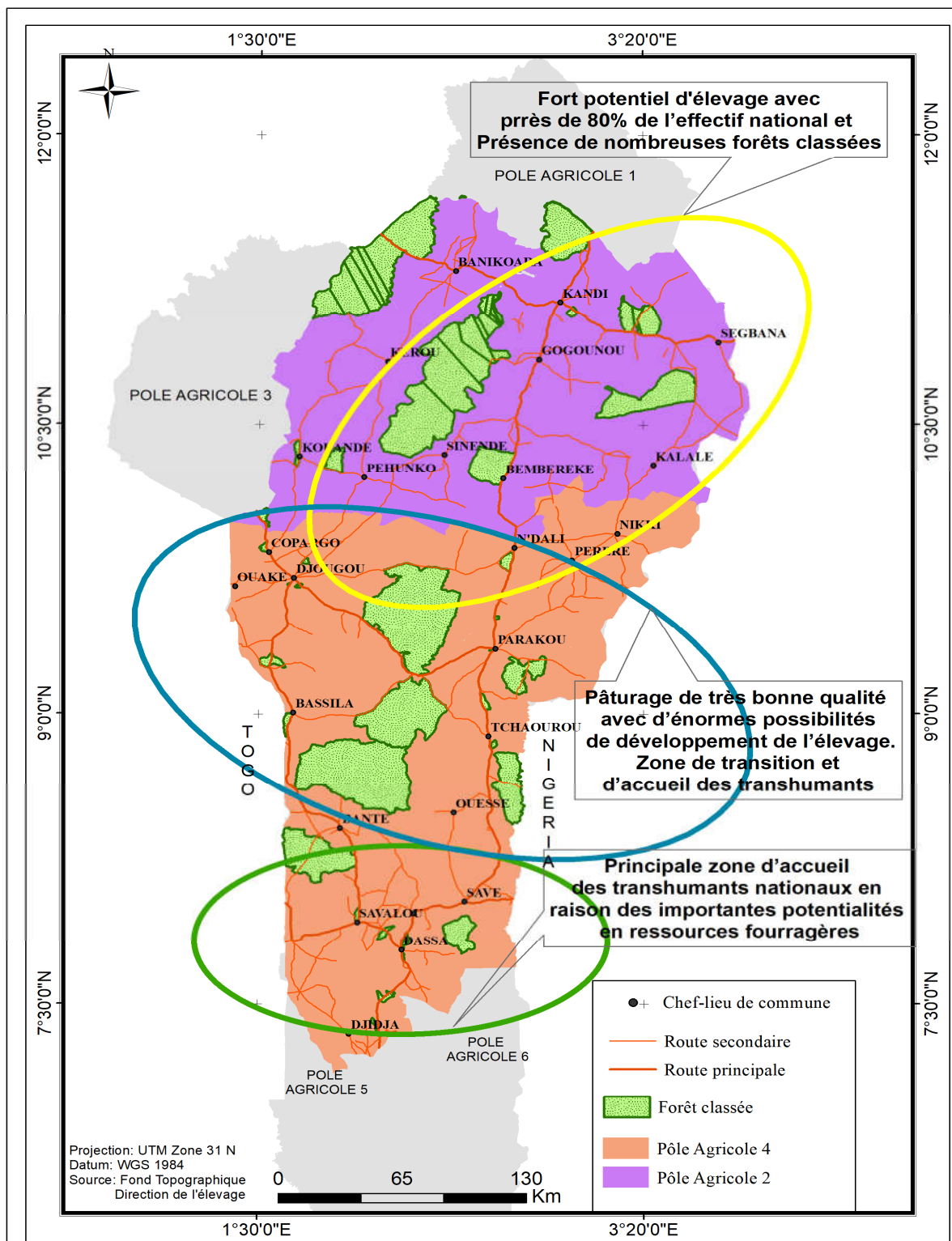


Figure 2: Zones agro-pastorales des pôles 2 et 4

Par ailleurs, les causes des conflits entre agriculteurs et éleveurs sont de façon résumée liées au passage vers les points d'eau, vers les lieux de pâturage, à la divagation des bêtes, à la non maîtrise des bêtes par les éleveurs, etc. Les comportements anormaux de certains transhumants (viols de femmes, agressions diverses, assassinats, utilisation d'armes blanches ou à feu, etc.) constituent aussi des sources de conflit avec les populations locales.

- **Activités de la chasse**

La chasse est une des activités les plus importantes pour les populations mitoyennes du complexe Pendjari. Elle constitue la source de protéines animales prépondérante et représente un apport économique important pour plusieurs ménages des villages riverains. Du reste, la gestion des réserves de biosphère renferme un aspect alimentaire, car lorsqu'elle est rationnelle, elle offre aux populations riveraines une quantité non négligeable de protéines issues des produits de la chasse sportive. Des études ont montré que, pour le complexe Pendjari la redistribution des bénéfices issus de la chasse aux AVIGREF ont eu un impact réel sur l'accroissement des revenus des communautés locales.

Globalement, on distingue deux types de chasseurs à savoir : les petits chasseurs et les grands chasseurs. Les petits chasseurs sont ceux qui pratiquent la chasse dans un but d'autoconsommation. Ils posent des pièges autour des champs qu'ils visitent chaque jour. Les autres techniques de chasse sont la chasse à la battue, à l'affut, avec les pièges et des gourdins. Les grands chasseurs sont ceux qui pratiquent l'activité en toute saison et considèrent la chasse comme leur profession. Ils utilisent des fusils artisanaux et modernes comme outils. Leurs zones d'action s'étendent au-delà du terroir villageois.

- **Artisanat et transformation des produits agricoles**

Les communes du PDA 3 regorgent d'innombrables artisans repartis en deux grandes catégories que sont : Les artisans modernes et traditionnels. Les artisans modernes regroupent les maçons, les menuisiers, les couturiers, les soudeurs, les vulcanisateurs, les coiffeurs, etc. Quant à l'artisanat traditionnel, il est en pleine expansion et regroupe la forge, la poterie et le tissage.

Dans ces communes, il existe des acteurs de transformation des produits agro- alimentaires. Parmi ceux-ci, les femmes en sont les principales. Elles sont souvent organisées en groupements ou travaillant parfois individuellement. Les produits agricoles qu'elles transforment sont : l'arachide, le manioc, le riz paddy, le sorgho, le soja, les noix de karité et les graines de néré. Les produits alimentaires finaux sont l'huile d'arachide, les galettes d'arachide, le gari, le tapioca, les graines de riz décortiqué, la bière locale appelée "*tchoucoute*", le fromage de soja, le beurre de karité et la moutarde de néré et de soja. Les équipements de transformation étant encore traditionnels (moulin, meule, décortiqueuse manuelle artisanale, presseuses, etc.), ces activités restent consommatrices de la main-d'œuvre et engendrent des dépenses énergétiques et temporelles très fortes et influencent la qualité des produits.

5.2.3. Enjeux environnementaux et sociaux majeurs de la zone

Dans ce pôle, les effets conjugués des pratiques désuètes (feux de brousse, recherche effrénée de bois de chauffe et production de charbon de bois) constituent une forte menace

pour l'environnement. Les techniques de production de l'agriculture sont demeurées traditionnelles avec des pratiques rudimentaires. On brûle la terre pour y cultiver du coton. L'agriculture pénètre de plus en plus les zones protégées et les terres marginales.

Après l'agriculture, les feux de brousse utilisés pour faire la chasse à la battue et le braconnage constituent les deux autres fléaux majeurs de l'environnement. Ils favorisent les incursions dans les domaines classés et constituent des menaces dangereuses pour la faune. Dans la zone, la production agricole est en baisse du fait de la baisse de la fertilité des terres associées aux phénomènes des Changements Climatiques.

La transhumance nationale et transfrontalière (les troupeaux du Burkina-Faso) explique le potentiel de production animale élevé. Des problèmes de nourriture et d'eau entraînent le surpâturage, et, par conséquent, une dégradation rapide de l'environnement. Ce phénomène de transhumance (planche 3) constitue une menace pour les écosystèmes et les espèces en raison de la perturbation de la faune et de la flore, de la compétition de la faune sauvage et du bétail pour les ressources alimentaires.



Planche 3: Pâturage des bœufs transhumants à Daga au niveau de la ZOC et la Zone d'Exploitation de Ressources

Prises de vues : Liner Environnement, juin 2018

🕒 Éducation

Le niveau d'instruction d'une population est un élément important qui contribue à l'amélioration des conditions de vie non seulement du ménage mais aussi de la société toute entière. Mieux, l'éducation est un facteur déterminant de la pauvreté. L'analyse de la scolarisation se base sur le taux brut de scolarisation et l'indice de parité entre fille et garçon. Le premier traduit la capacité d'un système éducatif à accueillir les enfants d'âges scolarisables et le second reflète l'état de la scolarisation des filles par rapport aux garçons.

Les résultats montrent que 49,1 % de la population n'ont aucun niveau d'instruction et 50 % de la population ont moins de 5 ans d'années d'étude. La répartition par sexe des personnes

n'ayant aucun niveau d'instruction indique que 40,4 % de la population masculine n'ont aucun niveau d'instruction contre 57,6 % au niveau de la population féminine.

Globalement quelles que soient les variables d'identification (milieu/sexe), on compte peu d'individus ayant atteint un niveau d'instruction élevée (secondaire et supérieur). En effet, le taux d'instruction diminue considérablement lorsqu'on tend vers le niveau supérieur (34,7 % pour le niveau primaire et 1,7 % pour le supérieur). Globalement, l'ensemble du milieu récepteur du projet est caractérisé par un faible taux net de scolarisation (88,55 %) selon EMICoV (2015). Néanmoins, sur le plan des infrastructures scolaires, on note un effort important car presque tous les villages et quartiers de ville disposent d'une école primaire, et des collèges à 1^{er} cycle et à 2nd cycle sont présents dans beaucoup d'arrondissements.

🕒 Santé

L'accès aux soins de santé par les populations des localités situées dans l'emprise des lignes à construire est très insuffisant selon EMICoV 2015. Selon cette dernière, le taux moyen d'accès aux soins de santé dans ces localités est de 28,72 %. Ainsi, les populations du secteur d'étude ont un accès insuffisant aux soins de santé primaire. De même, dans toutes les localités, on note une grande insuffisance de personnel soignant et d'infrastructures sanitaires. Ce qui favorise la prévalence dans ces localités, de plusieurs affections comme le montre la figure 3.

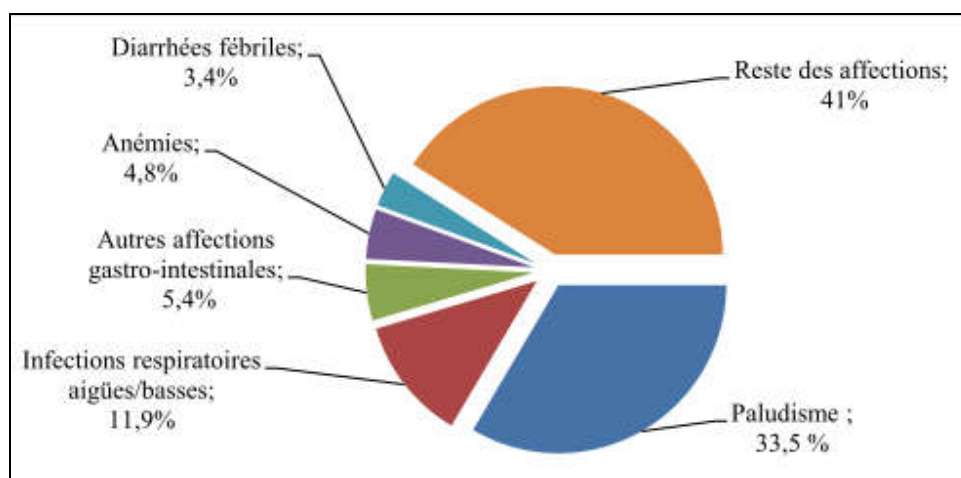


Figure 3: Prévalence moyenne des affections dans les pôles 2 et 4

Source des données : Ministère de la Santé, 2015

La figure 3 permet de réaliser que dans la plupart des localités bénéficiaires du projet d'électrification rurale, le paludisme est l'affection qui touche le plus de personnes avec une proportion de 33,5 %. Il est suivi des maladies diarrhéiques (3,4 %), des Affections Gastro-intestinales (5,4 %), des anémies (4,8 %) et des Infections Respiratoires Aiguës (11,9 %). Toutes les autres pathologies qui concernent les dermatoses, les maladies oculaires, les IST, etc. font une proportion de 41 %.

U Eau et assainissement

Selon EMICoV 2015, les ouvrages hydrauliques sont inégalement répartis dans les milieux récepteurs du projet d'électrification rurale par raccordement. Ainsi, l'approvisionnement en eau potable constitue un problème important dans ces milieux. En effet, indépendamment de l'insuffisance des équipements ou des réseaux d'adduction d'eau dans les localités où ils existent, plusieurs localités ne disposent pas encore d'ouvrages et continuent d'utiliser des sources d'eau peu recommandées comme les puits non protégés, les eaux de surface ou de marigot et eau de citerne. La gestion des ouvrages simples en milieu rural est encore assurée par les comités de gestion d'eau. A ce sujet, ce milieu connaît encore un retard par rapport à la stratégie nationale qui met l'accent sur la professionnalisation de la gestion des points d'eau (figure 4).

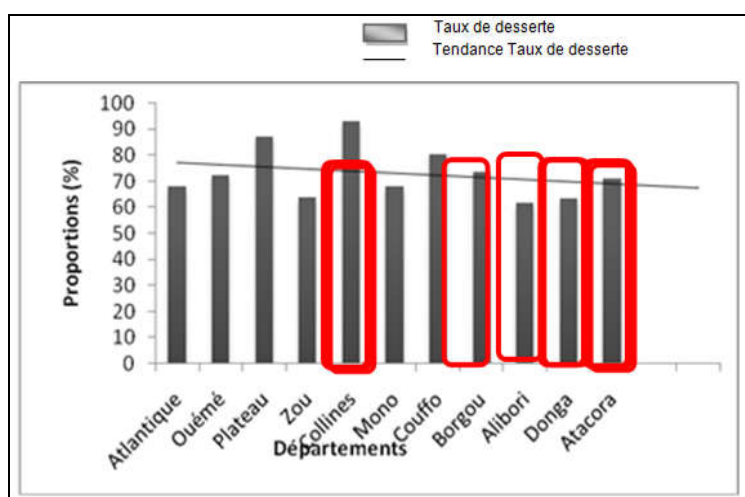


Figure 4 : Répartition du taux de desserte en eau potable par département (pôles 2 et 4)

Il ressort de l'examen de cette figure que le taux moyen global de desserte en eau potable dans les milieux récepteurs du projet est de 79,55 %. Ce taux est dépassé dans le département de l'Atacora (71,8 %) où l'approvisionnement en eau moyen est le plus faible. Le département de la Donga connaît encore un faible taux de couverture en eau potable en raison du taux élevé de panne dû à la réalisation de certains ouvrages dans les zones hydrauliquement défavorables ; au manque d'entretien des ouvrages et à la surexploitation de certains ouvrages du fait de l'utilisation par un nombre très importants de la population occasionnée par un déficit de point d'eau potable dans ces localités.

Dans le domaine de l'assainissement, les indicateurs de pauvreté selon EMICoV 2015 dans le département de l'Atacora présentent des résultats très contrastés. Le taux moyen d'utilisation des latrines est presque nul dans tous ces départements. Pour ce qui concerne le taux d'infrastructures scolaires équipées en latrines et points d'eau modernes, il varie entre 13,3 % dans l'Alibori et 28,2 % dans le Littoral. Ces taux sont très faibles, comparativement aux normes en la matière.

- **Évolution des principaux cheptels**

En l'absence d'un recensement du cheptel national, une estimation des effectifs est faite sur la base des taux de croissance calculés par la Direction de la Production Animale (DPA). Les taux de croît de l'effectif des cheptels est de 2,58 % pour les bovins, 2,09 % pour les ovins, 2,27 % pour les caprins, 4,10 % pour les porcins et 3,2 % pour la volaille (figure 5). Ces performances ont été réalisées avec la poursuite des efforts soutenus en matière de maîtrise des épizooties et d'amélioration des itinéraires techniques dans les différentes filières animales. Ainsi, il est noté au cours des dernières années un accroissement régulier des différents cheptels comme indiqué dans la figure 5 du présent document. Cette croissance continue du cheptel n'a pas été possible sans la mise en place d'intrants vétérinaires adéquats et de qualité. Par ailleurs, la situation sanitaire des élevages a été globalement sous contrôle grâce au renforcement de la prévention et de la lutte contre les maladies.

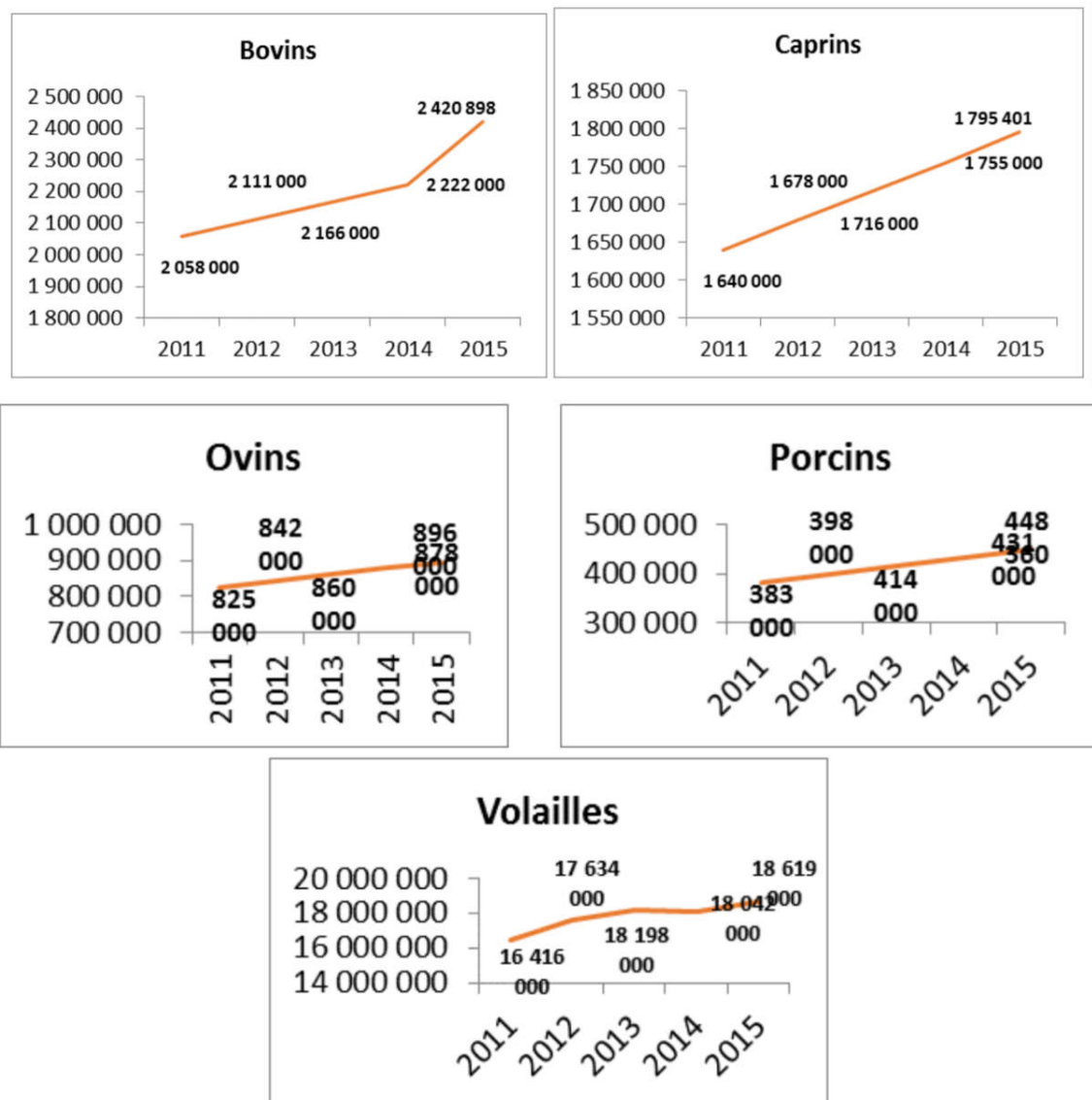


Figure 5: Evolution des différents cheptels (PNIASAN 2017 – 2021, DPA/MAEP, 2017)

▪ **Problèmes de transhumance dans les deux pôles**

Les transhumances intra-pays et transfrontalières sont réglementées par un éventail de lois, décrets, arrêtés, décisions et règlements pris tant au niveau communal, national qu'international. Ces textes légalement établis sont sujets à de nombreuses confusions liées à leur contenu, à leur cohérence d'ensemble, à leur vulgarisation, au niveau de compréhension des acteurs, des applications qui en sont faites, de leur abrogation ou non (Djohy, 2010). Toutefois, plusieurs problèmes entravent l'exécution de cette filière. Mais, depuis 2016, des innovations sont connues. En effet, le Gouvernement œuvre à éviter les affrontements entre éleveurs et agriculteurs. De même, afin d'éviter d'éventuelles échappées, les troupeaux de ruminants sont suivis. Ils sont également contrôlés puisque le gouvernement a prévu des dispositifs d'accueil, d'enregistrement et d'orientation. Les éleveurs se font aussi délivrer un badge, un livret du transhumant et une fiche de déclaration du troupeau.

Dans toutes les communes concernées par le phénomène de transhumance, les mairies de ces dernières prennent des arrêtés pour réglementer la transhumance sur leurs territoires. On peut citer : l'arrêté N°54/024/MKDI/SG/SGA/SA du 27 juillet 2006, portant Création, Composition et Fonctionnement de Comité Communal de Transhumance de la Commune de Kandi ; l'arrêté N°014/M-CKM/SG/BAGD du 1er Octobre 2004 portant réglementation de la vaine pâture, de la garde des animaux domestiques et de la transhumance dans la commune de Gogounou ; l'arrêté N°16/MCKM/SG/BAGD du 20 octobre 2004, Portant Création, Attributions et Fonctionnement des Comités Communaux, d'Arrondissement et de Village, de Prévention et de Gestion des Conflits Eleveurs-Agriculteurs.

○ **Contraintes liées à l'alimentation**

Pour jouer efficacement ce rôle important (économique, social et culturel), la productivité des animaux doit augmenter. L'importance de cette activité est liée à son apport au PIB, sa contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales. Or l'une des contraintes majeures qui freinent le développement des systèmes actuels de production animale en Afrique reste et demeure l'alimentation, notamment pendant les périodes de saison sèche (Xandé, 1989; Adandédjan, 1999). En Afrique, l'élevage des ruminants et en particulier celui des bovins se base sur l'utilisation extensive des pâturages naturels (Akpo et al., 1999). L'augmentation de la population, le renchérissement des prix de certains produits agricoles comme le coton, l'amélioration et l'organisation de la filière coton ont provoqué une ruée vers les terres fertiles jusque-là épargner des pratiques agricoles (Sinsin, 1993). Aussi, l'utilisation de moyens de production améliorés (traction animale) ou modernes a favorisé la conquête d'immenses espaces naturels à des fins agricoles, parfois au détriment des aires protégées et des aires de pâturage. Ce qui fait que les écosystèmes naturels subissent de fortes dégradations des aires protégées subissent des incursions des transhumants. Donc pour une gestion efficiente des parcours naturels, Djenontin (2010) propose l'intégration des éleveurs de ruminants dans les programmes d'aménagement forestier et dans la gestion des terroirs. Pour cet auteur, les stratégies pour l'utilisation des parcours naturels pour l'alimentation des troupeaux bovins doivent tenir compte des

facteurs climatiques et anthropiques. La variabilité spatio-temporelle de la pluviosité dans ces milieux rend aléatoire la disponibilité des ressources alimentaires pour les animaux notamment en saison sèche. Dans ce type d'élevage où la végétation naturelle est de loin la ressource fourragère la plus importante, chaque animal a besoin de plusieurs hectares d'espace, ce qui contraste avec les besoins de la production agricole. La conséquence directe est le surpâturage qui induit la chute de la productivité des parcours. Ainsi, la biomasse herbacée varie dans le temps suivant les conditions pluviométriques (Sawadogo et al., 2005) et dans l'espace suivant la nature du substrat édaphique liée à la situation topographique (Toko et Sinsin, 2011a ; Sinsin, 1993). Si les pâtures ne s'effectuent pas dans des zones classées et que les couloirs de passage ne sont pas respectés de même que les périodes de transhumance, on assiste très souvent à des dégâts sur les cultures, ce qui débouche sur des conflits parfois violents entre agriculteurs et éleveurs.

o **Contraintes liées aux variabilités climatiques**

Plusieurs études ont montré que chaque année, la quantité de pluies influence celle de la biomasse herbacée tandis que la pâture modifie la flore. Au Bénin, notamment dans la partie septentrionale qui abrite la plus grande part du cheptel du pays, les travaux ont révélé que les contraintes climatiques ont entraîné une diminution de matières sèches au niveau des pâturages. En conséquence, les éleveurs migrent avec leurs troupeaux vers la partie méridionale où ils accroissent les pressions sur les ressources naturelles. On a noté une intensification des sécheresses qui se sont produites pendant la même période, notamment dans les années 1970 et 1980 (MEHU, 2001). Ogouwalé (2006) prévoit à l'horizon 2050 une hausse des températures de +1 °C à +3 °C et une perturbation du régime pluviométrique. Si ce scénario se confirme, il induira des stress supplémentaires pour les espèces fourragères pouvant entraîner des modifications sur les écosystèmes, la raréfaction voire la disparition de cours et plans d'eau et des pâturages. Certains auteurs ont montré, qu'en plus des modifications dans les précipitations moyennes globales, il pourrait avoir des changements plus prononcés dans les caractéristiques des précipitations locales et régionales dues au réchauffement climatique. Par exemple, Trenberth et al. (2003) ont émis l'hypothèse qu'en moyenne, les précipitations seront moins fréquentes mais plus intenses quand elles se produiront, impliquant de ce fait une grande fréquence d'extrêmes inondations et sécheresses.

o **Contraintes liées aux conflits**

Dans ce nouveau contexte où les variabilités climatiques se sont ajoutées, la transhumance peut être considérée comme une forme d'adaptation à ces environnements et de valorisation des complémentarités écologiques entre zones sahéliennes et régions soudaniennes. En définitive, il s'agit d'un système d'élevage fondé sur une stratégie de gestion opportuniste des ressources pastorales mais écologiquement viable, qui a permis à des communautés de pasteurs, les Peuls, les Touaregs et les Maures notamment, de survivre aux grandes crises éco-climatiques qui secouent périodiquement les pays sahéliens. Chaque année, les mouvements de transhumance sont marqués par des tracasseries administratives et de graves incidents dans les zones d'accueil, liés au non-respect des

réglementations nationales et régionales, aux dégâts occasionnés aux champs et/ou aux récoltes, à l'exploitation pastorale des aires protégées, aux pertes d'animaux, etc. Ce climat de tension permanente entre les éleveurs transhumants et les populations des zones d'accueil entraîne des conflits, parfois meurtriers (Akpaki, 2002). Au cours de leur transit, les transhumants transfrontaliers entretiennent tant des rapports conflictuels que de bon voisinage avec les élus locaux et les leaders d'éleveurs. Au nombre des causes majeures de conflits, l'occupation des couloirs par les champs et la pâture des animaux dans ces derniers se retrouvent en bonne place. En effet, chacun des acteurs selon sa position revendique des droits de propriété relatifs aux pâturages, aux espaces cultivés, à certains couverts ligneux ou aux plans d'eau (Camara, 2002). Les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont omniprésents dans toutes les discussions de terrain et les mécanismes de gestion étatique (comité de transhumance) sont peu équitables et inefficace. Cette forte pression sur les ressources va considérablement modifier les rapports qu'entretiennent les acteurs du monde rural et particulièrement les rapports entre les éleveurs et les agriculteurs. Ces rapports sont fortement imprégnés de conflits violents parfois collectifs. Ces relations conflictuelles entre ces deux communautés résultent de la concurrence de plus en plus vive entre le pastoralisme et l'agriculture, car ces deux activités reposent sur l'utilisation extensive de l'espace rural.

o **Contraintes liées aux textes règlementaires**

La détermination des pays de la sous-région à améliorer les conditions de la transhumance transfrontalière est notée à travers ces textes. À cet effet, ils se sont dotés, chacun, d'un dispositif législatif et réglementaire approprié. Toutefois, certaines pratiques de contrôle et/ou de gestion de la transhumance transfrontalière ne sont pas toujours conformes aux règlements en vigueur dans les pays et au niveau de la CEDEAO. En effet, la Décision A/DEC.5/10/98 de la CEDEAO qui définit la transhumance et comporte d'importantes dispositions qui visent à atténuer les tensions sociales et prévenir les conflits liés à la transhumance transfrontalière (fixation piste de transhumance, période d'entrée et de sortie ; les zones d'accueil dans chaque pays par chaque membre de la CEDAO et en ce qui concerne les éleveurs, la détention du certificat international de transhumance, la garde des animaux transhumants, la conduite des animaux uniquement sur les pistes de transhumance) n'est pas appliquée de façon systématique dans les pays membres de cette institution. Ainsi, la libre circulation des personnes et des biens, ainsi que l'accès aux marchés porteurs dans les différents pays resteront entravés, si une volonté politique de concertation et de mise en œuvre ne se dégage pas. Également, une vulgarisation de ces textes n'est pas faite et ne tient pas compte des réels problèmes des éleveurs. Dans ce contexte, ces textes doivent être revus car ils sont désuets, équivoques et non connus des principaux acteurs (Djohy, 2010). Les structures d'intervention fonctionnent sur du top-down, proposant des solutions, peu adaptées aux réalités locales. Les collectivités locales, avec leur modicité financière, contournent la réglementation et se donnent des marges leur permettant d'accepter clandestinement les transhumants étrangers. Tous ces facteurs rendent le climat social plus conflictuel entre acteurs du monde agricole et pastoral.

o **Contraintes liées au système d'élevage**

La transhumance qui était un fait socioculturel dans la région du Parc du W revêt maintenant une nouvelle forme et possède de nouveaux objectifs (fuir les conflits avec les paysans agriculteurs, faire pâturer les animaux délibérément et de façon illégale et éviter à tout prix le forestier). L'élevage transhumant s'est alors adapté et n'obéit plus au mouvement pendulaire avec pour départ la fin de la saison pluvieuse et le retour au début de la saison pluvieuse. Les éleveurs, par adaptation à l'environnement, continuent par pratiquer un système présenté par de Haan (1992) comme condamné car la gestion du bétail est dominée par une exploitation extensive de l'environnement à la recherche d'eau et de pâturages et le désir d'avoir un troupeau assez vaste pour pouvoir transmettre une partie à la descendance. Cette nouvelle forme de transhumance, à l'analyse, compliquera les relations entre l'administration forestière et les éleveurs, la pratique de l'élevage et la sauvegarde des aires protégées deviennent complexe. Selon Soukore (2003). Les forestiers accepteront par exemple le principe des coupes contrôlées de paille et de fourrage dans certains secteurs des aires protégées. La zone tampon du Parc W pourrait être également utilisée à cet effet.

o **Contraintes liées aux infrastructures pastorales**

Les infrastructures pastorales sont dégradées et insuffisantes. Les infrastructures hydrauliques auxquelles s'associent les aires de pâturage ont permis d'avoir des communes et des arrondissements de concentration du bétail. Ces infrastructures sont quasiment inexistantes au sud du Bénin. Mais les aires de pâturage sont dans un état de dégradation avancée et ceci explique la tendance des éleveurs à exploiter les prairies et les savanes herbeuses dans les forêts classées et le Parc W. Les aires de pâturage apparaissent alors insuffisantes et justifient les mouvements saisonniers des troupeaux et des éleveurs et parfois leur émigration de leur commune d'origine. Dans le département de l'Alibori, les infrastructures marchandes et sanitaires ont permis un accroissement du cheptel et la mise en place d'une filière de produits d'élevage. Un renforcement de ces infrastructures sanitaires et marchandes participerait de la promotion de l'élevage dans les communes de ce département.

o **Contraintes liées à la dynamique des axes de transhumance**

Les éleveurs rencontrent actuellement beaucoup de difficulté pour nourrir leurs animaux. Ces difficultés sont dues aux différents changements qu'ils observent dans l'environnement aux cours de ces dernières années. Ces changements pourraient avoir plusieurs causes dont la disponibilité de l'espace pâturable en saison pluvieuse qui est de plus en plus réduite. A cela s'ajoute l'obstruction des couloirs par les champs, le tarissement un peu plus rapide des mares et des cours d'eau (Lesse, 2011) et enfin d'après Paris (2002), l'émergence de l'élevage agropastoral des agriculteurs qui entre en concurrence avec l'élevage transhumant. Ce dernier affecte les relations agriculteurs - éleveurs, car minimisant les complémentarités et exacerbant la concurrence dans l'utilisation de l'espace et des ressources. Ce qui fait que la plupart des transhumants ont changé leurs

itinéraires et d'autres prennent la direction des aires protégées pour garantir la sécurité alimentaire aux animaux sachant qu'ils courent des risques. Cette pratique a des inconvénients tant sur l'aire protégée que sur les transhumants et leurs troupeaux. À ce propos, Soukore (2003) donnait quelques risques en ce qui concerne le parc W à savoir : l'empoisonnement des grands fauves par les éleveurs (cas du lion *Panthera leo*) dans le Parc du W ; les risques de transmission de maladies (contact des bovidés domestiques avec ceux sauvages (buffles)) ; le braconnage effectué par les éleveurs autant pour la vente que pour la consommation sur place, et la concurrence au niveau des pâturages entre les ruminants sauvages et domestiques.

5.3. Caractéristiques biophysiques et socio-économiques du PDA n°4

Le pôle de Développement Agricole n°4 couvre environ une superficie de 53097 km² soit 46,27% du territoire national. Au plan géographique, cette zone d'intervention occupe la portion centrale du territoire national. Elle est comprise entre les parallèles 7°00'00" et 10°40'00" de latitude Nord et les méridiens 1°25'00" et 3°50'00" de longitude Est. Du point de vue administratif, le pôle de développement agricole (4) s'étend sur trois départements (Borgou sud, Donga et les Collines) avec seize (16) Communes. Ces Communes sont : Nikki, N'dali, Parakou, Pèrèrè, Tchaourou, Bassila, Ouaké, Copargo, Djougou, Bantè, Dassa-zoumé, Glazoué, Ouèssè, Savalou, Savè.

C'est une zone (PDA n°4) de diversification Coton-vivrier-anacardier. Cette zone abrite un système d'intégration agro-sylvo-pastorale portant sur **l'anacardier et le coton** comme cultures locomotives. S'y ajoutent le maïs, le riz, les **racines et tubercules** (manioc et igname), les légumineuses (niébé, soja et arachide), et le **manguier**, ainsi que **l'élevage intensif de bovin**, d'ovin, de caprin et de volaille. Des actions sur l'extension du soja s'y développent également.

5.3.1. Caractéristiques biophysiques

L'harmattan y souffle de mi-novembre jusqu'à fin février, période pendant laquelle les écarts thermiques sont les plus élevés atteignant parfois 14°C en février. La précipitation est à son maximum en juillet, tout en variant beaucoup d'une année à l'autre. Le nombre de jours de pluie varie entre 82 et 111 avec des hauteurs pluviométriques qui peuvent atteindre 1455 mm (valeur atteinte en 1979). Dans les années sèches, on peut enregistrer moins de 700 mm (en 1982 et 1983). On note la présence de microclimats selon la topographie du milieu (influences des montagnes). Le climat est de type soudano-guinéen à deux saisons pluvieuses difficilement remarquables dans les communes de Bassila, de Parakou et de Tchaourou (Boko, 1988).

C'est une zone qui est parcouru par le fleuve Ouémé et de ses affluents à régime plus ou moins permanent. Il s'agit de la Beffa (le plus grand affluent avec un bassin versant estimé à 197 000 km²) et l'Okpara, 6748 km². En plus de ces cours affluents, il y a des ruisseaux et des rivières à régime temporel tels que Nonomi, Kilibo, Odokoto, etc.

Le contexte géomorphologique correspond aux exigences écologiques de l'anacardier qui peut se développer sur des sites d'altitude variant de 0 à 500 m. Les reliefs culminent en moyenne de 300 à 500m. On y rencontre les sols ferrugineux tropicaux, les sols ferralitiques, les sols hydromorphes et les vertisols (figure 6).

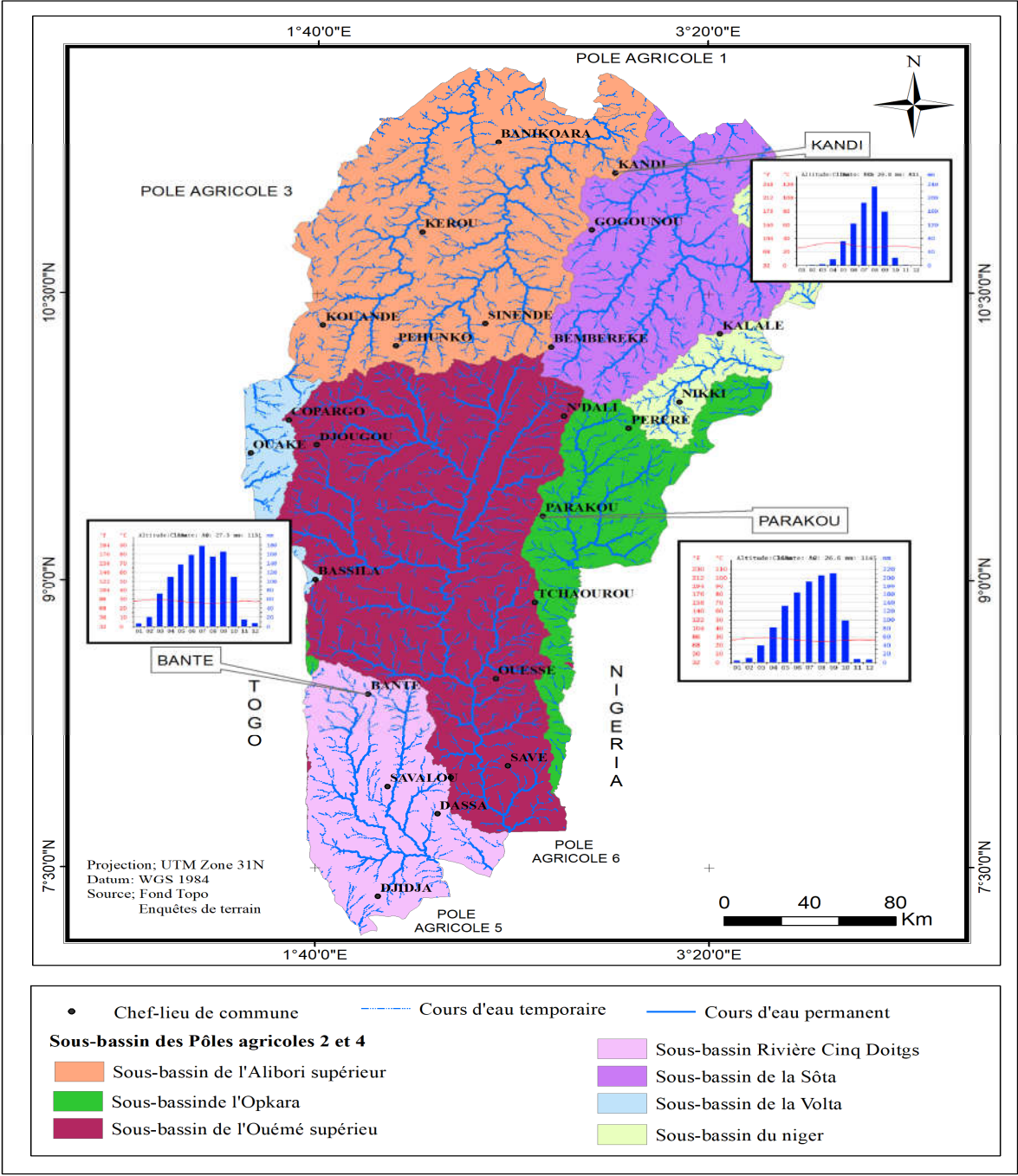


Figure 6: Sous-bassin des pôles agricoles 2 et 4

En référence à la période 1990-2019, les projections montrent que les sous bassins sont très vulnérables aux effets des changements climatiques.

En, effet, l'analyse faite, en se fondant sur les scénarios climatiques A1B et B1, à partir des données de température minimales et maximale et des hauteurs de pluie issues du modèle régional REMO montre globalement une évolution très peu contrastée des hauteurs pluviométriques à l'horizon 2050 dans ces sous bassins des pôles agricoles du projet PRODEFILAV PEL (figure 7).

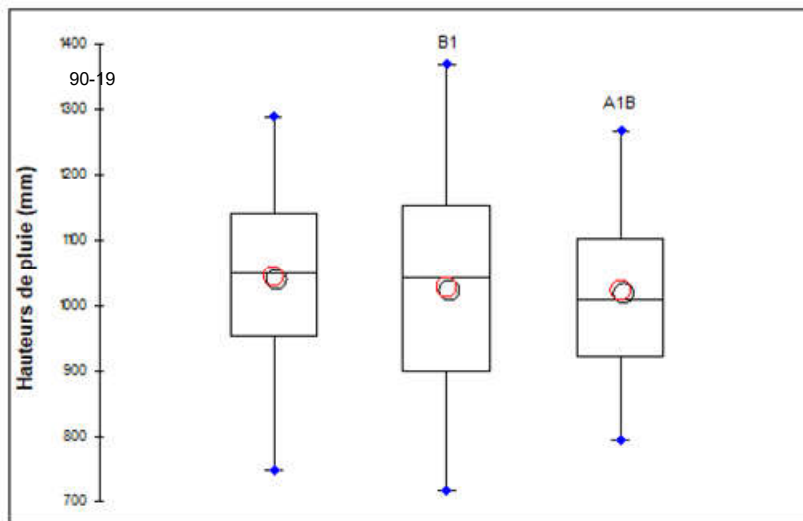


Figure 7 : Hauteurs de pluie moyenne dans les sous bassins versants des pôles à l'horizon 2050 (Source : Sortie modèle régional REMO, 2019)

Le premier quartile (q1), la médiane (q2) et le troisième quartile (q3) sont respectivement représentés par les barres horizontales inférieure, centrale et supérieure. Les points inférieur, central et supérieur de chaque boîte représentent respectivement les valeurs minimum, moyenne et maximale de chaque scénario. L'analyse de cette figure montre que dans les sous bassins des pôles, la posture actuelle pourrait changer. En effet, les valeurs du premier quartile (q1) sont respectivement de 953 ; 780 (réf), 922 ; 925 (B1), 899 ; 317 (A1B). La valeur médiane confirme cette décroissance pluviométrique supra évoquée. A l'échelle mensuelle (figures 8 et 9), les mois de janvier et novembre connaîtront une augmentation pluviométrique d'environ 61 % et 70 % selon le scénario B1 et 42 % et 19 % selon le scénario A1B par rapport à la référence 1971-2000. Quant aux mois de juin et juillet, les mois au cours desquels, les pluies s'installent dans le bassin versant, ils connaîtront respectivement une diminution de (-15 ; -3 %) pour le scénario B1 et (-20 ; -10 %) pour A1B. Le mois d'août se singularise avec une augmentation de 5 % pour le scénario A1B.

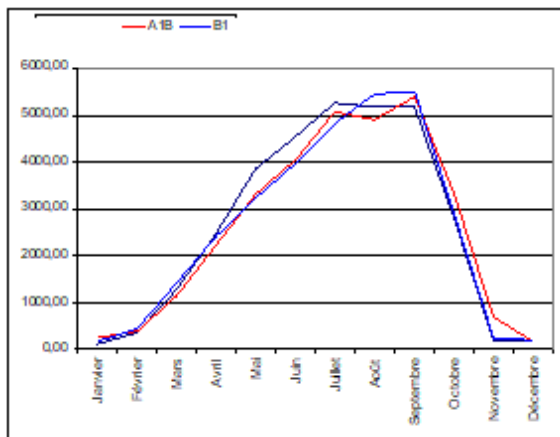


Figure 8: Moyenne mensuelle des hauteurs de pluie à l'horizon 2050

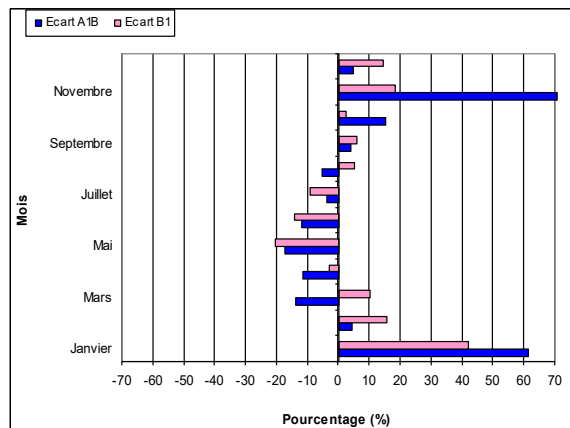


Figure 9 : Ecart de hauteur de pluie (%) à l'horizon 2050

Source : Sortie modèle régional REMO, 2019

Tous les scénarios montrent des écarts de hauteur de pluie à l'horizon 2050 (figures 8 et 9). En effet, ces écarts seront de l'ordre de 20 à 41 % pour le scénario B1 et de 60 à 70 % pour le scénario A1B. Cette situation pluviométrique dans le bassin versant de l'Okpara à l'horizon 2050 semble être une extension de la zone climatique humide de l'Afrique centrale vers l'Afrique de l'ouest (Totin, 2010, ogouwalé, 2013). L'amélioration de la pluviométrie conduirait à un scénario de climat humide probablement favorable à la disponibilité des ressources en eau.

Toutefois, selon les prévisions du GIEC (2007), les fortes précipitations auraient des effets néfastes sur la qualité de l'eau superficielle ; la contamination des sources d'approvisionnement, etc. Et c'est dans ces conditions, qu'on assisterait à une augmentation probable des températures minimales et maximales. Dans le même temps, les températures maximales et minimales vont augmenter, quel que soit le scénario considéré. Spécifiquement en moyenne, par rapport à la période de référence 1980-2019, les températures maximales connaîtront une augmentation de 2,02 °C et de 1,9 °C sous le scénario B1 et 2,08 et de 2,1 °C sous le scénario A1B respectivement à Parakou et à Savè.

Cette situation pourrait constituer une contrainte majeure dans la réalisation des résultats du présent projet. Il est donc nécessaire de prendre en compte ces postulats climatiques de la mise en œuvre du projet.

5.3.2. Caractéristiques biophysiques

L'essentiel des **formations naturelles** est constitué de savanes, de forêts claires et d'îlots de forêts denses sèches ou semi-décidues, ainsi que des formations humanisées ou anthropiques (champs, jachères, plantations, etc.). Les savanes boisées sont observées sur l'ensemble de la zone appartenant au pôle de développement agricole (PDA 4). Ces formations subissent une dégradation avancée par endroits du fait des activités humaines (prélèvement du bois par des exploitants forestiers, occupation des berges pour les activités agricoles, etc.) (figure 10).

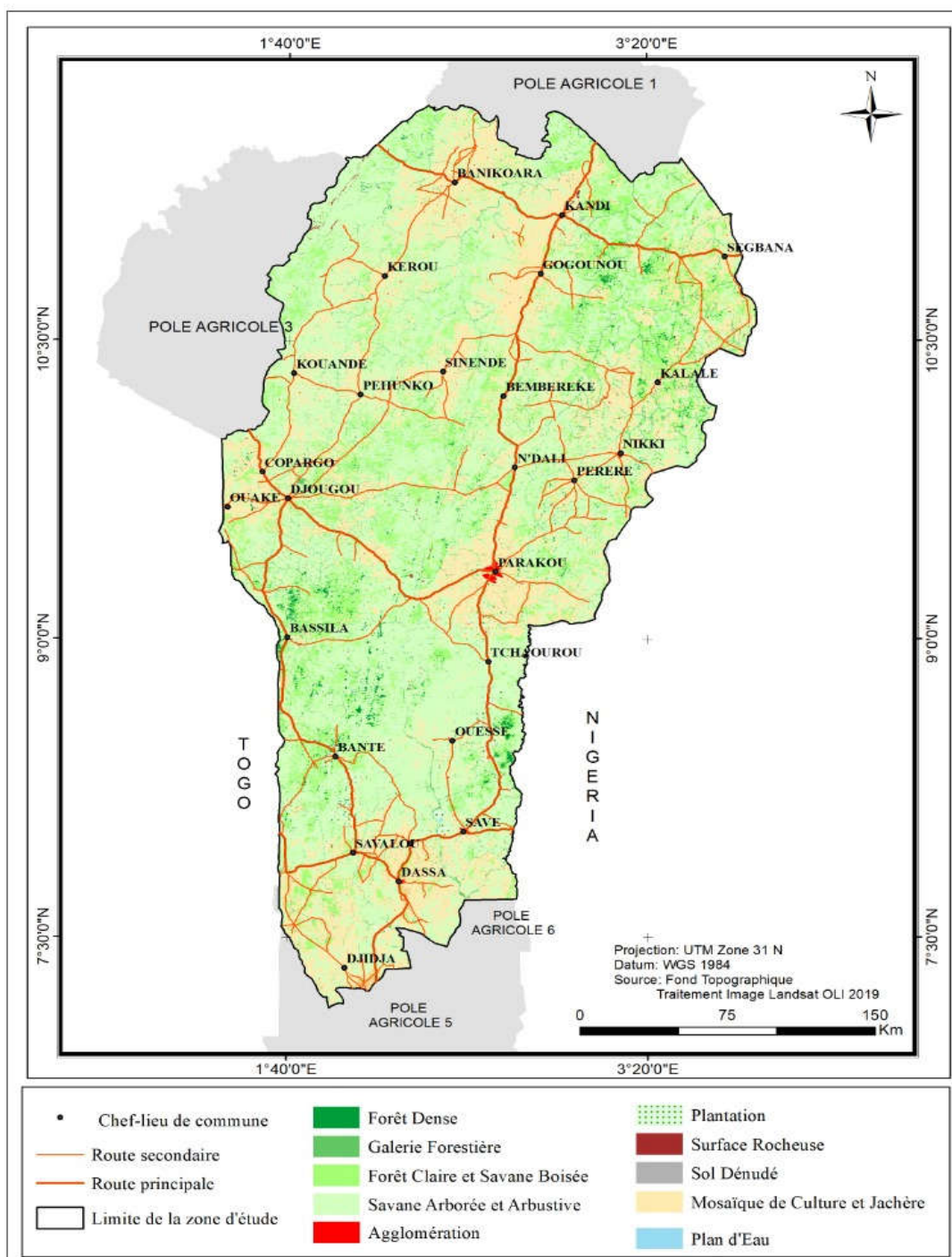


Figure 10: Caractéristiques du couvert végétal dans le secteur du projet

Les formations de forêt dense se retrouvent soit en îlots très protégés sous forme de forêts sacrées, soit en plages plus ou moins étendues au sein des formations de savanes et de forêts claires surtout dans les régions de Bassila et de Tchaourou. Les espèces végétales dominantes de ces forêts denses sont : *Isobertina doka*, *Azelia africana*, *Khaya senegalensis*,

Anogeisus leicarpus, *Pterocarpus erinaceus*, *Cola spp*, *Chlorophora excelsa*, *Antiaris africana*, *Celtis spp*. Ces formations sont grignotées par les exploitants forestiers et les fabricants de charbon. Elles sont ainsi parsemées d'éclaircies.

Les savanes arborées et arbustives saxicoles sont des formations de savane rencontrées sur les collines et sur les affleurements rocheux (Houinato, 2001 ; Yèdomonhan, 2002). Elles sont abondantes près des localités de Savalou, de Dassa-zoumè, de Savè et Tchaourou (Agbassa). Les espèces dominantes sont : *Burkea africana*, *Pterocarpus erinaceus*, *Detarium microcarpum*, *Afzelia africana*, *Erythrophleum africana*, *Adansonia digitata*. Le faciès géologique et les contraintes topographiques qui limitent l'accès des exploitants forestiers expliquent la relative stabilité de ces formations

5.3.3. Caractéristiques socioéconomiques

• Caractéristiques démographiques

Les résultats du quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2013 montrent que le pôle de développement agricole (4) compte une population de 2 083 047 habitants dont 50,29% de femmes. Les groupes ethniques dominants sont les Baatombou (41%), suivis des Gando (13%), des Dendi (11%), des Foulbé (10%), les Nagot (04%) et les Mokolé (02%).

Tableau 12 : Effectifs de la population par commune dans les départements de Borgou sud, Donga et des Collines (nombre d'habitants)

Département/Commune	Population en 2013	Population en 2019		
		Total	Masculin	Féminin
BORGOU SUD	822440	1116852	557309	559543
N'Dali	113 604	150854	75276	75578
Nikki	151 232	188832	94227	94605
Parakou	255 478	338665	168994	169671
Pèrèrè	78 988	109595	54688	54907
Tchaourou	223 138	328906	164124	164782
DONGA	543130	688597	342921	345676
Bassila	130 091	179477	89380	90097
Copargo	70 938	84951	42306	42645
Djougou	267 812	328256	163471	164785
Ouaké	74 289	95913	47765	48148
COLLINES	717477	839101	412838	426263
Bantè	107 181	123354	60690	62664
Dassa-Zoumè	112 122	123180	60605	62575
Glazoué	124 431	146940	72294	74646
Ouèssè	142 017	173969	85593	88376
Savalou	144 549	171796	84524	87272
Savè	87 177	99862	49132	50730
Total	2 083 047	2644550	1 313 068	1 331 482

Source des données : INSAE, RGPH4 et résultats de calcul, 2019

- **Principales activités socio-économiques**

L'agriculture est le secteur prépondérant de l'économie de ce pôle de développement agricole et elle occupe plus de 80 % de la population active. Le mode d'exploitation des terres reste encore traditionnel (culture itinérante) et les principales spéculations rencontrées dans les systèmes de cultures sont le coton, l'anacarde, le maïs, le riz, le sorgho/mil, l'igname, le manioc, la patate douce, le niébé, le soja, l'arachide, le manguier et quelques cultures maraîchères. Le secteur industriel est encore embryonnaire et est dominé par l'agro-industrie faite d'usines d'égrenage de coton, d'huileries et quelques entreprises privées de transformation dans la filière acajou (amandes, jus notamment).

L'élevage y est également très développé. On y rencontre par ordre d'importance l'élevage des bovins, des ovins, des caprins et les volailles. Les éleveurs ayant exclusivement l'élevage comme activité sont de plus en plus rares et on rencontre en majorité des agro-éleveurs avec parfois des effectifs de bœufs très importants malgré la prédominance de l'agriculture. **La pêche** est une activité pratiquée de manière artisanale par les populations de la zone.

- **Indices de pauvreté monétaire et non monétaire**

En 2015, les indices de pauvreté monétaire et non monétaire sont respectivement de 38,63% et 29,79% pour le Borgou, 47,20 % et 25,45 % pour les Collines, et 42,48% et 18,06% pour la Donga contre des valeurs nationales de 40,1 % et 29,4 %. Il existe notamment des localités dans lesquelles le niveau de pauvreté monétaire reste encore élevé: il s'agit de Nikki (52,13 %), Bantè (46,97 %), Dassa-Zoumé (49,81%), Glazoué (52,84%) et Ouèssè (51,4%). La situation de pauvreté non monétaire est moins sévère en 2015: Pour le Nikki (42,29%), Dassa Zoumé (19,10 %), Glazoué (21,00%) et Savè (16,52%).

Les figures 11 et 12 montrent l'évolution de la pauvreté monétaire et non monétaire des départements du Borgou, Donga et les Collines de 2009, 2011 et 2015.

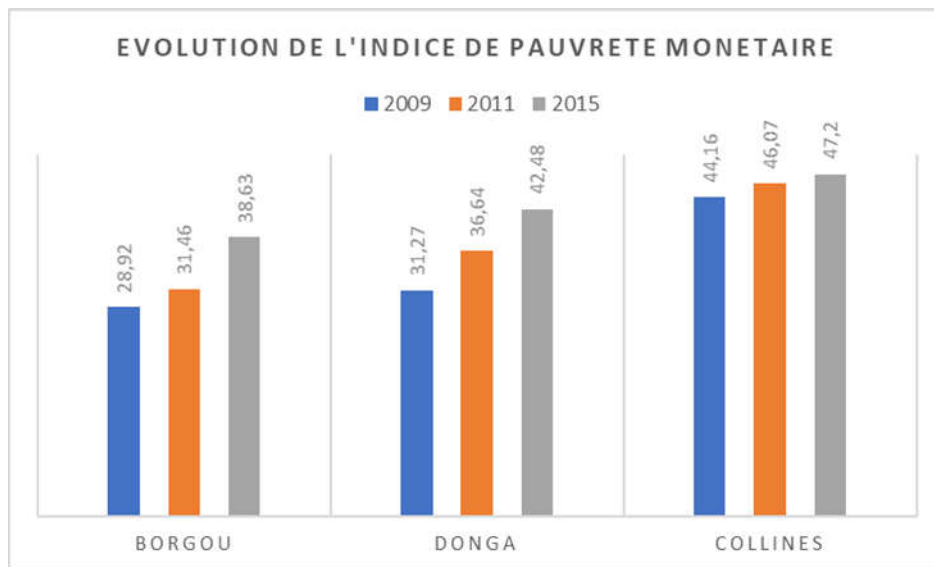


Figure 11: Evolution de la pauvreté non monétaire des départements du Borgou, Donga et les Collines de 2009, 2011 et 2015

Source : INSAE, Emicov, 2015

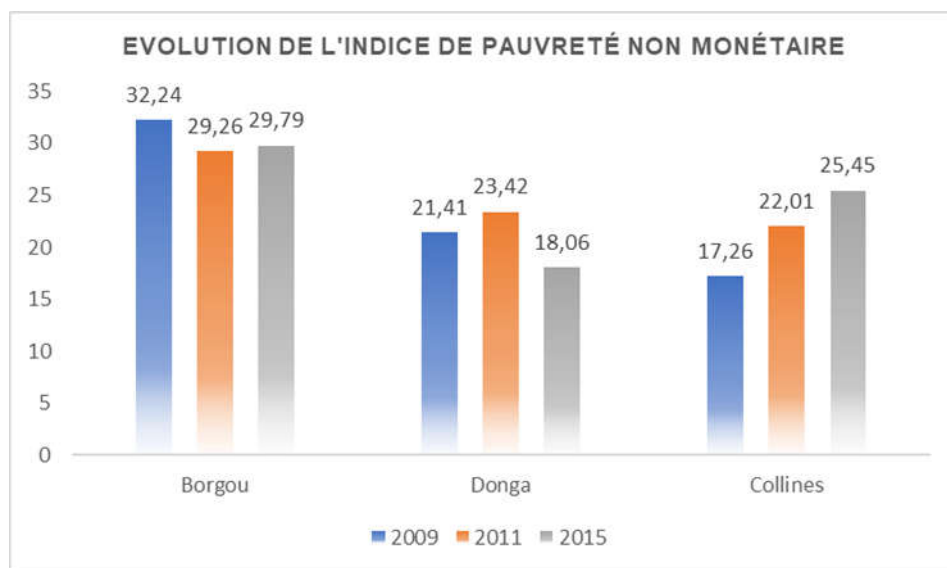


Figure 12: Evolution de la pauvreté monétaire des départements du Borgou, Donga et les Collines de 2009, 2011 et 2015

Source : INSAE, Emicov, 2015

L'analyse des deux figures nous révèle que l'indice de pauvreté monétaire est plus élevé dans le département des collines que dans ceux de Borgou et de la Donga, tandis qu'au niveau de l'indice de pauvreté non monétaire, il y est moins élevé.

5.3.4. Enjeux environnementaux et sociaux majeurs de la zone

La culture du coton et les pratiques culturelles désuètes (feux de brousse, etc.) ont généré une **forte érosion des sols**, une **baisse de la fertilité des terres cultivables** et une **dégradation poussée du couvert végétal**. Les activités humaines ont détruit la capacité de reproduction et de régénération de la fertilité des sols, à travers la destruction de leur partie superficielle. **La transhumance nationale et transfrontalière** (les troupeaux du Burkina-Faso) est une réalité dans la zone.

L'agriculture pénètre de plus en plus les zones protégées et les terres marginales. La culture du coton qui suppose l'abattage massif des arbres a généré une forte érosion des sols qu'aggrave le relief en pente, les aléas climatiques et la transhumance. Les techniques de production agricole sont demeurées traditionnelles avec des pratiques rudimentaires : les feux de brousse ; on brûle la terre pour y cultiver du coton. La recherche effrénée du bois de chauffe et la production du charbon de bois sont responsables de la destruction de plusieurs hectares de végétation chaque année. Les activités humaines ont détruit la capacité de reproduction et de régénération de la fertilité des sols, à travers la destruction de leur partie superficielle.

Toutefois, la terre ne constitue pas un facteur limitant pour l'agriculture dans cette région. La superficie cultivable par tête peut être estimée à environ trois hectares. Mais en tenant compte du fait que la zone comprend des collines qui occupent une bonne partie des terres (les localités de Dassa-zoumé, Savalou et Savè), on se rend compte que cette disponibilité est moins élevée. La répartition inégale de la population permet d'identifier les zones à forte pression foncière comme Djidja, Dassa et Glazoué. Les espaces de ces deux dernières localités sont réduits par les collines et on retrouve fréquemment les champs sur les flancs des collines. Par ailleurs, la partie nord de cette zone (Bantè, Savè et Ouèssè) constitue la zone d'accueil des populations du Sud. La croissance démographique naturelle n'est plus le seul facteur à prendre en compte dans le développement de la région.

Dans les Communes du Zou, le PDA n°4 est installé sur un plateau de terre de barre constituée de grès argileux et ferrugineux reposant sur des couches argilo-sableuse et sableuse. Ces matériaux donnent des sols rouges de type ferralitique à texture sableuse ou sablo-limoneuse en surface et argilo-sableuse en profondeur, recouvrant des formations sablo-argileuse de la fin du tertiaire. Ces sols sont assez convenables à la production agricole. Des spéculations comme le manioc (*Manihot esculenta*), le maïs (*Zeamays*), le niébé (*Vignaun guiculta*), des cultures pérennes comme de palmier à huile (*Elaeis guineensis*), le teck (*Tectona grandis*), eucalyptus (*acacia auriculiformis*), manguier (*mangifera indica*), etc. sont présents dans le milieu récepteur du projet.

5.4. Manifestations de la violence basée sur le genre dans la zone d'intervention du projet

La Violence Basée sur le Genre (VBG) est une violation grave des droits humains. Elle représente l'une des pires manifestations de la discrimination entre les sexes et un obstacle majeur à la réalisation de l'égalité des sexes. Les statistiques découlant des différents rapports sur les violences faites aux femmes sont bien préoccupantes en République du Bénin. Selon les résultats de l'étude réalisée par EMPOWER/CARE/USAID (2017), les différentes formes de violences basées sur le genre au Bénin sont : les violences physiques, les violences verbales et psychologiques, les violences sexuelles, les pratiques traditionnelles néfastes et la traite des femmes et des jeunes filles (figure 13).

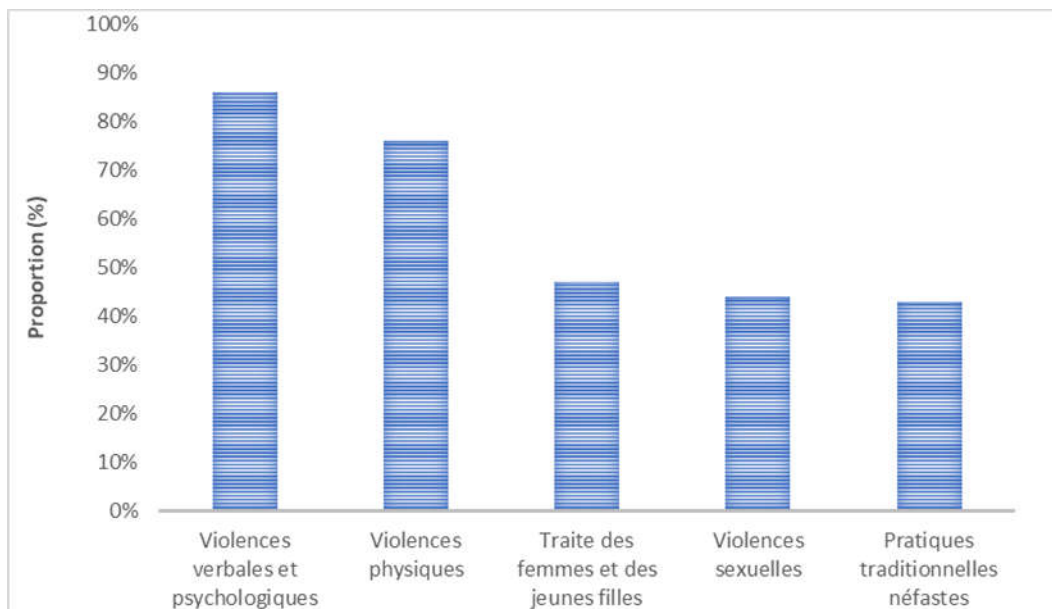


Figure 13: Formes de VBG dans les communes cibles du Bénin
Source des données : EMPOWER/CARE/USAID, 2017

L'analyse des résultats de la figure 13 montre que les formes de violences basées sur le genre se présentent dans l'ordre suivant : les violences verbales et psychologiques (86%), les violences physiques (76 %), la traite des femmes et des jeunes filles (47 %), les violences sexuelles (44 %) et les pratiques traditionnelles néfastes (43 %).

Le phénomène trouve son fondement dans des déterminants religieux (autorité de l'homme sur la femme, selon Dieu), économique (pauvreté, dépendance économique de la femme) mais surtout dans des déterminants socioculturels selon lesquels l'homme est supérieur à la femme qui lui doit une soumission totale. L'homme décide donc à la place de la femme et peut assurer sa « correction » en cas d'erreur de sa part (EMPOWER/CARE/USAID, 2017).

Par ailleurs, les études du MCA-Bénin (2008) font état des spécificités de la question d'accès des femmes à la terre sur l'ensemble du territoire national. Autrement dit, les femmes ne connaissent pas les mêmes contraintes au Nord qu'au Sud. L'analyse de la situation actuelle est également présentée par rapport aux grands groupes socioculturels (Fon, Adja, Yoruba, Nago, Dendi, Bariba, Peulh, etc.).

La revue des différents modes d'accès à la terre montre qu'il existe au Bénin une large gamme de droits d'accès. Parmi ces modes, quatre types permettent l'accès à la propriété foncière :

- l'accès par occupation qui tend à disparaître ;
- l'héritage dont les femmes continuent d'être exclues dans certaines régions du Bénin qui tend aussi à disparaître sous l'effet combiné de la pression démographique et de l'expansion des cultures de rente ;
- l'achat dont le caractère onéreux est contraignant, surtout dans le cas de marchés financiers imparfaits en particulier pour les femmes qui sont souvent sans revenus
- le don qui permet à certains parents avertis de permettre à leurs enfants filles ou à leurs femmes ;
- d'accéder en partie à leur patrimoine immobilier.

Les femmes accèdent au foncier principalement par achat, héritage, alliance et don ; les hommes par héritage patrilinéaire et achat. Chez les hommes 73 % des superficies disponibles sont en propriété tandis que pour les femmes, ce sont seulement 54 %. 53 % de femmes sont propriétaires d'au moins une parcelle contre 78 % des hommes.



Les femmes doivent louer les terres et celles qui leur sont proposées sont souvent de basse qualité. En effet, de manière générale dans toutes les régions du Bénin, la caractéristique des terres cultivées par les femmes est double : une terre laissée à l'abandon car appauvrie et une terre de petite surface. Les femmes "héritent" le plus souvent des terres laissées à l'abandon et appauvries. Les causes de la situation précaire des femmes sont d'ordre sociologique, économique et institutionnel : (i) la considération de la femme comme un "bien", (ii) le taux d'analphabétisme, (iii) les causes historiques dans le régime foncier ancien du lignage (le chef de terre la transmet au chef de famille), (iv) le manque d'autonomie de la femme, (v) la pression démographique sur les ressources naturelles, (vi) le non enregistrement des mariages et les nombreux divorces.




Les enfants, les adolescent(e)s, les femmes, en particulier les plus vulnérables, ont le droit d'être protégés contre les abus, les violences et l'exploitation.




5.4.1. Bilan environnemental des réalisations du PAFILAV



Le bilan environnemental du PAFILAV est présenté à travers la matrice suivante.


Tableau 13: Synthèse du bilan environnemental du PAFILAV


Commune	Site	Enjeux environnementaux (impacts négatifs et positifs)	Enjeux sociaux	Quelques photos des sites
PARAKOU	Marché à bétails de Tourou	<ul style="list-style-type: none"> - Perturbation de la flore - Diminution des terres arables - Pollution du site par les excréments d'animaux - Rejet des eaux usées - Pollution atmosphérique - Perturbation des habitats fauniques - Pollution des eaux de surface - Perte du couvert végétal 	<ul style="list-style-type: none"> - Conflits entre éleveurs et revendeurs du marché - Augmentation de revenus - Disponibilité de ruminants, de viande, du fromage, du lait, etc. - Maintien des bétails surplace - Réduction des conflits liés aux couloirs de transhumance - Présence des différents acteurs du marché - Incivisme dû aux cas de braquage - Présence des agents de sécurité publique 	 




	Marché à bétail de Kpassagambou	<ul style="list-style-type: none"> - Perturbation de la flore - Diminution des terres arables - Pollution du site par les excréments d'animaux - Rejet des eaux usées - Pollution atmosphérique - Perturbation des habitats fauniques - Pollution des eaux de surface 	<ul style="list-style-type: none"> - Conflits entre éleveurs et revendeurs du marché - Augmentation de revenus - Disponibilité de ruminants, de viande, du fromage, du lait, etc. - Maintien des bétails surplace - Réduction des conflits liés aux couloirs de transhumance - Présence des différents acteurs du marché - Incivisme dû aux cas de braquage - Présence des agents de sécurité publique 	 
PERERERE	Boucherie centrale	<ul style="list-style-type: none"> - Pollution du site par les excréments d'animaux - Rejet des eaux usées - Pollution atmosphérique - Exposition des produits consommables aux différents insectes - Perte du couvert végétal 	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'emplois - Augmentation de revenus - Disponibilité de ruminants, de viande, du fromage, du lait, etc. - Amélioration de la production et de la qualité des produits - Amélioration de la compétitivité des 	


			produits - Accessibilité de la viande à la population riveraine	
KOUANDE	Boucherie centrale	- Pollution du site par les excréments d'animaux - Rejet des eaux usées - Pollution atmosphérique - Exposition des produits consommables aux différents insectes - Perte du couvert végétal	- Création d'emplois - Augmentation de revenus - Disponibilité de ruminants, de viande, du fromage, du lait, etc. - Amélioration de la production et de la qualité des produits - Amélioration de la compétitivité des produits - Accessibilité de la viande à la population riveraine	 


PEHUNCO	Boucherie du marché central	<ul style="list-style-type: none"> - Pollution du site par les excréments d'animaux - Rejet des eaux usées - Pollution atmosphérique - Exposition des produits consommables aux différents insectes - Perte du couvert végétal 	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'emplois - Augmentation de revenus - Disponibilité de ruminants, de viande, du fromage, du lait, etc. - Amélioration de la production et de la qualité des produits - Amélioration de la compétitivité des produits - Accessibilité de la viande à la population riveraine 	 
---------	-----------------------------	---	---	---




Communes	Infrastructures	Enjeux environnementaux (négatifs et positifs)	Enjeux sociaux (négatifs et positifs)	Quelques photos des sites
Copargo	Abattoir construite par la municipalité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ pollution des composantes : air, eau, sol par les diverses émissions/rejets et/ou des déversements accidentels du fait de la production des déchets provenant des 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Création d'emplois locaux ▪ augmentation des revenus des acteurs des filières Lait et Viande ▪ amélioration de 	




		<ul style="list-style-type: none"> animaux abattus (sang, peaux, panses, os, carcasse) 	la compétitivité des filières lait et viande	
	Boucherie construite par la municipalité	<ul style="list-style-type: none"> pollution des composantes : air, eau, sol par les diverses émissions/rejets et/ou des déversements accidentels du fait de la production des déchets provenant des animaux abattus (sang, peaux, panses, os, carcasse). 	<ul style="list-style-type: none"> Création d'emplois locaux augmentation des revenus des acteurs des filières Lait et Viande amélioration de la compétitivité des filières lait et viande amélioration de l'économie et la qualité de vie des populations par le conditionnement et la distribution de la viande 	


Bassila	Mini laiterie construite par le projet PAFILAV	<ul style="list-style-type: none"> ▪ pollution des composantes : air, eau, sol par les diverses émissions/rejets et/ou des déversements accidentels du fait de la production des déchets provenant des résidus de lait 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Création d'emplois locaux ▪ augmentation des revenus des acteurs de la filière Lait ▪ amélioration de la compétitivité de la filière Lait 	
	Magasin d'aliment à bétail construit par le projet PAFILAV	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Perte du couvert végétal ▪ Multiplication des rats dans le magasin du fait de la présence des aliments de bétail 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Création d'emplois locaux ▪ augmentation des revenus des éleveurs ▪ amélioration de la compétitivité de la filière ▪ amélioration de la santé des bœufs 	
Djidja	Magasin d'aliment à bétail construit par le projet PAFILAV	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Perte du couvert végétal ▪ Multiplication des rats dans le magasin du fait de la présence des aliments de bétail 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Création d'emplois locaux ▪ augmentation des revenus des éleveurs ▪ amélioration de la compétitivité de la filière amélioration de la santé des bœufs 	



	Parc de vaccination construit par le projet PAFILAV	<ul style="list-style-type: none"> -modification physique de l'environnement (sol, végétation, paysage, etc.) par des déboisements, inondation, de fortes pressions sur le sol dues au terrassement et au piétinement lors du passage des animaux -pollution des composantes : air, eau, sol par les diverses émissions/rejets et/ou des déversements des excréments provenant des animaux 	<ul style="list-style-type: none"> ■ amélioration variétale des races d'animaux d'élevage ■ Conflit entre éleveurs et agriculteurs 	
--	---	--	--	---

N°	Infrastructures	Positionnement	Enjeux environnementaux	Enjeux sociaux	Quelques photos des sites
commune de Bèmbèrèkè					
1	Mini-laiterie	Alibori Sud, Borgou - Nord (arrondissement Guéré)	<ul style="list-style-type: none"> - Piétinement des sols (enjeu mineur) - Destruction du couvert végétale (enjeu modéré) 	<ul style="list-style-type: none"> - Animation de mini laiterie ; - Formation du personnel ; - Ecoulement des aliments bruts 	





				transformés ; - Amélioration des conditions de vie des agents.	
2	Point de collecte de lait	Arrondissement de Baoura et de Guéré	<ul style="list-style-type: none"> - Piétinement des sols (enjeu mineur) - Dégradation du couvert végétal (enjeu mineur) 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité de lait à collecter - Animation du site par les acteurs . 	
3	Projet d'Appui à la Diversification Agricole	Alibori Sud, Borgou - Nord (arrondissement Guéré) et au Sud de mini-laiterie	<ul style="list-style-type: none"> - Piétinement des sols (enjeu mineur) - Perturbation de la circulation des riverains les bruits lors des travaux (la voie en terre) (enjeu mineur) 	<ul style="list-style-type: none"> - Animation du site ; - Transformation des produits bruts en produits finis - Disponibilités des produits transformés 	
4	Pompe à motricité humaine	A l'enceinte de la mini- laiterie	<ul style="list-style-type: none"> - Piétinement des sols (enjeu mineur) - Dégradation du couvert végétal (enjeu mineur) 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilités de l'eau potable ; - Approvisionnement en eau potable par le personnel 	




5	Groupe électrogène	A l'enceinte de la mini- laiterie	<ul style="list-style-type: none"> - Piétinement des sols (enjeu mineur) - Dégradation du couvert végétal (enjeu mineur) 	<ul style="list-style-type: none"> - Eclairage du site pour les agents pour leurs diverses préoccupations. - Perturbation des riverains par les bruits du moteur 	
6	Matériels de transformation et de conservation	A l'intérieur de la mini- laiterie, même	<ul style="list-style-type: none"> - Pas d'enjeu 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité des matériels de conservation des aliments fabriqués par les transformatrices 	
7	Matériels de transformation	A l'intérieur de la mini- laiterie, même	<ul style="list-style-type: none"> - Pas d'enjeu 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité des matériels de transformation des aliments pour les agents 	




8	Equipements	A l'intérieur de la mini- laiterie, même	- Pas d'enjeu	Pas d'enjeu	
			-		

N°	Infrastructures	Positionnement	Enjeux environnementaux	Enjeux sociaux	Quelques photos des sites
Gogounou					
1	Boucherie Centrale	- Centre-ville de Gogounou	<ul style="list-style-type: none"> - Pollution atmosphérique des odeurs - (enjeu mineur) - Destruction du couvert végétale (enjeu modéré) 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité de la viande ; - Amélioration des conditions de vie des Bouchers. 	 

2	Poste de vente	Centre-ville de Gogounou	<ul style="list-style-type: none"> - Piétinement des sols (enjeu mineur) - Dégradation du couvert végétal (enjeu mineur) 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité de la viande 	
3	Marché à bétail	Centre-ville de Gogounou	<ul style="list-style-type: none"> - Piétinement des sols (enjeu mineur) - Pollution de l'air par les odeurs des peaux des animaux ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Pollution de l'air par les odeurs des peaux des animaux peut engendrer les maladies aux riverains 	
4	Mini- laiterie	Centre-ville de Gogounou	<ul style="list-style-type: none"> - Piétinement des sols (enjeu mineur) - Destruction du couvert végétale 	<ul style="list-style-type: none"> - Animation de mini laiterie ; - Formation du personnel ; - Ecoulement des aliments bruts transformés ; - Amélioration des conditions de vie des agents. 	

N°	Infrastructures	Positionnement	Enjeux environnementaux	Enjeux sociaux	Quelques photos des sites
Kandi					
1	Boucherie de Kandi	Vers la voie de Ségbana	<ul style="list-style-type: none"> - Pollution atmosphérique des odeurs - (Enjeu mineur) - Destruction du couvert végétal (enjeu modéré) 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité de la viande ; - Amélioration des conditions de vie des Bouchers. 	
2	Salle de travail des animaux	A l'enceinte de la Boucherie	<ul style="list-style-type: none"> - Pollution de l'air 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité de la viande 	 
3	Salle de lavage des excréments	A l'enceinte de la boucherie	Pas d'enjeu	<ul style="list-style-type: none"> - Pas d'enjeu 	

3	Marché à bétail	A l'enceinte de la boucherie	<ul style="list-style-type: none"> - Piétinement des sols - Pollution de l'air par les odeurs des peaux des animaux ; - Dégradation du couvert végétal 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité des animaux pour les commerçants - Approvisionnement des bétails par les commerçants 	
4	Guichet de marché à bétail	A l'enceinte du marché	<ul style="list-style-type: none"> - Piétinement des sols (enjeu mineur) - Dégradation du couvert végétal (enjeu mineur) 	<ul style="list-style-type: none"> - Prélèvement des taxes sur chaque transaction ; - 	
5	Campement des peulhs	A 17 km de Kandi centre (voie de Banikoara)	<ul style="list-style-type: none"> - Piétinement des sols - Dégradation du couvert végétal (enjeu mineur) 	Pas d'enjeu	

N°	Infrastructures	Positionnement	Enjeux environnementaux	Enjeux sociaux	Quelques photos des sites
Sinendé					
1	Boucherie Centrale	Centre-ville de Sinendé	<ul style="list-style-type: none"> - Pollution atmosphérique des odeurs - (enjeu mineur) - Destruction du couvert végétale (enjeu modéré) 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité de la viande ; - Amélioration des conditions de vie des Bouchers. 	
2	Poste de vente	Centre-ville de Sinendé	<ul style="list-style-type: none"> - Piétinement des sols (enjeu mineur) - Dégradation du couvert végétal (enjeu mineur) 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité de la viande 	
3	Aire d'abattoir	Centre-ville de Sinendé	<ul style="list-style-type: none"> - Piétinement des sols (enjeu mineur) - Pollution de l'air par les odeurs des peaux des animaux ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Pollution de l'air par les odeurs des peaux des animaux peut engendrer les maladies aux riverains 	

Source : Documentation, Entretiens avec les parties prenantes et enquête de terrain, 2019

✓ **Constats environnementaux sur les réalisations de PAFILAV**

Plusieurs infrastructures ont été réalisées par le programme dans les communes des pôles 2 et 4. Il s'agit entre autres de forages, des marchés à bétail, de petites laiteries, des points de collecte, des magasins, des incinérateurs, de poste d'abattage, des pistes rurales, de parc de vaccination, des hangars et des couloirs de passage. Les données collectées et les observations faites sur le terrain ont permis de comprendre que dans les deux pôles agricoles (2 et 4) concernés par le programme, aucun sous-projet n'a fait objet d'étude d'impact environnemental et social séparée suivant les normes du décret 2017-033 du 06 juillet 2017 portant procédure d'organisation des évaluations environnementales en République du Bénin. Toutefois, lors de la réalisation des études techniques et socio-économiques, des chapitres sont consacrés aux aspects environnementaux et sociaux. Par ailleurs des missions de suivi environnemental sont organisées pour veiller à la mise en œuvre de quelques mesures de sauvegarde.

Le bilan des observations se présente comme suit :

N°	INFRASTRUCTURES	OBSERVATIONS
1	Magasins d'alimentation des bœufs	A l'exception du magasin de Savalou dont une partie de la toiture est défectueuse, les autres des Communes bénéficiaires fonctionnent. Toutefois, au niveau des sites, il a été noté une insuffisance dans le mode de gestion des produits avariés, ce qui constitue une source de pollution
2	Forages pour l'approvisionnement en eau	Dans les 98 % des Communes bénéficiaires, les forages fonctionnent. Cependant l'insuffisance dans l'aménagement des alentours entraîne des risques de souillure de l'eau et pourrait mettre en cause sa qualité. Cette situation pourrait être une source d'infections y compris pour les bétails
3	Marchés à bétail	Les marchés à bétail sont construits dans la plupart des Communes des Pôles de Développement Agricole 2 et 4. En effet, les sites abritant ces infrastructures sont dénudés (pas d'espèces ligneuses). Il n'existe pas de supports pour faciliter l'accrochage des animaux, ni d'ombrages pour les usagers et animaux. A Parakou (Tourou), le marché est implanté sur un site en pente, à proximité d'un lit mineur de cours d'eau ; ce qui est obstacle à l'écoulement normal des eaux. L'autre aspect concerne la problématique de la gestion des déchets ménagers qui font objet d'incinération pour les éliminer. Il est constaté que les déchets et autres débris se retrouvent encore éparpillés sur les sites. En outre, les toilettes sont globalement peu entretenues, ce qui est une source importante de pollution et de maladies.
4	Hangars	Tous les hangars érigés dans les marchés à bétails fonctionnent. Il apparut cependant des traces d'érosion hydrique en raison du fait

		qu'il n'existe pas de gouttières pour recueillir l'eau des toits et les conduire au sol.
5	Construction d'un incinérateur	A Parakou, un incinérateur est construit dans le Laboratoire La DECIRO. Cet équipement ne fonctionne pas et selon les informations recueillies, il pourrait s'agir d'un défaut de construction ou d'installation.
6	Poste d'abatage	Au niveau des postes d'abatage, la gestion des déchets surtout liquides pose de sérieux problèmes aux usagers. En effet, les eaux usées sont laissées dans les fosses non étanches sans aucune précaution de récupération et de traitement des eaux qui s'infiltrant dans le sol : risques de pollution des nappes phréatiques. Aucune mesure adéquate n'est prévue (incinérateur) pour détruire les organes ou débris ou viandes des animaux infectés exposant les usagers à toute sorte d'infection.
7	Munies laiteries	il est constaté une mauvaise gestion des déchets (gangs, cache-nez) et des eaux usées où aucune mesure adéquate n'est prise. A Tchaourou par exemple, une toilette est construite en face de la munie laiterie. Celle-ci devrait être démolie pour le respect des normes. A Bembéréké, la munie laiterie est construite non loin d'un bas-fonds ; ceci crée la dégradation de la clôture. Il manque également un dispositif de gestion des déchets.
8	Parc de vaccination des bétails	Au niveau de chaque site de parc de vaccination de bétails, il manque les mesures des déchets biomédicaux et de déchets solides (flacons des produits) après usages.
9	Pistes rurales	La construction des pistes rurales donne accès aux carrières et zones d'emprunts. Ces sites ne sont pas réhabilités et sont abandonnés. il n'existe pas de Plan de Gestion Environnemental et Sociale (PGES) spécifique.
10	Couloir de passage des animaux	Souvent source de conflits entre agriculteurs et éleveurs, la mise en œuvre du micro-projet du Couloir de passage des animaux n'a pas objet d'EIES en amont. il n'existe pas de mesures de durabilité de l'intervention

Source : Documentation, Entretiens avec les parties prenantes et enquête de terrain, 2019

Au total, la prise en compte des aspects environnementaux et sociaux dans le cadre de la mise en œuvre du PAFILAV est relative. Beaucoup d'efforts ont été faits en matière de suivi environnemental et de renforcement des capacités des acteurs.

Cependant, il faut indiquer que le projet ne disposait pas au sein de l'équipe de l'Unité de Gestion du Projet, un spécialiste en sauvegarde environnementale et sociale. Un cadre de Gestion Environnementale et Sociale n'avait pas été réalisé au cours de préparation du projet. L'ABE a été chargée de faire le suivi environnemental à travers une convention. Mais, les résultats restent mitigés en raison principalement du faible effectif existant au niveau de cette structure et de l'étendue des interventions du projet.

Par ailleurs, l'alignement des sous projets sur les procédures d'évaluation environnementale en vigueur au Bénin a souffert d'insuffisance. Les screening n'ont pas été convenablement exécutés (à l'exception de l'abattoir de Cotonou) pour ressortir les sous-projets assujettis afin d'effectuer le travail environnemental approprié.

Il a été constaté un véritable problème de gestion des déchets, toute chose qui s'est accentuée au cours de la phase d'exploitation des différentes infrastructures. Les bénéficiaires ne se sont pas appropriés les actions de reboisement des alentours des sites ; ce qui a entraîné un faible suivi des plants mis en terres.

Les suivis et surveillances environnementaux et sociaux ont manqué de régularité ce qui n'a pas été favorable à la prise en compte des aspects environnementaux.

6. IMPACTS/RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX POTENTIELS GENERIQUES

Les impacts environnementaux sont compris au sens large tel que le prévoit implicitement la définition de l'environnement contenu dans la loi-cadre sur l'environnement en République du Bénin (article 2, alinéa 5). Il s'agit ici de ressortir les avantages, risques/impacts environnementaux et sociaux qui pourraient résulter de la mise en œuvre des activités projetées. Ces impacts regroupent ceux qui auront des effets sur les composantes environnementales et sociales des localités réceptrices du projet que ce soit positivement ou de façon négative. Les principales activités sources d'impacts sont :

- réhabilitation de retenues d'eau et la réalisation de forages ;
- aménagement de d'aires de pâturage le long des couloirs de passage et autour des mini laiteries ;
- tracé et balisage de parcours ;
- Amélioration de l'accès aux intrants de qualité, des technologies améliorées et des services de vulgarisation améliorés ;
- Construction de marchés à bétail et de postes d'abattage ;
- remplacement des pompes manuelles de marchés à bétail et de postes d'abattage par des pompes solaires pour améliorer l'approvisionnement en eau ;
- construction d'un abattoir moderne à Parakou ;
- appui à l'installation des infrastructures et équipements complémentaires au profit des jeunes promoteurs ;
- renforcement des capacités des producteurs dans le domaine de la production et la conservation des fourrages et l'utilisation des résidus de récolte ;
- organisation de campagnes de vaccination subventionnées contre la maladie de Newcastle
- renforcement du dispositif de surveillance épidémiologique à travers le recyclage des agents des ATDA, des vétérinaires privés et des éleveurs.

L'analyse de l'état de référence du milieu d'accueil du projet révèle des enjeux environnementaux et sociaux auxquels des solutions pourraient être trouvées avec la mise en œuvre des activités projetées. Toutefois, le projet, à travers son exécution est susceptible de créer des modifications préjudiciables aussi bien au système écologique qu'à celui relatif au bien-être des populations de la zone du projet.

La matrice ci-dessous présente le cadre d'identification des impacts du projet à travers ses composantes, en lien avec les résultats attendus et les contraintes du milieu récepteur.

Tableau 14. Identification des impacts environnementaux et sociaux potentiels des composantes du projet

Enjeux environnementaux et sociaux		COMPOSANTES DU PROJET	
		Composante A : Amélioration des systèmes de production du lait et de la viande	Composante B : Renforcement des chaînes de valeur des filières lait et viande et promotion des entreprises d'élevage
Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle		***	***
Accroissement des revenus producteurs en général et des éleveurs en particulier		***	***
Atténuation de l'incidence de la pauvreté sur les ménages ruraux		***	***
Renforcement de l'accès à la matière première, aux technologies, aux équipements d'élevage		***	***
Renforcement de la compétitivité des entreprises d'élevage et l'emploi des jeunes		***	***
Impacts socio-économiques	Majeurs	x	x
	Mineur		
Augmentation des conflits domaniaux (entre producteurs et éleveurs)		**	*
Dégradation des écosystèmes naturels sensibles		**	*
Augmentation du taux de prévalence des certaines MST		**	**
Impacts environnementaux	Majeur		
	Moyen	x	x
	Mineur		

6.1. Impacts environnementaux et sociaux positifs potentiels du Projet

Les réalisations prévues dans le cadre de la mise en œuvre du PRODEFILAV-PEL seront d'une grande utilité en ce sens qu'elles auront des impacts positifs sur les bénéficiaires.

Durant la phase des travaux, le recrutement de la main d'œuvre locale et d'ouvriers locaux spécialisés contribuera à l'augmentation des revenus et à l'amélioration des conditions de vie de nombreux ménages. A cela s'ajoute le développement du petit commerce, de la restauration et d'activités connexes par les femmes et certains jeunes.

La réhabilitation des infrastructures dégradées et le renforcement des capacités des éleveurs auront un impact positif majeur sur les ressources en eau et le développement de l'élevage.

En outre, les activités du projet sur la lutte contre les maladies liées à l'eau auront un impact positif sur l'amélioration de la santé dans la zone du projet. Les activités d'Information Education et Communication (IEC) permettront de renforcer la connaissance de la

population locale par rapport à l'hygiène, aux maladies liées à l'eau et celles transmises sexuellement comme le SIDA.

Le Projet aura aussi un impact positif sur les conditions de vie des femmes par le développement d'activités génératrices de revenus, le renforcement de capacités en vue de l'émergence ou la consolidation des entreprises d'élevage, les coopératives féminines pour leur permettre de pouvoir s'affirmer dans leur rôle d'actrices de développement et ainsi, négocier par elles-mêmes leur positionnement au sein des instances de décision.

➤ **Impacts positifs génériques et transversaux**

🕒 ***Amélioration de la prise en compte de l'aspect GENRE***

Au Bénin, les femmes constituent 51,2% de la population et restent plus vulnérables au phénomène de la pauvreté que les hommes. Elles sont en minorité dans les emplois salariés et occupent très peu de places dans les instances de décision. Par contre, les femmes et les jeunes sont fortement impliqués dans les activités agricoles dans la zone du projet et s'adonnent prioritairement à l'agriculture et au petit élevage.

Les femmes sont présentes au niveau des activités de traite et de transformation du lait, notamment. Elles représenteront globalement 30% des bénéficiaires du projet. En veillant à un accès équitable des femmes aux facteurs de production notamment les équipements et l'accès au financement de même que le renforcement des services d'encadrement, le projet va non seulement engendrer une réduction de la pénibilité et du temps de travail des femmes mais également améliorer la productivité de la filière lait dans la ZIP avec pour corollaire la sécurité alimentaire pour de nombreuses familles et des milliers d'enfants. De plus, le développement des infrastructures de commercialisation notamment le renforcement du fonctionnement des mini-laiteries va contribuer à lever les difficultés d'écoulement du lait de qualité et des sous-produits de transformation, le **wagashi**, notamment. La mise en place des plateformes avec l'instauration de systèmes de contractualisation producteurs/commerçants et producteurs/transformateurs constituera un atout majeur pour la recherche de débouchés et l'écoulement des productions de lait et du fromage traditionnel et, à terme, entraînera l'augmentation des revenus des femmes.

Afin de permettre aux femmes de tirer un meilleur profit de l'opportunité offerte par le projet, celui-ci inclura un paquet de services intégrés visant à les doter de capacités techniques et sociales adaptées ainsi que de compétences de vie nécessaires au renforcement de leur rôle stratégique et pratique dans le développement et surtout l'amélioration de leur statut de femme. Le projet travaillera également à mieux structurer les associations de femmes en particulier autour des mini-laiteries avec l'appui du Ministère de la Promotion de la Femme à travers ses Instituts de Formation et d'Éducation Féminine (IFEFF) présentes dans la zone. Sur la base des besoins en renforcement de capacités identifiées par les animatrices rurales des IFEFF, des formations sur différents modules seront dispensées à l'ensemble des membres des associations féminines afin de développer en leur sein des réflexes de gestion professionnelle des activités et l'acquisition de comportements idoines

en matière d'hygiène lors de la traite des vaches, de santé, de nutrition et de préservation de l'environnement.

Le projet s'assurera de l'intégration des femmes dans les différents comités et bureaux mis en place dans le cadre du projet (Comités de Gestion et les bureaux exécutifs). À cet effet, une représentation minimale d'au moins 30% de femmes devra être préconisée lors de l'organisation/structuration des groupements et coopératives.

La cellule genre du MAEP assurera le suivi rapproché pour s'assurer de sa participation équitable à la gestion ainsi qu'aux bénéfices du projet. Il est également prévu d'établir un système de suivi-évaluation à partir de données désagrégées selon le sexe ainsi que sur des indicateurs liés au genre et basé sur une analyse du genre dans les communes.

🕒 *Promotion des entreprises d'élevage et de l'emploi des jeunes*

Ce volet permettra de développer la culture d'entreprise chez les jeunes porteurs de projets en vue d'augmenter les revenus et de créer des emplois décents pour les jeunes et les femmes. Le projet assistera l'éclosion de petites grappes de jeunes promoteurs d'entreprise d'élevage et touchera directement environs 200 jeunes filles et garçons formés par le PDAB aux métiers de l'agriculture et de l'entrepreneuriat agricole, et installés dans tous les maillons de la chaîne de valeur lait et viande

Le développement de l'entrepreneuriat permettra de rendre le milieu rural attractif, et créer plusieurs pôles de production dans la zone du projet. À cet effet, le projet travaillera en étroite collaboration avec les Institutions de Microfinance (IMF) présentes dans la zone et assistera les jeunes à mieux fiabiliser les dossiers de crédit et accéder ainsi aux ressources financières disponibles. Cette initiative vise à terme, par son effet multiplicateur à toucher un plus grand nombre de jeunes. Le projet facilitera également l'accès de jeunes promoteurs aux matériels, équipements et intrants critiques (kits de base) en fonction de leurs plans d'affaires et domaines de spécialisation.

🕒 *Autres retombées sociales du projet*

L'augmentation du pouvoir d'achat des ménages bénéficiaires permettra aux ménages, particulièrement aux femmes, d'accéder plus facilement aux services socio-économiques de base et de renforcer leur pouvoir d'achat. Le projet contribuera dans son ensemble à améliorer les indicateurs de vie et à réduire l'exode rural, notamment les jeunes, grâce aux investissements projetés.

En favorisant la participation et l'accès des bénéficiaires aux processus décisionnels et par l'implication étroite des communes (choix des sites, sécurisation foncière, gestion des infrastructures communautaires, gestion des conflits agriculteurs-transhumants, entretien des pistes, etc.), le projet contribuera aussi à conforter le processus de développement local, la bonne gouvernance et le contrôle citoyen.

6.2. Impacts et risques environnementaux et sociaux négatifs potentiels

Les activités du projet pouvant avoir un impact sur les composantes environnementales et sociales des zones d'intervention sont essentiellement celles des **sous-composantes A.1** (*Appui à l'amélioration de l'alimentation des animaux et la sous-composante*) et **B.3** (*Mise en place des infrastructures de soutien à la transformation et à la commercialisation et d'un mécanisme de financement*). Ces activités sources d'impacts négatifs potentiels concernent notamment :

- appui à 10 promoteurs privés pour l'acquisition de kits destinés à la production et à la commercialisation du fourrage ;
- appui aux promoteurs privés organisés pour l'acquisition de 35 broyeurs destinés à la fabrication des blocs multi nutritionnels densifiés ;
- amélioration de l'abreuvement du bétail par la réhabilitation de 8 retenues d'eau et la réalisation de 20 forages avec système d'exhaure ;
- aménagement de 2.500 ha d'aires de pâturage le long des couloirs de passage et autour des mini laiteries ;
- tracé et balisage de 1.000 km de parcours en complément aux réalisations du PAFILAV, des projets en cours et d'autres partenaires ;
- construction de 5 marchés à bétail et de 8 postes d'abattage ;
- remplacement des pompes manuelles de 7 marchés à bétail et de 10 postes d'abattage par des pompes solaires pour améliorer l'approvisionnement en eau ;
- construction d'un abattoir moderne à Parakou ;
- appui à l'installation des infrastructures et équipements complémentaires au profit des 200 jeunes promoteurs.

6.2.1. Impacts et risques environnementaux et sociaux négatifs potentiels d'aménagement des aires de pâturage, de réhabilitation des retenues d'eau, de tracé et balisage, construction de marchés à bétail, d'abattoir et postes d'abattage

6.2.1.1. Impacts et risques environnementaux négatifs potentiels

Les impacts et risques environnementaux négatifs potentiels du projet concerneront surtout : les risques de pollution et de dégradation de la qualité de l'eau, de l'air et les nuisances sonores qui proviendront des véhicules et engins de chantier.

➤ Phase de construction

Perte du couvert végétal

Le développement des compétences en agroalimentaire et l'exportation engendrera la construction des infrastructures industrielles qui occasionnera la libération des emprises, qui pourrait avoir des impacts négatifs sur le milieu biologique en termes de destruction de la végétation lors des déboisements potentiels. En effet, une réduction du couvert végétal suite à l'abattage d'arbres pour libérer les zones d'emprise est probable.

Pollution des eaux

Le lavage des matériels de travail tels que les bétonneuses ainsi que les engins motorisés pourraient altérer la qualité physico-chimique des eaux particulièrement de surface. Par ailleurs, le mode de prélèvement de ces eaux lors des travaux peut également occasionner une pollution de celles-ci, si des dispositions idoines ne sont pas prises.

Pollution du milieu par les rejets des déchets solides et liquides

La mauvaise gestion des déchets solides et liquides issus de la préparation des emprises, du fonctionnement de la base-vie, de la construction des infrastructures et de l'exploitation de ces dernières peut constituer une source de nuisances pour le milieu récepteur (sols, eaux, etc.) et la santé publique. La gestion saine de ces déchets incombe aux entrepreneurs adjudicataires des travaux et aux exploitants des infrastructures.

Dégradation de la qualité de l'air

Pendant les travaux, l'exploitation des zones d'emprunts pourra générer des envols de poussière qui pourraient altérer la qualité de l'air et partant, des problèmes de santé si des mesures d'atténuation ne sont pas prises.

Impacts et risques sociaux négatifs potentiels Les impacts et risques sociaux négatifs potentiels associés au projet sont entre autres : la perturbation du cadre de vie ; l'acquisition probable de terres pour l'implantation des infrastructures ; l'occupation de terrains privés par les engins et équipements des chantiers ; la destruction probable de cultures, les risques de perturbation de vestiges culturels lors des fouilles, les risques d'accidents, d'incendie, d'explosion et d'électrocution lors des travaux et pendant l'exploitation des infrastructures, les risques de perturbation des réseaux des concessionnaires (électricité, eau, téléphone), etc.

➤ Phase d'exploitation

Dégradation / insalubrité de l'environnement du site et production des eaux usées

Les déchets du marché de bétail, les eaux usées des postes d'abatage. En effet, les eaux usées sont laissées dans les fosses non étanches sans aucune précaution de récupération et de traitement des eaux qui s'infiltrent dans le sol pour finir par la contamination des eaux et des nappes phréatiques, la pollution des retenues d'eau par les animaux, etc. La mauvaise gestion de ces déchets va occasionner des nuisances environnementales et sanitaires. De même, des eaux usées sanitaires seront aussi produites sur le site. Un réseau de collecte de ces eaux sera installé pour les transférer vers une fosse d'accumulation étanche qui sera créée.

Pollution du sol par les huiles usagées

Les huiles usagées proviennent des moteurs (grosses machines de l'abattoir moderne et autres infrastructures), des chariots, etc. En absence des dispositions adéquates de gestion, ces huiles pourront entraîner la pollution des sols.

Augmentation du niveau de bruit ambiant et pollution sonore

Le bruit proviendra du fonctionnement des équipements dans l'enceinte de l'abattoir moderne. Ce bruit est susceptible de causer de gêne qu'aux ouvriers ainsi que les populations riveraines.

6.2.1.2. Impacts sociaux négatifs potentiels

Les impacts sociaux négatifs potentiels associés au projet sont entre autres : la perturbation du cadre de vie, la perte des terres, la perturbation des sources de revenus pour les activités formelles et informelles, les risques d'accidents, d'incendie, d'explosion et d'électrocution lors des travaux et pendant l'exploitation des infrastructures, etc.

➤ Phase de construction

Perte des terres

La mise en œuvre des activités du PRODEFILAV-PEL nécessitera l'acquisition de terrain pour réaliser les aménagements, les installations temporaires de chantier durant les travaux et la réinstallation éventuelle des personnes déplacées des emprises des ouvrages.

Perturbations des sources de revenus pour les activités formelles et informelles

La mise en œuvre des activités du projet pourra entraîner les pertes de revenus pour les personnes qui exercent une activité informelle sur les emprises des ouvrages à construire (artisans ; marchands et petits commerçants ; etc.). En effet, bien que la délocalisation des populations sur les différents sites pris individuellement, soit d'envergure relativement réduite, les effets cumulatifs pourraient être significatifs. Par conséquent des populations (artisans, commerçants, cultivateurs, etc.), installées sur les servitudes réservées pour la réalisation des travaux, pourraient être affectées. La libération et le dégagement des emprises vont nécessiter la destruction de quelques biens et/ou provoquer la perturbation des activités socioéconomiques.

Déplacement involontaire de populations

La réalisation des infrastructures de tracé et balisage, construction de marchés à bétail, etc. pourrait entraîner des pertes de biens (terres, habitations, cultures), des déplacements involontaires et même des pertes de revenus. La mauvaise gestion de ces pertes pourrait engendrer des conflits fonciers.

Pollutions et nuisances sur le cadre de vie

Les pollutions (rejets anarchiques des déchets solides et liquides issus des chantiers : gravats et déblais provenant de la préparation de sites, fouilles, fondations ; huiles de vidange des moteurs ; etc.) qui seront provoquées par les activités du projet sont une menace qui pèse sur l'hygiène et la salubrité publique. Il en est de même de la manipulation inadéquate des matériaux fins (ciment et sable) qui risque d'altérer le cadre de vie des populations et d'indisposer les habitants du voisinage (poussière). Des déchets solides seront générés en phase de préparation, suite au défrichage et au nettoyage des sites avant l'installation des chantiers. A ces ordures, s'ajouteraient des déblais qui seront

produits lors des travaux de construction des infrastructures (marchés à bétail, abattoir moderne, l'installation des infrastructures et équipements). Ces ordures devront être bien gérées car, leurs accumulations risquent de transformer ces lieux en dépotoirs d'ordures et indisposer le voisinage.

Pollution acoustique

Pendant la phase des travaux, les véhicules et engins du chantier provoqueront des nuisances sonores avec leurs allers et retours. En effet, les travaux de génie civil étant toujours associés aux bruits de la machinerie, l'on peut retenir que les engins du chantier entraîneront une modification considérable du climat sonore qui pourra être gênant pour les riverains.

Atteinte à la santé et à la sécurité des travailleurs

Les risques d'accidents, du fait de la circulation des engins et véhicules de chantier pendant les travaux, restent à prendre en considération. Il en est de même pour ce qui concerne les risques d'explosion et d'incendie liés à la gestion des stocks de carburant.

Les travaux de construction de l'usine, du bâtiment administratif et des infrastructures connexes sont susceptibles de porter atteinte à la sécurité et à la santé des ouvriers à travers des cas de blessures ou de malaises en l'absence de port d'Équipement de Protection Individuelle (EPI).

Risques de propagation des IST et VIH/SIDA

L'accroissement des revenus des ouvriers peut faire naître chez ces derniers l'envie d'entretenir des relations sexuelles avec les jeunes filles des localités abritant les sites de travaux. Ces types de relation sans la prise de mesures minimales de protection avec des partenaires inconnus(es) peuvent favoriser la propagation des IST/VIH/SIDA si l'un ou l'autre des partenaires se trouve être malade.

Frustration sociale en cas de non emploi de la main-d'œuvre locale

La non-utilisation de la main-d'œuvre résidente à compétence égale lors des travaux pourrait engendrer des frustrations (et même des conflits au niveau local). Le recrutement local de la main-d'œuvre non qualifiée devrait être encouragé. Cela permettrait non seulement d'offrir des emplois aux jeunes sans emploi, mais surtout une appropriation locale du projet. La frustration née du non emploi des « locaux » peut entraîner des actes de vandalisme pendant et après les travaux. En revanche, leur recrutement peut constituer un motif de sécurité, de garantie, de préservation et de protection des infrastructures.

Risque de dégradation précoce des infrastructures critiques

Le recrutement des entreprises non qualifiées ou le mauvais suivi des activités du projet pourrait amener les entreprises à augmenter leurs marges bénéficiaires par l'utilisation des matériaux non adaptés. Toute chose qui pourrait conduire donc à une destruction précoce des infrastructures.

Perturbation des us et coutumes

Le comportement du personnel ouvrier venu d'ailleurs peut engendrer des difficultés d'intégration et d'acceptation si celui-ci ne respecte pas les us et coutumes de la population hôte.

Risques de conflits sociaux en cas d'occupation de terrains publics ou privés

Le stockage non autorisé de matériaux et/ou d'engins de travaux sur des terrains privés pourrait générer des conflits avec les propriétaires, surtout en cas de leur pollution/dégradation.

Risque de vol, de pillage, d'effraction et de sabotage des chantiers

On peut craindre également des actes de vandalisme lors du démarrage du projet, si la population locale n'est pas bien informée, si elle n'est pas associée au projet ou si elle ne mesure pas l'utilité de ces travaux.

Abus sexuels sur les personnes vulnérables (filles mineures, veuves, femmes démunies, etc.)

Pendant la phase de construction, la venue de la main-d'œuvre étrangère présente un risque pour les personnes vulnérables en termes d'abus sexuels sur des filles mineures et des veuves démunies.

Agression et harcèlement sexuel

Pendant la phase de construction et en absence des mesures préventives, on pourrait craindre des formes de contact sexuel non consensuel (le harcèlement, la tentative de viol, ainsi que les baisers non désirés, les caresses, ou le toucher des fesses, les clins d'œil, etc.). De même, le recrutement et la présence des ouvriers sur les chantiers pourraient entraîner des avances sexuelles non désirées, des demandes de faveurs sexuelles et d'autres comportements verbaux ou physiques de nature sexuelle.

Agression physique et harcèlement moral

La phase des travaux pourra entraîner l'augmentation des actes de violence physique entre au sein du personnel de chantiers. Exemples : frapper, gifler, étouffer, bousculer, etc. Il en est de même du harcèlement moral qui pourrait se manifester par des injures, des réprimandes, des brimades, le manque de respect et de courtoisie, etc.

Risque de développement du travail des enfants

Pendant la phase de réalisation des travaux de construction du projet, il y a le risque de développement du travail des enfants dans un contexte où les incidences de la pauvreté pourraient en occasionner.

Pressions sur les ressources en eau

Les besoins en eau des chantiers vont occasionner des prélèvements dans les points d'eau avoisinants (cours d'eau, forages, etc.). Toutefois, compte tenu des besoins limités des chantiers, les risques d'épuisement sont relativement faibles.

Déplacement de populations et/ou destruction de biens liés aux mauvais choix des sites

Le choix du site mis à disposition par les autorités locales ou les propriétaires fonciers, pourrait constituer une question très sensible au plan social. En effet, un site pressenti peut faire objet de conflits si des personnes en revendiquent la propriété ou sont en train de l'utiliser à des fins agricoles, d'habitation ou autres utilisations culturelles ou coutumières. Dans ces cas de figure, le choix du site et son aménagement pour la construction des infrastructures pourraient déboucher sur une procédure d'expropriation même si, pour certains villages, il existe des réserves foncières.

➤ Phase d'exploitation

Risques d'incendies et d'explosion

En phase d'exploitation, le fonctionnement des infrastructures (marchés à bétail, abattoir moderne, l'installation des infrastructures et équipements) pourrait entraîner des risques d'explosion.

Risque d'explosion ou incendie à l'intérieur des infrastructures et abattoir moderne

Des risques d'explosion pouvant entraîner des dégâts corporels avec mort d'hommes dans dans l'enceinte de l'abattoir sont à prévoir si des dispositions idoines ne sont pas prises.

Risques d'augmentation des grossesses non désirées, de contamination par les Infections Sexuellement Transmissibles (IST) et le SIDA

Les comportements sexuels à risque entre personnel de l'unité et la population féminine de la zone du projet ou venues d'ailleurs peuvent entraîner des contaminations par certaines maladies infectieuses, notamment les IST et le VIH/SIDA d'une part et des grossesses non désirées d'autre part si des mesures adéquates ne sont pas prises.

Risques d'affection respiratoire et sanitaire

Les risques d'affection respiratoire se caractérisent par l'intrusion dans l'air de matières ou de gaz qui altèrent sa qualité au-delà des seuils admissibles. Elle sera causée par l'émission des fumées provenant du fonctionnement des différentes machines. En effet, les affections ORL et OPHTALMO provoquées par les émissions de poussières, de bruits, de fumées et de gaz, touchant les usagers du site notamment les personnes employées par le promoteur et les riverains du site

Atteinte à la santé et à la sécurité des travailleurs

Les brûlures, les coups et blessures puis d'autres maladies professionnelles propres à l'environnement de travail auxquels les employés intervenant dans l'enceinte de l'abattoir seront exposés. Il s'agit ici des risques spécifiques auxquels sont exposés les employés .

Les impacts sur la santé et la sécurité des travailleurs découleront des activités de transformation des noix d'anacarde, des opérations d'embouteillage et de conditionnement et de l'acheminement vers le magasin de stockage. Une mauvaise manipulation du matériel de travail pourrait engendrer des blessures chez les employés.

Les travaux d'entretien des équipements et de traitement des eaux usées seront également source de risque pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Risques d'intoxication alimentaires et de maladies professionnelles

Les risques d'intoxication alimentaires et de maladies professionnelles qui subsistent dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet interviendront lors de la phase d'exploitation. Ils se rapportent entre autres de :

- l'utilisation des matières premières de mauvaise qualité ;
- l'utilisation des adjuvants toxiques ;
- le non respect des règles d'hygiène et de sécurité sanitaire des aliments ;
- l'absorption de gaz ou substances toxiques ;
- l'infection par des microbes spécifiques à l'environnement de travail.

En somme, l'intoxications alimentaires relatifs au non respects des normes d'hygiènes au sein de l'abattoir et à l'utilisation des substances toxiques comme ingrédients. C'est un risque assez important dans le secteur de l'industrie agroalimentaire qui soulève la problématique de santé publique à laquelle sont exposés l'ensemble des consommateurs.

6.2.2. Impacts environnementaux et sociaux potentiels du tracé et balisage de 1000 km de parcours et d'aménagement d'aires de pâturage

6.2.2.1. Impacts et risques environnementaux négatifs potentiels

Les impacts environnementaux négatifs du projet concerneront surtout : l'érosion des sols (instabilité des sols), les risques de pollution et de dégradation de l'eau, de l'air, la perte du couvert végétal due aux défrichements pour dégager les emprises et les nuisances sonores qui proviendront des véhicules et engins de chantier.

➤ Phase de construction

Perte du couvert végétal

Les travaux de libération de l'emprise pour le tracé et balisage de 1000 km de parcours et d'aménagement d'aires de pâturage pourraient entraîner la perte du couvert végétal. En effet, la libération des zones d'emprise pourrait engendrer une réduction du couvert végétal suite à l'abattage d'arbres.

Comblement et pollution des eaux de surface

Les travaux du tracé et balisage de 1000 km de parcours et d'aménagement d'aires de pâturage entraîneront le comblement, la pollution et la modification du régime hydrographique des différents cours d'eaux et plans d'eaux. De même, l'utilisation des camions et des machines lourdes lors des travaux entraîneront la production des huiles usagées dont les écoulements accidentels seront entraînés par les eaux de ruissellement vers les eaux de surface, polluant ainsi les cours d'eau et plans d'eau. .

Dégradation de la qualité de l'air

Pendant les travaux, l'exploitation des zones d'emprunts pourra générer la poussière qui pourrait altérer la qualité de l'air si des mesures d'atténuation ne sont pas prises. Ainsi, les populations des campements ou des villages proches du tracé et balisage et d'aménagement d'aires de pâturage pourraient être victimes de maladies respiratoires suite aux poussières soulevées dans le cadre des travaux.

Dégradation et compactage du sol

La dégradation et le compactage du sol résulteront des activités de démolition, de terrassement, de remblais, de l'exploitation des carrières pendant la phase de construction ainsi que des nombreux déplacements des camions et autres engins de chantier.

➤ Phase d'exploitation

Pollution de l'air et production des déchets

Elle résulte de l'émission de fumées et production des déchets dus au transport et à la circulation des usagers et biens d'une part, et des entretiens courants et périodiques de l'ouvrage d'autre part, pendant la phase d'exploitation.

Dégradation des voies d'accès

En phase d'exploitation et en absence d'entretien des ouvrages, on assistera à la dégradation de la voie d'accès.

6.2.2.2. Impacts et risques sociaux négatifs potentiels

Les impacts et risques sociaux négatifs potentiels associés au projet sont entre autres : la perturbation du cadre de vie ; la destruction probable de cultures, les risques d'accidents, d'incendie, d'explosion et d'électrocution lors des travaux et pendant l'exploitation des infrastructures, les risques de perturbation des réseaux des concessionnaires (électricité, eau, téléphone), etc.

➤ Phase de construction

Accidents de circulation et de chantiers

Les risques d'accidents, du fait de la circulation des engins et véhicules de chantier pendant les travaux, restent à prendre en considération. Il en est de même pour ce qui concerne les risques d'explosion et d'incendie liés à la gestion des stocks de carburant.

Perturbation de la circulation des biens et personnes le long du tracé et balisage et d'aménagement d'aires de pâturage

Les travaux de tracé et balisage et d'aménagement d'aires de pâturage provoqueront une perturbation de la circulation des véhicules et des piétons augmentant engendrant ainsi des retards voire des ruptures dans les approvisionnements des biens et services.

Perte des terres

La mise en œuvre des activités du PRODEFILAV-PEL nécessitera l'acquisition de terrain pour réaliser les aménagements et voies de déviation, installations temporaires de chantier durant les travaux et la réinstallation éventuelle des personnes déplacées des emprises des ouvrages.

Perte de cultures et des plantations

Les activités du tracé et balisage et d'aménagement d'aires de pâturage pourraient entraîner la destruction de quelques pieds de cultures pérennes et de cultures vivrières dans les servitudes des pistes rurales à construire. La destruction d'arbres à vocation économique et la perte des cultures constituent un impact irréversible et occasionnent une perte de revenus pour les populations qui les exploitent.

Perturbation/dégradation des réseaux des concessionnaires

Le démarrage du tracé, balisage et d'aménagement d'aires de pâturage sans l'identification préalable de l'emplacement des réseaux des concessionnaires, pourrait occasionner des perturbations des réseaux enterrés d'électricité, d'eau potable et de téléphone.

Risques de propagation des IST et VIH/SIDA

L'accroissement des revenus des ouvriers peut faire naître chez ces derniers l'envie d'entretenir des relations sexuelles avec des jeunes filles des localités abritant les sites de travaux. Ces types de relation sans la prise de mesures minimales de protection avec des partenaires inconnus(es) peuvent favoriser la propagation des IST/VIH/SIDA si l'un ou l'autre des partenaires se trouve être malade.

Frustration sociale en cas de non emploi de la main-d'œuvre locale

La non-utilisation de la main-d'œuvre résidente à compétence égale lors des travaux pourrait susciter des frustrations (et même des conflits au niveau local). Le recrutement local de la main-d'œuvre non qualifiée devrait être encouragé. Cela permettrait non seulement d'offrir des emplois aux jeunes sans emploi, mais surtout une appropriation locale du projet. La frustration née du non emploi des « locaux » peut entraîner des actes de vandalisme pendant et après les travaux. En revanche, leur recrutement peut constituer un motif de sécurité, de garantie, de préservation et de protection des infrastructures.

Risque de développement du travail des enfants

Pendant la phase de construction du projet, il y a le risque de développement du travail des enfants dans un contexte où les incidences de la pauvreté pourraient en occasionner.

Perturbations des sources de revenus pour les activités formelles et informelles

La réalisation du tracé, balisage et d'aménagement d'aires de pâturage entraînera la perte ou la perturbation des sources de revenus pour les activités formelles et informelles des populations installées le long du périmètre (commerces, ateliers et garages divers, etc.).

➤ Phase d'exploitation

Pollution sonore

La pollution sonore résultera de la circulation des engins, des voitures et autres, qui produisent énormément du bruit pendant la phase d'exploitation. Ces bruits pourront perturber la tranquillité des populations riveraines.

6.2.3. Impacts et risques environnementaux et sociaux potentiels liés à l'augmentation de la production agricole

6.2.3.1. Impacts et risques environnementaux négatifs potentiels

Les impacts et risques environnementaux négatifs potentiels du projet concerneront entre autres : la destruction des espèces végétales et la perturbation des habitats fauniques, la pollution des eaux de surface, la dégradation de la qualité de l'air, la dégradation des sols du fait de l'usage des pesticides et des engrais chimiques et la pollution des eaux par des pesticides et des engrais chimiques.

➤ Phase préparatoire et des travaux

Destruction des espèces végétales et perturbation des habitats fauniques

En phase de préparation et des travaux, les activités d'abattage des arbres, de défrichage et de dessouchage pour l'installation des cultures vont engendrer la destruction de ressources ligneuses et non ligneuses. De même, les activités d'abattage des arbres, de défrichage et de dessouchage vont détruire les habitats naturels des animaux terrestres avec pour corollaire leur fuite et leur raréfaction dans le milieu.

Dégradation de la qualité de l'air

La pollution de l'air se caractérise par l'intrusion dans l'air de matières ou de gaz qui altèrent sa qualité au-delà des seuils admissibles. Elle sera causée par l'émission de poussières provenant des activités d'abattage des arbres, de défrichage, de dessouchage d'une part, et l'émission de fumée et de gaz fuyatifs (CO₂, NO_x, etc.) provenant des moteurs des véhicules et des engins agricoles, d'autre part.

Augmentation du niveau de bruit

La principale source de bruits dans le cadre des activités de préparation du terrain et des travaux d'aménagements agricoles sera celle du vrombissement des véhicules d'approvisionnement de chantier, des bulldozers utilisés pour l'abattage des arbres, les tracteurs et autres machines utilisés le défrichage et le labour.

Pollution des eaux de surface

L'exécution des travaux en amont des cours et plans d'eau pourrait les exposer directement au risque de pollution par les déchets solides, liquides et les résidus de produits utilisés dans les chantiers (ciment, hydrocarbures, etc.). En effet, les déversements accidentels des hydrocarbures et leur ruissellement peuvent contribuer à la contamination des eaux de surface.

➤ Phase d'exploitation

Production des déchets solides et liquides

Les principaux déchets qui peuvent être produits durant cette phase du projet sont les déchets issus de l'entretien des engins (des tracteurs, etc.) du tracé et balisage et d'aménagement d'aires de pâturage. Ces déchets peuvent être de la limaille de fer, des bouteilles, des huiles usagées, des déchets ménagers, des eaux usées, des sacs, des cartons, les sachets, bidons vides, etc. Ces déchets peuvent contribuer à la dégradation des sols et à la pollution des eaux de surface.

Altération de la qualité des eaux et pollution des sols

Le recours aux produits chimiques et la lutte contre les épizooties, va conduire à la modification de la qualité des eaux de surface et souterraines dans le cas de l'usage inadéquat des différents produits et/ou de stockage inadéquat de leurs contenants.

Les impacts seront : (i) modification des paramètres physico-chimiques des eaux ; (ii) altération de l'esthétique (qualité visuelle) suite à l'encombrement des sols et eaux par les emballages laissés sur place ; (iii) prolifération des plantes aquatiques envahissantes.

6.2.3.2. Impacts et risques sociaux négatifs potentiels

Les impacts et risques sociaux négatifs potentiels du projet sont entre autres : l'augmentation des accidents de circulation et nuisances diverses, la dégradation de la santé et la perte de vies humaines par intoxication, l'augmentation des risques sanitaires liés aux stockages et à la manipulation inadéquate des produits de traitement et de prévention des épizooties, etc..

➤ Phase des travaux

Risques d'accidents de travail

Les risques d'accidents concernent les chutes et les blessures lors des activités d'abattage des arbres, de défrichage et de dessouchage pour l'installation des cultures d'une part, et des activités de chargement et de déchargement des matériaux, d'installation de base vie, d'autre part.

Risques d'affection respiratoire et sanitaire

Les risques d'affection respiratoire se caractérisent par l'intrusion dans l'air de matières ou de gaz qui altèrent sa qualité au-delà des seuils admissibles. Elle sera causée par l'émission de

poussières provenant des activités d'abattage des arbres, de défrichement, de dessouchage, d'installations de base et d'ouverture de chantier.

➤ **Phase d'exploitation**

Augmentation des risques sanitaires liés aux stockages des produits obsolètes

La cohabitation avec des produits obsolètes fait peser des risques majeurs sur la santé des hommes et des animaux. Les mauvaises conditions de stockage de ces déchets toxiques engendrent des maladies de toutes sortes (cancer, tous, et autres) pour les êtres humains.

Pollution et dégradation de la qualité de l'air

Lors des opérations de pulvérisation, les particules des pesticides sont volatiles et peuvent être transportés dans l'atmosphère sur de longues distances lors du traitement des 2 500 ha aires de pâturage. C'est pourquoi, les pesticides sont susceptibles de contaminer les environnements éloignés du lieu de son utilisation.

Le tableau 15 présente la synthèse des impacts négatifs potentiels de l'utilisation des pesticides.

Tableau 15: Synthèse des impacts négatifs potentiels de l'utilisation des pesticides

Composante	Nature de l'impact
Biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> - Chimiorésistance des ravageurs - Intoxication de la faune et de la flore aquatique - Perte de Biodiversité
Santé humaine	<ul style="list-style-type: none"> - Intoxication aigue - Empoisonnement - Baisse du taux de cholinestérase - Baisse de la fécondité/stérilité - Perturbation du cycle endocrinien - Mortalité par contamination de la chaîne alimentaire

Source des données : Enquêtes de terrain, novembre 2019

Augmentation des conflits sociaux entre éleveurs et agriculteurs

La divagation des animaux a très souvent pour conséquence, la destruction des cultures et la dévastation des champs ; toute chose qui accroît les risques de confrontation entre agriculteurs et éleveurs mettant ainsi à mal, la cohésion sociale.

6.3. Analyse des impacts cumulatifs

L'interaction directe ou indirecte des impacts issus de plusieurs activités ou projets, peut donner lieu à des impacts cumulés. Les effets cumulatifs sont les changements subis par l'environnement en raison d'une action combinée avec d'autres actions humaines passées, présentes et futures. Ainsi, les différents projets et activités déjà exécutés ou en cours de réalisation au niveau de la zone d'intervention du PRODEFILAV-PEL ont été analysées à cet effet.

Les effets potentiels importants liés ces projets et affectant l'environnement biophysique et humain de la zone d'intervention du PRODEFILAV-PEL sont :

- la dégradation du couvert végétal ;
- la dénaturation de la qualité des sols par usage des pesticides;
- la dégradation de la qualité des eaux de surface et des eaux souterraines en raison lors des travaux de construction des postes d'abattage et de construction d'abattoir moderne;
- l'intoxication et de pertes en vies humaines du fait de la mauvaise manipulation des produits de traitement des ravages et épizooties ;
- la diminution de la nappe phréatique avec pour conséquence l'assèchement des points d'eau des populations locales ;
- l'aggravation des conflits entre agriculteurs et éleveurs ;
- etc.

➤ **Impacts cumulés du PRODEFILAV-PEL avec d'autres projets**

Impacts cumulés sur le milieu biophysique

Les impacts cumulatifs liés à la dégradation du couvert végétal à l'érosion des sols, la dégradation des sols, la dénaturation de la qualité des sols, la dégradation de la qualité des eaux de surface et des eaux souterraines lors de construction des postes seront d'une importance moyenne.

➤ **Impacts cumulés sur le milieu socio-économique**

Les effets cumulés liés à l'utilisation des produits de traitement des sites aménagés et des bétails affecteront la santé des populations, des espèces animales et végétales. En effet, l'utilisation des intrants agricoles par les différents projets entraine la dégradation de la santé humaine et/ou la perte en vies humaines, la disparition de certaines espèces animales et végétales. Ce sont des impacts cumulés d'une importance forte.

Les impacts cumulatifs liés différents projets sur la santé des populations, notamment en ce qui concernent la contamination des maladies hydriques, la transmission des MST/VIH-SIDA du fait de la cohabitation entre les populations autochtones et les travailleurs étrangers seront d'une forte importance.

Les impacts cumulatifs liés au bruit et à la dégradation de la qualité de l'air seront perceptibles par les populations. Toutefois, compte tenu des activités des autres projets, ces impacts sont considérés comme faibles.

Les **impacts cumulatifs des Incendies** sont d'une importance faible. En phase d'exploitation, l'abattoir moderne sera installé dans une zone non industrialisée.

Les **impacts cumulatifs des contaminations de l'air**. Les matières stockées et les réactions chimiques des produits ensilés produisent en permanence des poussières, des odeurs et des gaz qui peuvent s'avérer gênants voire nocifs pour la santé du personnel comme pour celle de la population avoisinante. La combinaison de la situation actuelle avec celle future entrainera un impact de forte importance en ce qui concerne la pollution de l'air par les poussières.

7. PARTICIPATION SOCIALE ET GESTION DES EFFETS SOCIAUX : PRINCIPES ET MODALITES EN CAS DE REINSTALLATION DES POPULATIONS

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet PRODEFILAV-PEL, il est nécessaire des prendre en compte des enjeux sociaux.

7.1. Mécanismes de gestion des effets sociaux

L'Unité de Gestion du Projet (UGP) sera responsable de l'élaboration des PAR suivant les phases clés suivantes :

- rédaction et validation des Termes de Références (TDR) ;
- information et consultation des communautés riveraines et des autres acteurs (chefs quartiers, chefs villages, chefs d'arrondissement, chefs coutumiers, les responsables des Associations de Développement, les Mairies, etc.) ;
- missions d'évaluation sociale : identification des PAPs et recensement des biens et actifs affectés ;
- élaboration des rapports de PAR ;
- examens et validation des rapports par l'ensemble des parties prenantes impliquées dont l'ABE
- approbation des rapports par la BAD ;
- Publication des rapports dans le pays (notamment dans les zones des sous projets) et sur le site web de la BAB avant la mise en œuvre de chaque PAR.

De même, les étapes spécifiques sont à suivre :

- Information des PAPS

Toutes les personnes concernées doivent être informées plus sur les risques et impacts sociaux négatifs (les pertes et perturbation sur les modes et conditions de vie des populations). Conformément aux dispositions du présent CGES, pour chaque sous projet objet d'un PAR dans le cadre du projet, les parties prenantes impliquées dont les PAP doivent être rigoureusement identifiées, informées et consultées et avoir l'opportunité de participer au processus d'élaboration et de mise en œuvre du plan de réinstallation. Au Bénin, à cause des problèmes fonciers, les populations sont souvent très préoccupées de connaître précisément les sites du projet, les personnes qui pourraient être affectées et les mesures de compensation des pertes de biens et actifs. Les élus (maires, chefs d'arrondissement, chef de village ou quartier), les notables, les chefs coutumiers, les associations de développement et les représentants des PAP doivent être informées de façon appropriée par le consultant commis par la cellule d'exécution du projet.

- Processus d'élaboration du Plan d'Action de Réinstallation (PAR)

Le PAR sera élaboré en parallèle avec toutes les autres études (faisabilité technique, génie civil, études de rentabilité économiques, études environnementales etc.) de façon à ce que

les considérations sociales soient bien mises en évidence et pris en compte dans la planification globale du projet. Si la proposition précède les études techniques, la fiche dénommée “feuille sociale” doit être administrée pour la localité concernée accompagnée d’une série de propositions pour gérer les problèmes relevés. C’est la phase de sélection sociale/tri ou screening réalisés de façon participative avec les parties prenantes impliquées dans le sous projet (services techniques, autorités administratives et coutumières, OP/ONG, représentants des PAP, etc.) sous la responsabilité du spécialiste social de l’UCP

Le type de PAR dépend de la nature et de l’ampleur des impacts sociaux négatifs sur les PAP. La politique SO 2 de la Banque précise que selon le type et amplitude des impacts (i) un Plan d’Action de Réinstallation (PAR) pour tous les cas de réinstallation involontaire qui combinent pour les PAP des cas de déplacements économiques et déplacements physiques; ii) un Plan Succinct de Réinstallation (PSR) pour les sous projets présentant des impacts mineurs et réversibles (par exemple lorsque les PAP ne sont pas physiquement déplacées et moins de 10% de leurs moyens de production sont détruits.

Les axes clés du processus de préparation des PAR après l’approbation des TdRs sont les suivants :

- information/sensibilisation sur les risques et impacts sociaux négatifs et consultations relatives aux critères d’éligibilité et aux principes d’indemnisation ;
- recensement des PAP et inventaire des biens individuels et collectifs affectés ;
- évaluation des pertes individuelles et collectives et des besoins d’appui ;
- négociation avec les PAP des compensations accordées ;
- conclusion d’ententes ou tentative de médiation ;
- rédaction du rapport du PAR ;
- examen, validation, et approbation ;
- publication du rapport (dans le pays et sur le site web de la Banque).

En conséquence, toutes les catégories de PAPs seront recensées et classées par catégorie sociale, les impacts consignés et les types d’assistance nécessaires clairement définis. Dans cette collecte, les questions seront proposées selon les catégories de cibles. Pour ce faire, il sera procédé à un recensement détaillé afin d’identifier les personnes potentiellement affectées (individus, ménages et collectivité familiale), les groupes vulnérables (femmes, enfants, personnes âgées, femmes chef de famille, etc.) et les catégories de squatters.

L’évaluation sociale se focalisera sur l’identification des bénéficiaires (données socio-démographiques, enquêtes sociales), le processus de participation, les mécanismes d’implication des acteurs, l’identification des personnes affectées et l’impact des travaux sur leur propriété, leur système de production et autres moyens de subsistance. Les études comprendront également une analyse institutionnelle et l’élaboration de systèmes de suivi et d’évaluation. Des calculs détaillés, portant sur l’économie des groupes familiaux et

l'identification de tous les impacts sont nécessaires et déterminants pour l'évaluation sociale et pour les processus éventuels de compensation.

Dans le cadre des opérations de réinstallation d'envergure, il est nécessaire de recourir à une base de données informatisée et géo-référencées. Cette base de données renseigne sur les données démographiques et socio-économiques, les pertes et inconvénients anticipés par personne et/ou ménage, les informations foncières. Elle permettra d'estimer facilement la valeur des indemnités pour chaque personne, ménage ou groupe affecté.

La préparation d'un PAR est requise si les personnes sont affectées par un sous projet donné. Les PAR préparés par le projet sont soumis à l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE) pour validation et à la BAD pour approbation et publication selon les règles de divulgation de l'information de la BAD.

Les structures d'exécution du projet jouent le rôle de facilitateur dans toute négociation concernant l'élaboration et l'application de plans de réinstallation et/ou indemnisations des populations.

- **Approbation des PAR**

Une fois acceptés par les Mairies, les plans de réinstallation vont subir un processus de vérification technique finale par le consultant, les acteurs institutionnels pour s'assurer qu'aucun individu ou ménage ne soit déplacé avant que la compensation ne soit payée et que les sites de réinstallation involontaire soient préparés et mis à la disposition des individus ou ménages affectés.

Un comité d'acteurs concernés (les acteurs institutionnels, le consultant, les représentants des PAP et des Mairies concernées) est responsable de la validation du PAR avant sa transmission à la BAD pour approbation. Il pourrait approuver ou rejeter l'emplacement préalablement identifié.

- **Mise en œuvre du PAR**

La mise en œuvre des PAR est de la responsabilité du spécialiste en sauvegarde sociale du projet en collaboration avec le Comité Technique de Réinstallation (CTR). Quand c'est nécessaire, l'UGP pourra faire appel à un spécialiste en réinstallation involontaire pour l'aider dans la mise en œuvre d'un PAR particulier. Les spécialistes sociaux feront le screening pour déterminer si un sous-projet a besoin d'un PAR ou d'un PSR.

- **Dispositifs organisationnels de mise en œuvre du PAR**

La réussite de la réinstallation dépend en grande partie de l'efficacité du dispositif organisationnel mis en place à cet effet. Il définit les acteurs et le cadre de collaboration entre ces différents acteurs lors des différentes phases et activités de réinstallation. Globalement le dispositif organisationnel va faciliter la coordination des interventions entre les acteurs de l'administration, les opérateurs privés, les associations de développement locale et les PAPs. Le tableau suivant présente le dispositif organisationnel de mise en œuvre de la réinstallation dans le cadre du présent projet.

Tableau 16: Arrangements institutionnels de mise en œuvre

Acteurs	Responsabilités
Coordination du projet /responsable des mesures de sauvegarde sociale)	Recrutement de consultants pour réaliser les PAR Coordination des études sociales Diffusion du PAR et suivi/évaluation des PAP Supervision nationale de la réinstallation Gestion des ressources financières allouées Paiement des indemnités aux PAP
Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE)	Approbation des Termes de Références des études Coordination de la validation des rapports Vérification périodique de la mise en œuvre des mesures du CPRP et du PAR.
Association de Développement Villageoise ou de Quartier de ville (ADV/ADQ)	Sensibilisation et consultation publique Recensement et transmission des plaintes et griefs au CTR Appui au projet pour le suivi de la réinstallation
Comité Technique de Réinstallation (CTR)	Recevoir et résoudre éventuellement les litiges qui peuvent apparaître et être réglés au niveau local lors de la mise en œuvre du projet Aider le projet pour la libération des sites achetés ou expropriés

Le Comité Technique de Réinstallation (CTR) structure ad hoc, créé dans le cadre du projet pour permettre aux parties prenantes notamment aux populations de participer à la mise en œuvre des activités. Les CTR ne seront pas installés de façon systématique dans toutes les communes bénéficiaires des activités du projet. Les CTR seront installés uniquement lorsqu'il y a acquisition de terres avec déclenchement d'un processus de réinstallation.

- **Minimisation des déplacements**

Conformément à la SO 2, lorsque cela est nécessaire pour que les objectifs de la réinstallation soient atteints, une aide après le déplacement sera accordée aux personnes affectées celles vulnérables pour une durée transitoire raisonnable mais suffisante pour le rétablissement de leurs moyens de subsistance et de leurs revenus. Les PAP bénéficieront également d'une aide au développement telle que la viabilisation des terrains, des mécanismes de crédit, la formation ou des créations d'emploi. Les PAP seront les premiers à bénéficier des avantages du projet.

- **Assistance à la restauration des revenus**

Suivant la SO 2, lorsqu'après l'analyse de toutes les alternatives du projet un déplacement devient inévitable, les mesures de compensation seront planifiées et exécutées de manière à s'assurer que les conditions de vie des PAP après mise en œuvre du processus de réinstallation soient meilleures aux conditions de vie d'avant le déplacement. Les mesures de rétablissement des revenus doivent s'appliquer également aux personnes qui n'ont pas été relocalisées mais qui ont été affectés économiquement (perte de biens ou d'accès aux

biens, et perte de moyens de subsistance). Le PAR doit préciser les mesures destinées à permettre le rétablissement des revenus des PAP et insister sur le caractère durable de ces mesures notamment à travers le suivi des mesures de réinstallation.

- **Indemnisation des Personnes Affectées par le Projet (PAPs)**

Plusieurs principes encadrent les indemnisations des PAP. Les indemnisations doivent couvrir entièrement (principal et accessoires) les pertes subies. L'application de ce principe doit être adapté au type d'impact en présence : terres agricoles, bâtiment construit d'habitation ou commercial, infrastructures socio-communautaires, plantations à valeur économique, cultures vivrières annuelles, biens culturels ou religieux (mosquées, églises, couvents...) pour ne citer que ces types-là. Par ailleurs, les indemnités calculées et acceptées par les PAP doivent être intégralement payées avant que le déplacement n'intervienne. Sur le principe de couverture du principal et des accessoires le principe de la Banque rejoint les dispositions du CFD.

Le projet doit s'assurer qu'un dédommagement juste et équitable est assuré pour les pertes subies. Le dommage doit être directement lié à la perte de terre ou la restriction d'accès à la terre. L'indemnisation prendra en compte la valeur des infrastructures et superstructures (bâtiments, clôtures, latrines, puits, etc.) ainsi que des pertes de cultures et d'essences forestières, les pertes et limitation de droits d'accès, les pertes de ressources éventuelles (commerces et autres activités formelles ou informelles génératrices de revenus).

7.2. Consultations du publiques

Dans le cadre de la réalisation de ce CGES, des séances de consultations du public ont été organisées au niveau des centres communaux et préfectoraux des pôles de développement agricole concernés. Elles ont regroupé les acteurs suivants: les représentants au niveau communal des faitières des organisations de producteurs, les membres ordinaires des faitières, les Agences Territoriales de Développement Agricole, les Direction Départementale de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche DDAEP, etc. Au total, douze (12) séances des consultations publiques ont été réalisées avec les parties prenantes au niveau des 12 communes échantillonnées. Ces séances d'information publique ont été tenues en application des directives de l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE) en matière de l'Evaluation Environnementale et des exigences de la BAD.

Ces consultations ont outre permis de recueillir les points de vue exprimés par les populations afin de les prendre en compte dans la finalisation du présent rapport d'étude. Au cours des débats, les participants ont exprimé clairement leurs préoccupations, inquiétudes et points de vue sur le projet.

Les principales préoccupations des parties prenantes à l'issue des consultations publiques se résument comme suit :

Les principales préoccupations des populations bénéficiaires ainsi que celles des responsables des structures faitières se résument comme suit :

- dégradation de la qualité des sols par des rejets accidentels de produits chimiques et d'aménagement des pistes ;
- contamination des eaux de surface et des eaux souterraines par des rejets accidentels lors de la construction des infrastructures (air de pâturage, retenue d'eau, tracé, etc.) ;
- production de déchets solides et liquides ;
- destruction du couvert végétal ;
- enclavement des zones de production ;
- problème de fonctionnalité des groupements et coopératives ;
- difficulté d'écoulement des produits ;
- manque d'une technologie, etc. ;
- manque de financement ;
- faible accès à la terre ;
- multiplication des conflits entre agriculteurs et éleveurs ;
- etc.

Les doléances et attentes des populations bénéficiaires ainsi que des acteurs institutionnels se résument comme suit.

Pour les populations bénéficiaires et personnes affectées par le projet

- mettre en œuvre le projet dans un bref délai ;
- impliquer les acteurs locaux dans le choix des sites du projet ;
- indemniser les populations affectées par le projet ;
- impliquer les autorités administratives et techniques, coutumières, les propriétaires terriens dans toutes les phases de mise en œuvre du projet ;
- indemniser les populations ayant des arbres et/ou des plantations affectées par le projet ;
- compenser les commerçants si le temps des travaux induit un déplacement ou perturbation de longue durée ;
- mettre en place un cadre permanent de dialogue, de concertation et de gestion de conflits potentiels ;
- sensibiliser les ouvriers de chantiers sur le respect des us et coutumes des localités bénéficiaires ;
- éviter dans la mesure du possible, les déplacements de populations ;
- etc.

Pour les acteurs institutionnels :

- prendre en compte l'approche genre dans la mise en œuvre des activités du projet ;
- mettre à la disposition des structures partenaires des moyens pour le suivi/surveillance environnementale et sociale des activités du projet ;

- diffuser les documents de sauvegarde environnementale et sociale (CGES, EIES, etc.) auprès de tous les acteurs concernés chaque fois qu'ils sont approuvés et validés par les parties prenantes ;
- introduire les clauses environnementales dans les cahiers de charges des entreprises adjudicatrices des travaux ;
- faciliter l'accès des acteurs des filières aux informations et innovations ;
- etc.

Les populations ont été invitées à contribuer à la réalisation du projet avec la promesse que les doléances en phase avec la réussite du projet seront prises en compte pour l'élaboration du rapport final.

8. PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

Le Plan Cadre de Gestion de l'Environnement et du Social (PCGES) détermine les modalités d'intégration des préoccupations environnementales et sociales dans le processus de conception, de planification, de gestion et de mise en œuvre des sous-projets du PRODEFILAV-PEL à travers différentes mesures. Il inclut :

- un Processus de sélection environnementale et sociale ou screening devant permettre l'identification des impacts et risques environnementaux et sociaux génériques potentiels pouvant découler de la mise en œuvre des différents sous-projets;
- un dispositif institutionnel de mise en œuvre du CGES ;
- un Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) ;
- un plan de communication/consultation tout au long de la vie du projet ;
- des mesures de Renforcement des capacités en gestion environnementale et sociale du PRODEFILAV-PEL ;
- des arrangements institutionnels de mise en œuvre et de suivi du PCGES
- un Programme de surveillance, de suivi et d'évaluation et le coût des mesures du PCGES.

8.1. Processus d'analyse et de sélection environnementale et sociale et mise en œuvre des sous-projets de PRODEFILAV-PEL

Cette section présente la procédure permettant de classer et d'évaluer les sous-projets en fonction de leurs impacts potentiels sur l'environnement et le milieu humain.

8.1.1. Procédures de tri des sous-projets et suivi de la mise en œuvre

Les différentes étapes du processus de sélection environnementale et sociale à respecter pour les sous-projets du PRODEFILAV-PEL sont présentées dans cette section. Ces différents sous-projets seront classés en tenant compte des normes environnementales et sociales en vigueur. L'ampleur des mesures environnementales et sociales requises pour les sous-projets du PRODEFILAV-PEL dépendra des résultats du processus de sélection. Ce processus de sélection vise à: (i) déterminer les sous-projets qui sont susceptibles d'avoir des impacts négatifs au niveau environnemental et social, (ii) déterminer les mesures d'atténuation appropriées pour les sous-projets ayant des impacts préjudiciables ; (iii) identifier les sous-projets nécessitant la réalisation d'EIES, (iv) décrire les responsabilités institutionnelles pour l'analyse et l'approbation des résultats de la sélection, la mise en œuvre des mesures d'atténuation proposées, et la préparation des rapports d'EIES ; (v) assurer le suivi des indicateurs environnementaux au cours de la mise en œuvre des sous-

projets ainsi que leur gestion, et (vi) indiquer les sous-projets qui sont susceptibles de provoquer l'acquisition de terres ou des déplacements de populations.

Les différentes étapes du processus de sélection environnementale et sociale sont présentées ci-après :

Etape 1 : Screening environnemental et social des sous-projets

Le processus de tri des sous-projets sera effectué par le Spécialiste en Sauvegarde Environnementale et Sociale du PRODEFILAV-PEL sur la base d'un formulaire de sélection environnementale et d'une liste de contrôle environnementale (annexe). En plus des impacts environnementaux et sociaux potentiels, les résultats de la sélection indiqueront également : (i) le besoin de l'acquisition des terres ; et (ii) les types de consultations du public qui ont été menés pendant l'exercice de sélection.

Etape 2 : Validation du screening et classification des sous-projets

Sur la base des résultats du screening, la catégorie environnementale appropriée pour le sous projet sera déterminée. Cette étape sera réalisée par le Spécialiste en Sauvegarde Environnementale de l'Unité de Gestion du PRODEFILAV-PEL en collaboration avec la Cellule Environnementale du MAEP et l'Agence Béninoise pour l'Environnement. La détermination des catégories environnementales des sous-projets sera effectuée sur la base des classifications réparties en trois catégories à savoir :

- **les projets à risque substantiel:** Ce sont les projets dont les activités présentent des risques et impacts environnementaux négatifs potentiels importants sur les milieux biophysique et humain mais qui peuvent être atténués sur le moyen et long terme car, réversibles. (nécessité d'une EIES approfondie)
- **les projets à risque modéré :** Ce sont les projets dont les risques et impacts environnementaux et sociaux sont considérés comme peu importants et ne nécessitent pas de mesures d'atténuation majeures, car réversible sur le court terme. (nécessité d'une EIES simplifiée)
- **les projets à risque faible:** Ce sont les projets dont les risques et impacts environnementaux et sociaux sont considérés comme très peu importants voire négligeables et ne nécessitant pas de mesures d'atténuation spécifiques. (non assujettis, pas nécessaire de faire une EIES).

Pour déterminer la classification appropriée des risques des différents sous-projets, le Spécialiste en sauvegarde environnementale et sociale tiendra compte des questions pertinentes telles que la nature, la localisation, la sensibilité et l'envergure des différents sous-projets.

Etape 3: Préparation de l'instrument de sauvegarde environnementale et sociale

- ***Lorsque l'élaboration d'une EIES n'est pas nécessaire***

Après le remplissage de la fiche de screening, lorsqu'un sous-projet du PRODEFILAV-PEL est classé dans la catégorie des projets à risque faible et ne nécessite pas la réalisation d'une Étude d'Impact Environnemental et Social, il s'agira de :

- formuler des mesures d'atténuation génériques et de suivi/surveillance du sous-projet ;
- appliquer les normes environnementales en vigueur ;
- préparer un PGES simple pour chaque sous-projet ;
- intégrer les mesures de mitigation dans le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) avant sa publication ou dans le contrat de l'entreprise du sous projet/activité.

- ***Lorsque l'élaboration d'une EIES est nécessaire***

Lorsque l'élaboration d'une EIES est nécessaire, le spécialiste en sauvegarde environnementale et sociale de l'UGP, effectuent les activités suivantes : préparation des termes de référence pour l'élaboration de l'EIES à soumettre à la CE/MAEP et à l'ABE pour sa revue ; le recrutement des consultants ou bureau d'études pour l'élaboration des études ; la conduite des consultations publiques conformément aux termes de référence et aux dispositions prévues dans les Sauvegardes opérationnelles 2 à 5 et enfin la revue et la validation par la CE/MAEP et l'ABE de l'Étude d'Impact Environnemental et Social élaborée.

L'élaboration de toutes les évaluations environnementales et sociales dans le cadre de la mise en œuvre du PRODEFILAV-PEL doit se faire conformément à la procédure nationale d'élaboration d'Études d'Impact Environnemental et Social tout en respectant les prescriptions des Normes Environnementales et Sociales de la BAD.

Ainsi, ces études environnementales et sociales seront basées sur des informations mise à jour, sur une description et une délimitation précise des différents sous-projets et sur des données de référence en matière environnementale et sociale afin de renseigner sur la nature et les caractéristiques des impacts/risques ainsi que sur les mesures d'atténuation.

L'évaluation permettra de mesurer les risques et effets environnementaux et sociaux potentiels de ces sous projets, d'examiner des solutions de rechange, de définir les moyens d'améliorer le choix du site ainsi que la sélection, la planification, la conception et la mise en œuvre du sous projet en vue d'appliquer les principes de hiérarchie d'atténuation aux impacts environnementaux et sociaux négatifs. La mobilisation des parties prenantes fera partie intégrante de l'évaluation environnementale et sociale, conformément aux dispositions des Sauvegardes Opérationnelles 2 à 5.

Étape 4: Examen, approbation des rapports d'EIES et Obtention du Certificat de Conformité Environnementale (CCE)

L'étude d'impact environnemental et social sera soumise à l'examen et à l'approbation de l'ABE qui s'assurera que tous les risques et impacts environnementaux et sociaux ont été identifiés et que des mesures d'atténuation efficaces, réalistes et réalisables ont été proposées dans le cadre de la mise en œuvre du sous-projet.

Le rapport sera validé à l'ABE et un Certificat de Conformité Environnementale devra être délivré par le Ministre en charge de l'environnement.

Étape 5: Consultations publiques et diffusion

La législation nationale en matière d'étude d'impact environnemental et social exige que l'information et la participation du public soient assurées pendant l'élaboration de l'étude d'impact environnemental et social, en collaboration avec les autorités communales et locales des communes concernées. Ces consultations du public doivent tenir compte également des prescriptions des Sauvegardes Opérationnelles 2 à 5. La consultation du public comportera notamment une ou plusieurs réunions qui prendront en compte les points suivants: l'objet, la nature et l'envergure des différents sous-projets; la durée des activités des sous-projets; les risques et effets potentiels de ces sous-projets sur les communautés locales, et les mesures proposées pour les atténuer, en mettant en exergue les risques et effets susceptibles d'affecter de manière disproportionnée les groupes vulnérables et défavorisés, et en décrivant les mesures différenciées prises pour les éviter et les minimiser.

Les consultations du public doivent prendre en compte les autorités locales, les bénéficiaires, les populations riveraines et les différentes parties prenantes du PRODEFILAV-PEL. L'objectif est de les informer, de recueillir leur avis afin d'identifier les principaux problèmes et de déterminer les modalités de prise en compte des différentes préoccupations au cours de l'élaboration de l'étude. Les résultats de ces consultations seront incorporés dans le rapport d'EIES et seront rendus accessibles au public.

Pour satisfaire aux exigences de consultation et de diffusion de la BAD, la Coordination du PRODEFILAV-PEL produira une lettre de diffusion dans laquelle elle informera la BAD de l'approbation de l'EIES, la diffusion effective de l'ensemble des rapports produits (EIES) à tous les partenaires concernés et, éventuellement, les personnes susceptibles d'être affectées. Elle adressera aussi une autorisation à la Banque pour que celle-ci procède à la diffusion de ces documents sur son site web.

Étape 6 : Intégration des dispositions environnementales et sociales dans les Dossiers d'Appels d'Offres et approbation des PGES-chantier

Quand l'EIES sera élaborée et validée par l'ABE et publiée, le Spécialiste en Sauvegarde Environnementale et Sociale de l'Unité de Coordination du Projet (UCP) veillera à intégrer les recommandations et autres mesures de gestion environnementale et sociale issues de l'EIES dans les dossiers d'appel d'offres et d'exécution des travaux par les entreprises. Des

clauses contraignantes devraient être assorties de sanctions en cas de non mise en œuvre des mesures environnementales et sociales.

Avant le démarrage des travaux, l'entreprise devrait soumettre un Plan de Gestion Environnementale et Sociale de chantier (PGES-Chantier) au bureau de contrôle et à l'UCP du projet pour validation. Après validation, ce PGES-Chantier devrait être mis en œuvre conformément aux prescriptions environnementales contenues dans le DAO.

Étape 7: Suivi et surveillance environnementaux et sociaux de la mise en œuvre du sous-projet

Le suivi environnemental et social permet de vérifier et d'apprécier l'effectivité, l'efficacité et l'efficience de la mise en œuvre des mesures environnementales des différents sous-projets du PRODEFILAV-PEL.

- la supervision du suivi environnemental au niveau du PRODEFILAV-PEL sera assurée par le Spécialiste en Sauvegarde Environnementale et Sociale de l'UCP en collaboration avec Services Techniques Déconcentrés (STD) du MAEP (ATDA, DDAEP, etc.), du MCVDD, du MIC, du MIT et autres organes techniques pertinents ;
- la surveillance environnementale de proximité sera fait par le Spécialiste Environnement du Bureau de Contrôle qui sera recruté par l'UCP ;
- Le suivi et la surveillance environnementale et sociale globale sera effectuée par la CE/MAEP ;
- l'évaluation sera effectuée par des Consultants en environnement (nationaux et/ou internationaux), à mi-parcours et à la fin du PRODEFILAV-PEL.

Le tableau 16 fait le récapitulatif des étapes de la sélection environnementale et sociale des investissements du PRODEFILAV-PEL.

Tableau 17: Récapitulatif des étapes de la sélection environnementale et sociale des investissements du PRODEFILAV-PEL

Étapes	Responsabilités/Exécutants	
Étape 1: remplissage du formulaire de screening environnemental et social	<ul style="list-style-type: none"> - Spécialiste en Sauvegarde Environnementale et Sociale de l'UCP - Mairies concernées - DDAEP/ATDA - Service Techniques des Ministères concernés 	
Étape 2: Revue du formulaire de screening environnemental et social	<ul style="list-style-type: none"> - ABE - CE/MAEP 	
Étape 3 : Réalisation du « travail » environnemental	Application de simples mesures d'atténuation	<ul style="list-style-type: none"> - SSES - Points Focaux Environnement
	Réalisation des Etudes d'Impact Environnemental et	<ul style="list-style-type: none"> - SSES - Consultants

	Social (EIES)	
Etape 4: Examen et approbation des rapports des EIES	<ul style="list-style-type: none"> - ABE - CE/MAEP 	
Etape 5: Consultations publiques et diffusion	<ul style="list-style-type: none"> - UCP - ABE - CE/MAEP - Collectivités locales - ONGs 	
Etape 6: Intégration des dispositions environnementales et sociales dans les Dossiers d'Appel d'Offres	<ul style="list-style-type: none"> - SSES 	
Etape 7: Suivi et surveillance environnemental et social de la mise en œuvre du sous-projet	Mise en œuvre surveillance	<ul style="list-style-type: none"> - Entreprises des BTP et autres prestataires
	Suivi environnemental et social	<ul style="list-style-type: none"> - SSES - Points Focaux Environnement - Comité d'orientation et de Pilotage - ABE - CE/MAEP - Collectivités locales - Consultants - ONG

8.1.2. Conditions d'emploi et de travail dans le cadre de la mise œuvre de PRODEFILAV-PEL

Le Bénin reste un pays où les relations de travail sont réglementées par la loi N°2017-05 du 29 Août 2017 fixant les conditions et la procédure d'embauche, de placement de la main d'œuvre et de résiliation du contrat de travail. Ainsi, est considéré comme travailleur, au sens de la présente loi, toute personne physique qui s'est engagée à mettre son activité professionnelle, moyennant rémunération, sous la direction et l'autorité d'une autre personne physique ou morale, publique ou privée, appelée employeur.

L'article 3 de cette loi, stipule que « Tout chef d'établissement ou d'entreprise ou tout employeur recrute librement son personnel qui bénéficie des prestations de sécurité et de santé au travail. Toutefois, il est tenu de faire connaître aux services compétents du ministère chargé du travail, les postes de travail pour lesquels le recrutement a été opéré. Il procède également à l'immatriculation et à l'affiliation des travailleurs auprès des structures en charge de la protection sociale ».

Cette loi est en concordance avec le principe SO5 : Conditions de travail, santé et sécurité qui vise la protection des travailleurs du projet, notamment ceux qui sont vulnérables tels que les femmes, les personnes handicapées, les enfants (en âge de travailler, conformément à cette Sauvegarde Opérationnelle) et les travailleurs migrants, ainsi que les travailleurs contractuels, communautaires et les employés des fournisseurs principaux, y compris la sécurité et la santé au travail.

Ainsi, il sera élaboré et mis en œuvre des procédures écrites de gestion de la main-d'œuvre qui s'appliquent aux travailleurs et à l'UCP dans le cadre de la mise en œuvre des différents sous-projets. Ces procédures décriront la manière dont les travailleurs du sous-projet seront gérés, conformément aux prescriptions du droit national et de la présente SO5 : Conditions de travail, santé et sécurité. Elles indiqueront de quelle façon la présente NES s'appliquera aux différentes catégories de travailleurs du sous-projet, y compris les travailleurs directs, et les obligations que l'Emprunteur imposera aux tiers concernant la gestion de leurs employés, conformément aux principes SO5 : Conditions de travail, santé et sécurité.

Une documentation et des informations claires et faciles à comprendre seront communiquées aux travailleurs des différents sous-projets du projet sur leurs conditions d'emploi. Ces informations et documents décriront les droits des travailleurs au regard de la législation nationale du travail, notamment leurs droits en matière de temps de travail, de salaire, d'heures supplémentaires, de rémunération et d'avantages sociaux ainsi que tout autre droit mentionné dans la SO5. Cette documentation et ces informations seront mises à disposition au début de la relation de travail et en cas de modification importante des conditions d'emploi. Des mesures relatives à la santé et la sécurité au travail seront également appliquées aux sous-projets.

8.1.3. Procédure de gestion du patrimoine culturel en cas de découverte fortuite

Au Bénin, le patrimoine culturel est varié et diversifié. Il est caractérisé par les sites archéologiques et historiques, les établissements humains, les cultures traditionnelles et les paysages culturels et naturels (vestiges historiques, symboles culturels et culturels, etc.) Ce patrimoine est protégé et valorisé par la **loi n°2007-20 du 23 août 2007 portant protection du patrimoine culturel et du patrimoine naturel à caractère culturel en République du Bénin**. Elle définit le patrimoine national et définit les conditions de sa gestion ainsi que les sanctions en cas de non observance des mesures de protection et de conservation. Cette loi traduit la volonté du gouvernement de mieux canaliser les efforts des pouvoirs publics et des populations pour préserver et faire rayonner le patrimoine et les expressions culturelles du pays. Son article 41 dispose que "lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, ruines, vestiges d'habitation ou de sépultures anciennes, des inscriptions ou généralement des objets du patrimoine tels que définis à l'article 2 de la présente loi, sont mis à jour, l'inventeur et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate à l'autorité administrative du lieu de la découverte. L'autorité administrative en informe sans délai le Ministre en charge de la culture.

L'évaluation environnementale et sociale qui sera élaborée dans le cadre de la mise en œuvre de PRODEFILAV-PEL, telle qu'énoncée dans SO1 : Évaluation environnementale et sociale (EES), examinera l'impact direct, indirect et cumulatif que pourrait avoir tout sous-projet sur le patrimoine culturel découvert, ainsi que les risques que pourraient générer le sous-projet à cet égard. Cette évaluation déterminera les risques et effets potentiels des activités du sous-projet proposé sur le patrimoine culturel.

Des mesures seront proposées pour éviter les impacts négatifs sur le patrimoine culturel. Lorsqu'il n'est pas possible de les éviter, il sera mis en œuvre des mesures pour gérer ces impacts conformément au principe de la hiérarchie d'atténuation. Dans le cas échéant, l'UCP procèdera à l'élaboration d'un Plan de Gestion du Patrimoine Culturel. Ce Plan de gestion du patrimoine culturel comprendra un calendrier de mise en œuvre et une estimation des besoins pour chaque mesure d'atténuation. Il peut être conçu comme un plan indépendant ou, en fonction de la nature et l'importance des risques et effets du sous projet.

8.1.4. Dispositions environnementales et sociales incorporées dans le cycle de sélection des sous-projets

La synthèse des mesures de gestion environnementale et sociale est recensée dans le tableau 18. Ce tableau fait une synthèse et une hiérarchisation dans la programmation des recommandations du présent CGES.

Tableau 18: Synthèses et hiérarchisation dans la programmation des dispositions du CGES

Dispositions	Activités/Recommandations
Dispositions immédiates	Recruter un Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et un Spécialiste en Sauvegarde Sociale (SSS) au sein de l'Unité de Coordination du PRODEFILAV-PEL. Les deux spécialistes appuieront l'unité de coordination du projet dans l'intégration des outils et recommandations des documents de sauvegarde dans les différents manuels et les sous-projets (manuels des procédures de passation de marché, d'exécution, de suivi-évaluation) et dans la préparation du Plan de Travail Annuel Budgétisé.
	Organiser un atelier de sensibilisation de partage, dissémination et d'opérationnalisation du CGES. Ces ateliers vont regrouper les parties prenantes clés (Administration, UCP, ABE, services techniques du MAEP, les organisations paysannes, ONG, etc.) dans la mise en œuvre du projet.
	Faire des provisions pour la réalisation des Etudes Environnementales et Sociales et des éventuels PAR
	Désigner les Points Focaux Environnementaux et Sociaux au niveau des services techniques des mairies, du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, du MCVDD. Ils assisteront le SSE et le SSS dans le remplissage du formulaire de sélection environnementale et sociale, du choix des mesures d'atténuation proposées dans la liste de contrôle environnemental et social, de la conduite du suivi environnemental et social des activités et de la coordination des activités de formation et de sensibilisation environnementale.
	Suivi des activités des différents sous-projets
Dispositions à Court terme (À partir de la 2^{ème} année	Elaboration d'un manuel de bonnes pratiques environnementales et sociales, des normes de sécurité, d'entretien et de maintenance des infrastructures et équipements agricoles, et d'utilisation des pesticides
	Sensibiliser et informer les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre des différents sous-projets du projet. Les thèmes qui seront abordés sont : Évaluation Environnementale et Sociale (sélection et classification des activités ; identification des impacts, choix des mesures d'atténuation et indicateurs), la sélection de mesures d'atténuation dans les check-lists, la Législation et procédures environnementales nationales, le suivi des mesures environnementales, le suivi des normes d'hygiène et de sécurité, les Normes Environnementales et Sociales de la BAD.

	Suivi et Evaluation des activités des sous-projets du projet
	Mise en œuvre des campagnes d'information et de sensibilisation à l'endroit des bénéficiaires des sous-projets sur les bonnes pratiques agricoles en rapport avec l'utilisation des pesticides, des engrais et des variétés à haut rendement
Disposition à moyen et long terme (À partir de la 3^{ème} et 4^{ème} année et plus)	Mise en place d'une base de données « Chaîne de valeur sélectionné/sécurité/environnements »

8.2. Mesures génériques d'atténuation des impacts potentiels identifiées

Cette partie présente les lignes directrices majeures pour la gestion environnementale et sociale du Projet. Ces directives comprennent des orientations relatives à la prévention, l'atténuation des impacts négatifs.

En raison de l'étendue des investissements à réaliser, du défaut actuel de définition précise des sites devant les accueillir et de leurs impacts potentiels, il convient de planifier les procédures d'évaluation environnementale appropriées pour approfondir les analyses faites en les adaptant au mieux aux enjeux liés à chaque site d'accueil afin de garantir une prise en compte effective des préoccupations environnementales et sociales et la durabilité des incidences du projet.

Le tableau ci-dessous donne pour chaque type d'investissement projeté le niveau d'impact déterminant le type d'étude à réaliser pour assurer une bonne gestion des impacts environnementaux et sociaux. Il définit également les responsables de gestion de la procédure à enclencher ainsi que les moyens de vérification.

Tableau 19: Mesures génériques d'atténuation des impacts potentiels identifiées

Activités du projet	Impacts potentiels négatifs	Mesures d'atténuation
	Pertes de couverture végétale et d'habitats pour la faune inféodée le long du parcours à construire	Requérir l'autorisation de défrichement auprès des services forestiers avant de procéder à l'abattage des arbres présents dans l'emprise du projet.
	Augmentation des risques d'accident de circulation et de travail	Doter de tous les ouvriers des équipements de sécurité nécessaires aux travaux de génie civil (masques, gants, chaussures adaptées aux travaux, etc.).
	Comblement et de	Elaborer et mettre en œuvre un Plan d'Hygiène, de Sécurité, de Santé et Environnement (PHSSE).

Activités du projet	Impacts potentiels négatifs	Mesures d'atténuation
	<p>pollution des eaux de surface</p> <p>Perturbation des ressources halieutiques et fauniques</p> <p>Augmentation de la prévalence des IST et VIH/SIDA.</p> <p>Perturbation de la circulation des biens et personnes en phase de construction</p>	<p>Intégrer les clauses environnementales dans les cahiers de charge des entreprises adjudicatrices.</p> <p>Organiser des campagnes IEC aux populations et aux ouvriers sur les risques d'infection aux IST, VIH/SIDA et autres affections.</p> <p>Mettre en place des panneaux de signalisation pour les déviations et les passages transversaux</p>
Construction des infrastructures de productions	<p>Production de déchets solides liés au fonctionnement des infrastructures (marché, magasin des intrants)</p> <p>Dégradation des sols et de l'air</p> <p>Dégradation des ouvrages en exploitation en absence d'un mécanisme d'entretien</p> <p>Augmentation de la prévalence des IST et VIH/SIDA</p> <p>Conflits d'usage des infrastructures</p>	<p>Elaborer et mettre en œuvre un Programme Sectoriel d'Assainissement et de Gestion des Déchets (PSAGD) des infrastructures</p> <p>Intégrer les clauses environnementales dans les cahiers de charge des entreprises adjudicatrices.</p> <p>Mettre en place un comité d'entretien des infrastructures en exploitation</p> <p>Elaborer et mettre en œuvre un manuel de gestion des infrastructures</p> <p>Organiser des campagnes IEC au profit des populations et des ouvriers sur les risques d'infection aux IST, VIH/Sida et autres affections</p> <p>Mettre en place un comité de gestion des conflits au niveau de chaque ouvrage en exploitation</p>
Construction de marchés à bétail, d'un abattoir moderne et exploitation	<p>Dégradation/insalubrité de l'environnement du site :</p> <p>Production des déchets solides et liquides</p> <p>Pollution du sol par les huiles usagées</p> <p>Augmentation du niveau de bruit ambiant et pollution sonore</p> <p>Risques d'affection</p>	<p>Mettre en place un système d'assainissement autonome approprié (fosse étanche, fosse septique, etc.)</p> <p>Mettre en place un système de collecte et de traitement/recyclages des déchets solides et liquides produits</p> <p>Respecter la norme en matière d'émission de bruit en vigueur au Bénin</p> <p>Respecter les normes en matière d'hygiène et sécurité sanitaire des aliments au sein de l'abattoir</p> <p>Respecter le dosage des substances et ingrédients de même que les critères microbiologiques</p>

Activités du projet	Impacts potentiels négatifs	Mesures d'atténuation
	respiratoire et sanitaire Atteinte à la santé et à la sécurité des travailleurs Risques d'intoxication alimentaires et de maladies professionnelles	<p>Procéder au renforcement de capacité du personnel sur les mesures de prévention des risques au sein de l'abattoir et l'organisation des secours en cas de survenance</p> <p>Mettre en place un mécanisme de suivi de la traçabilité en amont et en aval de la production</p> <p>Mettre en place un comité d'hygiène et de santé (CHS) ; Doter les points critiques à l'intérieur l'usine d'extincteur appropriés pour la gestion des incendies</p> <p>Doter le bâtiment de l'abattoir d'un système de détection automatique des cas d'incendie</p> <p>Doter les points critiques à l'intérieur l'usine d'extincteur appropriés pour contrôler les risques d'incendie</p> <p>Doter de l'usine d'un système de détection automatique des cas d'incendie</p>

8.3. Programme de suivi-Evaluation/ surveillance environnementale et sociale

La surveillance environnementale permet de s'assurer que les engagements et exigences de nature environnementale sont effectivement appliqués lors de l'exécution des travaux. Elle s'exerce tout au long des travaux de façon intégrer des préoccupations environnementales.

Le suivi environnemental présente à la fois un caractère administratif et technique. Sur le plan administratif, le suivi environnemental consiste à faire le bilan environnemental du projet. C'est pour cela que cette responsabilité est confiée à la CE/MAEP et à l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE).

Le programme de suivi et de surveillance comportera les étapes ci-dessous :

8.3.1. Surveillance environnementale et sociale

La surveillance permanente des activités de mise en œuvre des mesures environnementales des sous projets du PRODEFILAV-PEL sur le terrain doit être faite par le bureau de contrôle s'il s'agit de la construction des infrastructures, qui devra de préférence avoir en son sein, un environnementaliste. S'il s'agit des activités autres que la construction des infrastructures, le contrôle sera alors fait par les points focaux environnement des DDAEP/ ATDA et DDCVDD des communes concernées par le sous projet.

La mission de contrôle ou le point focal environnement doit consigner par écrit (fiches de conformité ou de non-conformité) les ordres de faire les prestations environnementales, leur avancement et leur exécution suivant les normes. La mission de contrôle doit aussi saisir l'Unité de Coordination du Projet (UCP) pour tout problème environnemental particulier non prévu.

Les missions de contrôle ou le point focal Environnement, doivent remettre à une fréquence prévue dans leur contrat, un rapport sur la mise en œuvre des engagements contractuels de l'entreprise en matière de gestion environnementale et sociale.

8.3.2. Inspection ou la supervision

L'inspection ou la supervision doit être faite par le Spécialiste en Sauvegarde Environnementale et Sociale de l'Unité de Coordination du Projet (UCP) :

- sur la base de la vérification, des rapports qui lui seront remis soit par des descentes sur les sites des sous projets soit du fait de plainte des populations ou des instances communales ;
- au moment de la réception provisoire des travaux.

En cas de non-respect ou de non application des mesures environnementales, le SSES de l'UCP, en relation avec le bureau de contrôle, initie le processus de mise en demeure adressée à l'entreprise. Le SSES doit remettre trimestriellement à la BAD un rapport de synthèse de l'état de la gestion environnementale et sociale des sous-projets, des problèmes rencontrés et des décisions prises à l'égard des sous projets.

8.3.3. Suivi environnemental et social

Le suivi environnemental permettra de vérifier, sur le terrain, la justesse de l'évaluation de certains impacts et l'efficacité de certaines mesures d'atténuation ou de compensation prévues par le PGES, et pour lesquelles subsiste une incertitude.

Les connaissances acquises avec le suivi environnemental permettront de corriger les mesures d'atténuation et éventuellement de réviser certaines normes de protection de l'environnement. Le programme de suivi décrit :

- les éléments devant faire l'objet d'un suivi ;
- les méthodes/dispositifs de suivi ;
- les responsabilités de suivi ;
- la période de suivi.

Pour la vérification de l'exécution des mesures environnementales, il est proposé de l'effectuer à deux niveaux :

- au niveau du maître d'ouvrage délégué par le biais de ses chefs de projet ;
- au niveau communal ou local, par les agents techniques des communes ou des services déconcentrés du Ministère de l'Agriculture, et par les populations par l'entremise des comités de gestion de plaintes ou les comités de gestion des

ouvrages qui permet aux personnes en désaccord avec la gestion environnementale et sociale du projet de s'exprimer.

8.3.4. Indicateurs environnementaux et sociaux

Les indicateurs environnementaux et sociaux permettent de vérifier si le processus de gestion environnementale et sociale tel que défini dans le présent cadre de gestion environnementale et sociale (CGES) est respecté.

8.3.4.1. Indicateurs à suivre par le comité de pilotage du PRODEFILAV-PEL

Les indicateurs stratégiques à suivre par le comité de pilotage sont renseignés dans le tableau 20. Chaque année le suivi sera sanctionné par un rapport annuel.

Tableau 20: Indicateurs de suivi des mesures du CGES

Mesures	Domaines d'intervention	Indicateurs	Périodicité
Mesures techniques	Recrutement du Spécialiste en Sauvegarde Environnementale Sociale	PV de recrutement	Premier trimestre de la première année de mise en œuvre du PRODEFILAV-PEL
	Sélection environnementale (Screening) des activités des différents sous-projets du projet	Nombre d'investissements passés au screening	Deuxième trimestre de la première année de mise en œuvre du PRODEFILAV-PEL
	Réalisation des EIES pour les sous-projets programmés	Nombre d'EIES réalisés	Avant le démarrage du sous projet concerné
Mesures de suivi et d'évaluation	Suivi environnemental et surveillance environnementale des différents sous-Projets	Nombre de missions de suivi réalisées	Chaque trimestre au cours de la durée du projet
Formation	Formations thématiques en évaluation et suivi environnemental et social des sous-projets	- Nombre de séances de formation organisées - Nombre d'agents formés - Typologie des agents formés	Chaque année pendant les deux premières années de mise en œuvre du projet
IEC Sensibilisation	Sensibilisation et plaidoyer sur les enjeux environnementaux et sociaux des sous-projets et les bonnes pratiques	- Nombre de séances de sensibilisation organisées - Nombre et profil des personnes sensibilisées	Chaque trimestre au cours de la durée du projet
	Dissémination et	Effectivité de	Première année de mise

	appropriation du CGES à l'endroit des parties prenantes	l'appropriation et de la dissémination du CGES à l'endroit des parties prenantes	en œuvre du projet
--	---	--	--------------------

8.3.4.2. Indicateurs à suivre par le Spécialiste de Sauvegarde Environnementale et Sociale de UCP de PRODEFILAV-PEL

Les indicateurs à suivre par le SSES de l'UCP sont consignés dans le tableau 21.

Tableau 21 : Indicateurs de suivi des mesures du PCGES

Eléments à évaluer	Indicateurs	Fréquence de mesure/responsabilité
Screening	Nombre de sous-projets du PRODEFILAV-PEL ayant fait l'objet d'un screening	Une fois par année par le SSES de l'UCP
	Nombre de sous-projets à risque élevé, risque substantiel, risque modéré ou à risque faible identifiés / nombre total de sous -projets	Une fois par année par le SSES de l'UCP
Elaboration d'EIES	Nombre de sous-projets ayant fait l'objet d'une EIES approfondie ou simplifiée	Une fois par année par le SSES de l'UCP
	Nombre de rapports d'EIES validés par l'ABE	Une fois par année par le SSES de l'UCP
Contrat des entreprises	% des sous-projets dont les entreprises ont des clauses environnementales et sociales dans leur contrat	Deux fois par année par le SSES de l'UCP
Contrôle	Nombre de rapports de suivi environnemental et social remis à la BM/ nombre de rapports total qui devrait être remis	1 fois par mois dans le rapport du SSES l'UCP
Suivi	Nombre de visites de chantier effectuées par le SSE et le SSS de l'UCP/nombre total de chantier des sous-projets	1 fois par mois dans le rapport du SSES de l'UCP
	Nombre de plaintes reçues /nombre de plaintes traitées et classées	1 fois par mois dans le rapport du SSES de l'UCP
Inspection	Nombre d'inspections réalisées	1 fois par trimestre par le SSES de l'UCP
Formation	Rapport de la formation	1 fois après la formation par le SSES de l'UCP

8.3.4.3. Indicateurs à suivre par la CE/MAEP et l'ABE

L'ABE et la CE/MAEP assurera la surveillance environnementale à travers le suivi de la mise en œuvre du CGES, en vérifiant notamment la validité de la classification environnementale des sous-projets lors du screening, l'élaboration, la validation et la diffusion des éventuels TDR et des Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES) en cas de nécessité, et le suivi

de la mise en œuvre des PGES issus des EIES. La périodicité convenable est d'une mission par trimestre au moins.

8.3.4.4. Indicateurs à suivre par les Points focaux environnement des structures décentralisées

Les structures décentralisées des Ministères (points focaux environnement des Directions Départementales du Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche, des Agences Territoriales de Développement Agricole des pôles concernés) auront en charge le suivi au niveau régional. Les indicateurs à suivre sont :

- nombre de sous-projets passés au Screening;
- nombre d'EIES réalisés et de PGES mis en œuvre;
- nombre de séances de formation organisées et le nombre de personnes appliquant les thématiques reçues ;
- nombre de séances de sensibilisation organisées ;
- niveau d'implication des acteurs locaux dans le suivi environnemental ;
- niveau de respects des mesures d'hygiène et de sécurité;
- etc.

8.3.4.5. Indicateurs à suivre par d'autres institutions

Ce suivi concernera essentiellement les principales composantes environnementales (eau, sol, végétation et faune, cadre de vie, santé, etc.) et sera assuré par les structures étatiques ayant en charge la gestion de ces composantes (services forestiers, services agricoles, services sanitaires ; laboratoires, etc.). Le tableau 22 donne le canevas et les indicateurs spécifiques pour le suivi en phase de sensibilisation et de vulgarisation de bonnes pratiques environnementales.

Tableau 22 : Indicateurs et dispositif de suivi

Eléments de suivi et Indicateur	Méthodes et Dispositifs de suivi	Responsable	Période
Eaux - Pollution	Etat des lieux avant la réalisation des travaux, suivi pendant la réalisation des travaux et inspection à la fin des travaux	ABE, UCP, Laboratoires	Début, mi-parcours et fin des travaux
Sols Erosion/ravinement Pollution/dégradation	Etat des lieux avant la réalisation des travaux, suivi pendant la réalisation des travaux et inspection à la fin des travaux.	ABE, UCP, les DDAEP/Agence Territoriale de Développement Agricole et les Centres de recherche	Début, mi-parcours et fin des travaux
Végétation/faune - Taux de dégradation - Taux de reboisement	- évaluation visuelle de la dégradation de la végétation	mission de contrôle Inspection forestière	Début, mi-parcours et fin des

<ul style="list-style-type: none"> - Feux de brousse - Plantations linéaires 	<ul style="list-style-type: none"> - évaluation visuelle des mesures de reboisement/plantation - contrôle des activités de défrichage - contrôle et surveillance des zones sensibles - contrôle des atteintes portées à la faune 		travaux
Environnement humain <ul style="list-style-type: none"> - Cadre de vie - Activités socioéconomique 	<ul style="list-style-type: none"> - contrôle de l'occupation de terres privées/champs agricoles - embauche main d'œuvre locale en priorité - respect du patrimoine historique et des sites sacrés - contrôle de l'occupation de l'emprise - contrôle des impacts sur les sources de production 	<ul style="list-style-type: none"> - ABE, - UCP - DDCVDD - DDAEP/Agence Territoriale de Développement Agricole, 	Début, mi-parcours et fin des travaux
Hygiène et santé Pollution et nuisances	Vérification : <ul style="list-style-type: none"> - respect des mesures d'hygiène sur le site - surveillance des pratiques de gestion des déchets 	-Direction Départementale de la Santé -DDCVDD	tout au long des travaux
Sécurité dans les chantiers	Vérification de/du : <ul style="list-style-type: none"> - la disponibilité de consignes de sécurité en cas d'accident - l'existence d'une signalisation appropriée - respect des dispositions de circulation - respect de la limitation de vitesse - port d'équipements adéquats de protection 	<ul style="list-style-type: none"> - Mission de contrôle - services techniques des mairies concernées 	tout au long des travaux

8.4. Dispositions institutionnelles pour la mise en œuvre et le suivi du PCGES

Les arrangements institutionnels pour la mise en œuvre du PCGES sont indiqués dans les tableaux 23.

Tableau 23 : Synthèse des arrangements institutionnels pour la mise en œuvre du PCGES

N°	Étapes/Activités	Responsables	Appui/Collaboration	Prestataires
1	Identification de la localisation/sites et principales caractéristiques techniques des différents sous-projets de PRODEFILAV-	Les responsables techniques du projet	<ul style="list-style-type: none"> • Services techniques concernés • Mairies concernées 	<ul style="list-style-type: none"> • SSES de l'UCP • Consultants ou bureaux d'études

N°	Étapes/Activités	Responsables	Appui/Collaboration	Prestataires
	PEL		<ul style="list-style-type: none"> • Préfectures concernées • Bénéficiaires 	<ul style="list-style-type: none"> • CE/MAEP
2	Sélection environnementale (Screening-remplissage des formulaires), et détermination du type d'instrument spécifique de sauvegarde à élaborer	SSES de l'UCP	<ul style="list-style-type: none"> • Bénéficiaires • Mairies concernées • Points focaux environnement • Services techniques concernés 	<ul style="list-style-type: none"> • SSES de l'UCP • Consultants ou bureaux d'études • CE/MAEP
3	Approbation de la catégorisation environnementale du sous-projet	Coordonnateur du PRODEFILAV-PEL	SSES	<ul style="list-style-type: none"> • ABE • BAD
4. Préparation des instruments spécifiques de sauvegardes environnementale et sociale				
4.1	Préparation, approbation et des TDR	SSES de l'UCP-PRODEFILAV-PEL	UCP- PRODEFILAV-PEL	Banque ABE CE/MAEP
	Réalisation de l'étude y compris la consultation du public		<ul style="list-style-type: none"> • SPM • UCP-PRODEFILAV-PEL • Mairies concernées • Services techniques concernés • Bénéficiaires 	Consultants ou bureaux d'études
	validation à l'ABE pour l'obtention du Certificat de Conformité Environnementale		UCP- PRODEFILAV-PEL	ABE CE/MAEP
	Publication du document		UCP- PRODEFILAV-PEL SCOM-PRODEFILAV-PEL	Média BAD
4.2	Intégration dans le dossier d'appel d'offres (DAO) des sous-projets, de toutes les mesures environnementales et sociales pour la phase des travaux contractualisables avec l'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> • Spécialiste en Passation des Marchés • Spécialiste en Génie Civil 	<ul style="list-style-type: none"> • 	<ul style="list-style-type: none"> • Spécialiste en Passation des Marchés • Spécialiste en Génie Civil
4.3	Exécution/Mise en œuvre des mesures non contractualisées avec l'entreprise de construction	SSES de l'UCP-PRODEFILAV-PEL	<ul style="list-style-type: none"> • UCP-PRODEFILAV-PEL • Point Focaux Environnement des services techniques 	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprise des travaux • Consultants • ONG • Autres
4.4.	Surveillance interne de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales	SSES de l'UCP-PRODEFILAV-PEL	UCP- PRODEFILAV-PEL	<ul style="list-style-type: none"> • Bureau de Contrôle • CE/MAEP
	Diffusion du rapport de surveillance interne	Coordonnateur de l'UCP-PRODEFILAV-PEL	SSES de l'UCP-PRODEFILAV-PEL	<ul style="list-style-type: none"> • SSES de l'UCP-PRODEFILAV-PEL
	Surveillance externe de la	SSES de l'UCP-		

N°	Étapes/Activités	Responsables	Appui/Collaboration	Prestataires
	mise en œuvre des mesures environnementales et sociales	PRODEFILAV-PEL	UCP- PRODEFILAV-PEL	ABE
4.5.	Suivi environnemental et social	SSES de l'UCP-PRODEFILAV-PEL	<ul style="list-style-type: none"> • ABE • Mairies concernées • Population riveraine • Bénéficiaire • UCP- PRODEFILAV-PEL 	<ul style="list-style-type: none"> • Points focaux environnement des services techniques concernés • Laboratoires • ONGs
4.6.	Renforcement des capacités des acteurs dans la mise en œuvre des recommandations environnementales et sociales	SSES de l'UCP-PRODEFILAV-PEL	UCP- PRODEFILAV-PEL	<ul style="list-style-type: none"> • Consultants • ABE • Structures publiques compétentes
4.7.	Audit de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales	SSES de l'UCP-PRODEFILAV-PEL	<ul style="list-style-type: none"> • UCP- PRODEFILAV-PEL • Mairies concernées • ABE • CE/MAEP 	<ul style="list-style-type: none"> • Consultants • Bureaux d'études

8.5. Contraintes institutionnelles pour la mise en œuvre du PRODEFILAV-PEL au plan environnemental et social

Les échanges avec les acteurs clés dans l'évaluation des institutions impliquées dans la mise en œuvre du CGES ont permis de déceler des contraintes potentielles à lever afin de maximiser l'atteinte des objectifs de cet outil important dans la mise en œuvre du PRODEFILAV-PEL.

De cette évaluation, il ressort que :

- les moyens (humains, matériels et financiers) dont disposent les services techniques déconcentrés et les collectivités locales ne répondent pas à l'ampleur de leur mission. Cette insuffisance de moyens se répercute négativement sur la qualité du service public. Selon les acteurs institutionnels rencontrés, c'est surtout en termes de capacités que la problématique des évaluations environnementales et sociales doit être abordée ;
- les services de l'Etat parviennent difficilement à garder ou à fidéliser leurs cadres, qui s'en vont vers les projets ou les organismes qui offrent des rémunérations, des conditions de travail et un plan de carrière plus motivants ;
- les spécialistes ayant eu l'opportunité de participer à des formations au plan environnemental et social sont peu nombreux ;

- la multiplicité des acteurs au niveau du projet pourrait induire des difficultés de coordination des interventions ;
- les populations riveraines des zones de travaux ne sont pas toujours impliquées dans la mise en œuvre des projets.

8.6. Etat des lieux de la capacité de gestion environnementale des acteurs clés et besoins en renforcement de capacités

Le tableau 24 présente Etat des lieux de la capacité de gestion environnementale des acteurs clés et besoins en renforcement de capacités.

Tableau 24: Synthèse des capacités de gestion environnementale des acteurs du programme PRODEFILAV-PEL

Acteurs	Capacités		Propositions
	Atouts	Limites	
UCP	CGES	Pas de Spécialistes en Sauvegarde Environnementale et sociales	Recruter un spécialiste en sauvegarde environnementale et sociale et des assistants au besoin
CE/MAEP	Existence des cadres maitrisant les outils d'évaluations environnementales nationales et de la BAD	Moyens techniques et financiers	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un protocole de collaboration ou une convention avec la CE/MAEP pour accomplir sa mission de suivi et de surveillance - Exiger dans la Convention qui sera signée que toute rémunération est conditionnée par un rapport de mission envoyé au MAEP
ABE	Existence des cadres maitrisant les outils d'évaluations environnementales nationales et de la BAD	Moyens financiers et logistiques insuffisants	<ul style="list-style-type: none"> - Signer un protocole de collaboration ou une convention assortie d'un budget avec l'ABE pour accomplir sa mission de suivi. - Exiger dans la Convention qui sera signée que toute rémunération est

			conditionnée par un rapport de mission
Service Technique des Ministères sectoriels impliqués	Seules les directions départementales de l'environnement ont des atouts qui leur permettent de faire le suivi environnemental et social	<ul style="list-style-type: none"> - Non maîtrise des normes environnementales et sociales de la BAD - Pas de formation pour les autres services techniques 	Prévoir dans le PRODEFILAV-PEL des séances de formations sur : la législation nationale, les normes de la BAD, le screening, le suivi environnemental, le mécanisme de gestion des plaintes, etc.
Entreprises de BTP et PME	<ul style="list-style-type: none"> - Expérience dans la réalisation des travaux concernant l'ensemble des sous-projets - Recrutement de la main d'œuvre locale en priorité 	Manque d'expérience dans la prise en compte de l'environnement dans l'exécution des travaux	Prévoir des séances d'information et de sensibilisation pour l'élaboration des PGES de chantiers, la mise en œuvre et le suivi des PGES, etc.

En rapport avec les préoccupations de protection de l'environnement, le programme de renforcement des capacités des bénéficiaires du PRODEFILAV-PEL devra comporter des modules ci-dessous récapitulés dans le tableau 25.

Tableau 25: Modules de renforcement des capacités pour la gestion environnementale du PRODEFILAV-PEL

Thèmes	Cibles	Responsabilité
Sensibilisation et information sur les enjeux environnementaux et sociaux des sous-projets	Bénéficiaires du projet Populations de la zone d'intervention du sous-projet ONGS Collectivités locales Organismes faitières	DE, UCP Consultant en éducation Environnementale et sociale
Evaluation environnementale et sociale des sous projets	Cadres et agents du projet Cadres du DDCVDD, DDAEP/ATDA ; Responsables des sous-projets	UGP Consultants en EES-CE/MAEP, ABE
Surveillance environnementale et sociale des travaux	Cadres et agents du PRODEFILAV-PEL ; Cadres du MAEP (DDAEP/ATDA) ; Responsables des sous-projets ABE	UCP Consultants en EES – CE/MAEP, UGP
Suivi environnemental et social des travaux, reporting	Cadres et agents du PRODEFILAV-PEL ; Cadres du MCVDD(DDCVDD) ;	UCP Consultants en EES – CE/MAEP, entreprise en charge des travaux

	Responsables des sous-projets	
Mise en œuvre des mesures d'atténuation des impacts	Bénéficiaires de sous-projet Cadres et agents du PRODEFILAV-PEL, DDAEP/ATDA	UCP Consultants en EES – CE/MAEP
Textes législatifs et réglementaires en matière de protection de la nature	Cadres et agents du projet ; Cadres locaux du MAEP (DDAEP/ ATDA) Responsables et bénéficiaires des sous-projets	DE,UCP Consultants en EES
Adaptation des systèmes d'élevage aux Changements climatiques	Cadres et agents du projet Cadres locaux du MAEP, ATDA et CE/MAEP Responsables et bénéficiaires des sous-projets	DE, UCP Consultants en EES – CE/MAEP
Protection de l'Environnement et sécurité alimentaire, enjeux et défis associés	Cadres et agents du projet Cadres du MAEP (DDAEP/ATDA) et CE/MAEP Responsables et bénéficiaires des sous-projets	DE,UCP Consultants en EES – CE/MAEP
Gestion durable des parcours	Responsables et bénéficiaires des sous-projets	DE, UCP Consultants, CE/MAEP, INRAB

8.7. Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP)

Le suivi de la mise en œuvre du Mécanisme de Gestion des Plaintes sera sous la responsabilité de l'UCP qui recrutera un Spécialiste en charge de la sauvegarde Sociale. Ce dernier sera responsabilisé pour s'occuper de la remontée des plaintes, le suivi de leur traitement, la documentation et l'archivage en version numérique et en version papier de toutes les plaintes reçues par le Projet.

8.7.1. Types des plaintes probables à traiter

Les échanges avec les populations et les services techniques sur les types de plaintes dans le cadre de projets similaires ont permis de ressortir les différents types de plaintes suivants :

- les travaux de nuits ou le non-respect des horaires de travail;
- les excès de vitesses ;
- la mauvaise gestion des déchets ;
- l'insuffisance de la communication ;
- l'acquisition et l'occupation de terres, la réinstallation de populations affectées et leurs compensations ;

- les biens d'un individu ou d'une communauté endommagés ou détruits (école, centre de santé, maison, etc.) ;
- conflit provoqué par le non-respect des engagements pris par les parties prenantes ; conflits entre les ouvriers des chantiers et populations riveraines sur les gênes/nuisances créés par les travaux;
- non-paiement des salaires à temps aux ouvriers/travailleurs des chantiers;
- les harcèlements sexuels ;
- les violences basées sur le genre;
- etc.

Ces différentes plaintes enregistrées lors de la mise en œuvre des projets similaires ont permis de proposer un mécanisme pour les traiter.

8.7.2. Organes, composition, modes d'accès et mode opératoire du MGP

8.7.2.1. Organes du mécanisme de gestion des plaintes

Les organes de traitement des plaintes comprennent quatre (04) niveaux que sont :

- **Niveau 1** : il s'agit du Comité Villageois de Gestion des Plaintes (CVGP) ou du Comité de Gestion des Plaintes du Quartier (CGPQ), qui sera installés dans les villages/quartiers bénéficiaires du projet. Il est présidé par le Chef de village/Chef Quartier.
- **Niveau 2** : le Comité de Gestion des Plaintes de l'Arrondissement (CGPA) qui sera installé au chef-lieu des arrondissements dont les villages/quartiers sont bénéficiaires des activités du Projet. Il est présidé par le Chef de l'Arrondissement.
- **Niveau 3** : le Comité Communal de Gestion des Plaintes (CCGP) qui est installé à la Mairie de la Commune bénéficiaire. Il est présidé par le Maire de la Commune ;
- **Niveau 4** : Le Comité National de Gestion des Plaintes du Projet qui est installé au siège du projet et dont le Spécialiste en charge de la Sauvegarde Social assure la gestion au quotidien, le suivi du règlement des plaintes et l'archivage de toute la documentation y relative.

8.7.2.2. Composition des comités par niveau

Les organes du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) qui seront créés par Arrêté communal ou par arrêté ministériel selon les niveaux et portant Création, Composition et Fonctionnement des comités de gestion de plaintes se présentent dans le tableau 26.

Tableau 26: Composition des organes de gestion des plaintes

Comités Villageoise de Gestion des Plaintes (CVGP)/ Comités de Gestion des Plaintes du Quartier (CGPQ)	Président	Chef de Village/Chef Quartiers
	Secrétaire	01 Conseiller de Village ou de quartier désigné par le Président (CV)
	Membres	<ul style="list-style-type: none"> - 02 Notables (Une femme et un homme) - 01 représentant des associations de développement à la base - 01 membre de l'association des producteurs - 01 représentant de l'association des éleveurs - 02 représentants des PAPs
	Nombre de membres	9

Comités de Gestion des Plaintes de l'Arrondissement (CGPA)	Président	Chef de l'Arrondissement
	Rapporteur/ secrétaire	01 Conseiller communal désigné par le Président (CA)
	Membres	<ul style="list-style-type: none"> - 01 représentant des ONG désigné par le collectif des ONG en activité dans la commune ; - 01 représentant des chefs de villages de l'arrondissement - 01 membre de l'association de développement de l'Arrondissement ; - 02 Notables (Une femme et un homme) - 01 membre de l'association des producteurs - 01 représentant de l'association des éleveurs - 02 représentants des PAPs
	Nombre de membres	11
Comité Communal de Gestion des Plaintes (CCGP)	Président	Maire de la Commune
	Rapporteur /Secrétaire	Chef d'Arrondissement désigné par le Maire
	Membres	<ul style="list-style-type: none"> - 01 Chef Service des Affaires Domaniales et environnementales de la Mairie (C/SADE) - 01 Représentant du Conseil Communal - 01 représentant des ONG de la commune - 01 représentant de l'Agence Territoriale de Développement Agricole (ATDA) - 02 membres de l'association des producteurs - 01 représentant de l'association des éleveurs - 02 représentants des PAPs
	Nombre de membres	11
Comité National de Gestion des Plaintes (CNGP)	Président	Président du Comité de Pilotage
	Secrétaire	DPP MAEP
	Rapporteur	Coordonnateur du PRODEFILAV-PEL
	Membres	<ul style="list-style-type: none"> - Directeur Général de l'ABE ; - CE/MAEP - 01 Préfet ; - 01 Représentant Maires des Communes bénéficiaires du PRODEFILAV-PEL; - 01 Spécialiste en Sauvegarde Environnementale et Sociale du projet - 01 représentant des ONG (travaillant dans le domaine de l'environnement - 02 représentants de l'Agence Territoriale de Développement Agricole (ATDA)
	Nombre de membres	11
Documents d'appui aux comités de gestion des plaintes	<ul style="list-style-type: none"> - un registre d'enregistrement des plaintes, - un registre d'enregistrement et de suivi des solutions aux plaintes, - des formulaires de prise des plaintes, - des formulaires type de procès-verbal de résolution des plaintes 	

Source des données : données de terrain, novembre 2019

8.7.2.3. Modes d'accès au mécanisme

Les canaux de réception des plaintes doivent être diversifiés et adaptés au contexte socioculturel de mise en œuvre du projet. Les plaintes peuvent donc être formulées verbalement ou par écrit. Toute plainte, qu'elle soit verbale ou écrite doit être enregistrée immédiatement dans un registre disponible au niveau du comité national des plaintes ou de ses structures intermédiaires. Le plaignant reçoit un accusé de réception dans un délai de 48 h après la réception. Différentes voies d'accès sont possibles pour déposer une plainte :

- courrier formel ;
- appel téléphonique ;
- envoi d'un SMS (short message service) ;
- plainte orale par échanges face à face ;
- Courrier électronique.

8.7.2.4. Description du mode opératoire du MGP

Le mode opératoire du MGP se fait en 7 étapes que sont :

Etape 1 : Réception et enregistrement de la plainte

La réception et l'enregistrement des plaintes consistent à permettre à toute personne physique ou morale de faire parvenir sa plainte ou réclamation aux différentes instances du MGP. Ces plaintes sont émises de manière anonyme si la situation est complexe dans l'optique de garantir la protection du plaignant et de permettre une enquête à l'insu de la personne ou entité mise en cause. Le plaignant saisit les instances ci-dessus présentées par les canaux suivants : visite, réunion, courrier, téléphone, etc.

Afin de faciliter l'enregistrement des plaintes et de déclencher la procédure de règlement, un registre physique de réception et d'enregistrement des plaintes sera mis à la disposition des chefs des instances.

Etape 2 : Accusé de réception, évaluation et assignation

• Accusé de réception

Les instances ayant reçu la réclamation doivent informer le ou les plaignants que la plainte a bien été reçue, qu'elle sera enregistrée et évaluée pour déterminer sa recevabilité. L'accusé de réception se fait dans un délai de deux jours maximums. Mais lorsque le plaignant dépose lui-même la plainte, l'accusé de réception lui est remis immédiatement. Lorsque les plaintes sont déposées suivant d'autres formes, un délai de **2 jours** est accordé pour la transmission de l'accusé de réception.

• Evaluation de la recevabilité

L'admissibilité est fondée sur les critères suivants :

- la plainte indique-t-elle si le projet ou les activités ont provoqué un impact négatif économique, social ou environnemental sur le plaignant ou peut potentiellement avoir un tel impact ?
- la plainte précise-t-elle le type d'impact existant ou potentiel, et comment l'activité du PRODEFILAV-PEL a provoqué ou peut provoquer cet impact ?
- la réclamation indique-t-elle que les personnes qui portent plainte sont celles ayant

subi l'impact ou encourant un risque ; ou représentent-elles les parties prenantes affectées ou potentiellement affectées à la demande de ces dernières ?

- la plainte ne porte-elle pas sur des affaires déjà réglées ?
- la plainte est-elle suffisamment documentée ?

L'évaluation de la recevabilité de la plainte se fait dans un délai de **3 jours**.

- **Assignment de responsabilité :**

Les réclamations sont renvoyées à l'instance compétente au regard du problème posé par les plaignants. Lorsque plusieurs partenaires mettent en œuvre les activités/sous-projets et interviennent conjointement sur un même territoire, il est important de clarifier les rôles et les responsabilités pour l'exécution du MGP et la réponse aux réclamations.

Elle est notifiée aux plaignants par la voie qu'il aura lui-même choisie.

Au total, la réception de la plainte et l'évaluation de son admissibilité se font dans un délai de **5 jours**.

Etape 3 : Proposition de réponse et élaboration d'un projet de réponse

L'instance du MGP saisie doit produire l'un des trois (3) types de réponses :

- action directe visant à résoudre le problème (sensibilisation, formation, dédommagement, conciliation ou médiation) ;
- évaluation supplémentaire et engagement avec le plaignant et les autres parties prenantes pour déterminer conjointement la meilleure solution. Dans certains cas, des actions telles qu'une évaluation approfondie (enquête, des visites de terrain, des recueils de témoignage, des expertises techniques), seront nécessaires.
- rejet de la plainte, soit parce qu'elle ne répond pas aux critères de base, soit parce qu'un autre mécanisme est plus qualifié pour traiter la réclamation.

Etape 4 : Communication de la proposition de réponse au plaignant et recherche d'un accord

L'organe saisi a la responsabilité de communiquer la réponse proposée par écrit ou par tout autre moyen, dans un langage compréhensible pour le plaignant. Les plaignants peuvent être conviés à des réunions pour examiner et revoir le cas échéant l'approche initiale. La réponse doit inclure une explication claire justifiant la réponse proposée, la nature de la réponse et les options disponibles pour le plaignant compte tenu de la réponse.

La réponse doit inclure une explication claire de la raison pour laquelle la réponse est proposée. Les options peuvent être un projet d'accord proposé, un renvoi à une instance supérieure, un dialogue plus poussé sur l'action proposée ou une participation dans la procédure proposée d'évaluation et d'engagement. Par ailleurs, la réponse doit indiquer tous les autres recours organisationnels, judiciaires, non judiciaires mais officiels que le plaignant peut envisager.

Bien que variable en pratique, la réponse proposée doit être communiquée dans un délai de **10 jours** suivant la réception de la plainte. Ce délai peut être prolongé de **7 jours** selon la nature ou la complexité du litige. Lorsque les plaintes allèguent de dommages ou de risques graves et/ou de violations sérieuses des droits, les procédures opérationnelles du MGP

doivent prévoir une réponse accélérée, soit par le MGP soit par renvoi à une autre instance avec une notification immédiate au plaignant de ce renvoi.

Le plaignant peut accepter ou non la réponse proposée. Si le plaignant conteste la décision de non recevabilité, rejette l'action directe proposée ou refuse de participer à une procédure plus approfondie d'évaluation et d'engagement des parties prenantes, l'instance de règlement doit clarifier les raisons du refus du plaignant, fournir des informations supplémentaires et si possible réviser l'approche proposée.

Si un accord n'est toujours pas trouvé, le personnel en charge du MGP doit s'assurer que le plaignant comprend qu'il existe d'autres recours, à savoir le système administratif ou judiciaire, et doit documenter l'issue des discussions avec le plaignant en indiquant clairement les options qui ont été offertes et les raisons de leur rejet par le plaignant.

Etape 5 : Mise en œuvre de la réponse à la plainte

La réponse doit être exécutée lorsqu'un accord a été obtenu entre le plaignant et l'instance du MGP pour procéder à l'action proposée ou au processus d'engagement des parties prenantes.

Lorsque la réponse initiale consiste à démarrer une procédure d'évaluation et d'engagement de l'ensemble des parties prenantes, cette procédure peut être exécutée par le personnel requis par l'instance du MGP pour le faire ou par d'autres entités considérées comme impartiales et efficaces par l'instance, par le plaignant, et par les autres parties prenantes.

Lorsqu'une approche coopérative est possible, les instances du MGP doivent être responsables de sa supervision. Ces instances peuvent faciliter directement le travail des parties prenantes, passer un contrat avec un médiateur qui s'occupera de la facilitation ou utiliser des procédures traditionnelles de consultation et de résolution des conflits et des animateurs/facilitateurs locaux.

Etape 6 : Réexamen de la réponse en cas d'échec

Plusieurs cas peuvent conduire à cela :

- impossibilité de parvenir à un accord avec le plaignant sur la réponse proposée ;
- conflit impliquant de multiples parties prenantes où la procédure d'évaluation a conclu à l'impossibilité d'une approche coopérative.

Dans ces cas, les instances doivent examiner la situation avec le plaignant et voir si une modification de la réponse peut satisfaire le plaignant et les autres parties prenantes. Si ce n'est pas le cas, les instances doivent communiquer au plaignant les autres alternatives potentielles, notamment les mécanismes de recours judiciaire ou administratif. Quel que soit le choix du plaignant, il est important que les instances motivent les décisions rendues et documentent par la même occasion, toute la procédure.

Etape 7 : Renvoi de la réclamation à une autre instance

Si la réponse a eu des résultats positifs, ces résultats doivent être documentés par les instances du MGP. Dans les cas de risques et d'impacts sérieux et/ou de publicité négative, il pourrait être indiqué d'inclure une documentation écrite par le plaignant indiquant sa

satisfaction après la réponse apportée. Dans d'autres cas, il suffira que les instances notent l'action et la satisfaction du plaignant et des autres parties prenantes. Il peut être utile d'inclure les enseignements tirés lorsque la situation a été particulièrement complexe ou inhabituelle.

Si la plainte n'a pas été réglée, les instances doivent documenter les étapes suivies, la communication avec le plaignant (et avec d'autres parties prenantes si des efforts importants ont été effectués pour initier ou finaliser une procédure impliquant différentes parties prenantes), et les décisions prises par l'organisation et le plaignant quant à un renvoi ou un recours à d'autres alternatives, y compris la voie judiciaire.

Dans tous les cas, les documents du MGP doivent préserver la confidentialité des détails et présenter des statistiques publiques désagrégées sur le nombre et le type de plaintes reçues, les actions prises et les résultats obtenus. Une documentation précise à l'aide d'une base de données électronique est essentielle pour la responsabilité publique, l'apprentissage au sein de l'organisation et la planification des ressources au fonctionnement du MGP. En résumé, tous les organes de gestion des plaintes doivent s'approprier le mode opératoire du Mécanisme de Gestion des Plaintes décrit par la figure 14.

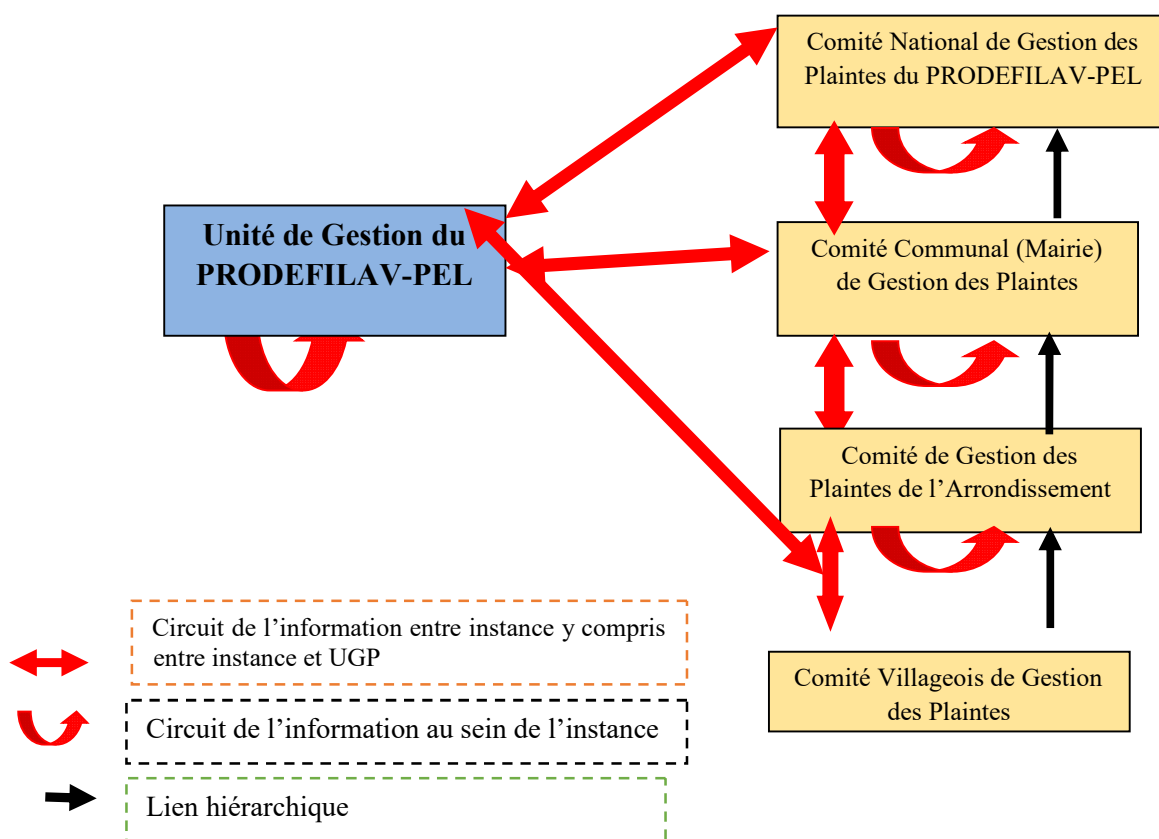


Figure 14: Schéma du cadre organique et de la circulation de l'information du

8.7.2.5. Recours à la justice

Le recours à la justice est possible en cas d'échec de la voie amiable. Mais, c'est souvent une voie qui n'est pas recommandée pour le projet car pouvant constituer une voie de blocage et de retard dans le déroulement planifié des activités.

8.8. Plan de communication/consultation du public pendant la vie du projet

Le Plan de communication doit tenir compte de l'environnement socio-économique et culturel dans ses objectifs stratégiques et opérationnels. L'esprit de l'exercice est d'amener les différents acteurs à en avoir une compréhension commune sur la base de convictions mutuelles, de principes communs et d'objectifs partagés. Le concept renvoie aussi au contrôle citoyen des différentes composantes du projet, notamment dans ses procédures d'identification, de formulation, d'exécution, de suivi de la mise en œuvre et surtout de gestion et d'exploitation quotidienne. Les mécanismes et procédures pour l'information, la concertation et la négociation à mettre en place devront reposer sur les points suivants:

- connaissance sur l'environnement des zones d'intervention du projet ;
- acceptabilité sociale du projet.

Les outils et techniques de consultations devront se conformer à une logique de communication éducative et de communication sociale.

La communication éducative doit s'articuler avec des stratégies (démarches pour atteindre un objectif ou une famille d'objectifs) de manière directe, localisée dans le cadre d'un cheminement participatif où chaque étape est réalisée avec un support de communication adéquat. Ce système de communication s'assimile à une démarche de « négociation » pour amener les populations par le biais de groupes organisés à participer à la gestion durable du projet.

La communication sociale permet de renforcer la réflexion et la prise de conscience sur les enjeux qui structurent l'information environnementale. De manière spécifique, elle vise le dialogue, la concertation et la participation.

En définitive, la stratégie du Plan de consultation doit alimenter, régulariser le jeu interactif d'information sur l'environnement et sur le projet entre tous les acteurs concernés.

8.8.1. Stratégie proposée pour la diffusion des informations

Les informations relatives au projet porteront sur l'annonce des activités, des cibles, les principaux bénéficiaires et les personnes susceptibles d'être impactées.

La notification et la diffusion des informations seront faites à travers les mass-médias notamment la radio et la télévision nationale ainsi que les journaux de grande audience tels que la « Nation » et tous autres radios et journaux de grande audience pour les jeunes et les femmes. Des affiches seront apposées sur des sites bien identifiés et accessibles à tous. Pour atteindre le maximum de personnes susceptibles d'être impactées, en plus des radios locales seront mis à contribution. Les informations seront diffusées au moins trois (03) fois en une semaine avant la tenue des réunions.

En plus de ces moyens identifiés, les brochures, dépliants, affiches, documents et rapports de synthèse non techniques seront distribués pour faciliter la diffusion des informations sur le projet. Pour les parties prenantes qui sont instruites, un site web sera créé et régulièrement mis à jour et les informations seront aussi diffusées via les réseaux sociaux tels que WhatsApp, facebook, instagram, etc. Les réunions seront annoncées à travers les lettres officielles envoyées aux parties prenantes au moins 72 heures avant pour permettre leur intégration dans les agendas. Ces différents dispositifs permettront de fournir les informations actualisées aux parties prenantes.

8.8.2. Stratégie proposée pour les consultations

Les méthodes de consultation des parties prenantes seront adaptées aux cibles visées :

- les entretiens seront organisés avec les différents acteurs étatiques (agriculture, commerce, finances, etc.), des PME et organisations d'entreprises ;
- les enquêtes, sondages et questionnaires seront utilisés pour prendre les avis des personnes susceptibles d'être affectées par le projet ;
- les réunions publiques seront régulièrement organisées à l'intention des acteurs les plus éloignés. Les cibles seront bien identifiées et convoquées suivant les thématiques à débattre.

8.8.3. Stratégie proposée pour la prise en compte des points de vue des groupes vulnérables

Dans chacune des localités concernées par le projet d'appui à la compétitivité des filières et à la diversification des exportations, des organisations non gouvernementales (ONG) existent et sont très actives dans la défense des intérêts des groupes vulnérables. Ces ONG seront mises à contribution pour identifier cette cible et organiser les séances d'information, de sensibilisation et de collecte de leurs requêtes. Les solutions aux problèmes identifiés et recueillis seront analysées et leur seront communiquées suivant le même canal.

8.9. Calendrier de mise en œuvre du PCGES

Le calendrier de mise en œuvre et de suivi des activités environnementales et sociales du PRODEFILAV-PEL s'établira comme suit dans le tableau 27.

Tableau 27 : Calendrier de mise en œuvre des mesures du programme

Mesures	Actions proposées	Période de réalisation				
		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Mesures d'atténuation	Voir liste des mesures d'atténuation par sous-projet					
Mesures institutionnelles	Recrutement des spécialistes en sauvegarde environnementale et sociale					
	Réalisation des EIES et des PAR éventuels pour certains sous-projets du projet					
	Elaboration de manuel de					

Mesures techniques	bonnes pratiques environnementales et de normes de sécurité					
	Elaboration de clauses environnementales et sociales à insérer dans les DAO					
Formations	Formation des Points Focaux environnement en évaluation environnementale et en évaluation sociale					
Sensibilisation	Sensibilisation et mobilisation des parties prenantes					
Mesures de suivi	Suivi et surveillance environnemental et social des sous-projets					
	Evaluation PGES à mi-parcours					
	Evaluation PGES finale					

9. BUDGET DE MISE EN ŒUVRE DU PCGES

Le Budget estimatif pour la mise en œuvre des mesures de sauvegarde environnementale et sociale est présenté dans le tableau 25.

Tableau 28: Coûts des activités de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales du projet

Coûts des activités de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales du projet

N°	Activité	Unité	Quantité	Coût unite		Total		Source de financement
				Local	USA \$	Local	USA \$	
1	Mesures institutionnelles, techniques et de suivi							
5.2.	Provision pour la réalisation de 10 EIES	Commune	10	10 000 000	17041,51	100.000.000	170450,10	BAD
5.3.	Provision pour la réalisation et la mise en œuvre d'éventuel PAR	FF	-	-	-	90.000.000	153373,59	Etat béninois
5.4.	Conventions de Suivi de la Mise en œuvre des mesures environnementales	-	10	2.000.000	3408,30	20.000.000	34083,02	BAD Etat béninois

	ntales et sociale par l'ABE et autres structures							
5.5.	Suivi et contrôle de la mise en œuvre du PCGES par les services techniques départementaux (appuis divers aux répondants des services techniques)	FF	5 fois	10 000 000	17041,51	50.000.000	84803,60	Etat béninois
5.6.	Audit (à mi-parcours et final) de la mise en œuvre du PCGES	FF	2	10 000 000	17041,51	20.000.000	34083,02	BAD
Sous-Total 1 : Mesures institutionnelles, techniques et de suivi						280 000 000	476793,33	-
6.	Sensibilisation et information du spécialiste en sauvegardes environnementale et sociale et les services administratifs et techniques partenaires							
6.1	Sensibilisation en EIE, en suivi environnemental et social pour les responsables des services administratifs et techniques partenaires	Département	5	2.000. 00 0	3408,30	10.000 000	17041,51	BAD
6.2	Sensibilisation des ONG et organisations de la société civile (Organisations Paysannes agricoles et autres organisation) sur les mesures à observer	Département	5	2.000 000	3408,30	10.000 000	17041,51	BAD
6.3	Participations de l'Unité aux sessions de partage d'expériences en matières de sauvegarde environnement et	FF	2	5 000 000	8520,76	10.000.000	17041,51	BAD

	social							
Sous-Total 2 : Sensibilisation et information						30.000.000	51124,53	-
7.	Mesures de sensibilisation							
7.1	Campagnes d'Information d'Éducation et de Communication envers les populations, les prestataires privés et le personnel administratif	Département	02 X 5	2 000 000	3408,30	10.000 000	17041,51	
Sous -Total 3 : Mesures de sensibilisation						10.000 000	17041,51	
TOTAL GENERAL (F CFA)						320.000.000	152969,64	

Le coût estimatif des mesures environnementales et sociales qui sera intégré dans le projet s'élève à **Trois cent vingt millions (320 000 000) de francs CFA**, dont une provision de quatre-vingt-dix millions (90.000.000) de francs CFA, à la charge de l'Etat béninois, pour la mise en œuvre d'éventuels PAR.

Le CPRP vient en complément du présent CGES. La gestion environnementale et sociale du Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'élevage (PRODEFILAV-PEL) sera basée sur la mise en œuvre du présent Cadre de Gestion environnementale et Sociale (CGES).

CONCLUSION

La prise en compte des recommandations éditées dans le présent document permettra de réduire les impacts environnementaux et sociaux potentiels négatifs et problèmes d'environnement que pourrait induire la mise en œuvre de PRODEFILAV-PEL.

En outre, il est indispensable de mener des actions protectrices de l'environnement biophysique et social. L'approche participative avec les populations dans tout le processus serait la clé indispensable de succès du projet pour l'atteinte de ses objectifs.

Cette approche doit impliquer spécifiquement, tous les différents acteurs du projet. De plus, des campagnes de sensibilisation, de communication et d'information en fonction des moyens disponibles doivent être prévues pendant toute la période de l'intervention, pour une meilleure adhésion des bénéficiaires aux normes en matière de respect de l'environnement et de sa gestion durable.

La présente évaluation a permis d'établir que les impacts appréhendés de PRODEFILAV-PEL sont relativement moyens, du moins en ce qui concerne les répercussions négatives. Les impacts les plus importants concernent la modification du paysage, de la qualité des eaux de surface dans le cas d'une utilisation inadéquate des produits phytosanitaires ou des résidus de transformation.

En matière de gestion des aspects environnementaux et sociaux, le plan de mise en œuvre des mesures d'atténuation proposé ainsi que les mécanismes définis pourront permettre d'assurer l'exécution des activités du Projet conformément aux exigences nationales et celles de la BAD en vigueur et la maximisation des retombées économiques et sociales pour les femmes, les hommes et les jeunes, tout en minimisant les impacts sur l'environnement.

Le coût estimatif des mesures environnementales et sociales et qui sera intégré dans le projet s'élève à Trois cent Soixante dix millions (370 000 000) de francs CFA.

Du reste, en déclenchant les directives environnementales et sociales et les politiques nationales en matière de gestion de l'environnement, les effets négatifs induits par le PRODEFILAV PEL sur l'environnement et les populations seront relativement atténués.

Au titre des recommandations, il faut :

1. diffuser les documents de sauvegarde environnementale et sociale (CGES, EIES, Audits, etc.) auprès de tous les acteurs concernés chaque fois qu'ils sont approuvés et validés par les parties prenantes ;
2. identifier et évaluer à mi-parcours ainsi qu'à la fin de l'intervention les impacts environnementaux et socio-économiques générés par le projet ;
3. organiser des séances de sensibilisation des communautés sur le volet environnemental du projet ;

4. mettre en place un système opérationnel fonctionnel d'information (web, création du groupe des réseaux sociaux, etc.) qui permettra à tous les acteurs du projet d'être informés au même moment ;
5. promouvoir les pratiques agrosylvopastorales qui réduisent les risques liés aux différentes activités du projet ;
6. etc.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Abdel hafid D., Mohamed B., 2002. Irrigation et environnement au Maroc : situation actuelle et perspectives. Actes de l'atelier du PCSI, Montpellier, France, 28-29 mai 2002. 14 p.
2. ABE, 1998. Profil institutionnel de l'environnement du Bénin, MEHU.
3. ABE, 1999. Inventaire et diagnostic pour la préparation du schéma d'aménagement du littoral (SDAL). Livre Blanc, Rapport provisoire, Laboratoire d'ingénierie de formation et d'assistance en développement local (LIFAD), 188 p & cartes.
4. ABE, 2001 : Guide général de réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement, 77 p.
5. ABE, 2001. Guide général de réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement. Agence Béninoise pour l'Environnement, 76 p, février 2001.
6. ABE, 2001. Synthèse des contraintes foncières réelles et grandes orientations et lignes directrices de l'avant-projet de loi littoral, ABE, Cotonou, Bénin, 89 p.
7. ABE, 2003. Guide sectoriel d'étude d'impact sur l'environnement des projets de centrales hydroélectriques. Agence Béninoise pour l'Environnement, 27 p.
8. ABE, 2003. Guide sectoriel d'étude d'impact sur l'environnement des projets d'adduction d'eau. Agence Béninoise pour l'Environnement, 25 p.
9. ABE, 2003. Guide sectoriel d'étude d'impact sur l'environnement des projets d'agriculture. Agence Béninoise pour l'Environnement, 25 p.
10. ABE, 2003. Guide sectoriel d'étude d'impact sur l'environnement des projets de centrales hydroélectriques. Agence Béninoise pour l'Environnement, 27 p.
11. Adam K. S. et Boko M., 1993 : Le Bénin. Ed. du flamboyant, Cotonou, 93p.
12. Adam K. S., 1996 : L'évolution géomorphologique de la plaine côtière dans le Golfe du Bénin.
13. Adam SOUNON K. L. S. et al, (2019) Evaluation de la valeur économique directe de l'élevage bovin au nord-Bénin, Int. J. Biol. Chem. Sci. 13(1): 8-17, February 2019, 17 p.
14. Adandédjan (1999) : Transhumance en République du Bénin : états des lieux et contraintes, 14 p.
15. Akpo et al., (1999) : Influence de la litière foliaire de cinq espèces végétales tropicales sur la diversité floristique des herbacées dans la zone du Ferlo (Senegal), 16 p.
16. ANOPER Bénin (2014) : La situation actuelle de l'élevage et des éleveurs de ruminants au Bénin : Analyse et perspectives, 67 p.
17. BAD (2013) : Série sur les sauvegardes et la durabilité, volume 1-Numéro 1, 74 p.
18. BAI (2016) : Programme d'Action du Gouvernement, 93 p.
19. Banque Mondiale, 1996. Vers un développement durable du point de vue de l'environnement en Afrique Centre – Ouest, Div-Agic et env. Dép. Afrique, 111p.
20. Banque Mondiale, 1999. Manuel d'évaluation environnementale. Edition française. Vol 1, 2 et 3.
21. Banque Mondiale, 2001. Mainstreaming Safeguard Policy Compliance within Community-Driven Development Initiatives (CCDs), in worldBank Funded Operations.

22. Banque Mondiale, 2001. Mainstreaming Safeguard Policy Compliance within
23. Boko, M. 1988. Climats et communautés rurales du Bénin : Rythmes climatiques et rythmes de développement. Thèse de Doctorat d'Etat ès Lettres et Sciences Humaines. CRC, URA 909 du CNRS, Univ. de Bourgogne, Dijon, 2 volumes. 601p.
24. Centre National des Technologies de Production Plus Propre, 2008. Impact Environnemental du à l'Activité Industrielle. News. Alger
25. Circulaire N° 128 A. P. du 19 mars 1931 portant régime coutumier du Dahomey
26. Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED). 2004. Examen de la Politique de l'Investissement Bénin (Version préliminaire non éditée). UNCTAD/ITE/IPC/2004/11.
27. Conférence internationale du Travail, 2007. La promotion d'entreprises durables. Rapport VI.ISBN 978-92-2-218143-8. ISSN 0251-3218.
28. Coopération Technique Belge (CTB) DTF-Facilité d'appui aux filières agricoles dans les départements du Mono et du Couffo. BEN 040 11. 122 p
29. CSPRES, 2007. Liste des Indicateurs de Résultat et d'Impact de Suivi – Evaluation de la SCRP. (Version avril).
30. CSPRES. 2007. Programme d'Actions Prioritaires de la SCRP, (Version avril).
31. CSPRES. 2007. Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté.
32. Décret du 2 Mai 1906, instituant un mode de constatation écrite des conventions passées entre indigènes dans les colonies de l'Afrique Occidentale Française et les instructions du 19 Octobre 1906 pour l'application de ce décret.
33. Décret N° 56 – 704 du 10 Juillet 1956, fixant les conditions d'application du décret N° 55 – 580 du 20 Mai 1955, portant réorganisation foncière et domaniale en AOF et AEF.
34. Devillers, J. & al., 2005. Indicateurs pour évaluer les risques liés à l'utilisation des pesticides. Lavoisier, Paris. 277 p.
35. Direction du Génie Rural (2009) : Schéma directeur d'aménagement des ressources naturelles de la basse et moyenne vallée d l'Ouémé, Cabinet STUDI, p.
36. Direction Générale de l'Eau (2012) : Stratégie Nationale de Gestion des Ressources en Eau - SOGREAH Ingénierie / SCET Tunisie in STUDI,
37. Djogbénou, P. et al., 2002. Evaluation environnementale stratégique du secteur des transports au Bénin (EES-Transport). Rapport 1; Diagnostic stratégique; ABE-MEHU. 73 p.
38. Djohy (2010) : Vulnérabilité et dynamiques sociopolitiques d'adaptation des éleveurs transhumants aux perturbations climatiques au Nord du Bénin, 23 p.
39. ECVR2, 2001. Profil de la pauvreté rurale et caractéristique socio-économiques des ménages du département de l'Ouémé. Cotonou. 58 p.
40. EMICoV (2015) : Rapport National de Suivi de la Sécurité Humaine au Bénin, 132 p.
41. **EMPOWER/CARE/USAID (2017) : Empowering ethiopian women, 123 p.**
42. ENPLT, BENIN 2025 : LE BAOBAB – Stratégies de développement du Bénin à l'Horizon 2025 – rapport de synthèse, 1998.

43. FAO (2016) : Revue des filières bétail/viande & lait et des politiques qui les influencent au Bénin, 76 p.
44. FAO, (2009) : Projet de renforcement des capacités nationales de suivi des ressources en eau axé sur la gestion de l'eau agricole «Profil du bassin de l'Ouémé et caractérisation des sites pilotes (analyse des données)», 60 p.
45. Gadelle, F., 2001. Avenir de l'irrigation en Afrique de l'Ouest et du Centre. Contribution au Séminaire "Systèmes irrigués en Afrique de l'Ouest et du Centre" et Assemblée générale de l'ARID – avril 2001. 11p.
46. GIEC (2007) : Bilan 2007 des changements climatiques : Rapport de synthèse, 114 p.
47. Grell and Devenyi (2002) : approach to parameterizing convection using ensemble and data assimilation techniques, 78 p.
48. Houndénou, C. 1999. Variabilité climatique et maïsiculture en milieu tropical humide : L'exemple du Bénin, diagnostic et modélisation. Thèse de doctorat de géographie. UMR 5080, CNRS. Université de bourgogne, centre de recherche de climatologie, 341 p.
49. Le Barbe, et al., 1993. Les ressources en eau superficielle de la république du Bénin. Rapport d'étude. Ex-DGH/MMEH, Editions ORSTOM, 540p
50. LESSE P. et al, (2015) : Transhumance en République du Bénin : états des lieux et contraintes, in Int. J. Biol. Chem. Sci. 9(5): 2668-2681, October 2015, 15 p.
51. Loi 65 – 25 du 14 Août 1965 portant régime de la propriété foncière au Dahomey.
52. Loi 90 – 32 du 11 Décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin.
53. MAEP (2017) : Document pluriannuel des dépenses dans le secteur agricole, 78 p.
54. MAEP (2017) : Plan Stratégique de Développement du Secteur Agricole (PSDSA) 2025 et Plan National d'Investissements Agricoles et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle PNIASAN 2017 – 2021, 139 p.
55. MAEP, oct 2008 : Plan stratégique de relance du secteur agricole au Bénin 107 p.
56. MCVDD (2016) : Etude sur la transhumance dans les zones d'intervention du PAIA-VO, 47 p.
57. MDR, 1995. Plan directeur de la recherche Agricole du Bénin. Volume N0 1: Politique Nationale de la recherche agricole. INRAB. 109 pages et annexes.
58. MEPN, 2000. Stratégie nationale de lutte contre la pollution atmosphérique en République du Bénin. Cotonou, 70 p
59. MEPN, 2001. Communication Nationale Initiale du Bénin sur les Changements Climatiques. Cotonou, 75 p+ annexes.
60. MEPN, 2001. Plan d'Action Environnemental du Bénin. Cotonou, 170 p.
61. Miguel, AJM. & al., 2009. Analysis, assessment, and improvement of fertilizer distribution in pressure irrigation systems. Irri. Sc. Springer 2010, 9 p.
62. Millenium Challenge Account Bénin, 2008. Etude d'impact environnemental approfondie du projet d'agrandissement et de modernisation du Port de Cotonou. Rapport final provisoire.

63. Ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme (2012) : Projet d'Appui à la préservation et au développement des forêts galeries et production de cartographie de base numérique – PAPDFGC, 77 p.
64. MISD, 2001. Atlas monographique des circonscriptions administratives du Bénin.
65. Mouanis, L. & al., 2002. Modélisation de l'impact de l'irrigation sur le devenir salin et sodique des sols. Actes de l'atelier du PCSI, Montpellier, France, 28-29 mai 2002. 19 p.
66. MPD (2017) : Plan National de Développement 2018-2025, 300 p.
67. Ogouwalé (2013) : changements climatiques et dynamique des états de surface : perspectives sur les ressources en eau dans le bassin de l'okpara à l'exutoir de Kaboua, 211 p.
68. Ogouwalé, E. 2006. Changements climatiques dans le Bénin méridional et central : Indicateurs scenarios et prospective de la sécurité alimentaire. Thèse de Doctorat unique EDP/FLASH/UAC. 302 p.
69. PADA 2010. Cadre de Gestion Environnementale et Sociale du PADA, décembre 2010, 100 p
70. PADA 2016. Cadre de Gestion Environnementale et Sociale du PADA, Phase additionnelle, décembre 2016, 119 p
71. PNIASAN (2017) : Plan Stratégique de Développement du Secteur Agricole (PSDSA) 2025 et Plan National d'Investissements Agricoles et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle PNIASAN 2017 – 2021, 139 p.
72. PNUD [Programme des Nations Unies pour le Développement] (2000) : Le développement humain durable au Bénin. Cotonou. 140 p.
73. PNUD, 1996. Profil de pauvreté et caractéristiques socio-économiques des ménages (villes d'Abomey, Bohicon). Cotonou, 49 p.
74. PNUD, 1997. Rapport sur le développement humain au Bénin. Cotonou, 132 p.
75. PNUD, 2001. Etudes sur les conditions de vie des ménages ruraux (ECVR2). 170p.
76. PUASA/PDAVV (2010) : Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) Actualisé MAEP, 117p.
77. Sawadogo et al., (2005) : Diversité agromorphologique et commercialisation du gombo (*Abelmoschus esculentus* L.) à Ouagadougou et ses environs, 11 p.
78. Sinsin (1993) : Impacts de l'élevage sur les ligneux fourragers et contribution à la gestion intégrée de *Khaya senegalensis* et *Azelia africana*, deux espèces menacées d'extinction dans la région des Monts-Kouffé au Bénin, 11 p.
79. Soukère (2003) : Impacts socio-économiques de la transhumance transfrontalière dans la zone riveraine du parc W du Bénin, 123, p.
80. Totin (2013) : Changements environnementaux et vulnérabilité des écosystèmes dans le bassin-versant béninois du fleuve Niger, 19 p.
81. Trenberth et al. (2003) : Climate Change and extreme weather events, 11 p.
82. Xandé (1989) : n: Ruminant Nutrition, recommended allowances and feed tables, 15 p.

ANNEXES

ANNEXE 1 : FICHE SCREENING ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Le présent formulaire de sélection a été conçu pour aider dans la sélection initiale des activités du projet et pour mettre les informations entre les mains des exécutants et des analystes afin que les impacts environnementaux et sociaux et les mesures d'atténuation y relatives, s'il y en a, soient identifiés et/ou que les exigences en vue d'une analyse environnementale plus poussée soient déterminées. La présente fiche est remplie par l'environnementaliste de l'UCP puis transmis à l'ABE pour validation conformément à la législation béninoise (décret EIE, guide général EIE).

Formulaire de sélection environnementale et sociale « screening » de sous-projet

Formulaire de sélection environnementale et sociale		
1	Nom du Village/Sous-Préfecture/ Commune / Ville/Département/ Région où le sous projet sera mis en œuvre	
2	Agence d'exécution du sous projet	
3	Nom, titre, fonction et signature de la personne chargée de remplir le présent formulaire Adresse (Contact téléphonique) :	<u>Nom, titre et fonction</u>
		<u>Date et signature</u>
3	Nom, titre, fonction de la personne chargée d'attester la réalisation du screening	<u>Nom, titre et fonction</u>
		<u>Date, signature et cachet</u>

Partie A : Brève description du sous projet

(Activités prévues)
1. Comment le site du sous projet a-t-il été choisi?.....
2. Nombre de bénéficiaires directs:Hommes : Femmes : Enfants :
3. Nombre de bénéficiaires indirects : ...Hommes : Femmes : ... Enfants :
4. Origine ethnique ou sociale: Autochtones : Allogènes Migrants : Mixtes
5. Statut du site d'implantation du projet : Propriété : Location : Cession gratuite :
6. Y'a-t-il un acte attestant la propriété, la location ou la cession gratuite ? Oui : Non :

Partie B : Identification des impacts environnementaux et sociaux

Préoccupations environnementales et sociales	Oui	Non	Observation
Ressources du secteur			
Le sous-projet entrainera-t-il la promotion l'utilisation durable des ressources, notamment l'énergie, l'eau et les matières premières ?			
Le sous-projet occasionnera-t-il des prélèvements importants de matériaux de construction (sable, gravier, latérite, eau, bois de chantier, etc.) ?			
Le sous-projet entrainera-t-il la pollution de l'air, de l'eau et des sols, et appauvrissent les ressources déjà limité ?			
Le sous-projet peut-il entrainer les émissions de polluants			

Préoccupations environnementales et sociales	Oui	Non	Observation
atmosphériques ?			
Le sous-projet entraînera-t-il la production de déchets dangereux et non dangereux ?			
Le sous-projet peut-il réduire et gérer les risques et effets liés à l'utilisation des pesticides ?			
Le sous-projet nécessitera-t-il un défrichement important ?			
Le sous-projet nécessitera-t-il l'acquisition de terres publiques de façon temporaire ou permanente pour son développement ?			
Le sous-projet nécessitera-t-il l'acquisition de terres privées de façon temporaire ou permanente pour son développement ?			
Diversité biologique			
Le sous-projet risque-t-il de causer des impacts sur des espèces rares, vulnérables et/ou importantes du point de vue économique, écologique, culturel ?			
Y a-t-il des zones de sensibilité environnementale qui pourraient être affectées négativement par le sous-projet ? forêt, aire protégée, zones humides (lacs, rivières, bas-fonds, plaines inondables, etc.)			
Zones protégées			
La zone du sous-projet comprend-elle des aires protégées (parcs nationaux, réserve nationales, forêt protégée, site de patrimoine mondial, etc.) ?			
Si le sous-projet est en dehors, mais à faible distance, de zones protégées, pourrait-il affecter négativement l'écologie dans la zone protégée ? (P.ex. interférence avec les vols d'oiseau, avec les migrations de mammifères)			
Géologie et sols			
Y a-t-il des zones instables d'un point de vue géologique ou des sols (érosion, glissement de terrain, effondrement) ?			
Y a-t-il des zones à risque de salinisation ?			
Paysage / esthétique			
Le sous-projet entraînera-t-il une dégradation de la valeur esthétique du paysage ?			
Sites historiques, archéologiques ou culturels et culturels			
Le sous-projet entraînera-t-il la destruction des sites archéologiques ?			
Le sous-projet pourrait-il changer un ou plusieurs sites historiques, archéologiques, ou culturels, ou nécessiter des excavations ?			
Le sous-projet peut-il promouvoir le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation du patrimoine culturel ?			
Le sous-projet favorise-t-il une intégration des divers groupes ethniques ?			
Le sous-projet bénéficie-t-il d'un large soutien de la communauté ?			
Acquisition des terres, Restrictions à l'utilisation des terres et Réinstallation Involontaire			
Est-ce que le sous-projet déclenchera la perte temporaire ou permanente d'habitats, de cultures, de terres agricoles, de pâturage, d'arbres fruitiers ?			
Si oui, combien ?.....			
Est-ce que le sous-projet déclenchera la perte temporaire ou permanente et d'infrastructures domestiques ?			
Est-ce que le sous-projet entraînera le déplacement économique (perte de terres, d'actifs ou d'accès à ces actifs, qui donne notamment lieu à une			

Préoccupations environnementales et sociales	Oui	Non	Observation
perte de source de revenus ou d'autres moyens de subsistance) ?			
Est-ce que le sous-projet entrainera le déplacement physique (déménagement, perte de terrain résidentiel ou de logement) ?			
Est-ce que le sous-projet déclenchera une restriction d'accès à une quelconque ressource naturelle ? (Restriction d'accès à des aires protégées par exemple PFNL, faune)			
Est-ce que la réalisation du sous-projet nécessite le déplacement d'une ou plusieurs personnes ?			
Si oui, combien ?.....			
Est-ce que le sous-projet déclenchera la perte temporaire ou permanente d'infrastructures commerciales formelles ou informelles ?			
Pollution			
Le sous-projet pourrait-il occasionner un niveau élevé de bruit ?			
Le sous-projet risque-t-il de générer des déchets solides et/ou liquides ?			
Si « oui » le sous-projet prévoit- il un plan pour leur collecte et élimination ?			
Y a-t-il les équipements et infrastructures pour leur gestion appropriée?			
Le sous-projet pourrait-il affecté la qualité des eaux de surface, souterraine, sources d'eau potable ?			
Le sous-projet risque-t-il d'affecter la qualité de l'atmosphère (poussière, gaz divers) ?			
Mode de vie			
Le sous-projet peut-il entraîner des altérations de mode de vie des populations locales ?			
Le sous-projet peut-il impacté négativement des personnes défavorisées ou vulnérables ?			
-Le sous-projet peut-il entraîner une accentuation des inégalités sociales ?			
Le sous-projet peut-il entraîner des utilisations incompatibles ou des conflits sociaux entre les différents usagers ?			
Emploi et Conditions de travail			
Le sous-projet peut-il entrainer la création d'emplois et d'activités génératrices de revenus à des fins de réduction de la pauvreté et de promotion d'une croissance économique solidaire ?			
Le sous-projet peut-il encourager le traitement équitable, la non-discrimination et l'égalité des chances pour les travailleurs ?			
Le sous-projet favorise-t-il l'augmentation des productions agricoles et autres ?			
Le sous-projet peut-il induire des risques d'accidents des travailleurs et des populations ?			
Le sous - projet peut-il engendré des conflits entre certains usagers ?			
Le sous - projet peut-il entraîné une accentuation de certaines inégalités sociales ?			
Le sous-projet peut-il protéger les travailleurs, notamment ceux qui sont vulnérables tels que les femmes, les personnes handicapées, les enfants , les travailleurs migrants, etc. ?			
Le sous-projet peut-il empêcher le recours à toute forme de travail forcé et au travail des enfants ?			
Le sous-projet peut-il fournir aux travailleurs du projet les moyens			

Préoccupations environnementales et sociales	Oui	Non	Observation
d'évoquer les problèmes qui se posent sur leur lieu de travail ?			
Santé et Sécurité des populations			
Le sous-projet peut-il causer des risques pour la santé des travailleurs et de la population ?			
Le sous-projet peut-il entraîner une augmentation de la population des vecteurs de maladies ?			
Le sous-projet peut-il affecter négativement le fonctionnement des infrastructures socioéducatives et sanitaires environnantes ?			
Le sous-projet peut-il encourager la prise en compte de considérations de qualité et de sécurité, et des questions de changement climatique dans la conception et la construction des infrastructures ?			
Le sous-projet peut-il éviter ou minimiser l'exposition de la communauté aux risques liés à la circulation et à la sécurité routière, aux maladies et aux matières dangereuses ?			
Préoccupations de genre			
Le sous-projet favorise-t-il une intégration des femmes et autres couches vulnérables ?			
Le sous-projet prend-t-il en charge les préoccupations des femmes et favorise-t-il leur implication dans la prise de décision ?			

Consultation du public

La consultation et la participation du public ont-elles été recherchées ? (Coopératives, populations, services techniques, ONG, mouvements associatifs locaux, etc.)

Oui ☐ Non ☐

Si "Oui", décrire brièvement les mesures qui ont été prises à cet effet.

.....

Partie C : Mesures d'atténuation

Au vu de l'Annexe 1, pour toutes les réponses "Oui" décrire brièvement les mesures prises à cet effet.

N°	Impacts ou préoccupations	Mesures d'atténuations

Fiche remplie par :

- **Nom :**
- **Prénom :**
- **Adresse :**
- **Signature :**

Fait àle /.... /201.....

Liste de l'équipe ayant renseignée la fiche de screening environnemental et social

N°	Nom et Prénom	Fonction	Responsabilité (au sein de l'équipe	Emargement

Visa de conformité du Spécialiste en Sauvegarde Environnementale du sous projet

- **Nom :**
- **Prénom :**
- **Adresse :**
- **Signature :**

Le/...../201.....

Visa de conformité du Spécialiste en Sauvegarde Sociale du sous projet

- **Nom :**
- **Prénom :**
- **Adresse :**
- **Signature :**

Le/...../201.....

ANNEXE 2 : GRILLE D'ANALYSE SOCIALE

Brève description du milieu social et identification des impacts

1. Description de l'environnement socio-économique

(a) Décrire la formation du sol, la topographie, la végétation de l'endroit/adjacente à la zone de l'installation et/ou l'équipement électrique.

(b) Faire une estimation et indiquer la végétation qui pourrait être dégagée

2. Acquisition des terres

L'acquisition de terres ou la perte, le déni ou la restriction d'accès au terrain ou aux autres ressources économiques sont-ils le fait de la construction ou réhabilitation de l'installation et/ou l'équipement électrique proposée ? Oui_____ Non_____

3. Perte de terre : La construction ou la réhabilitation de l'installation et/ou l'équipement électrique proposée provoquera –t-elle la perte permanente ou temporaire de terre ?

Oui___ Non_____

4. Perte de bâtiment : La construction ou la réhabilitation de l'installation et/ou l'équipement électrique proposée provoquera –t-elle la perte permanente ou temporaire de bâtiment ?

Oui___ Non_____

5. Pertes d'infrastructures domestiques : La construction ou la réhabilitation de l'installation et/ou l'équipement électrique proposée provoquera –t-elle la perte permanente ou temporaire d'infrastructures domestiques ? Oui___ Non_____

6. Perte de revenus : La construction ou la réhabilitation de l'installation et/ou l'équipement électrique proposée provoquera –t-elle la perte permanente ou temporaire de revenus ?

Oui___ Non_____

6. Perte de récoltes ou d'arbres fruitiers : La construction ou la réhabilitation de l'installation et/ou l'équipement électrique proposée provoquera –t-elle la perte permanente ou temporaire de récoltes ou d'arbres fruitiers ? Oui___ Non_____

Travail social nécessaire

○ Pas de travail social à faire (mais des prescriptions spécifiques à inclure dans ☐ GES)

○ PSR ☐

○ PAR ☐

ANNEXE 3 : FICHE DE COMPENSATION PREVISIONNELLE

Commune :

I- IDENTIFICATION

Nom :

Catégorie de bénéficiaire

Pièce d'identité :

Adresse :

II- DESCRIPTION DES PERTES

1.1. Terrain

Parcelle : n° Type Superficie Localisation

Parcelle : n° Type Superficie Localisation

1.2. Constructions

Bâtiment	Adresse	Usage	Superficie (m ² x m ² , Total)	Matériaux de construction	Valeur m ²	Valeur totale
1						
2						

1.3. Autre infrastructure

Infrastructure	Adresse	Usage	Superficie (m ² x m ² , Total)	Matériaux de Construction	Valeur m ²	Valeur totale
1						
2						

1.4. Revenus

Activités	Rentes Annuelles	Salaires annuels
1		
2		

1.5. Cultures

Produit	Catégorie (cycle court/ cycle long)	Superficie Plantée (ha)	Rendement/ Kg/ha (ou pièce)	Valeur FCFA/kg	Valeur Totale (FCFA)
1					
2					

1.6. Arbres

Espèce	Superficie Plantée (ha)	Nombre de pieds/ha	Nombre de pieds	Rendement Kg/pied (ou pièce)	Valeur FCFA/kg	Valeur Totale (FCFA)
1						
2						

1.7. Accès

Logement de location				
Adresse	Usage	Superficie en m ²	Nombre de pièces	Loyer mensuel
1				
2				

Terrain de location			
Parcelle	Usage	Superficie en ha	Loyer annuel
-			
-			

1.8. Sommaire des compensations

Terrain	Superficie (m ²)	Prix Unitaire	Prix Total
-Parcelle 1			
- Parcelle 2			

Construction	Superficie (m ²)	Prix Unitaire	Prix Total
1.			
2			
Autres immobilisations	Nombre	Prix déclaré	Prix Total
1			
2			
Culture	Rendement et Superficie	Prix Unitaire	Prix Total
1			
2			
Arbres	Investissement	Rendement des Productions	Prix Total
1			
2			

Autres Compensations	Nombre	Valeur Unitaire	Prix Total
Revenus tirés de location logement			
Revenus tirés de location terrain			
Autres compensations (préciser la pertecompensée)			
Autres formes d'assistance : Aide Alimentaire Transport de matériel Indemnité de désagréments			
TOTAL GENERAL			

ANNEXE 4 : FORMULAIRE D'ENREGISTREMENT DES PLAINTES

Date : _____

Comité de plainte, Commune de

Dossier N°.....

PLAINTÉ

Nom du plaignant : _____

Adresse : _____

Commune : _____

Terrain et/ou Immeuble affecté : _____

DESCRIPTION DE LA PLAINTÉ :

.....
.....
.....

A, le.....

Signature du plaignant

OBSERVATIONS DU COMITÉ :

.....
.....
.....

A, le.....

(Signature du représentant de la comite)

RÉPONSE DU PLAIGNANT:

.....
.....

A, le.....

Signature du plaignant

RESOLUTION

.....
.....

A, le.....

(Signature du représentant du comité)
plaignant)

(Signature du

Annexe 5 : Liste de présence à la séance de cadrage de la mission

Tél. +229 21 30 10 87
+229 21 30 04 10
maep.info@gouv.bj
www.agriculture.gouv.bj

MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE
REPUBLIQUE DU BENIN



DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE

Objet : Séance de cadrage de l'élaboration du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à La Promotion des Entreprises d'Elevage (PRODEFILAV-PEL)

Date : Lieu :

Liste de présence

N°	NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	TELEPHONE	EMAIL	SIGNATURE
01	AWO Sowem Maliwiyon	DRP/MAEP	C/CE	95289415	nououmalik@gmail.com	
02	MORA Katin	DE/MAEP	C/DA	95103454	mora.katin@gmail.com	
03	MEDEMOUSSA T. Liadon	DRP/MAEP	C/ADC	96301830	ilimede@yahoo.fr	
04	LEGBAGAH Sèna	DRP/MAEP	C/DSSAE	97493435	senafik@live.fr	
05	WLOLOU Olanole	DE/MAEP	C/DGRPE	97099490	wololo.olawole@yahoo.fr	
06	OGOUWALE Romane	-	Consultant principal	97478169	ogou25@yahoo.fr	
07	ROMANOU Idonou	-	Consultant associé	66 24 8765	ididore.romanou5@gmail.com	
08	DJITOU Zanitas	CSG/DRP	Col CSG	97873257	zanitahon@yahoo.fr	
09	AFFO Ousmane	e/SEP	C/SEP	97487739	ousmaneafo@yahoo.fr	

Annexe 6 : Rapport et Liste à l'atelier d'appropriation et de validation du rapport provisoire



MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE



REPUBLIQUE DU BENIN

03 B P 2900 Cotonou - Bénin

Tél. + 2 2 9 2 1 3 0 1 0 8 7

+ 2 2 9 2 1 3 0 0 4 1 0

www.agriculture.gouv.bj

DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE

Cellule Environnementale

**PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA
PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)**

**RAPPORT DE L'ATELIER DE VALIDATION DU CADRE DE
GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES
LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES
ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)**

INFOSEC, Cotonou, le 26 Novembre 2019



INTRODUCTION

Le mardi 26 novembre 2019 s'est tenu dans la salle de conférence de l'INFOSEC, l'atelier d'appropriation et de validation du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Elevage (PRODEFILAV-PEL). C'est un projet qui ambitionne, par une approche inclusive, de contribuer à lever les contraintes susmentionnées et améliorer la contribution des filières lait et viande à l'économie nationale. Le projet vise la promotion des exploitations et entreprises agricoles de production intensive de lait et de viande, la promotion des chaînes de valeurs ajoutées (CVA) lait et viande performantes et compétitives.

Les impacts et effets positifs du projet seront considérables. Cependant, la mise en œuvre de certaines activités pourrait également induire des impacts et effets négatifs potentiels sur les milieux, si certaines mesures ne sont pas entreprises. Le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) se présente donc comme un instrument pour déterminer et évaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels.

A cet effet, un Consultant a été identifié pour élaborer le CGES sous la coordination de la Direction de la Programmation et de la Prospective et la supervision de l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE).

Cet atelier a donc pour objectif général d'examiner et apprécier le document du rapport provisoire du CGES élaboré pour le PRODEFILAV-PEL en formulation. De façon spécifique, il s'agira de : (i) vérifier la conformité du document du CGES élaboré avec le Système de Sauvegarde Intégré (SSI) de la BAD et les exigences environnementales nationales (Catégorisation du projet et le type de procédure EE à déclencher) ; (ii) examiner le contenu du document de CGES préparé conformément aux TDR de la mission et aux dispositions du décret n°2017-332 portant organisation des procédures d'évaluation environnementale en République du Bénin et (iii) apprécier la pertinence des impacts identifiés ainsi que des mesures/orientations proposées pour la durabilité du PRODEFILAV-PEL.

Ont participé aux travaux de cet atelier les structures techniques centrales et déconcentrées du MAEP, les projets, l'Agence Béninoise pour l'Environnement. Il s'agit précisément de : Cabinet MAEP, du SGM, DE (+ C/abattoir Cotonou), DPP/MAEP (DPP, Se, SEP, CSE, SC,

SGSI, NG), DIP/MAEP, DAF/MAEP, DPV, DGR, DLROPEA, DQIFE, INRAB, ATDA Pôles 7, DDAEP littoral + Atlantique, ABE, DGEC, le PAIA-VO, et l'ANOPER. La liste des participants est annexée au présent rapport.

L'agenda du déroulement de l'atelier amendé et validé par les participants est également annexé au présent rapport.

1. CEREMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture a été marquée par deux (2) allocutions : celle du Chef Cellule Environnementale DPP/MAEP et celle du Directeur Adjoint de la Programmation et de la Prospective (DAPP/MAEP).

Monsieur **Sourou Malikiyou. AWO**, Chef Cellule Environnementale, après ses mots de bienvenue, a rappelé dans un premier temps le contexte d'élaboration du PRODEFILAV-PEL et du présent CGES. Dans son intervention, il a rappelé que PRODEFILAV-PEL est en cours de formulation dont la validation de cet outil est très indispensable pour l'accompagnement de la BAD. Ensuite, il a montré que le PRODEFILAV-PEL s'inscrit dans la logique des Orientations définies dans le Plan Stratégique du Développement du Secteur Agricole (PSDSA). Il a ensuite indiqué que ce projet s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan d'Actions du Gouvernement et requiert donc une attention particulière. Il a enfin souligné les attentes de cet atelier et a demandé aux participants d'y accorder une attention particulière afin que chacun puisse amender ce document pour l'amélioration de sa qualité.

Enfin, Monsieur Marius AÏNA, le DAPP, dans son allocution d'ouverture, s'est réjoui de la grande qualité des participants. Il a indiqué que le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) est un document obligatoire pour la prise en compte des aspects environnementaux dans ce projet et se réjouit des efforts faits par le MAEP pour se conformer à cette exigence.

Par ailleurs, il a invité les participants à passer en revue tous les différents aspects du document et d'y apporter les amendements nécessaires pour l'atteinte des objectifs de l'atelier.

Après cette phase protocolaire, un présidium de trois (3) membres a été mis en place pour conduire les travaux de l'atelier. Il se compose ainsi qu'il suit :

Président : Monsieur, Benjamin AKABASSI, SGM/MAEP ;

Modérateur : Monsieur Sourou M. AWO, C/CEDPP/MAEP ;

Rapporteur : Monsieur Awali ABDOULAYE, Personne Ressource.

2. DEROULEMENT DE L'ATELIER

L'atelier s'est déroulé en trois (03) phases : présentation du CGES suivis de débat en plénière, travaux de groupe et restitution des résultats.

2.1. Présentations du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du PRODEFILAV-PEL

La présentation du CGES a porté sur les points suivants :

- pourquoi le CGES pour PRODEFILAV-PEL ?
- localisation du projet
- description des activités du projet
- démarche méthodologique pour la conduite de la mission
- description du milieu récepteur du projet
- description des enjeux environnementaux et de la situation socio- économique des zones d'intervention du programme PRODEFILAV-PEL
- bilan environnemental des réalisations du PAFILAV
- analyse des impacts environnementaux
- mesures proposées
- programme de suivi-évaluation/surveillance environnementale et sociale

Il ressort de cette présentation du CGES que, PRODEFILAV-PEL a pour objectif sectoriel de contribuer à l'accroissement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du volume des recettes d'exportation pour le Bénin. De façon spécifiques, le projet envisage : (a) améliorer les systèmes de production du lait et de la viande et (b) professionnaliser les acteurs des filières lait et viande et améliorer leurs revenus. Ainsi, le PRODEFILAV-PEL, d'une durée de cinq ans, est articulé autour de trois composantes, notamment : **(A) Amélioration des systèmes de production de lait et de viande, (B) Renforcement des chaînes de valeur des filières lait et viande et promotion des entreprises d'élevage ; et (C) Gestion et Coordination du projet.**

Au regard des enjeux (sensibilité de la zone du projet et la nature des activités à mener), il s'est avéré nécessaire de soumettre PRODEFILAV-PEL aux procédures d'évaluation environnementale et sociale de la BAD et celle en vigueur au Bénin notamment la loi n°98-030 du 12 février 1999 portant Loi-cadre sur l'environnement en République du Bénin et le décret n°2017-332 du 06 juillet 2017 portant organisation des procédures de l'évaluation environnementale en République du Bénin. Ce qui a permis de faire des propositions

d'orientation et de recommandation garantissant la mise en œuvre des sous-projets conformément aux exigences de la réglementation.

Concernant les activités du PRODEFILAV-PEL potentiellement génératrices des incidences socio-environnementales, il faut noter : **l'Appui à l'amélioration de l'alimentation des animaux ; l'Amélioration de la santé animale ; l'Amélioration génétique ; l'Appui à l'organisation des acteurs des CVA lait et viande ; le Développement des liens d'affaires entre les acteurs des CVA filières lait et viande ; la Mise en place des infrastructures de soutien à la transformation et à la commercialisation et d'un mécanisme de financement.**

Pour y parvenir, le Consultant a adopté une démarche lui permettant d'atteindre les objectifs. Ainsi, il a utilisé les documents du projet. Il a ensuite échangé avec les différents acteurs avant les investigations de terrain et la consultation du public. Ceci lui a permis de collecter entre autres des données concernant la caractérisation de la zone.

En effet, au vue des résultats, les enjeux environnementaux et sociaux du milieu d'accueil ont été identifiés. On peut noter entre autres les enjeux sur **la transhumance nationale et transfrontalière (troupeaux du Burkina-Faso) ; les contraintes liées aux conflits ; les contraintes liées aux infrastructures pastorales ; les contraintes liées à la dynamique des axes de transhumance.** Par ailleurs, le bilan environnemental des réalisations du PAFILAV a été fait. Ainsi, un répertoire des problèmes a été élaboré après leur hiérarchisation sur la base des informations recueillies. Toutes ces données ont permis de :

- d'identifier les impacts positifs et négatifs ;
- faire des propositions des mesures d'atténuation et de bonification ;
- élaborer le Plan Cadre de Gestion Environnementale et sociale.

Enfin, des recommandations ont été faites pour faciliter la mise en œuvre adéquate du CGES.

2.2 Débats

À cette étape les discussions ont été très enrichissantes. Les préoccupations évoquées lors des débats sur le CGES concernent essentiellement :

- les enseignements tirés de la mise en œuvre du PGES du PAFILAV ;
- l'évaluation de la performance du système de gestion environnemental mise en place par le PAFILAV ;

- le rôle de l'ABE et des autres structures qui ont accompagnés le processus de mise en œuvre du PAFILAV ;
- le rôle de la Direction de l'Elevage dans le cadre institutionnel ;
- la précision du partenaire financier du projet ;
- la prise en compte de toutes les communes concernées par le projet ;
- la synergie d'actions entre les projets mise en œuvre dans la zone d'intervention du PRODEFILAV-PEL ;
- la consultation des bénéficiaires ;
- la priorité à accorder aux races locales dans la mise en œuvre du projet ;
- l'avenir des fermes d'Etat dans la mise œuvre du projet ;
- la qualité du matériel qui sera installé mise en œuvre du projet.

2.3 Travaux de groupe et restitution des résultats

Dans le cadre des travaux, deux groupes ont été constitué. Chaque groupe a eu pour tâche d'amender le document dans le fond et dans la forme et a eu à formuler des recommandations.

3. RECOMMANDATIONS

Au terme de cet atelier, les principales recommandations ci-après ont été formulées à l'endroit de :

DPP/MAEP

- s'assurer que toutes les observations et recommandations faites au consultant soient effectivement prises en compte.

PRODEFILAV-PEL

- prendre en compte le SIG pour le suivi environnemental.

Consultant

- Evaluer la performance du système de gestion environnemental mise en place par le PAFILAV ;
- préciser le partenaire financier du PRODEFILAV-PEL dans le CGES ;
- prendre en compte toutes les communes concernées par le projet ;
-

Au terme de ce qui précède, les participants ont unanimement validé le document du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale du **PRODEFILAV-PEL** sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

4. CEREMONIE DE CLOTURE

Dans la cérémonie de clôture, l'honneur a été revenu au Chef Cellule Environnementale, qui s'est réjoui des résultats forts appréciables de l'atelier. Il a par la suite remercié sincèrement tous les participants pour l'intérêt accordé à ce projet qui est une opportunité pour booster le secteur agricole dans le respect des normes environnementales. Enfin, ils ont souhaité un bon retour aux participants avec l'espoir que tout le monde contribuera à l'atteinte des objectifs du projet.

Le président,

Le rapporteur,

Benjamin AKABASSI

Awali ABDOULAYE



MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE
REPUBLIQUE DU BENIN

03 B P 2900 Cotonou - Bénin
Tél. +229 21 30 10 87
+229 21 30 04 10
maep.info@gouv.bj
www.agriculture.gouv.bj

DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE

Objet : Atelier d'appropriation et de validation du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à La Promotion des Entreprises d'Elevage (PRODEFILAV-PEL)

Date : 26 novembre 2019 Lieu : INFOSEC (Cotonou)

Liste de présence

N°	NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	TELEPHONE	EMAIL	SIGNATURE
1	AVOMAKPE Bernard	SGSI/DRP	C/DAE	96315679	avomakpebernard@yahoo.fr	
2	LEGIBAGAH H. Sinaïce	DRP	C/DSSAE	97493435	senoufik@live.fr	
3	ABDOLLE Awaï	ONG-CASFA	GP	95160232	awadialoul@yahoo.fr	
4	HOVENONLO Y. Ouar	ONG-AMEC	SGA	96546334	paumcheke9@gmail.com	
5	OSSE Hermione	ONG-CASFA	SGA	66619133	teledonmimo@gmail.com	
6	FITILA Stein	SEP/DRP	Collaborateur SEP	6153 32 69	fitilastein@gmail.com	

7	KINDENIN Fernande	SEP/DPP	Collaborateur SEP	97843351	kindenn@gmail.com	
8	LOKONON Esther	SEP/DPP	Collaborateur SEP	66420022	loknonesther18@gmail.com	
9	GANDONOU Imma	SEP/DPP	Collaborateur SEP	66899062	gandonouimma@gmail.com	
10	CRINOT Michel P.	DIRECTION CIPFCEC/ADP CIPFCEC/ADP	CIPFCEC/ SADFEA/DE	67634702 95520926	mcrinot200@gmail.com	
11	ZANCLAN Alice	Représentant de la PATP/HAEP	Membre/PRAP HAEP	97662447	azanclem@yahoo.fr	
12	BOSSOU Mathieu	CICETR (DE)	C/DCETR	60969193	boissoumathieu@gmail.com	
13	OGOUWALE Romane	Consultant principal	Ensignant à l'UAC	97478169	ogouwale@yahoo.fr	
14	AÏNA S. Tamas	SAR/HAEP	DAPP	97492070	asma.nw@yahoo.fr	
15	DSIHOU Zamiro	CE/HAEP	CE/HAEP	97873257	zafihou@yahoo.fr	
16	GARBA Sosthène	CE/DAF	CE/DAF/SEC	98024478	garbasthene@yahoo.fr	
17	DOSSÈH Lidia	CE/APP/HAEP	C/DEIES	96740270	dosseshlidia@yahoo.fr	
18	ATFO Ouomane	CIEP	SEP/APP	97487739	ouomaneatfo@yahoo.fr	
19	LOMOSSOU P. Augustin	DQIE	C/DSDI	96222903	lomoosou.p@gmail.com	
20	ANTHONY GARNIER F. Nette	AS/APP	CE/APP	96488127	desflar@yahoo.fr	

21	AURDSSI Catherine	PASGIB	Assistante du SP	97649915	Catherine aurodssi@yahoo.com	
22	Sekou Ichang Tchoua	Abattoir	Comptable Collaborat	95792766	Sekou Ichang Tchoua@gmail.com	
23	GNONLONFOUN G. Dominique	Abattoir	Cashier D.P	95022502	gnonlonbo@gmail.com	
24	TOHOUN. Raphael	ANOPER	C.J.	97171084	raphaeltouhoun@yahoo.fr	
25	SALANON Mahuison	DMER - Litt	Point focal Environ	97178400	salanonmahuison@gmail.com	
26	GOSNON Marcel	DPV	Point focal Environ	97441313	goccelbo@gmail.com	
27	SOSSEHOUMBO Hachama	RH/HDR	RH/HDR	97898708	sossehoumbo1983@gmail.com	
28	ALAGBE K. Landry	EPES / PAIA-UD	Environnementaliste	97613432	landry.alagbe@gmail.com	
29	MORA Karim	DE / MDEP	CDPA	95103454	karim.mora@gmail.com	
30	HOUESSOU Clement	Consultant indépendant	Environnementaliste	97893945	houessou.clement88@gmail.com	
31	LABITE Seraphin	Assistant indépendant	Assistant Chirurgien	94889485	labite.seraphin@gmail.com	
32	ROMANOU Isidore	Assistant Consultant	Environnementaliste	66348765	isidore.romanou@gmail.com	
33	ANJAOKE Marc	ONG - Equilibre Développement	Environnementaliste	97290611	marc.anjaoke@gmail.com	
34	AKABASSI Benjamin	SCM	Assistant	95816662	akabassibenjamin@yahoo.fr	

35	AKAKO Ewinu	Assistant/Community practitioner	Specialist	07333734	—	
36	BOTON Smith Ange	Coll/CE/DPP/NAEP	Coll/CE	64660072	smithb@gmail.com	
37	AGBUDENIGBE S. Cornelia	Coll/CE/DPP/NAEP	Coll/CE	67763993	Cornellagb33@gmail.com	
38	AWO Senuo M.	DPP/NAEP	C/CE	952809415	senoumali@gmail.com	
39	OGA Othman Edwige	DPP/NAEP/DPP	Assistant DPP/NAEP	95563451 65627175	edwigeothman@gmail.com	
40	AHOLOUKE Edwige	CE/DPP	CPCCEV	97127629	aholoukeedwige@yahoo.fr	
41	SEKOU Inamb Brunelle	DDAEP	C/DASAN	97696235	Inamb@brunelle.com	
42	JEANIN HIPPOLYTE	DDAEP - coll	C/DASAN	94806165	hippolytejeanin@gmail.com	
43	ABIAS81 Isabelle	DPP	Coll DPP	66304111	—	
44	KPETSU Régine	DPP	Coll DPP	62-0416-80	—	
45	KENOU Codjovi	DPP	Coll/CSE	9457425	kenoucodjovi@yahoo.fr	
46	DOSSOU Geraldine	DPP	Coll DPP	69699639	dossougeraldine66@gmail.com	
47	IKPAYE	SGM	Coll/SA	96328932	ikpaye@gmail.com	
48	KAHGNI Ayoko	SGM	Coll/SA	97337233	kahgni@gmail.com	
49	EDORH Ravelyne	SGM	Coll/SA	97585148	ravelynedor@gmail.com	
50	OUSSOU RASSA	SGR	CDCACC	97335939	oussou@gmail.com	









Annexe 6 : Liste des autorités institutionnelles

MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

.....

Liste de présence des personnes rencontrées

Période : novembre-décembre 2019

N°	Nom et prénoms	Responsabilité/Structure	Contacts	Emargement
01	AGUEMON Dossa	DPP/MAEP	96 97 15 54	
02	AWO Soumar Diallingou	CEP DPP NAEF	95 28 94 15	
03	DJIAN Zambou	CEP DPP	97 87 32 57	
04	MORA Kassim	CEADPPA P/DE	95 10 34 54	
05	MEDE MOUSTA Iloum	CEB/SGS/DP/HAF	96 30 18 50	
06	LEGBAHAT Sène	C/DSSA-E/CE/DPP	97 49 34 35	
07	WOLON, Olawole	CDGRPE-DE	97 09 94 90 Wolou, Olawole yahoofc	
08	AFFO Ousmane	C/SEP - DPP	97 49 77 50 Ousmane Affo yahoofc	

Annexe 7 : PV DES CONSULTATIONS DU PUBLIC

Commune de Bembèrèkè

PROCES VERBAL DE SEANCE RELATIF A LA MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

PROCES VERBAL DE SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

MISSION: ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

Date : 17/11/2019
Début de la séance : 8h44 - 13h22 min
Fin de la séance :
Commune : Bembèrèkè
Arrondissement : Bembèrèkè centre
Village/quartier :
Lieu-dit : Carreter Cellule Communale
Langue(s) de travail : Bariba / Peulh / Français
Représentants du Bureau d'Etudes : LABITE Séraphin

A. RESUME DES PRESENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA SEANCE

L'an deux-mil-dix-neuf et le dimanche 17 novembre s'est tenue à la Cellule Communale une consultation publique de la mission d'élaboration du cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et viande et de la Promotion des Entreprises d'Élevage (PRODEFILAV-PEL). L'objectif de la mission est :
- évaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels sur les acteurs du domaine (ATA).
- Recueillir leurs avis et attentes sur le PRODEFILAV.
Après les mots de salutation et de remerciement du C/CC/ATA, la parole est accordée au représentant du bureau d'études Monsieur LABITE Séraphin. Ce dernier a remercié tous les participants à la séance puis a précisé que l'objectif de la mission est d'informer les agents de l'ATA et tous ceux qui sont dans la structure PRODEFILAV de l'élaboration du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale et de recueillir leur préoccupation sur les aspects sociaux-environnementaux sur les infrastructures réalisées.

B. QUESTIONS ET DEBATS

Trois responsables des structures sont intervenus pour faire le point sur les réalisations des infrastructures réalisées par PAEFILAV. Il s'agit de :

1 Monsieur BAILLA Semi : je remercie le représentant du bureau d'étude. Au terme de la réalisation des infrastructures je peux déjà citer la mini-laiterie de Bemherika, la magasin des bâtiments pour la collecte de lait, le tracer de balisage pour le passage des animaux, des pompes à GATHA, KPAH, et à KALE, 12 BIEREK de Forcha. Pour ce qui concerne le nouveau projet PRODEFILAV-PEL, nous attendons la réalisation du barrage à PESEGAU, faire fonctionner la mini-laiterie qui depuis longtemps ne fonctionne plus, faire la clôture du magasin technique de GAHIE.

2 Monsieur BENKATI Zénabou, Secrétaire Coopération : Je vous salue tous. Je passe par cette occasion pour informer le représentant que c'est comme quelqu'un qui a fini de préparer à manger et on lui a interdit de manger son repas. La réalisation chez nous c'est la mini-laiterie dont on nous a interdit de travailler pour satisfaire nos besoins. Nos attentes au sein du groupement sont relatives à la formation du personnel du groupement accordé du prêt aux groupements féminins.

3 Président du boucher Monsieur LAFLA Yari N'Doro : Je note la construction du marché et détail et important problème d'écoulement, de soin de pâture.

PROCES VERBAL DE SEANCE RELATIF A LA MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

SYNTHESE DES POINTS SOULEVES, DECISIONS PRISES ET PROPOSITIONS

En regard à tout ce qui précède, il faut signaler que plusieurs infrastructures ont été réalisées par l'PAFILAV à Bembéréké. Il s'agit de la construction d'un bâtiment mini-laiterie, les magasins, les points points de collecte du lait et des pompes. Au terme des attentes, il faut :

- Animer ou faire fonctionner la mini-laiterie,
- Sécuriser les parcours des animaux traçés,
- Clôturer les magasins d'alimentation des animaux,
- Accrocher des papiers au groupement pour une durée raisonnable,
- Former les femmes transformatrices de lait.

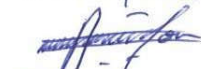
En Femme, il faut souligner que les participants ont satisfait la séance et attendent impatiemment la phase (PRODEFILAV-PEL). Après avoir rappelé les grandes lignes de la séance, le CGES a pris la parole pour annoncer les retours aux participants à la séance. La liste des participants est placée à l'annexe.

Ont signé :

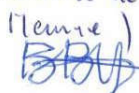
BAILLA Sèni
(Secrétaire UCOPER)


96806881

MONISI B. Amadou
(Animateur UCOPER)


97436390

BOULANI Zénabou
(Secrétaire de Femme
Femme)

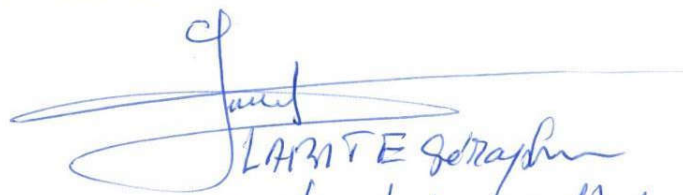

95-34-56-78



DEGBELO G. Violen
(TS Lait et Viande)
97043219



Madjidou ZAKARIE
(Chef Cellule Communale)
96704600

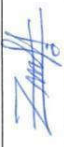






LARITE G. Rayon
Assistant du consultant
principal

**MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES
ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)**

.....

Liste des autorités et personnes ressources rencontrées

.....

N°	Nom et prénoms	Commune	Responsabilité/Structure	Contacts	Emargement
01	ZAKARIE Madjidou	Bembéréké	CCeC / ATDA2	96 70 46 00	
02	DZOBBOLO G. Vivien	Bembéréké	TS lait et viande / ATDA2	97 04 32 19	
03	BAILLA Sèni	Bembéréké	Secrétaire / UCOPER	64 04 24 54	
04	HONDI B. Amadou	Bembéréké	Animateur / UCOPER	97 43 63 90	
05	BOULANTI Zénabou	Bembéréké	Secrétaire / Potal Nem Woni Semme Nem	95 84 56 18	
06	ALIOU Bani	Bembéréké	Président / UCOPER	94 87 98 46	

MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

.....

Liste de présence de consultation du public

.....

Département : Bouque Commune : Bembérou Arrondissement : Bembérou Village/Quartier :

Date : 12/11/13 Lieu : Salle / CC ATSA

N°	Nom et prénoms	Responsabilité/Structure	Contacts	Emargement
01	ALIOU Bani	Président / UCOPER	94 87 98 46	<u>+</u>
02	BAILLA Sèni	Secrétaire / UCOPER	64 04 24 54	<u>JB</u>
03	BANI Boubakar	Éleveur / UCOPER	94 77 69 03	<u>R</u>
04	BOMBIA Amandou	Éleveur / UCOPER	-	<u>14/11/13</u>
05	LATHA Yani N'Douo	Président / Bouchier	64 63 18 91	<u>14/11/13</u>
06	BOULANTI Zénabou	Secrétaire / Coopérative de transformation du fromage	95 34 56 18	<u>BBB</u>
07	BASSASSI Koto Alaroune	Bouchier	64 14 99 09	<u>14/11/13</u>
08	CHABI Gamin Moïse	Bouchier	97 99 58 36	<u>A</u>

09	MOHAMMED Issiaka	Bouchier	96 21 37 99	<u>14/11/13</u>
10	KOURA Oron Gani	Bouchier	95 83 11 25	<u>14/11/13</u>
11	CHABATERON Yoron	Bouchier	94 26 95 49	<u>14/11/13</u>
12	BANI Yérou Houo	Transformation de lait en fromage	96 40 10 70	<u>14/11/13</u>
13	MONDIB. Amadou	Animateur UCOPER	97 43 63 90	<u>14/11/13</u>
14	LATHA E Séraphin	Président du bureau électoral	94 88 94 95	<u>14/11/13</u>

PROCES VERBAL DE SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

MISSION: ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

Date : 17/11/2019
Début de la séance : 15h48
Fin de la séance : 17h10
Commune : SINENDE
Arrondissement : Sinende
Village/quartier : DARI GORO
Lieu-dit : 08 Carder / Cellule Communale
Langue(s) de travail : BARIMA/Peulh
Représentants du Bureau d'Etudes : LAITE Séraphin

A. RESUME DES PRESENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA SEANCE

Le mardi 17 novembre 2019, le dimanche 17 novembre a eu lieu dans la salle de réunion de CC de Sinende une séance de consultation publique relative à l'élaboration du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES). L'objectif de la mission est d'informer les responsables de l'ATAZ et le public sur l'élaboration du CGES du PRODEFILAV-PEL et l'évaluation des impacts environnementaux et sociaux. L'objectif est de recueillir les avis et attentes des populations concernées sur les aspects environnementaux et sociaux conformément aux exigences de la Banque Africaine de Développement et aux dispositions en vigueur au Bénin.

Mme SENI A. Diakhatou, CC/ATAZ Sinende a introduit brièvement la séance puis a donné la parole à M. LAITE, qui a ensuite présenté l'objectif de la mission aux assistants et a enfin demandé aux responsables de fournir le bilan des réalisations de l'ATAZ et énumérer les attentes pour le nouveau projet.

B. QUESTIONS ET DEBATS

1. BANI Sjaaga, Animateur UCOPER:
Je demande l'assistance pour avoir manuellement été présentée à l'assemblée.
En ce qui concerne la réalisation d'un guide nous nous souhaitons que les traces des couloirs de passage des animaux, les 4 passages pour les animaux de passage au bœuf, compléter le PRODEFILAV, compléter le passage au bœuf, coter les points de collecte de lait, réalisation des bœufs de vente pour les femmes transformatrices.
2. BONI GORO Houdouhissou (Boucher) Je vous informe que PRODEFILAV n'a rien fait pour les bouchers. Cependant je suis membre du projet d'appui au développement lait et viande et à la promotion des Entreprises d'Élevage (PRODEFILAV-PEL) et nous réalisons un salon moderne afin de faciliter les bouchers, cela nous permettra de gérer les excréments des animaux et d'être utiles en ce qui concerne les aspects environnementaux.
3. ATIVOU Sjaogui (Président GPER) PRODEFILAV nous a fait idem par le marché à bœuf. Mais nous n'avons pas reçu grande chose. Ces propos il a formulé le vœu selon lequel le PRODEFILAV trace un couloir de passage bien sûr aux agriculteurs et crée les axes de passages, à accorder de prêt aux différents groupements.

tels les groupements de femmes de transformation, les bouchers et les commerçants


PROCES VERBAL DE SEANCE RELATIF A LA MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

SYNTHESE DES POINTS SOULEVES, DECISIONS PRISES ET PROPOSITIONS


Au terme de cette séance, il peut déjà noter que la commune de Gnambo n'a pas bénéficié de grande de la part PRODEFILAV. A cet effet les populations souhaitent que le nouveau projet PRODEFILAV-PEL réalise les infrastructures comme mini-laiterie-abattoir moderne maraîchage, abattoir, modernisation des points de collecte de lait et accès de projet aux différents groupements qui travaillaient avec le PRODEFILAV-PEL.


Après avoir rappelé les grandes lignes de la séance, le CCEC, Madame SENI A. Diidamaton a remercié les participants et a formulé sa reconnaissance pour laquelle le représentant du bureau d'étude prend en compte toutes les préoccupations soulevées par les acteurs eux-mêmes. La liste de présents et les photos sont annexées.


Ont signé :



Djaga BANI
animateur UCOPER
61014573




SAHMOUROU
B. Martho
TS viande et lait
66306485


AMADOU Djobo
président UCOPER
96640338 -


ADAM GOURZA
président Bouche
Zakara
95839337


LATITE Senghmi
Assistant du
consultant principal

**MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES
ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)**

.....

Liste des autorités et personnes ressources rencontrées

.....

N°	Nom et prénoms	Commune	Responsabilité/Structure	Contacts	Engagement
01	SENI Djidamatou	Sinendé	REC/ATAZ	97377373 djidamatou@yaho.fr	
02	SAHROUR B. Marthe	Sinendé	TS viande et lait	66306484	SP
03	Moussa Mata	Sinendé	secretaire GPER	64267335	wo
04	AMADOU Djogo	SIKRI	président UCOPER	96640338	
05	FAROUKOU Abla Ben	BEUKOUKO	Trésorier UCOPER	62788338	N
06	ADAM Gouma Zakari	SIAFENDE	président Beuché	95839237	#
07	ATINDOU Djagui	ALAFIAROU	président GPER	95775336	R
08	BANI Djaga	NIARO	Animateur UCOPER	6704573	





MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

.....

Liste de présence de consultation du public

.....

Département : **BORGOU** Commune : **Sinandé** Arrondissement : Village/Quartier :
 Date : **17/11/2019** Lieu : **Cellule Communale/ATDA2/Sinandé**

N°	Nom et prénoms	Responsabilité/Structure	Contacts	Emargement
01	SENI A. Djidamatou	CCec / ATDA2	97317373 sdjidamatou@gmail.com	
02	SAMMOUNOU B. Marthe	TS Viande et lait	66306485	SB
03	ADAM Nazim	Trésorier	92800349	
04	BANI Benitani	Membre	67296437	
05	Mouma Neta	secrétaire	64262535	NP
06	AMPON Agobro	président UCOPER	96670338	
07	FAROUKOU Adalabani	Trésorier UCOPER	62788338	N
08	HAMA Sidi	CC UCOPER	69408279	m

09	A Lou Oumarou	Secrétaire GPER	64 18 51 72	mm
10	Doufani Khouloulay	membre	-	rs
11	MAMA Bio Malady	membre	95 48 83 63	rs
12	MAMA Tino	membre	-	rs
13	Belko Maïmou	membre	-	rs
14	KAROUNOU Bekki	membre	64 40 61 56	m
15	Bio Nachiri	membre	-	rs
16	BONI GORO Moudjahidou	Boucheur	95 25 34 09	rs
17	XAXA Fatine	Boucheur	91 75 62 40	rs
18	ATINOU Djaozou	président GPER	95 72 53 36	rs
19	BANI Djaza	Animatrice UCOPER	67 04 45 23	rs
20	LAPSTE Selraphine	Assistant du consultant Principal	94 88 94 91	rs

PROCES VERBAL DE SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

MISSION : ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

Date : 18/11/13
Début de la séance : 11h43
Fin de la séance : 14h27
Commune : GOGOUNOU
Arrondissement : Gogounou
Village/quartier :
Lieu-dit : Salle de réunion / ANOPER
Langue(s) de travail : Bariba / Peulh / Français
Représentants du Bureau d'Etudes : LARITE Séraphin

A. RESUME DES PRESENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA SEANCE

L'an deux mil-trois-mille et le Lundi 18 novembre 2013 au lieu dans la Salle de Conférence ANOPER, une séance de consultation publique relative à la mission d'élaboration du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale du Projet d'appui au développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Elevage (PRODEFILAV-PEL). L'objectif de la mission est de garantir que lors de la mise en œuvre du projet les aspects environnementaux et sociaux soient pris en compte et conformément aux exigences de la BAD et aux dispositions réglementaires en vigueur au Bénin.

Après une brève introduction du Président de l'ANOPER Monsieur LARITE Séraphin, puis la parole pour remercier les chefs de la mission et le département de l'Alibori. A cet effet quatre intervenants ont été entendus pour le bilan du PAFILAV, les aspects environnementaux et les attentes pour le projet PRODEFILAV-PEL.

B. QUESTIONS ET DEBATS

1. Monsieur MAHAMA Ganda: Je remercie les responsables du nouveau projet PRODEFILAV-PEL pour avoir cherché à s'inspirer du passé pour mieux agir après dans le futur. Je pourrais ajouter que c'est bien ce passé en éleveur, et en ce qui nous concerne, nous avons bénéficié de tracer pour le passage des animaux mais nous n'avons pas de puits au stade pour les animaux. Il faut des activités il faut noter: Appuis au micro-credit créer les aires de pâturage aux animaux, mettre au point des blocs de vétérinaire pour le soin des animaux, créer les stations d'eau, déboucher les chemins de passage des animaux.

2. Monsieur SIM NIOBO Président du NCOPER: Je remercie tout le monde et en terme de réalisation, il faut dire que nous avons bénéficié de l'AFILAV de l'ensemble laitier, le marché à betail, des points de collecte, des matériels de transformation de lait en fromage, yaourt... Pour les attentes je peux citer: Appuis aux transformations, transformation des résidus en aliment, betail, doter les fabricants des matériels à ménager les vaches existantes, appuis financiers aux groupements.

3. Boucher, monsieur ZAKARI: Je dis pour nous rien n'est fait par l'AFILAV en terme de réalisation des infrastructures. A présent nous souhaitons que le nouveau

Projet PRODEFILAV-PEL nous construit une abattoir moderne accorde des prêts pour l'achat du bétail. Laisse fonctionner les 10 hangars qui ne fonctionnent pas sur les 21 hangars. Réalise, appuie les agents concernés sur l'installation des parcelles fourragères afin pour l'acquisition des aliments de bétail.

Transformateurs : Madame TIDJANI Lamakou B.

Notre mini-laiterie est délaissée par PAFILAV. Pour le nouveau projet PRODEFILAV-PEL nous avons hérité des hangars pour la vente, des matériels pour la transformation.

TS / ATON, monsieur Arnel Ollivier H.

En terme de suggestion il a proposé :

- la formation du boucher sur le choix des animaux à acheter

- la formation sur l'utilisation des parcelles fourragères et en fin l'implication des acteurs à tous les niveaux de réalisation des activités du PRODEFILAV-PEL.

- Subventionner de produits alimentaires,
- Sécuriser le lieu de vaccination des animaux
- Recrutement des animateurs


SYNTHESE DES POINTS SOULEVES, DECISIONS PRISES ET PROPOSITIONS

En somme il faut signaler que les attentes des populations pour les infrastructures sont énormes dans la commune de Gogounou; il s'agit de:


- Construction de hangars pour la vente
- Construction d'habitations modernes
- aménager des barajés
- Accroître des prêts aux acteurs
- Former les acteurs dans leurs différents domaines
- Sécuriser les couloirs de passage des animaux pour atténuer les conflits entre éleveurs et agriculteurs
- Doter les groupements des matériels et des moyens relatifs


Après avoir rappelé les grandes lignes de la séance, les participants se sont séparés, des informations et souhaitent que leurs attentes soient prises en compte.


Ont signé :



Amel OLLIVIER
Le PONTAGUER
TS/VLO 9727924





Sidi ASOBO
Président ULOPEK
Gogounou
97616541


Représente des
transformatrices
TIDJANI lamaton B.
98-72-60-17


Kassim YADISSOUXOU
96370716
Par la mairie


Président des bouchers
MARGO Issa
95-12-24-01









LA BITE Serapfu
Bureau d'étude

**MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES
ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)**

.....

Liste des autorités et personnes ressources rencontrées

.....

N°	Nom et prénoms	Commune	Responsabilité/Structure	Contacts	Emargement
1	GOUNOU N'GOYE GEOFROY	Gogounou	SG Nairie	97437707	
2	DJEGGA Jemnon	Gogounou	PAIT UDOPER-BA	97468842	
3	BOUKARI BATHA Alakane	Gogounou	Coordo UDOPER-BA	97451510 9715157911	
4	OROU G.M. Dramane	Gogounou	Coordo ANDPER	97157911	
5	OLLIVIER JE MONTA- GUERE Amel	Gogounou	TS Viande Lait de ATVA 2	97360876	
6	BOUCANIDI Bello Cam moun Poro	Gogounou	CP ANDPER	9555680	
7	YADISSOUNOU Kassim	Gogounou	Représentant Mairie	96370716	

MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)





.....













Liste de présence de consultation du public

.....

Département : ALIBORI Commune : Gogounou Arrondissement : Village/Quartier : Abanin

Date : 18/11/19 Lieu : Salle de réunion ANOPER

N°	Nom et prénoms	Responsabilité/Structure	Contacts	Emargement
1	DJOBO Sidi	Président/UCOPER	97 61 65 41	
2	IDRISSOU Aminou	Membre/UCOPER	96 29 86 94	81
3	MAHAMA Sanda	Membre CA/UCOPER	95 09 67 46	81
4	TIDSSANI Lamatou	Membre/UCOPER	98 72 60 17	
5	BAKOUSSO Alimatou	Membre/UCOPER	✓	✓
6	MERE Djidjaton	Membre/UCOPER	✓	✓
7	TIDSSANI Hamidou Bary	Membre/UCOPER	63 06 01 16	
8	BAGRI Mora	Boucher	95 74 23 35	

9	MARGO Issa	Boucher	95 12 24 01	
10	TIDJANI Ibrahim	Membre / UCOPER	94 04 00 19	
11	IDRISSOU Agou	Membre / UCOPER	94 70 12 73	
12	Sika Moussa Zaliatou	Membre / UCOPER	96 61 12 49	
14	GADO A. Salifou	Membre / UCOPER	95 90 55 62	
15	ADOU Ali	Commerçant bétail	96 90 97 42	
16	HASSAN Soumanou	Commerçant bétail	94 87 50 68	
17	TCHOUMON Adamou	Eleveur		
18	Soumanou Yacoubé	Eleveur	94 04 05 40	
19	ZAKARI Issifou	Boucher	95 55 55 12	
20	HAMADOU Soumanou	Eleveur		
21	YADISSOU KASSIM	Chef service des Affaires domaniales de Gogouren	96 37 07 16	

PROCES VERBAL DE SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

MISSION : ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

Date : 18/11/19
Début de la séance : 15 h 20
Fin de la séance : 18 h 47
Commune : Kandi
Arrondissement : Kandi
Village/quartier :
Lieu-dit : Cellule/communale/ATJA/Alibori
Langue(s) de travail : Bariba/Jendi/Peulh/Frangais
Représentants du Bureau d'Etudes : LAINTE Séraphin

A. RESUME DES PRESENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA SEANCE

Le 18 novembre 2019, le lundi 18 novembre a eu lieu dans la salle CC/ATJA une consultation publique relative à la mission d'élaboration du CGES du Projet/PRODEFILAV-PEL pour assurer la mise en œuvre du projet et la prise en compte des aspects environnementaux et sociaux conformément aux exigences de la BAD et aux dispositions réglementaires en vigueur au Bénin.

Après l'introduction brièvement du Président UCOPE, Mr P. O. A. Madou ISSA, Mr LAINTE Séraphin a précisé les objectifs de la dite mission qui est de faire le bilan des impacts environnementaux et sociaux liés aux exigences de la BAD et recueillir leur avis sur PRODEFILAV-PEL.

Après ces mots d'introduction, deux acteurs fw ont été entendus.

239


PROCES VERBAL DE SEANCE RELATIF A LA MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

SYNTHESE DES POINTS SOULEVES, DECISIONS PRISES ET PROPOSITIONS

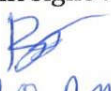
Il convient de noter que les acteurs ont formulé plusieurs vœux pour les projets PRODEFILAV-PEL après la liste des infrastructures réalisées par PRODEFILAV. Aux nombres de ces attentes il faut citer la construction moderne d'abattoirs - laundi, la mini-lanterne pour la transformation, le couloir de passage pour les éleveurs, les aires de pâturage, les bords naturage, l'aménagement du marché à bétail pour les commerçants et les éleveurs et pour d'autres acteurs clés concernés. Après avoir rappelé les grande lignes de la séance, le président du PRODEFILAV a remercié les participants à son tour pour leur présence.

La liste des participants et photos annexée


Ont signé :



BIOPEPE GUE
ADAM Seidou
96 21 3719





BIO Amandau ISRA
92 07 1140




KORA I.
Amandau.
64 47 96 81


GIADO
Haimouna
64 45 35 88


LAMITE Séraphin
Bureau d'écou
Gouda
GANDOSSOUNON A.
95 10 14 82
66 82 35 45


Soufiane ARAMA
97 35 80 29



MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

.....

Liste de présence de consultation du public

.....

Département : *Alibori* Commune : *Kandi* Arrondissement : *Kandi* Village/Quartier :

Date : *18/11/19* Lieu : *CC/ATSAE/Alibori*

N°	Nom et prénoms	Responsabilité/Structure	Contacts	Emargement
1	Goumri Amadou	membre WCOPE	-	<i>+</i>
2	Djibril Boubacon	membre WCOPE	91893526	B
3	Bouraina Djibril	membre WCOPE	64490798	<i>#</i>
4	DIKO GOUNOU Mohamed	Formateur WCOPE	94454607	<i>##</i>
5	Tchoumon Alois	Tresorier Arrond Kandi I	64658913	<i>##</i>
6	Bio Tchoumon	commerçant de bétail	94232362	<i>#</i>
7	Boubacar Ouvaron	commerçant de bétail		<i>2</i>
8	Saidou Fadima	transformative		000

9	HAMADOU Aminaton	Transformatrice		R
10	Hamadou Adama	Transformatrice		Ⓢ
11	BouBAcal Aminaton	"		Ⓢ
12	Djagnon Aminaton	"		Ⓢ
13	Gado Maïnouna	"		Ⓢ
14	Goro Yayi Moura	Tresorier SCOPER	64520972	Ⓢ
15	Amadou Issioka	Eleveur	95411546	ID
16	BIDKOREHI A-Fataou	boucher	64479678	AAA
17	HAMPA Seïdon ISSA	boucher	65096244	Ind
18	Bouraina Soumou	Eleveur	98042146	Ind
19	Sidi A Lou	Eleveur		Ⓢ
20	SIDI Gakpè Aboubakar	President Arrond Kangon 2	65549144	Ⓢ
21	Bio NIKI Salion	boucher	64529479	Ⓢ

22	Bio Amadou ISSA	Président scoper	97045140	B
23	Bio MAMA Bachir	boucher	66497994	0
24	TOKO Ibrahim	boucher	96642698	Amptg
25	OSSENI Alassane	boucher	64538261	0
26	Salifou MAMA Ayoub	commerçant de bœuf	95826270	0
27	AMADOU Salifou Agibou	commerçant de bœuf	62890271	0
28	Bio Issiako Ismaël	commerçant de bœuf	97435746	B
29	KORAISSA Mohamadou	commerçant de bœuf	64479681	0
30	Gibril Seidou Mahamdia	boucher	94302370	0
31	GANAOUSSOUNON A. Gouda	Agriculteur	95101482	0
32	OUSSENI Aliou	commerçant	65760265	0
33	SANNI Souaïbou	Eleveur	64057794	0

34	BIOPEREGUE ADAM Seidou	Boucher	94213419	<i>Seidou</i>
35	SAÏEON Moustja	Membre usoper	64180631	<i>ESM</i>
36	BROKON BAKIRE	membre usoper	94755506	<i>3</i>
37	BANT BERE Nankoum	boucher	66318060	<i>SD</i>
38	OUSSINI Siaka ISSA	Commis/ant de bœuf	94938551	<i>Seidou</i>
39	BERABO DIALLA Seidou	TS - Viande et lait	9480 0407	<i>AB</i>
40	BOUKAHE Sahannir	conserv./per viande/ lait	95040537	<i>Bouk</i>

**MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES
ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)**

.....

Liste des autorités et personnes ressources rencontrées

.....

N°	Nom et prénoms	Commune	Responsabilité/Structure	Contacts	Emargement
1	BIOPEREGUE ADAM Seidou	KANDI	PRESIDENT	94213419	<i>Seidou</i>
	GANASSOUNOU A. Gouda	Kandi Angaradebou	S.G ADA-ALIBOU	95101482	<i>AB</i>
	BIO Amadou ISSA	Kandi	President usoper	97045440	<i>AB</i>
	Grado Meimaton	Kandi	Présidente des Transformatrice	64453588	<i>AB</i>

PROCES VERBAL DE SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

MISSION : ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTAL ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

Date : 19/11/2019
Début de la séance : 14h 23min
Fin de la séance : 16h 08min
Commune : Parakou
Arrondissement : 1^{er}
Village/quartier : Tourou
Lieu-dit : Marché à bétail de Tourou
Langue(s) de travail : Français, bariba, peulh
Représentants du Bureau d'Etudes : Constantin GANDJI

A. RESUME DES PRESENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA SEANCE

L'an deux mil dix-neuf et le mardi 19 novembre, s'est tenue dans le marché à bétail de Tourou (Parakou), la consultation du public relative à la mission d'élaboration du CGES du projet d'appui au développement des filières lait et viande et à la promotion des entreprises d'élevage (PRODEFILAV-PEL). La dite séance a réuni les différents acteurs impliqués dans les filières concernées.

L'objectif de la séance est :
- d'une part d'informer les acteurs concernés sur le projet, ses objectifs et ses composantes ;
- d'autre part de recueillir les attentes et avis du public concerné sur les différents aspects en matière de respect des normes environnementales et sociales à prendre en compte.

Après les interventions des autorités locales, des responsables des filières et de l'équipe de la mission, la parole a été donnée aux participants afin de se prononcer sur les différents aspects du projet.

Ainsi, au terme des échanges, les principales interventions enregistrées sont celles qui suivent :

B. QUESTIONS ET DEBATS

1^{er} intervenant, M. ABDEBACAR Adamou : Nous sommes très heureux d'accueillir à nouveau le projet PRODEFILAV-PEL et sommes disposés à contribuer à sa mise en œuvre. En effet, les responsables de PAFILAV nous avaient entre temps dit qu'ils allaient réaliser certaines infrastructures (clôture du marché à bétails de Taurou d'une superficie d'environ 8 hectares, des toilettes, de quai, des abreuvoirs, des forages, etc.) au profit des acteurs des filières lait et viande de la Commune de Parakou. Nous aurions souhaité que les responsables de PRODEFILAV-PEL en fassent davantage.

2^e intervenant, M. DUMARDU Amadou : Autrefois, PAFILAV n'avait pu combler certaines de nos attentes. Les responsables de PAFILAV nous avaient promis la réalisation des couloirs de passage des animaux, des abreuvoirs et des aires de repos vers la sortie Ouest de la ville de Parakou mais rien de tout cela n'a été fait ; ce qui constitue de véritables difficultés pour l'essor des filières lait et viande. Nous invitons et supplions les responsables de PRODEFILAV-PEL à être à notre écoute pour la prise en compte de nos difficultés aux fins du développement de ces filières.

3^e intervenant, M. KOURIGA Soumanou : A quand le démarrage de la phase de mise en œuvre de PRODEFILAV-PEL ?

Réponse donnée par l'équipe de Consultants : Nous ne saurions de notre position actuelle vous donner une précision sur la date de mise en œuvre dudit projet. En effet, le projet entrera à sa phase active suite aux études qui sont en cours faisant objet de notre rencontre. Veuillez donc patienter, le moment venu, vous serez informés.

PROCES VERBAL DE SEANCE RELATIF A LA MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

4^e intervenant, M. ABDUL-KADRI Ouamane : Pour soulager les peines des acteurs des filières lait et viande que nous sommes, des doléances seront formulées à l'endroit des responsables de PRDEFILAV-PEL. Il s'agit entre autres de l'achèvement de la clôture du marché à bétail de Toundou suivant les normes requises, la définition des couloirs de passage des bétails, la mise à disposition de vétérinaires compétents pour le soin des bétails, l'octroi de prêts aux acteurs des filières, la mise en place de comités de suivi et de gestion, la réalisation d'infrastructures hydro-pastorales, la réalisation de dortoirs et restaurants au sein du marché à bétail de Toundou, l'élargissement du parc à rétention avec une capacité d'accueil d'environ 300 ruminants.

5^e intervenant, M. HASSANE Boubacar : Nous aurions souhaité que le volet de la promotion des entreprises d'élevage soit réellement pris en compte par le nouveau projet. A cet effet, nous allons mieux nous organiser au sein des filières lait et viande pour leur vulgarisation et tendre la main aux jeunes et aux femmes notamment pour leur insertion.

6^e intervenant, M. ADAMOU Sami : L'accompagnement du projet PRDEFILAV-PEL pour le développement des champs fouragers et la réalisation des laiteries ou mini-laiteries dans les arrondissements à définir ensemble permettrait le décollage des filières lait et viande.

PROCES VERBAL DE SEANCE RELATIF A LA MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

SYNTHESE DES POINTS SOULEVES, DECISIONS PRISES ET PROPOSITIONS

Au terme de la séance de consultation publique, il est à retenir que les acteurs des filières lait et viande ont favorablement accueilli le projet en espérant sa mise en œuvre dans les meilleurs délais avec la prise en compte des doléances formulées.

Les principales interventions ont ainsi porté sur :

- les doléances relatives à la réalisation d'infrastructures hydro-pastorales modernes ;

- la définition des corridors de transhumance ;
- la date de la mise en œuvre du projet ;
- l'incitation des jeunes et femmes pour la promotion des entreprises d'élevage ;
- la réalisation de mini-laiteries et des champs fongus.

Après avoir rappelé les grandes lignes de la rencontre, l'équipe de la mission a remercié les participants pour leur mobilisation. Les acteurs des filières lait et viande présents exercent également les responsables de PRODEFILAV-PEL à revenir pour la réalisation du projet dans les meilleurs délais en prenant en compte leurs doléances.

Ont signé :

Association des Eleveurs et
Commerçants de Bétails
(AECB - PARAKOU)
Secrétaire Général
Tél: 94 11 31 10 / 96 62 21 47

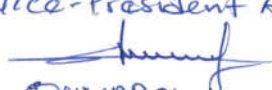


NANA SANBO Abdoulaye
Représentant du Consultant Principal




Constantin GANDJI
96 09 02 07

- Président AECB-Parakou
Opport 953 002 56
DICKO Ousmane

- Vice-Président AECB-Parakou

OUMAROU Amadou
95 50 38 80

- SG UCOPER
SANBO Oumaron
95 67 14 43

- Pastoraliste APIC

MOUSSA B. MOUSSA
97 11 56 22

Liste de présence de consultation du public

Département : BORGOU Commune : PARAKOU Arrondissement : 14 Village/Quartier : TOUROU

Date : 19/11/2018

Lieu : Marché à bétail de Tourou

N°	Nom et prénoms	Responsabilité/Structure	Contacts	Engagement
01	ALICIO Ousmane	Prd/AECB. Tourou	95300256	Prd
02	OU MAROU Amadou	VP/AECB. Tourou	95503890	Prd
03	ABDOUL-KADIR Ousmane	Membre sage/AECB	95534645	Prd
04	HASSANE Boubacar	Prd CC/AECB. Tourou	97581578	Prd
05	IMOROU Salifou	Membre/AECB	✓	Prd
06	ADAMOU Sambo	Membre/AECB	94268039	Prd
07	KOURIGA Belko	Membre/AECB	✓	Prd
08	BOUGA KAN Saïdou	Membre/AECB	✓	Prd

09	KOURIGA Soumanou	Membre/AECB	✓	Prd
10	ABOUBAKAR Adamou	Membre/AECB	✓	Prd
11	KOURIGA Saïdou	Membre/AECB	✓	Prd
12	ADAMOU Mamadou	CCP Tourou	97386911	Prd
13	ADAMOU Dago	Membre AECB	✓	Prd
14	STAMBO Ousmane	SG UCOPEN	95471463	Prd
15	EL-HASSY YARI Ousmane	Rapporteur CC	9587-7757	Prd
16	JOJO BANSOU Housa	APIC-ORIS	97115822	Prd
17	GANDJI Constantin	Consultant associé	96090207	Prd

2- PERERERE

PROCES VERBAL DE SEANCE RELATIF A LA MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

B. QUESTIONS ET DEBATS

1^{er} intervenant, M. Ali Loukman: Le nouveau projet PRODEFILAV-PEL est le bienvenu dans notre localité afin d'inciter les acteurs des filières concernées à donner de meilleurs résultats. En effet, pendant la saison sèche, le pâturage est très difficile, ce qui agit sur l'état physique des animaux et donc a de répercussion sur la qualité et la quantité de viandes sur le marché puis aussi la disponibilité du lait pour les femmes transformatrices. Nous suggérons donc aux responsables du projet de penser à la création d'une aire de pâturage qui tienne compte de toutes les saisons, notamment la saison sèche.

2^e intervenant M. BUKARI Salifu: Nous endurons d'énormes difficultés au niveau de l'élevage des ruminants, ce qui agit directement sur la disponibilité des matières premières lait et viandes au niveau des consommateurs. Par ailleurs, nous avons un problème d'encadrement et de suivi des bétails à travers l'insuffisance et l'indisponibilité des vétérinaires de la Commune de Perere, ce qui implique la perte massive des bétails. Nous demandons aux responsables du projet de bien vouloir nous fournir des machines à faire afin de soulager un temps un peu nos peines.

3^e intervenant M. MOUSSA Tidjani: Nous avons des problèmes liés aux conditions de transhumance, le défaut d'alimentation de qualité des animaux, des aires d'élevage et plein d'autres. Par votre canal, nous implorons l'indulgence des responsables du projet à nous aider à trouver des solutions durables à nos difficultés afin que les filières lait et viande se développent davantage dans notre

B. QUESTIONS ET DEBATS

1^{er} intervenant, M. ALL Loukman: Le nouveau projet PRODEFILAV-PEL est le bienvenu dans notre localité afin d'inciter les acteurs des filières concernées à donner de meilleurs résultats. En effet, pendant la saison sèche, le pâturage est très difficile, ce qui agit sur l'état physique des animaux et donc a de répercussion sur la qualité et la quantité de viandes sur le marché puis aussi la disponibilité du lait pour les femmes transformatrices. Nous suggérons donc aux responsables du projet de penser à la création d'une aire de pâturage qui tienne compte de toutes les saisons, notamment la saison sèche.

2^e intervenant, M. BDIKARI Salifu: Nous rencontrons d'énormes difficultés au niveau de l'élevage des ruminants, ce qui agit directement sur la disponibilité des matières premières: lait et viandes au niveau des consommateurs. Par ailleurs, nous avons un problème d'encadrement et de suivi des bétails à travers l'insuffisance et l'indisponibilité des vétérinaires de la Commune de Perere, ce qui implique la perte massive des bétails. Nous demandons aux responsables du projet de bien vouloir nous fournir des machines à foin afin de soulager un temps soit peu nos peines.

3^e intervenant, M. MOUSSA Tidjani: Nous avons des problèmes liés aux couloirs de transhumance, le défaut d'alimentation de qualité des animaux, des aires d'élevage et plein d'autres. Par votre canal, nous implorons l'indulgence des responsables du projet à nous aider à trouver des solutions durables à nos difficultés afin que les filières lait et viande se développent davantage dans notre

localité et pour le mieux-être de tous les acteurs desdites filières.

4^e intervenante, Mme MIDOU Bariki : En saison sèche, nous avons de difficultés dans la transformation du lait en fromage et ceci se fait remarquer à travers la mauvaise qualité des fromages que nous produisons. Il serait souhaitable de bénéficier des accompagnements dans ce sens à travers des appuis techniques et financiers.

5^e intervenante, Mme KORA Adama : Nous avons des problèmes d'approvisionnement en eau notamment l'insuffisance des puits pour les bétails puisque toute la Commune de Pérère ne dispose que de deux (2) retenues d'eau. Si les responsables de PRODEFILAV-PEL pourraient nous aider à avoir des puits et retenues d'eau, cela nous donnerait plus d'engagement à travailler pour le développement des filières lait et viande.

6^e intervenant, M. MOUMOUNI Safiou : De petits insectes dont nous ignorons les sources attaquent parfois les animaux (bétail) et même avec l'appui des vétérinaires, la situation demeure. Ainsi, nous sollicitons l'expertise des compétences capables de nous aider à pallier à cette situation à travers les responsables de ce projet.

7^e intervenant, M. ABIBOU Souradiou : Il n'y a qu'une seule boucherie dans toute la Commune de Pérère. Nous aurions souhaité avoir des formations sur les productions des oligo-éléments et cultures fourragères. De plus, demandons aux responsables du projet de nous aider à travers la définition des couloirs de passage des animaux et donc pour la réduction des conflits entre éleveurs et agriculteurs.

PROCES VERBAL DE SEANCE RELATIF A LA MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

SYNTHESE DES POINTS SOULEVES, DECISIONS PRISES ET PROPOSITIONS

Au terme de la séance de consultation du public, il est à noter que les acteurs des filières lait et viande ont été contents de l'annonce du projet en espérant dans les meilleurs délais sa mise en œuvre avec un accent particulier sur la prise en compte des différentes réalités.

Ainsi donc, les principales interventions ont porté sur :

- les difficultés de conduite des bétails en pâturage pendant la saison sèche ;

- l'indisponibilité et l'insuffisance de vétérinaires ;

- la difficulté d'approvisionnement en eau (abreuvoirs) pour les bétails et sollicitation de machines à foin ;

- l'attaque des bétails par des insectes dont le traitement est difficile même avec les vétérinaires ;

- la sollicitation de formations sur les productions des cultures fourragères et les oligo-éléments.

Après le rappel des grandes lignes de la rencontre, l'équipe de la mission a remercié les participants qui ont à leur tour exprimé leur joie et réitéré leur engagement à l'endroit du projet.

Président UCOPER / Pérère

Ont signé :

M 96194306
DEMBO BANI Gani

La Représentante des femmes transformatrices

Sup 96093985
KORA S. Adama

C/DPSE cell C/SPBL

Le Représentant des Eleveurs



sonabiron.

N. A Madou

Le Représentant du Consultant Principal Mousradikou

65268064

Constantin GANDJI
96090207

MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

Liste de présence de consultation du public

Département : Borgou Commune : Pére Pére Arrondissement : Pére Pére Village/Quartier : Kouasso
Date : 19/11/2019 Lieu : Salle de conférence de la mairie

N°	Nom et prénoms	Responsabilité/Structure	Contacts	Emargement
1	SAKA SIRA Koto	Président des Bouchers.	90968867	S
2	MOUMOUNI Sapiou	éleveur	66227399	See
3	MOUSSA Tiofani	éleveur	62458138	N
4	ALI Louckman	éleveur	63998433	Logoff
5	AMABOU Moussadikou	éleveur	65268064	Asses
6	BOUKARI Salifou	éleveur	-	ou
7	MIDOU Banki	Transformatrice (GF)	69223040	2
8	ALI DOU Memounaton	Transformatrice (GF)	-	0.

9	ZAKARI Saffouraton	Transformatrice GF	-	UT
10	SERIF A.B. Assanaton	Transformatrice (GF)	97520226	AA
11	KORA S. Adama	Transformatrice (GF)	96093985	Supb
12	DEMBE BANI Gani	Prod UCO PER	96194306	M
13	ABAMOU Souabrou	coll CISPBL	66444072	sup as
14	BIO YO Manon	Transformatrice (GF)	-	S
15	ABIBOU Souabrou	S-G Boucherie	96-15-19-86	h°
16	GANDJI Constantin	Consultant associé	96090207	ALL

3- KOUANDE

PROCES VERBAL DE SEANCE RELATIF A LA MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

PROCES VERBAL DE SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

MISSION : ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

Date : 18/11/2019
Début de la séance : 15h 07 min
Fin de la séance : 16h 49 min
Commune : Kouandé
Arrondissement : Kouandé
Village/quartier : Marro
Lieu-dit : Centre du secteur Elevage
Langue(s) de travail : Français, Peulh
Représentants du Bureau d'Etudes : Constantin GANDJI

A. RESUME DES PRESENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA SEANCE

L'an deux mil dix-neuf et le lundi 18 novembre, s'est tenue dans la salle de réunion du centre du secteur Elevage de Kouandé la consultation du public relative à la mission d'élaboration du CGES du projet d'appui au développement des filières lait et viandes et à la promotion des entreprises d'élevage (PRODEFILAV-PEL). L'adite séance a réuni les différents acteurs impliqués dans les filières concernées.

L'objectif de la séance est :
- d'une part d'informer les acteurs concernés sur le projet, ses objectifs et ses composantes puis ;
- d'autre part de recueillir les attentes et avis du public concerné sur les différents aspects en matière de respect des normes environnementales et sociales à prendre en compte.

Suite aux interventions des responsables des filières, autorités locales et de l'équipe de la mission, la parole a été donnée aux participants afin de se prononcer sur les différents aspects du projet.

Ainsi, au terme des échanges, les principales interventions retenues sont les suivantes :

B. QUESTIONS ET DEBATS

1^{er} intervenant, M. AMADDU Kadri : Nous remercions les responsables à divers niveaux ayant pensé à nous à travers le PRODEFILAV-PEL. En effet, nous avons d'énormes problèmes liés notamment aux coûts de passage des troupeaux et à l'insuffisance des sources d'approvisionnement en eau de boisson pour la population et d'abreuvoirs pour les animaux. Nous prions donc les responsables de ce projet à nous aider à travers des forages et la réalisation d'abreuvoirs afin d'inciter davantage les acteurs desdites filières.

2^e intervenante, M^{me} WDRDI Baki : Nous avons de difficultés à faire écouler les fromages que nous produisons compte tenu du manque d'emplacements précis pour la vente, ce qui nous oblige souvent à nous promener de maisons en maisons avec les différents risques qui y sont liés. Nous sollicitons donc de nous aider à avoir des emplacements fixes pour la vente de nos produits.

3^e intervenante, M^{me} BIO Tchéhida : L'obtention de lait est parfois difficile notamment en saison sèche et aussi due à l'alimentation des bétails qui n'est toujours pas de bonne qualité. De plus, les problèmes liés au coût de passage des bétails agitent la disponibilité de la matière première (lait) et son coût est élevé. Si des mini-laiteries pouvaient être réalisées et bien équipées, cela soulagerait les peines des transformatrices et des consommateurs.

4^e intervenant, M. SENI Djoulé : Les bétails souffrent de certaines maladies (attaque des insectes) qui parfois dépassent les compétences des vétérinaires.

naires impliquant ainsi la perte massive des animaux. Il serait souhaitable donc que les responsables de PRODEFILAV-PEL forment des vétérinaires capables d'être à la hauteur des tâches et difficultés liées aux bétails afin de limiter les cas de perte d'animaux enregistrés.

5e intervenant, M. HAMA Moussa: Nous sommes confrontés à des problèmes fonciers créant ainsi des conflits entre éleveurs et autochtones sous prétexte que les domaines exploités par les éleveurs appartiennent à leurs arrière parents. Cette situation fait enregistrer d'énormes pertes en vies humaines. Nous implorons l'indulgence et la diligence des autorités compétentes à nous aider à trancher cette situation en nous octroyant des titre de propriété foncière pouvant nous protéger et nous permettre de mener nos activités pour le développement des filières lait et viande dans la Commune de Kouandé pour le bonheur de tous.

6e intervenante, M^{re} SENI Bignon: Certaines femmes avaient été formées par PAFLAV pour la transformation de lait en fromages mais n'ont reçu jusqu'à la date d'aujourd'hui aucun appui (accompagnement) les que promis.

PROCES VERBAL DE SEANCE RELATIF A LA MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

SYNTHESE DES POINTS SOULEVES, DECISIONS PRISES ET PROPOSITIONS

A la fin de la séance de consultation publique, il est à retenir que les acteurs des filières lait et viande ont accueilli favorablement le projet et attendent impatiemment sa mise en œuvre dans les meilleurs délais.

Ainsi, les principales interventions ont porté sur :

- les difficultés liées aux circuits de transhumance et à l'insuffisance des sources d'approvisionnement en eau ;
- les difficultés d'équipement des produits (lait et fromage) ;
- la construction de mini-laiteries bien équipées ;
- l'exposition des bétails à certaines maladies dépassant les compétences des vétérinaires ;
- les problèmes liés au titre de propriété foncière ;
- l'accompagnement des femmes transformatrices à travers des appuis financiers ; etc.

Après avoir rappelé les grandes lignes de la rencontre, l'équipe de la mission a remercié les participants pour leur mobilisation. Les participants ont exprimé leur joie en promettant de contribuer à la réalisation du projet à travers les fructueuses collaborations entre acteurs et responsables du projet.

Le Président UCOPER / Kourané

Ont signé :

DUMAROU Allou
96 20 59 97



Beatrice HUBERT
66 22 87 48

La Représentante des femmes transformatrices

WOROU Baké
96 86 87 46

SG / UCOPER

Le Représentant du Consultant

(Signature)

Constantin GANDJI
96 09 02 07

MÈRÈ Gobi Djo

94 07 91 83

**MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI A
DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEI**

Liste de présence de consultation du public

Département : Atacora Commune : Kouandé Arrondissement : Kouandé Village/Quartier : Marro
Date : 18/11/2019 Lieu : Centre du secteur Elevage

N°	Nom et prénoms	Responsabilité/Structure	Contacts	Emargement
01	OUMAROU ALLOU	Président UCOPEA	96 20 59 97	ou
02	MAMADOU BIO	Treasorier / Membre UCOPEA	94 75 99 27	B
03	GORDISSABE Diodi	Eleveur / Membre UCOPEA	68 72 12 27	Saf
04	Boko Nasa	Membre UCOPEA	✓	✓
05	FAROUKOU Sabi	Eleveur / Membre UCOPEA	67 33 81 39	✓
06	SENI Dyoule	Membre UCOPEA	64 16 16 78	✓
07	WOROU BIO	Eleveur / Membre UCOPEA	61 41 67 35	✓
08	YAKASSOU Dyoule	Membre UCOPEA	67 72 25 30	✓

09	BIO TCHERIDO	Membre UCOPEA	66 18 36 99	
10	WOROU BAKO	Transformatrice / Membre UCOPEA	96 86 87 46	
11	SABI Dado	Transformatrice / Membre UCOPEA	✓	
12	NAKO Debs Alfa	Transformatrice / Membre UCOPEA	✓	
13	BEKO Gnom	Transformatrice / Membre UCOPEA	✓	
14	SENI Bignon	Transformatrice / Membre UCOPEA	✓	
15	HAMADOU Kadri	Eleveur / Membre UCOPEA	66 36 35 22	
16	HAMA Moussa	Membre UCOPEA	95 60 56 62	
17	MATEHO DO WOUATHI	Eleveur / Membre UCOPEA	✓	
18	MAMADOU BOUBAKARI	Membre UCOPEA	✓	
19	WOROU WOUATHI	Eleveur / Membre UCOPEA	64 80 69 71	
20	MAMAM FAROUKOU	Membre UCOPEA	✓	

MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

.....
Liste de présence de consultation du public (suite et fin)

Département : Atacora Commune : Kouandé Arrondissement : Kouandé Village/Quartier : Marro

Date : 18/11/2019

Lieu : Centre du secteur Elevage

N°	Nom et prénoms	Responsabilité/Structure	Contacts	Emargement
21	BIO SANK	Membre UcoPER	96 32 71 30	
22	SAMO BIO	Membre UcoPER	✓	
23	DONI ALLOU	Président Association ou KAYO (Elevage)	96 70 06 73	✓
24	Gobidjo Méré	SG/UA CIPR	94 07 91 83	✓
25	HAMADOU SAMO	Membre UcoPER	96-30-15-29	
26	ADAMO Dagnon	Membre UcoPER	65 66 63 13	
27	GANDJI Constantin	Consultant associé	96 09 02 07	✓

4- PEHUNCO

PROCES VERBAL DE SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

MISSION : ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

Date : 18/11/2019

Début de la séance : 09h 23min

Fin de la séance : 10h 56min

Commune : Pehunco

Arrondissement : Pehunco - centre

Village/quartier : Gourman kparou

Lieu-dit : Centre Cellule Commune / ATDA 2 (Ex-CARDER)

Langue(s) de travail : Français, Peulh

Représentants du Bureau d'Etudes :

A. RESUME DES PRESENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA SEANCE

L'an deux mil dix-neuf et le lundi dix-huit novembre s'est tenue dans le cadre de la cellule communale (ATDA2), la consultation du public relative à la mission d'élaboration du CGES du projet d'appui au développement des filières lait et viande et à la promotion des entreprises d'élevage (PRODEFILAV-PEL). L'adite séance a réuni les différents acteurs impliqués dans lesdites filières.

L'objectif de la séance est :

- d'une part d'informer les acteurs concernés sur le projet, ses objectifs et ses composantes puis ;
- d'autre part de recueillir les attentes et avis du public concerné sur les différents aspects en matière de respect des normes environnementales et sociales à prendre en compte.

Après les interventions des autorités locales et de l'équipe de la mission, la parole a été donnée aux participants afin de se prononcer et poser des questions d'éclaircissement d'une part et pour recueillir leurs attentes d'autre part sur ledit projet.

Au terme des échanges, les principales interventions suivantes ont été enregistrées :

B. QUESTIONS ET DEBATS

1^{er} intervenant, M. BDUL DU Issa : Nous sommes très contents d'accueillir chez nous ce nouveau projet PRODEFILAV-PEL qui fait suite au PAFILAV. Nous voulons exprimer notre gratitude par rapport aux actions de PAFILAV qui répondait correctement à nos doléances et besoins. Il serait souhaitable que ce nouveau projet continue dans le même sens que celui passé.

2^e intervenant, M. ATIKOU Hamadou : Le véritable problème auquel nous sommes confrontés est celui des conflits de transhumance qui crée des conflits entre les agriculteurs et nous. De plus, il y a un manque grave de sources d'approvisionnement en eau notamment pour les bétails. Nous prions à cet effet, les responsables de ce projet à nous aider pour le soulagement de nos peines.

3^e intervenant, Mme SALIFOU Méri : Nous souhaitons que les responsables de ce projet nous aident pour l'installation des champs fourragers et des mini-laiteries afin d'améliorer la qualité de nos produits (fromages) et les rendre compétitifs sur les marchés locaux et internationaux (pays de la sous-région).

4^e intervenant, Mme

4^e intervenant, M. WADI Equiné : Il se pose un problème de gestion des déchets au niveau de la boucherie centrale de Pehunco, ce qui induit la mésentente. Il nous faut donc des barques à produits et des abonnements auprès des structures de pré-collecte des ordures. De plus, il nous faut dans la mesure du possible des infrastructures hydro-pastorales.

PROCES VERBAL DE SEANCE RELATIF A LA MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

Se intervenant, M. SERD Matchou : Dans le cadre de ce projet et pour inciter l'implication des acteurs des filières lait et viande, il faudra résoudre les problèmes liés aux sources d'approvisionnement eau (abreuvoirs), régler les conflits liés aux corridors de passage des animaux, faciliter l'accès aux crédits. Il serait aussi souhaitable de former des vétérinaires pour le suivi des bétails, ce qui permettrait le développement de l'élevage qui impactera positivement la vulgarisation des filières lait et viande dans notre localité.

PROCES VERBAL DE SEANCE RELATIF A LA MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

SYNTHESE DES POINTS SOULEVES, DECISIONS PRISES ET PROPOSITIONS

Au terme de la séance de consultation du public, il est à retenir que la population ciblée a été contente de l'avance du projet (PRODEFILAV-PEL) en espérant impatiemment sa mise en œuvre.

Ainsi, les principales interventions de la séance ont porté sur :

- l'expression de gratitude des acteurs des filières lait et viande suite aux actions de PAFILAV;
- la délimitation des couloirs de transhumance;
- l'installation des champs fourragers et mini-laiteries;
- la demande relative à la construction des infrastructures hydro-pastorales.

Après avoir rappelé les grandes lignes de la rencontre, l'équipe de la mission a remercié les participants pour leur mobilisation. Les acteurs des filières lait et viande ont exprimé leur joie relative au PRODEFILAV-PEL à leur profit en promettant contribuer activement à sa mise en œuvre. Ils suggèrent également que leurs doléances soient prises en compte pour le développement des filières concernées.

Président UCOPER / Pehunco



BOULOU Iyayi
9730 0417

La Représentante des Transformatrices



SALIFOU Méri
9508 22 44

Ont signé :

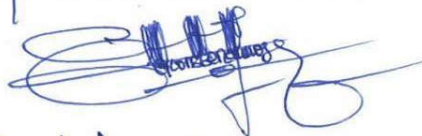


Administrateur UCOPER Pehunco



GNANLI Yaouba
9573 14 22

Le Représentant du Consultant



Constantin GANDJI
96 09 02 07

MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

Liste de présence de consultation du public

Département : Atacora Commune : Pehunco Arrondissement : Pehunco-centre Village/Quartier : Gourmon Kpateu

Date : 18/11/2019

Lieu : Centre Cellule Communale (ATDA2)

N°	Nom et prénoms	Responsabilité/Structure	Contacts	Emargement
1	SEBO Matchou	Membre/UCOPER	65370520	AS
2	GNANLI Yacoubou	Animateur/UCOPER	95731422 62331650	21/11
3	HAMADOU Bello	Président/UCOPER	96570691	✓
4	MERE Djodji	Membre/UCOPER	68334584	✓
5	ADAH Bouïrou	Eleveur	✓	✓
6	MODIBO Bani	Eleveur	64124831	64-12-48-31
7	ATIKOU Hamadou	Eleveur	94961780	✓
8	BOULOU Issa	Président/UCOPER	94300417	Bou

9	DADI Djataou	Eleveur	✓	✓
10	SANI Tchoumon	Président/CC	65844283	✓
11	YAHASSOU Bani	SG/UCOPER	64266961	
12	WADI Ganné	Président Marché à bétail	95872851	✓
13	KALDOU Seini	Eleveur	✓	
14	DEMON Tchoumon	Président/UCOPER	66979024	✓
15	SAMON Mamadou	Eleveur	✓	
16	SALIFOU Héri	Transformateur	95082244	✓
17	KDEROU Gani	Eleveur	63744399	
18	MOUSSA Ramadou	Transformateur	✓	✓
19	Tchoumon OROUJI	Eleveur	60823374	✓
20	ISSA MATCHOU	Eleveur	✓	
21	GANDJI Constantin	Consultant associé	26090207	✓

5- LISTE DES AUTORITES ET PERSONNES RESSOURCES RENCONTREES

MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES
ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

Liste des autorités et personnes ressources rencontrées

N°	Nom et prénoms	Commune	Responsabilité/Structure	Contacts	Emargement
1	ABDOULAYE Imorou	Parakou	Président UCOPER Parakou	97 08 73 77	
2	TAKPAPA Ali'dou	Parakou	DE APIC-ONG	97 77 90 63	
3	SABI SIRA Sabiyô	PEHUNCO	COORDONATEUR ZONE 1 (2KIP) DATER-ATA	95 72 82 55 66 08 19 80	
4	GNANLI Yacoubou	Pehunco	Animateur/UCOPER	95 73 14 22 62 33 16 50	
5	BOULOU Issa	Pehunco	Président/UCOPER	97 30 04 17	
6	BIO BAGOU Guillaume	Pehunco	TS Vendeur lait	96 61 00 83	
7	KORA Bona Doué	Pehunco	Conseiller Vendeur Lait	95 08 43 79	
8	OUMAROU Aïlou	Kouandé	Président UCOPER/Kouandé	96 20 59 97	

9	GOBIDJO Méré	Kouandé	Secrétaire UA GPER KPE	94 07 91 83 96 85 52 24	
10	BIO HUBERT Beatrice	Kouandé	Délégué Zongo	66 22 87 48	
11	ABIBOU Seruajero	PERERE	Boucher	96-15-69-66	
12	ABAMOU Sonabion	PERERE	Coord. CISPAL	66 44 40 72	
13	ISSIFOU Mama Djina	PERERE	CA Pépère	97 02 69 29	
14	AKAO Ousmane	Parakou	Président AECB Boko	95 30 02 56	
15	OUMAROU Amadou	Parakou	Vice-Président AECB	95 50 37 90	
16	SAMBO Oumarou	Parakou	SG UCOPER	95 67 14 63	
17	DJASSO Baniou Moussa	Parakou	APIC-ONG	97 11 50 22	
18	MANIA SAMBO Abdoulaye	Pkon	SG/AECB/Pkon	96 62 21 47	

Procès-verbal de séance de consultation publique dans la Commune de Copargo

PROCES VERBAL DE SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

MISSION : ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

Date : 17 Novembre 2019

Début de la séance : 09h 15mn

Fin de la séance : 13h 05mn

Commune : Copargo

Arrondissement : Copargo

Village/quartier : Toungouli

Lieu-dit : Bureau de l'arrondissement

Langue(s) de travail : Français

Représentants du Bureau d'Etudes : DOMANOU Isdore

A. RESUME DES PRESENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA SEANCE

Le 17 novembre 2019, à Copargo, la séance de consultation publique relative à la mission d'élaboration du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale du Projet d'appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Élevage (PRODEFILAV-PEL). L'objectif de la séance est d'informer les acteurs de la filière et viande sur le dit projet et de recueillir leurs avis, suggestions et propositions.

En début de la séance, le Chef d'arrondissement de Copargo a salué l'assistance et a donné la parole à l'assistant du consultant.

Après avoir remercié la population, l'assistant du consultant a rappelé les objectifs de la mission et ceux du projet PRODEFILAV-PEL. Ensuite, il a donné la parole à la population pour avis et suggestions.

B. QUESTIONS ET DEBATS

A l'entame du débat, ~~quatre~~^{cinq} intervenants ont été enregistrés.

1) BOUGUE Yacoubou: Au nom de l'assistance, je ^{tous} remercie et je remercie également les initiateurs du projet PRODEFILAV. Nous avons appris que PRODEFILAV a aidé des éleveurs dans d'autres communes mais pas chez nous. A Copargo, nous ne disposons pas de barrière pour abreuver notre bétail. Nous manquons de barrière et nous le demandons à PRODEFILAV de nous aider dans ce sens.

2) ABAOULAYE Seibou, Président UCOPER-Copargo: Comme l'a dit mon prédécesseur, nous manquons d'eau pour notre bétail. Le second problème est que nous n'avons pas de couloir de passage dans la commune. Ce qui crée de conflit entre agriculteurs et éleveurs. Le manque de couloir de passage à l'entrée fait qu'il n'y a pas accès au pâturage. Il n'y a qu'un couloir de passage transfrontalier qui permet à ceux qui ont quitté le Nigeria et le Bénin de rejoindre le Togo. Nous voulons des couloirs de passage à l'intérieur de la commune.

3) ASSAN Mahazon, Trésorier UCOPER: En plus des levins évoqués par mes prédécesseurs, il faut ajouter que nous ne disposons pas de pharmacie vétérinaire et de vétérinaire dans la commune. Cela est très capital pour la santé de nos animaux. Nos femmes qui font du fromage ont de la peine à aller collecter le lait dans la troupe sans faute de moyen de transport. Elles ne disposent pas également d'équipement adéquat pour la préparation du fromage. Nous souhaitons que le projet les appuie techniquement et financièrement. Il leur faut également un marché de fromage.

PROCES VERBAL DE SEANCE RELATIF A LA MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

4. ADAM M. Imourama, boucher : la commune dispose d'une boucherie construite par la mairie. Mais cette boucherie ~~ne~~ n'a pas d'eau et d'électricité. Cela fait que les bouchers ont du mal à y s'installer. Nous avons également ce même problème à l'abattoir. Nous souhaitons que le projet renforce les capacités de notre boucherie en demandant de l'eau et l'électricité. Pour nous permettre aussi de conserver nos produits, nous voulons aussi une chambre froide. Nous souhaitons que le projet se concrétise opérationnelle notre abattoir en nous donnant l'eau et l'électricité. Nous demandons au projet de nous appuyer financièrement aussi.
5. B.D. Verima, vétérinaire SG. WCDPER : Beaucoup de préoccupations ont été déjà évoquées. Mais je réajuste sur quelques uns qui sont très capitaux. Il s'agit du manque de gent vétérinaire et d'une pharmacie vétérinaire dans la commune. Il faut aussi doter la commune d'un marché de bétail et construire un marché de fromage aux femmes transformatrices. Il faut également prévoir des domaines pour l'air des champs foulagées où les animaux bien dont paître en saison sèche.

PROCES VERBAL DE SEANCE RELATIF A LA MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

SYNTHESE DES POINTS SOULEVES, DECISIONS PRISES ET PROPOSITIONS

Les points abordés au cours de la séance ont porté sur le manque de couloir de passage, le manque d'eau. Il a été également question du manque de vétérinaires qualifiés et le pharmacie vétérinaire. Les acteurs des filières lait et viande ont alors aussi le manque d'eau au niveau de l'abattoir et de la boucherie de la commune. L'introduction des taureaux géniteurs de bonne race dans le matériel, le tracé d'un couloir de passage au niveau communal, les femmes à qui formation ont évité leur manque en matière de préparation et les formations sur la transformation du lait en d'autre produit que le fromage.

Les acteurs ont en général adopté le projet et le choix porté sur leur commune et se disent prêts à l'accompagner dans sa réalisation.



Imorou WALI

Le Trésorier UCOPER

Mahazou ASSAN

Ont signé :

Le Président UCOPER

Seidou ABDOULAYE

Imourana M. ADAM

Assistant du consultant

Isidore DOMANOU

SG UCOPER BID YERIMA Vétérinaire

IBRAHIM Aminou

Liste de présence de consultation dans la Commune de Copargo

MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

.....

Liste de présence de consultation du public

.....

Département : *Donga* Commune : *Copargo* Arrondissement : *Copargo* Village/Quartier : *Tengouli*
 Date : *17/12/2019* Lieu : *Bureau de l'arrondissement*

N°	Nom et prénoms	Responsabilité/Structure	Contacts	Emargement
01	ABOUDOU LAYE Saibou	Président ICOPER	97 54 66 25	<i>[Signature]</i>
02	ASSAN Mahazou	TG UCOPER	97 88 97 13	<i>[Signature]</i>
03	ADAM M. Jmourama	Boucher / Membre UCOPER	97 54 68 66	<i>[Signature]</i>
04	BOUGUE Yacoubou	Eleveur	66 39 95 13	<i>[Signature]</i>
05	IBRAHIM Z. Mamam	Boucher	97 65 16 28	<i>[Signature]</i>
06	GIADO MOUHAMMADOU	Président ARAR ICOPER	97 11 22 06	<i>[Signature]</i>
07	Tahirou Garba	éleveur	66 72 23 47	<i>[Signature]</i>
08	ZAKARI Awali	éleveur	97 65 29 33	<i>[Signature]</i>

09	IBRAHIM AMINOU	Boucher	67 85 03 67	<i>ib</i>
10	YACOUBOU Sid	Eleveur	66 43 31 37	<i>Y.S.</i>
11	ADAM Djilou	Boucher	97 90 60 37	<i>Dj.</i>
12	BID Yehima	Secrétaire G/UCO PER COPIRGO	96 23 88 89	<i>BID</i>
13	WALI Imorou	cap cargo	94 24 08 04	<i>W.</i>
14	OUSMANE Tidjani	Eleveur	66 19 20 84	<i>O.</i>
15	ADAMOU Iliouane	Eleveur	91 17 61 38	<i>AD.</i>
16	GARBA Imorou	Boucher	96 41 72 78	<i>G.</i>
17	DOMANOU Isidore	Assistant du Consultant	66 24 87 65	<i>DOM.</i>

Procès-verbal de séance de consultation publique dans la Commune de Bassila

PROCES VERBAL DE SEANCE RELATIF A LA MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

PROCES VERBAL DE SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

MISSION : ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

Date : 17 Novembre 2019
Début de la séance : 15h 10mn
Fin de la séance : 17h 25mn
Commune : Bassila
Arrondissement : Bassila
Village/quartier : Campion
Lieu-dit : Site / Mini-laiterie PAFILAV
Langue(s) de travail : Français
Représentants du Bureau d'Etudes : DOMANOW Isidore

A. RESUME DES PRESENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA SEANCE

L'an deux mille dix-neuf et le dix-sept novembre a eu lieu à Bassila la consultation publique relative à la mission d'élaboration du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale du Projet d'appui au Développement de la Filière Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Élevage (PRODEFILAV-PEL).

L'objectif de la séance est d'informer les acteurs des filières lait et viande sur le projet et de recueillir leurs avis et suggestions.

En début de la séance, le Président UCODE a salué et remercié les uns et les autres pour leur présence. Ensuite il a donné la parole à l'assistant du consultant pour présenter l'objectif de la mission. Après la salutation d'usage, l'assistant du consultant a détaillé les objectifs de la mission et a demandé à l'assistance de se prononcer sur les différents aspects du projet.

B. QUESTIONS ET DEBATS

Avant début des débats, trois intervenants ont été enregistrés.

1. WORDUOTO Godjanou, Président LACOPER Bami, après avoir salué le consultant pour la mission, il a souligné quelques problèmes rencontrés. Le problème d'eau auquel ils sont confrontés. La commune ne dispose pas d'axes de couloir de passage. Et cela crée souvent des conflits entre éleveurs et agriculteurs. Nous souhaitons avoir aussi des passages dans la commune.

2. ADAMOU Penon : Nous souffrons beaucoup dans la préparation du fromage. On n'a pas un moyen de déplacement pour la collecte du lait dans les campements. Nous avons également notre mini laiterie qui ne fonctionne plus car nous n'avons reçu aucune formation pour pouvoir transformer le lait en d'autres produits. Notamment le yaourt. Que le projet nous aide sur ces plans. Nous avons également besoin d'appui financier.

3. DARMANI Ganiou, Président des bouchers, Nous les bouchers souffrons beaucoup. La boucherie est isolée de l'agglomération et est inaccessible. Cela crée constamment de la révolte car la population a du mal à venir à la boucherie. Nous manquons cruellement d'eau et d'énergie à notre atelier et cela crée souvent des situations d'inconfort. La boucherie ne dispose pas de matériels pour la conservation de viande. Nous souhaitons que le projet se dote d'une chambre froide de l'été des frigo pour atténuer nos pertes.

Nous voulons également que le projet nous aide à régler le problème d'insécurité qui régit dans nos marchés à l'étail car cela fait que nos marchés à l'étail ne fonctionnent pas correctement.

PROCES VERBAL DE SEANCE RELATIF A LA MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-DEL)

SYNTHESE DES POINTS SOULEVES, DECISIONS PRISES ET PROPOSITIONS

Les points abordés au cours de la séance ont porté sur le manque d'eau d'abreuvement au niveau de la mini-laiterie des boucheurs de l'abattoir. Il a été également question du tracé des couloirs de passage, des points d'eau et des lieux de paturage. Les acteurs ont convenu de résoudre les problèmes de l'insécurité dans les marchés de bétail.

Les acteurs de la filière lait et viande ont donné leur accord pour participer à la réalisation du projet.

Ont signé :

Boucheur
A
YAYA Sakari
97 02 77 05

Le Président UCOPER
W
WOROU DJO Godjanou
97 01 34 57

Le Président des boucheurs
M
DARMANI Ganiou
97 54 14 69

Assistant du consultant
J
Isidore DOMANOU
66 24 27 65

La Présidente des femmes
W
ADAMOU Pénou

Liste de présence de consultation du public

Département : Bonga Commune : Bassika Arrondissement : Bassika Village/Quartier : Bassika

Date : 17/11/2019

Lieu : Mini-Laiterie Bassika

N°	Nom et prénoms	Responsabilité/Structure	Contacts	Emargement
1.	Worouge Geyaaou	président/ANDPER	97 01 34 57	<u>Worouge</u>
2.	Maliga mouhamadoumoudou	SG Fildjélé	97 02 28 29	<u>Maliga</u>
3.	Seni Demen	Eleveur		<u>S</u>
4.	Boukari Falaou	Boucheur	97 46 87 82	<u>gond</u>
5.	Démané Ganien	Président des Boucheur	97 54 14 63	<u>HA</u>
6.	BIAOU Ibrahima	Gérant mini-fabrique	97 02 76 23	<u>Ibrahima</u>
7.	MAOUDÉ MOUHAMAD	éleveur	97 35 44 05	<u>MAOUDÉ</u>
8.	Yaaya Sakari	Boucheur	97 02 77 05	<u>A</u>

9.	ALASOUNO Zakari	Boucheur	97 67 74 65	<u>ALASOUNO</u>
10.	Abalo ADAM	Boucheur	96 01 34 47	<u>Abalo</u>
11.	DRAMBOUSmane	Boucheur	97 98 24 29	<u>DRAMBOUSmane</u>
12.	BACHABA Assamoum H.	Boucheur	64 69 70 95	<u>BACHABA</u>
13.	ABALO Taguou-dine	Boucheur	67 80 84 88	<u>ABALO</u>
14.	DRAMA Raimi	Boucheur	96 24 51 47	<u>DRAMA</u>
15.	DAMA Sambo	éleveur	97 23 48 65	<u>DAMA</u>
16.	ABoudayi Sada	éleveur	63 02 42 13	<u>ABoudayi</u>
17.	ORONGOURA Nandé	éleveur	96 97 19 00	<u>ORONGOURA</u>
18.	Djabi Lomotore	éleveur	64 03 37 98	<u>Djabi</u>
19.	KOURI Sambo	éleveur	64 25 56 88	<u>KOURI</u>
20.	Sambouan DUSMARITA	éleveur	96 65 91 09	<u>N</u>
21.	TASO Djoulé	éleveur	97 32 06 02	<u>TASO</u>

Procès-verbal de séance de consultation publique dans la Commune de Bantè

PROCES VERBAL DE SEANCE RELATIF A LA MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

PROCES VERBAL DE SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

MISSION : ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

Date : 18 Novembre 2019
Début de la séance : 10h 40 mn
Fin de la séance : 13h 12 mn
Commune : Bantè
Arrondissement : Pira
Village/quartier : Adjigo
Lieu-dit : Bureau de l'arrondissement
Langue(s) de travail : Français
Représentants du Bureau d'Etudes Consultant: DOMANOU Isidore

A. RESUME DES PRESENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA SEANCE

L'an deux mille dix-neuf et le dix-huit novembre a eu lieu à Pira, la consultation publique relative à la mission d'élaboration du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du Projet d'appui au Développement des filières lait et viande et à la promotion des Entreprises d'Élevage (PRODEFILAV-PEL). L'objectif de la séance est d'informer les acteurs de ces filières sur les aspects environnementaux et sociaux du projet et de recueillir leurs avis et perceptions.
Le Chef de village d'Adjigo a demandé la séance par la consultation de lui et les autres. Ensuite, il a donné la parole à l'assistant du consultant pour passer son message.
Après les salutations d'usage, l'assistant du consultant a rappelé les objectifs du projet et les objectifs de la mission d'élaboration du CGES. Ensuite, il a donné la parole à l'assistance pour avoir leurs préoccupations et avis.

B. QUESTIONS ET DEBATS

A l'entame de la séance, deux intervenants ont été enregistrés.

1. BORNI Méré, Vice-Président UCOFER, nous pose un problème de passage de couloir dans la commune car le seul couloir de passage qu'il y a, est un couloir transfrontalier. Nous voulons avoir des couloirs de passage à l'intérieur dans la commune. Nous manquons aussi d'eau dans la commune, donc il nous faut des barrages ou des retenus d'eau. Notre marché de bétail ne dispose pas d'eau et de hangar pour abriter les commerçants et les acheteurs. Dans notre commune, nous n'avons pas de pharmacie vétérinaire. Nous prions le projet de bien nous aider dans ce sens.

2. MOHAMED Halidou, Boucher, nous manquons d'abattoir dans la commune. Notre boucher ne dispose pas de chambre froide pour la conservation de nos produits et de la nous gèle les parts. Nous manquons également de moyens financiers pour. Nous souhaitons que le projet nous vienne en aide dans ce sens.

3. ALASSANE Wazaria, transformateur, la collecte du lait nous pose assez de difficultés car nous n'avons pas le moyen de transport. Nous avons également besoin d'appui financier car nous ne disposons pas d'argent d'ustensile de cuisine. Il faut nous également un marché de fromage car nous ne sommes pas en sécurité aux abords des villes.

PROCES VERBAL DE SEANCE RELATIF A LA MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

SYNTHESE DES POINTS SOULEVES, DECISIONS PRISES ET PROPOSITIONS

Les points abordés au cours de la séance ont porté sur la délimitation du couloir de passage sur le plan communal, le manque d'eau pour les hommes et les animaux, l'absence de pharmacie vétérinaire dans la commune. Au niveau des transformateurs du lait en fromage, il s'agit des difficultés liées à la collecte du lait, le manque de moyens financiers et l'existence d'un marché de fromage. Pour finir, les bouchers ont évoqué le besoin d'un abattoir et d'une boucherie équipée pour la conservation de viande.

Les acteurs de la filière, à la fin de la séance, ont accepté le projet et souhaitent voir sa réalisation dans le plus bref délai.

Ont signé :

C V Adjigo
A. Nung;
Nicaise AYEKORO

Secrétaire Général UCOPER
Banté

Oumarou ABOUBACA
67338134
Assistant du consultant

Isidore BOHANDOU
66242765

V-P UCOPER Banté
Mie

Mie BORNi
96196617

Président UCOPER Banté

Bouaïma ADAM
97152799

Représentante des Femmes
transformatrices

Wazaria ALASSANE
99169820

Représentant des bouchers
Hass

Mohamed ALISOW
61700983

Liste de présence de consultation du public

Département : Collines Commune : Bante Arrondissement : Pira Village/Quartier : ADJIGO
 Date : 18 Novembre 2019 Lieu : Bureau de l'arrondissement de Pira

N°	Nom et prénoms	Responsabilité/Structure	Contacts	Emargement
01	AININ Jean-Pierre	CA / PIRA	96 16 36 49	
02	AYEKORO Nicaise	CV / ADJIGO	66 30 84 80	A. Inyang's
03	ADAM Bouraima	Président WCOPEP Banté	97 15 27 79	
04	BORNI Hélé	Vice-Président WCOPEP Banté	96 19 66 17	
05	ABOUBACA Oumarou	Secrétaire Général WCOPEP Banté	67 33 21 34	
06	MAMA Adam	Éleveur / Membre de WCOPEP Banté	62 76 37 93	R
07	ISSA Abdoulaye	Éleveur / Membre de WCOPEP Banté	96 03 27 36	
07	DJIBO Issifou	Éleveur / Membre WCOPEP Banté	97 30 19 74	

09	IDRISSOU Adissa	Transformateur du lait	64 82 66 05	
10	SEBO Roukyath	"	62 78 10 84	
11	ALASSANE Wazariou	"	99 16 98 20	
12	ABOUBACA Aliou	Éleveur / Membre de WCOPEP Banté	-	
13	BOUMAMOU Hamadou	Éleveur / Membre de WCOPEP Banté	99 37 25 47	3
14	MOHAMMED Halidou	Boucher	61 70 09 83	Haut
15	CHÉFOU Bella	Boucher	65 33 36 44	
16	BOUMAMOU Issoune	Assistant du Consultant	66 26 87 65	

Procès-verbal de séance de consultation publique dans la Commune de Djidja

PROCES VERBAL DE SEANCE RELATIF A LA MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

PROCES VERBAL DE SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

MISSION : ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

Date : 19 Novembre 2019
Début de la séance : 12h 20 mn
Fin de la séance : 14h 45 mn
Commune : DJIDJA
Arrondissement : Djidja-Centre
Village/quartier : Aligondo-Zongo
Lieu-dit : Zongo
Langue(s) de travail : Français et Peulh
Représentants du Bureau d'Etudes : DOMANDOU Isdore

A. RESUME DES PRESENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA SEANCE

L'an deux mille dix-neuf et le dix-neuf novembre a eu lieu à Djidja, la consultation publique relative à la mission d'élaboration du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale du Projet d'appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la promotion des Entreprises d'élevage (PRODEFILAV-PEL).

L'objectif de la séance est d'informer les acteurs des filières Lait et Viande sur le projet et de recueillir leurs avis, suggestions et propositions.

La séance a débuté par les mots de remerciements et de salutations du Président UCDPER Barte. Ensuite, il a donné la parole à l'assistant du consultant pour faire passer son message.

L'assistant du consultant a salué l'assistance et leur a rappelé les objectifs de la séance.

B. QUESTIONS ET DEBATS

A l'entame du débat, trois intervenants ont été enregistrés.

1. BOUBE Ousmane, Président UCOPER, nous remercions beaucoup le projet PAFILAV car il a fait beaucoup de chose aux acteurs de la Filière lait et viande dans la commune de Djidja. Grâce à PAFILAV, nous avons eu un magasin d'aliment à bétail, un parc de vaccination des animaux, un forage pour abreuver le bétail. Nous avons également reçu des subventions de la part du PAFILAV.

2. SOUMANOU Amadou, SG UCOPER, nous remercions beaucoup PAFILAV pour tout ce qu'il a fait pour nous. Malgré tout, nous avons encore des problèmes. Nous manquons de passage de couloirs à l'intérieur de la commune. Nous manquons également d'eau pour abreuver nos animaux. Si le projet peut nous aider à avoir des passages ce serait bien. Dans la commune de Djidja, nous n'avons pas de vétérinaire ni de pharmacie vétérinaire. Cela ne nous aide pas à suivre la santé de nos animaux.

3. AMADOU Fatima, Présidente Groupement FulFuldi Banté, nous n'avons pas assez de moyens pour subvenir à nos besoins en matière de transformation du lait en fromage. Si le projet peut nous faire des crédits et nous doter d'un moyen de déplacement et d'un marché de vente de fromage, nous promettons de produire pour le département de Zou.

PROCES VERBAL DE SEANCE RELATIF A LA MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

SYNTHESE DES POINTS SOULEVES, DECISIONS PRISES ET PROPOSITIONS


Les points abordés au cours de la séance ont porté sur l'insuffisance des passages de couloirs dans la commune. Il a été également question du manque d'eau, de vétérinaire et de pharmacie vétérinaire dans la commune. Au niveau des femmes transformatrices, il a été question du manque de moyen financier pour augmenter leur productivité d'un moyen de transport pour assurer la collecte de lait et le transport des fromages vers les lieux de vente.

Ont signé :

Présidente des femmes


Fatima AMADOU

Le Président UCO PER



Rpt du Consultant















Issouf DOMANOU


MISSION D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES LAIT ET VIANDE ET A LA PROMOTION DES ENTREPRISES D'ELEVAGE (PRODEFILAV-PEL)

Liste de présence de consultation du public

Département : ZOU Commune : Djidja Arrondissement : Djidja-Village/Quartier : Aligondo-Zongo
Date : 19 Novembre 2019 Lieu : Zongo

N°	Nom et prénoms	Responsabilité/Structure	Contacts	Emargement
01	BOUBE Ousmane	Président UCOPER Adidja	64 03 57 35	
02	IDRISSOU Ali	Treorier UCOPER Djidja	97 26 50 24	
03	AMADOU Fatima	Présidente Groupement Fulfulde	97 74 25 61	
04	MAMA Aïcha	Treorier Générale Groupement Fulfulde	96 85 38 84	
05	AMADOU Adidja	Trasformation du lait en fromage	69 03 89 11	
06	HAMADOU Adidja	Trasformation du lait en fromage	90 77 25 24	
07	HAMADOU YERIMADO Amina	"	-	
08	OMAROU Aïcha	"	63 44 08 50	

09	ALI Amina	Transformateur	—	
10	GARBA Aichaton	"	—	
11	AMABOU Bouraïma	Eleveur	60/19 35 72	
12	SOUHANA Amadou	Secrétaire Adjoint USCOPER Djidja	67727451	41
13	ALIOU Mohamed	Etudiant	94796570	général
14	TCHAMA ALI	Eleveur	—	
15	BOUBE Mohamed	Eleveur	96872318	
16	BOUBE Chaman	Eleveur	90598464	"
17	AKA Saley	Eleveur	—	"
18	ILLIASSOU Hassan	Eleveur	68372434	CS
19	SOWMANOU Oumarou	Eleveur	97955750	821
20	BOUBE Hama	Eleveur	90516304	Q

21	OUHAROU Bourba		65 479702	25
22	ROMANOU Isidore	Assistant du Consultant	66 248265	

Annexe 8 : Fiche Enquête de collecte des données

Cette fiche est élaborée dans le cadre de la collecte des données/informations pour la mission d'élaboration du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du PRODEFILAV-PEL. Elle vise également à élaborer un Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale en vue d'assurer le contrôle et la surveillance de la mise en œuvre des mesures.

1. Situation géographique

0-1	Département :
	Commune :
0-2	Arrondissement :
0-3	Village :

2. Identification de l'enquêté

1-1	Nom et prénoms :	
1-2	Sexe :	
1-3	Age :	
1-4	Profession :	
1-5	Ethnie :	
1-6	Origine :	Autochtone <input type="checkbox"/> Immigrant <input type="checkbox"/>
1-7	Principale activité exercée dans	Agriculture <input type="checkbox"/> Elevage <input type="checkbox"/>
1-8	Contact :	

3. Perception des organisations paysannes et associations professionnelles sur PAFILAV

3.1. Connaissez-vous le PAFILAV ? Si oui, comment ?

.....

.....

Quelles ont été les forces et les faiblesses de ce projet ?

.....

.....

- différents moyens d'existence des populations bénéficiaires du projet	
- revenus tirés des activités menées par les populations	
- mode d'accès aux terres	
- niveau d'instruction des populations bénéficiaires	
- impacts socio-environnementaux du projet	
- perception des acteurs sur les enjeux socio-environnementaux du projet	
- différentes mesures d'atténuation des impacts environnementaux du projet ;	
- plan de gestion environnemental et social du projet ;	
- mécanisme de règlement des litiges et des conflits ;	

3.2. Etes-vous satisfaits des actions du PAFILAV ? Si oui, comment ? Si non, pourquoi ?

.....
.....
.....

3.3. Une deuxième phase serait-elle nécessaire selon vous pour le PAFILAV ? Si oui comment ?

.....
.....

3.4. Avez-vous connaissance du PRODEFILAV-PEL ? Oui ☐ Non ☐
(si non, le consultant leur présente le PRODEFILAV)

3.5. Quelles sont vos attentes de ce nouveau projet ?

.....
.....

Comment comptez-vous vous organiser pour l'atteinte des objectifs du PRODEFILAV-PEL ?

Date de l'enquête : /___/___/___/___/___/___/

Nom et prénom de l'enquêteur : _____